

**VILLE DE BRUXELLES - STAD BRUSSEL**



**RAPPORT – VERSLAG**

**BUDGET - BEGROTING**

**2022**

**CONSEIL COMMUNAL – 25-04-2022 - GEMEENTERAAD**

## Table des matières

1	Rapport sur le budget 2022	1 - 33
2	Résultat 2022 - états récapitulatifs - budgets ordinaires et extraordinaires	34 - 35
3	Evolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges	36 – 41
4	4.1. Caractéristiques de la Ville 4.2. Tableau du personnel communal 4.3. Analyse du taux de réalisation budgétaire pour les comptes 2018 – 2019 – 2020 4.4. Tableau prévisionnel en matière de dépenses extraordinaires d'investissement – SEC 2010 4.5. Budget 2022 sous format SEC	42 – 48
5	Evolution de la dette par organisme financier	49 – 52
6	6.1. Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité 6.2. Note du CPAS « article 60 » 6.3. Estimation des besoins de postes article 60§7 Loi organique – Annexe 7 CPAS	53 - 58
7	Circulaire budgétaire du Ministère de la Région de Bruxelles - Capitale relative au budget de 2022 et ses annexes.	59 - 80

# **1. RAPPORT SUR LE BUDGET**

**2022**

### Le budget de la Ville: un acte fondamental de la gestion communale

#### 1. Introduction

Le présent document constitue une synthèse du budget pour l'exercice 2022 au sens de l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale.

Il a pour objectif principal de relever les particularités de l'exercice 2022, de décrire la situation financière de la Ville ainsi que ses perspectives d'avenir.

Le budget a essentiellement 3 vocations:

- Il est d'abord un acte conférant une base légale à l'exécution des recettes et des dépenses;
- Il est ensuite un acte politique qui est la traduction financière de la politique du Collège des Bourgmestre et Echevins;
- Il est également un exercice prévisionnel et un outil de gestion financière. En ce sens, le budget constitue le « premier signal » et le « premier révélateur » de la situation financière.

A la différence du budget d'un ménage ou d'une entreprise, le budget communal n'est pas qu'indicatif. Il définit le cadre dans lequel sont utilisés les deniers publics. Son usage est soumis à un ensemble de règles et de contraintes qui constituent les techniques comptables et budgétaires conditionnant également l'essentiel des actes de l'administration.

#### 2. La présentation et le contenu du budget 2022

La circulaire régionale relative au budget a été jointe à ce rapport, ainsi que ses annexes.

Partant du fait que la classification par fonction est un outil fondamental d'information d'ordre politique, économique ou statistique, l'autorité de tutelle insiste sur le fait que les communes reviennent à une utilisation stricte et précise de tous les codes fonctionnels disponibles au plan comptable budgétaire afin d'éviter d'une part une multiplication des crédits et d'autre part une surestimation globale possible des dépenses. Afin d'éviter ce phénomène d'inflation et de permettre l'inscription correcte des crédits budgétaires, une limite des crédits beaucoup plus souple a été élaborée au budget ordinaire et ce depuis 2005.

Les axes fondamentaux de cette présentation consistent à inviter les Conseillers communaux à se prononcer sur le budget fonctionnel et sur le budget économique en ce qui concerne le service ordinaire et non pas sur le détail des articles du budget ordinaire.

Le budget 2022 se compose:

- du budget détaillé par article

Il reprend le détail par article (codification FFFDD/EEEE) avec en regard, lorsque nécessaire, les explications relatives aux crédits inscrits.

- du budget fonctionnel

Les articles budgétaires sont limités à 6 chiffres (FFF/EEE – 3 premiers chiffres du code fonctionnel – 3 premiers chiffres du code économique). L'utilisation des crédits est étendue au groupe fonctionnel et au groupe économique.

Dans cette « enveloppe », tous les glissements de crédits sont possibles, sans formalités spécifiques. Ce n'est qu'en cas de nécessité de dépassement de cette enveloppe que la procédure légale des modifications budgétaires doit être mise en oeuvre.

Cette souplesse réduit le nombre de modifications budgétaires tout en permettant l'imputation des dépenses aux articles adéquats.

- [du budget économique](#)

Les crédits budgétaires sont également présentés par groupes économiques, triés par codes économiques à 5 chiffres.

Cette présentation donne une vue transversale des recettes et dépenses de la Ville.

- [du tableau récapitulatif](#)

Ce document est joint au budget fonctionnel, au budget économique et est inséré dans le présent rapport (chapitre 2).

- [du tableau du personnel](#)

Le tableau du personnel est repris au chapitre 4 du présent rapport.  
Le comptage des effectifs se fait en équivalent temps plein.

- [du plan pluriannuel d'investissements](#)

Ce plan reprend le descriptif du programme extraordinaire et ses modes de financement.

- [de l'annexe «Evolution de la dette communale d'investissement »](#)

L'annexe «Evolution de la dette communale d'investissement» reprend l'évolution de la dette communale d'investissement par organisme financier.

- [de l'annexe de l'évolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges](#)

L'annexe de l'évolution des fonds de réserves et des provisions pour risques et charges reprend:

- L'évolution des constitutions et des utilisations des fonds de réserves ordinaire et extraordinaire;
- L'évolution des constitutions et des utilisations ou reprises de provisions pour risques et charges.

- [de la liste des transferts](#)

La liste des transferts reprend l'ensemble des dépenses de transferts qui seront octroyés par la Ville en 2022.

- [des annexes relatives à la transposition du budget 2022 sur base de la comptabilité SEC \(système européen des comptes nationaux\)](#)

### 3. Principales caractéristiques et tendances du budget ordinaire 2022

#### 3.1. L'importance économique du secteur public local

Le secteur public local a un impact important sur l'activité économique tant en ce qui concerne les dépenses (personnel, investissements, etc.) que les recettes (taxes, etc.).

La Ville de Bruxelles est, avec 8.989 employés, en ce compris le personnel enseignant de la Ville (mais en dehors du personnel de police, du CPAS, des ASBL communales ...), l'un des plus importants fournisseurs d'emploi en Région bruxelloise.

Avec un montant total de dépenses au budget ordinaire de 912.023.727,33 €, la Ville est donc, un acteur économique majeur au niveau local et régional.

#### 3.2. Résultat du budget 2022

La réussite de toutes les missions et la réalisation de tous les projets envisagés par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville est financièrement concrétisée par l'établissement et l'exécution de son budget.

Le projet de budget présenté par le Collège se base sur des prévisions budgétaires liées à une année caractérisée par le déménagement des services administratifs vers le nouveau Centre administratif de la Ville de Bruxelles BRUCITY, et par la prévision d'une forte inflation ayant une implication sur l'indexation des salaires du personnel notamment, et les effets de la crise sanitaire.

##### 3.2.1. Résultat de l'exercice propre 2022

Le budget de 2022 est présenté avec un mali de -4.779.005,23 €.

	BUDGET 2022
RECETTES	907.244.722,10
DEPENSES	912.023.727,33
<b>BONI</b>	<b>-4.779.005,23</b>

#### 3.3. Résultats du budget par le passé

Le tableau et la présentation graphique ci-après présentent les résultats au budget lors de ces dernières années.

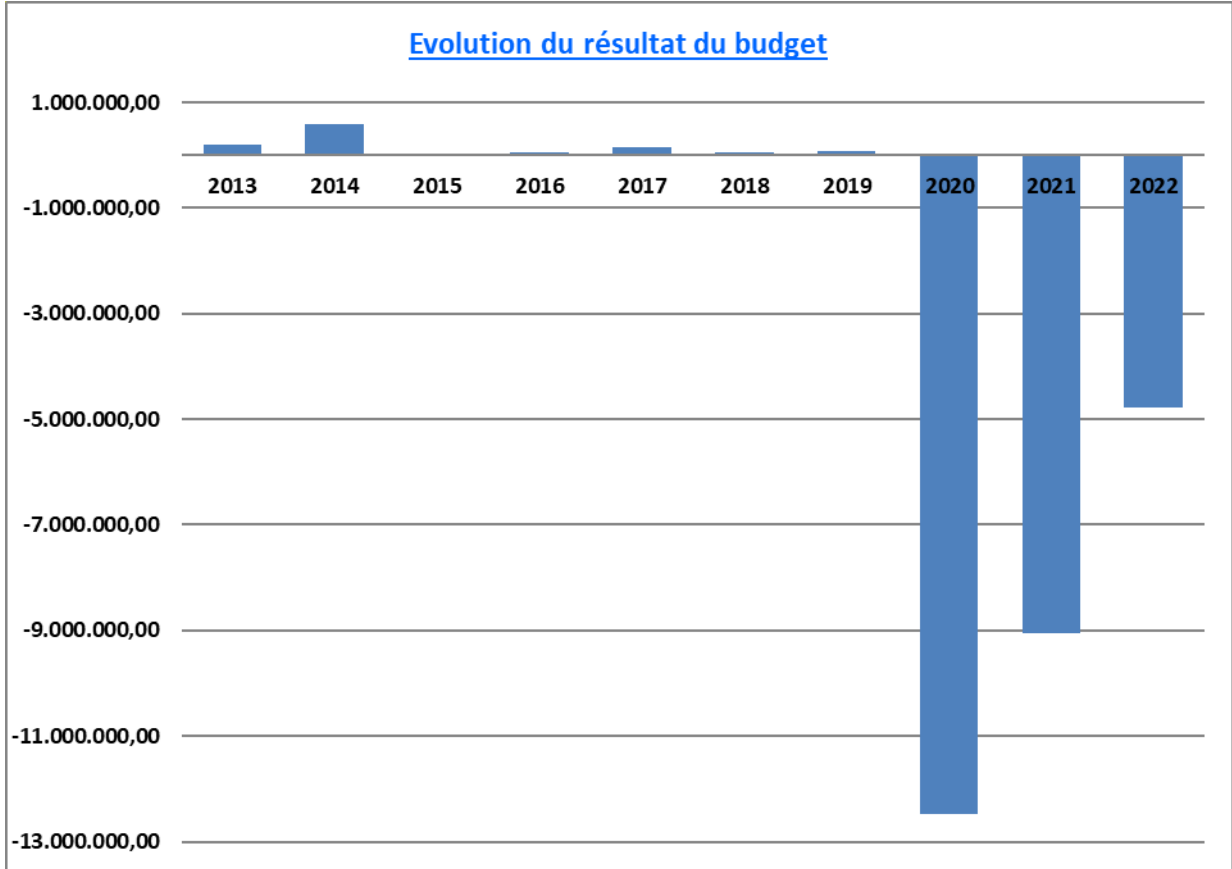
La Ville de Bruxelles est parvenue ces dernières années à présenter un résultat au budget initial en équilibre.

La crise sanitaire et l'impact de celle-ci ont provoqué cependant un mali budgétaire en 2020 et 2021.

L'année budgétaire 2022 présente quant à elle un léger déficit qui trouve principalement son origine

- par des coûts complémentaires liés au déménagement des services administratifs vers le nouveau centre administratif;
- par les coûts encore supportés pour une année entière en 2022 suite à l'occupation du Centre administratif actuel et d'autres lieux qui ne seront plus ou partiellement occupés dans l'avenir (loyers et charges locatives, gardiennage, nettoyage, maintenance installations techniques, ...). Ces mêmes coûts adaptés (à l'exception du loyer) sont également à supporter pour une demi-année dans le nouveau bâtiment Brucity;
- et par les effets de la crise sanitaire

Résultats du BUDGET après MB	
2013	191.341,53
2014	590.405,07
2015	11.970,10
2016	42.678,08
2017	160.038,53
2018	50.311,15
2019	85.827,47
2020	-12.480.176,01
2021	-9.054.299,40
2022	-4.779.005,23



### 3.4. Analyse fonctionnelle et économique du service ordinaire

L'analyse des dépenses et des recettes peut se faire sous deux angles distincts: au niveau économique et au niveau fonctionnel.

La ventilation fonctionnelle des dépenses et des recettes vise les domaines dans lesquels s'exerce l'intervention de la Ville.

La ventilation économique, quant à elle, porte sur la destination des moyens pour les dépenses et sur l'origine des moyens pour les recettes.

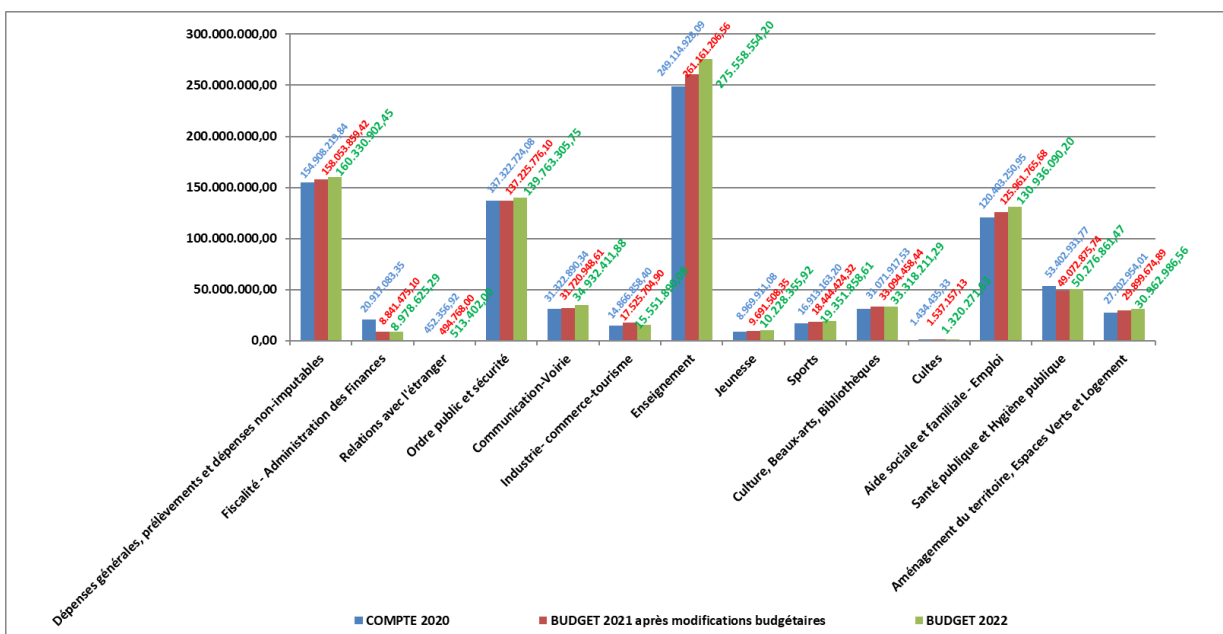
### 3.4.1. Analyse fonctionnelle des dépenses et des recettes

La fonction détermine le domaine dans lequel intervient la commune.

Le budget de la Ville reprend 26 groupes de fonctions qui sont regroupées ici en 14 fonctions pour simplifier l'analyse.

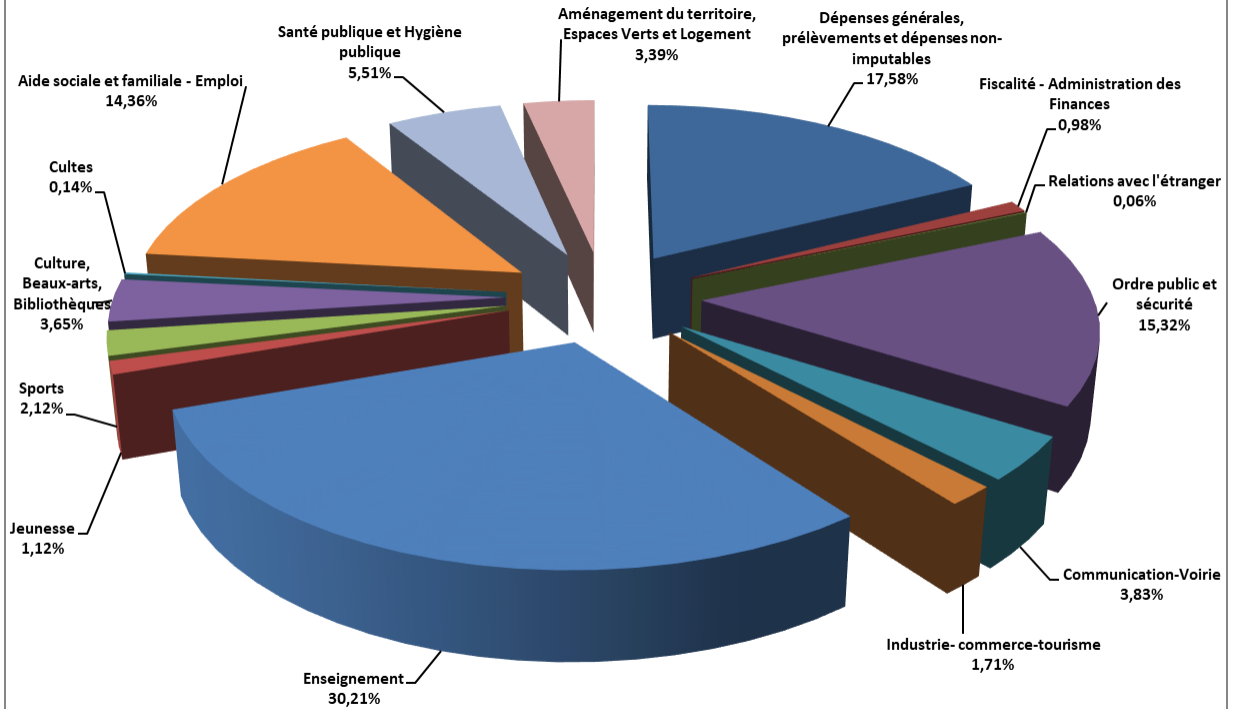
#### Les dépenses (= les domaines d'action)

FONCTIONS	COMPTE 2020	%	BUDGET 2021 après modifications budgétaires	%	BUDGET 2022	%
1 Dépenses générales, prélèvements et dépenses non-imputables	154.908.219,84	17,83%	158.053.859,42	17,91%	160.330.902,45	17,58%
2 Fiscalité - Administration des Finances	20.917.083,35	2,41%	8.841.475,10	1,00%	8.978.625,29	0,98%
3 Relations avec l'étranger	452.356,92	0,05%	494.768,00	0,06%	513.402,00	0,06%
4 Ordre public et sécurité	137.322.724,08	15,81%	137.225.776,10	15,55%	139.763.305,75	15,32%
5 Communication-Voirie	31.322.890,34	3,61%	31.720.948,61	3,59%	34.932.411,88	3,83%
6 Industrie - commerce-tourisme	14.866.858,40	1,71%	17.525.704,90	1,99%	15.551.890,08	1,71%
7 Enseignement	249.114.928,09	28,67%	261.161.206,56	29,59%	275.558.554,20	30,21%
8 Jeunesse	8.969.911,08	1,03%	9.691.508,35	1,10%	10.228.355,92	1,12%
9 Sports	16.913.163,20	1,95%	18.444.424,32	2,09%	19.351.858,61	2,12%
10 Culture, Beaux-arts, Bibliothèques	31.071.917,53	3,58%	33.094.458,44	3,75%	33.318.211,29	3,65%
11 Cultes	1.434.435,33	0,17%	1.537.157,13	0,17%	1.320.271,63	0,14%
12 Aide sociale et familiale - Emploi	120.403.250,95	13,86%	125.961.765,68	14,27%	130.936.090,20	14,36%
13 Santé publique et Hygiène publique	53.402.931,77	6,15%	49.072.875,74	5,56%	50.276.861,47	5,51%
14 Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement	27.702.954,01	3,19%	29.899.674,89	3,39%	30.962.986,56	3,39%
<b>Total</b>	<b>868.803.624,89</b>	<b>100%</b>	<b>882.725.603,24</b>	<b>100%</b>	<b>912.023.727,33</b>	<b>100%</b>

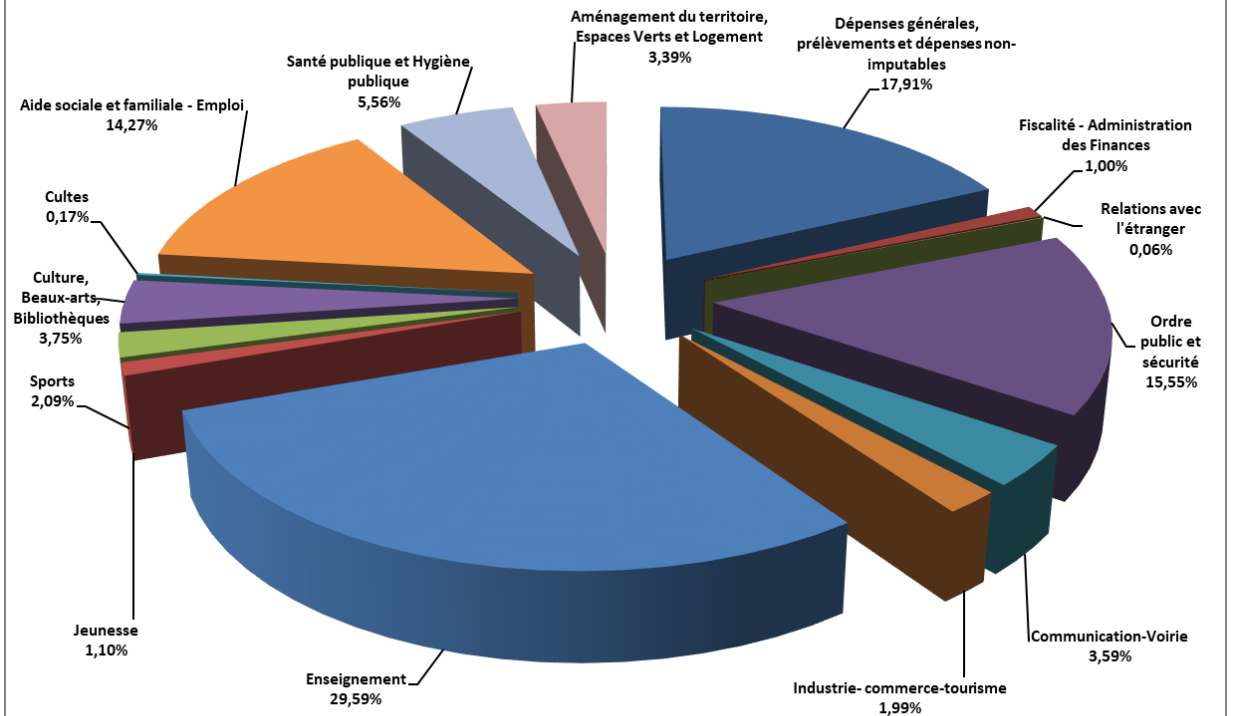




**Budget 2022: Analyse fonctionnelle des dépenses**

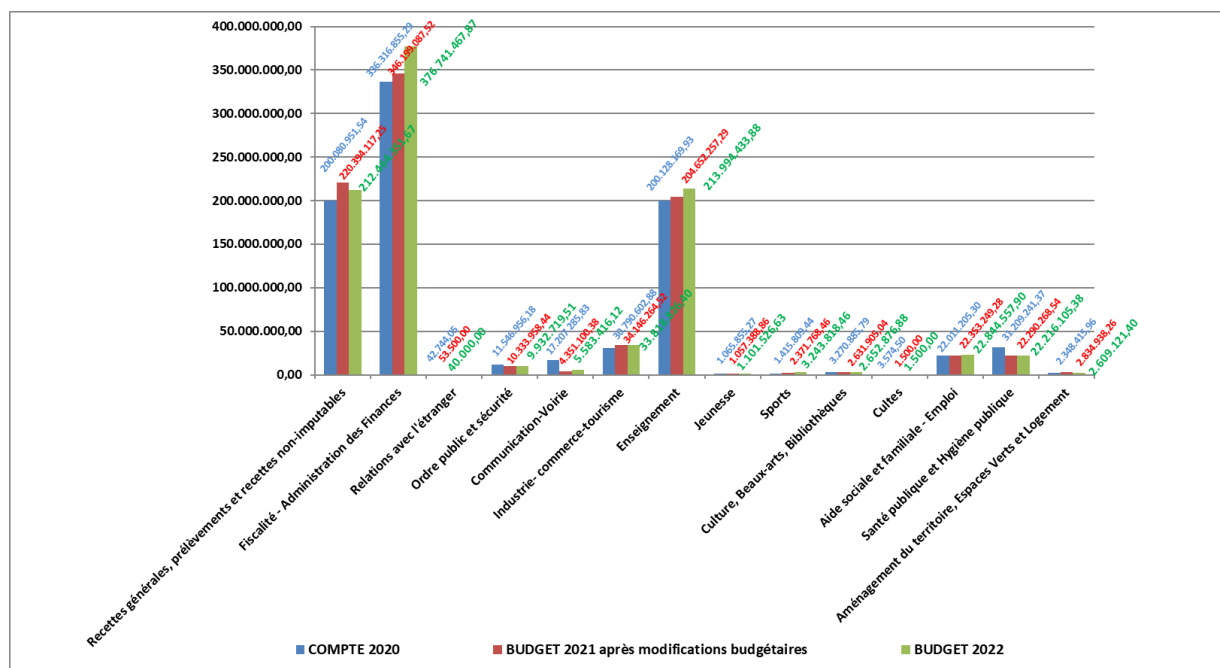


**Budget 2021 après MB: Analyse fonctionnelle des dépenses**

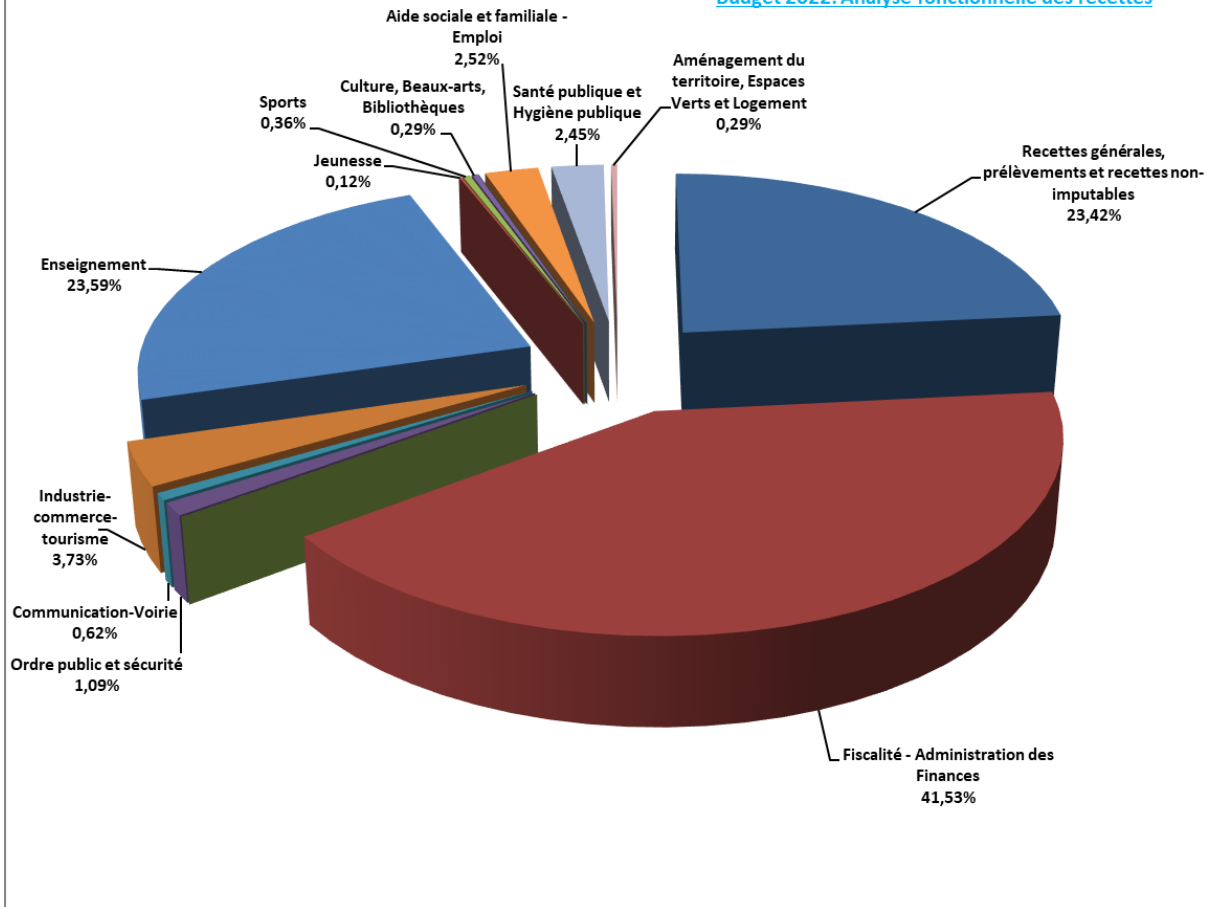


## Les recettes (= l'origine des moyens)

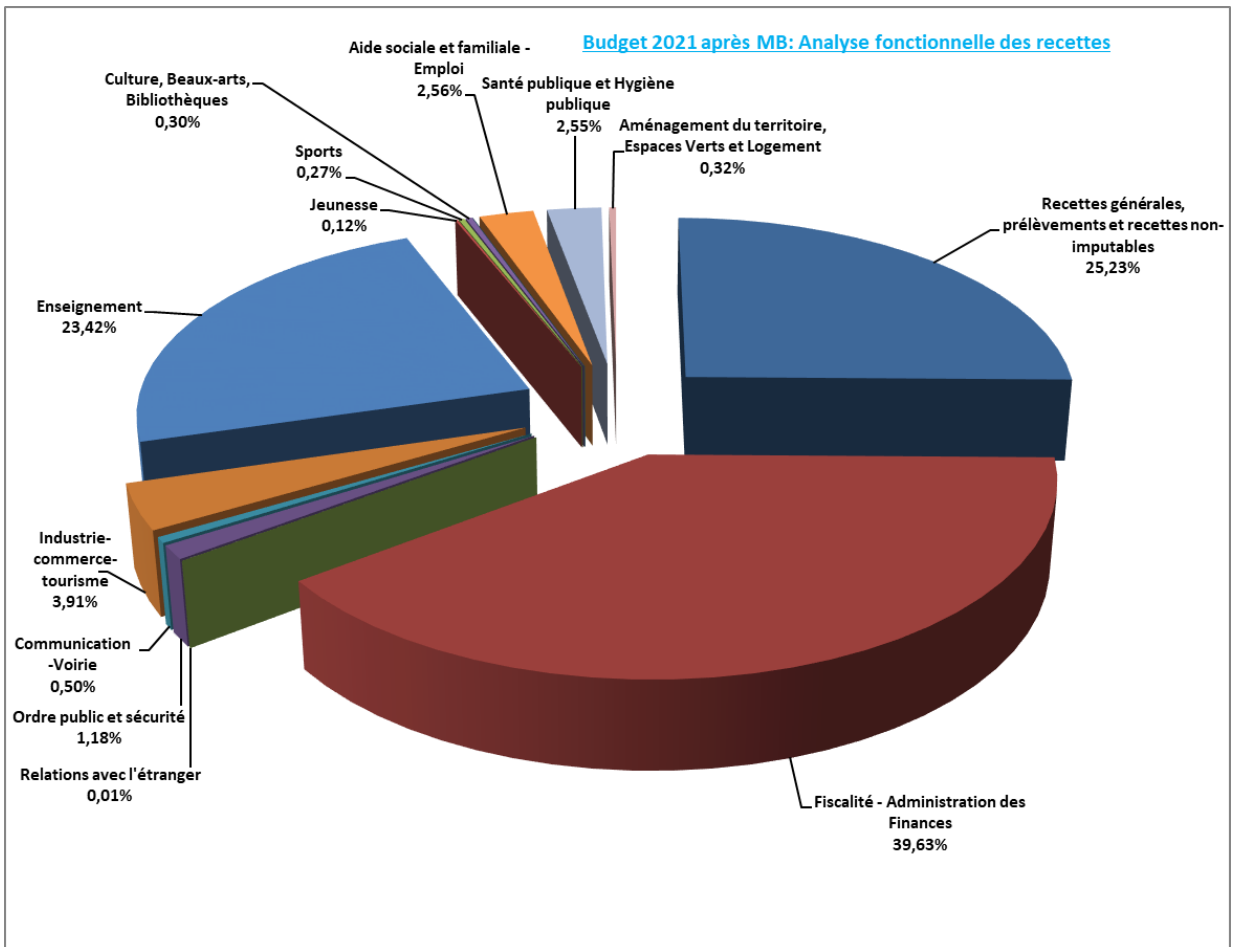
FONCTIONS		COMPTE 2020	%	BUDGET 2021 après modifications budgétaires	%	BUDGET 2022	%
1	Recettes générales, prélèvements et recettes non-imputables	200.080.951,54	23,33%	220.394.117,25	25,23%	212.464.351,67	23,42%
2	Fiscalité - Administration des Finances	336.316.855,29	39,22%	346.199.087,52	39,63%	376.741.467,87	41,53%
3	Relations avec l'étranger	42.744,05	0,00%	53.500,00	0,01%	40.000,00	0,00%
4	Ordre public et sécurité	11.546.956,18	1,35%	10.333.958,44	1,18%	9.932.719,51	1,09%
5	Communication-Voirie	17.207.285,83	2,01%	4.351.100,38	0,50%	5.583.416,12	0,62%
6	Industrie- commerce-tourisme	30.790.602,88	3,59%	34.146.264,52	3,91%	33.818.826,40	3,73%
7	Enseignement	200.128.169,93	23,34%	204.652.257,29	23,42%	213.994.433,88	23,59%
8	Jeunesse	1.065.855,27	0,12%	1.057.388,86	0,12%	1.101.526,63	0,12%
9	Sports	1.415.809,44	0,17%	2.371.768,46	0,27%	3.243.818,46	0,36%
10	Culture, Beaux-arts, Bibliothèques	3.270.885,79	0,38%	2.631.905,04	0,30%	2.652.876,88	0,29%
11	Cultes	3.574,50	0,00%	1.500,00	0,00%	1.500,00	0,00%
12	Aide sociale et familiale - Emploi	22.011.205,30	2,57%	22.353.249,28	2,56%	22.844.557,90	2,52%
13	Santé publique et Hygiène publique	31.209.241,37	3,64%	22.290.268,54	2,55%	22.216.105,38	2,45%
14	Aménagement du territoire, Espaces Verts et Logement	2.348.415,96	0,27%	2.834.938,26	0,32%	2.609.121,40	0,29%
<b>Total</b>		<b>857.438.553,33</b>	<b>100%</b>	<b>873.671.303,84</b>	<b>100%</b>	<b>907.244.722,10</b>	<b>100%</b>



Budget 2022: Analyse fonctionnelle des recettes



Budget 2021 après MB: Analyse fonctionnelle des recettes



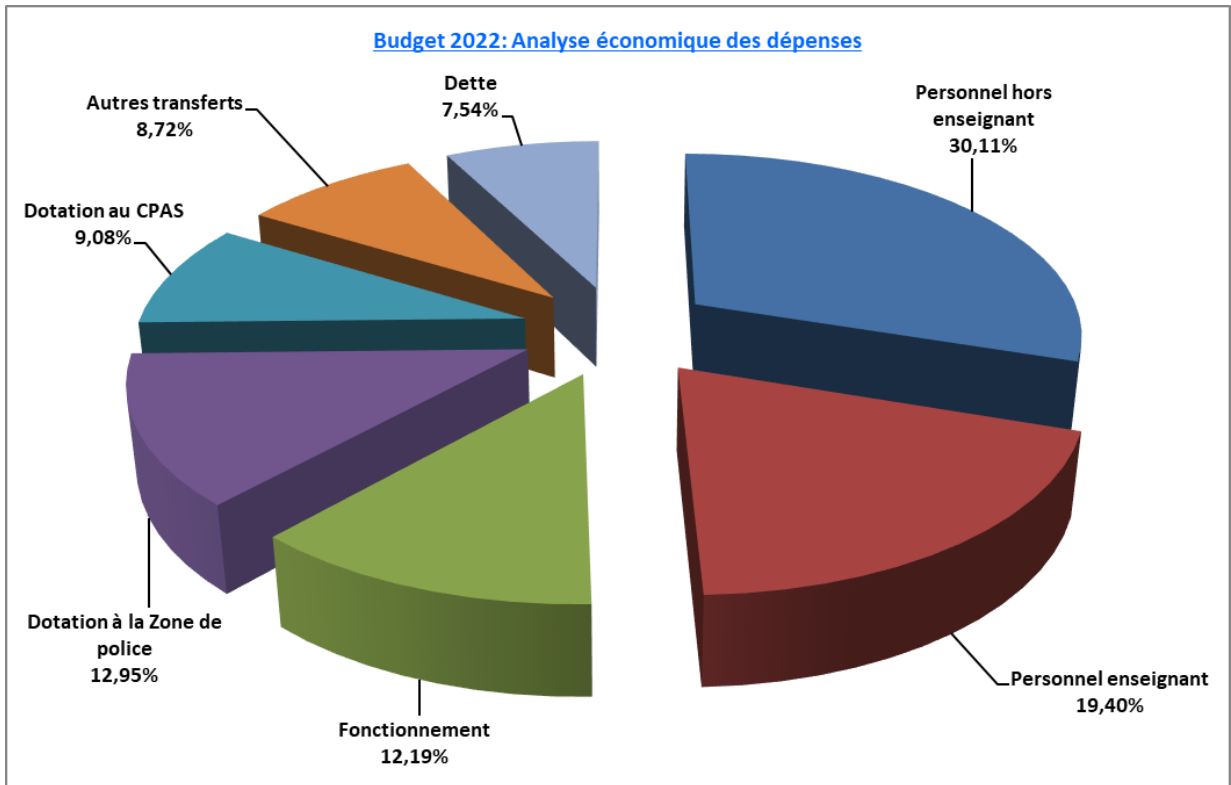
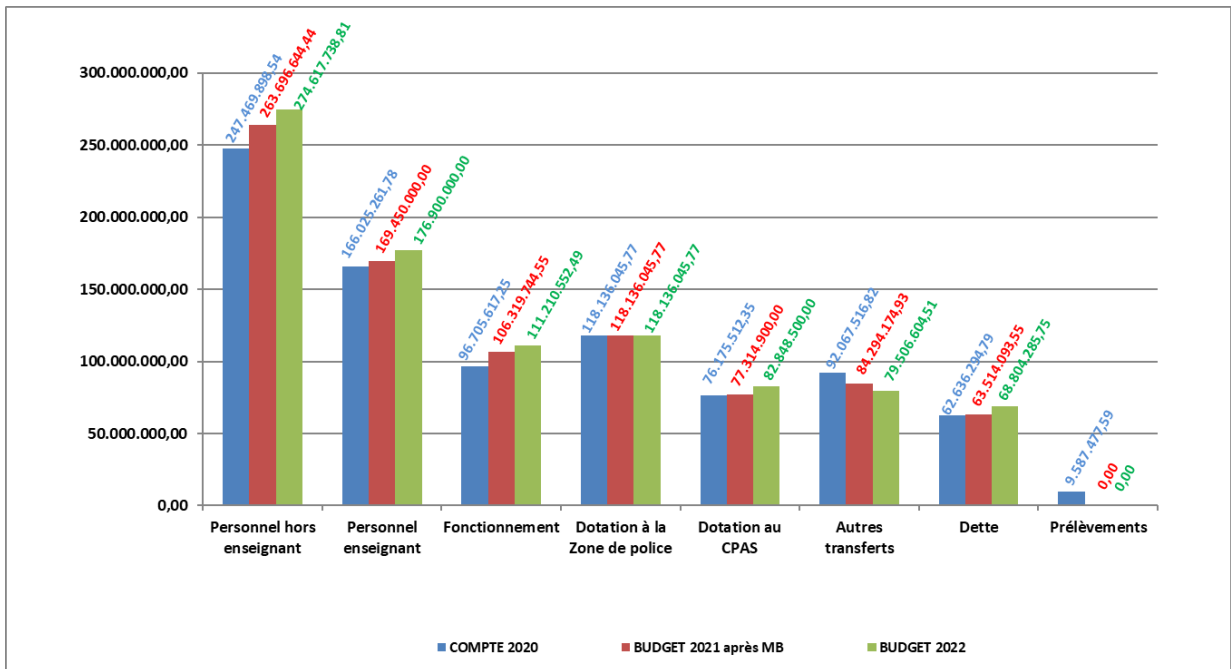
### 3.4.2. Analyse économique des recettes et des dépenses

Cette analyse porte sur la destination des moyens (pour les dépenses) et sur l'origine des moyens (pour les recettes).

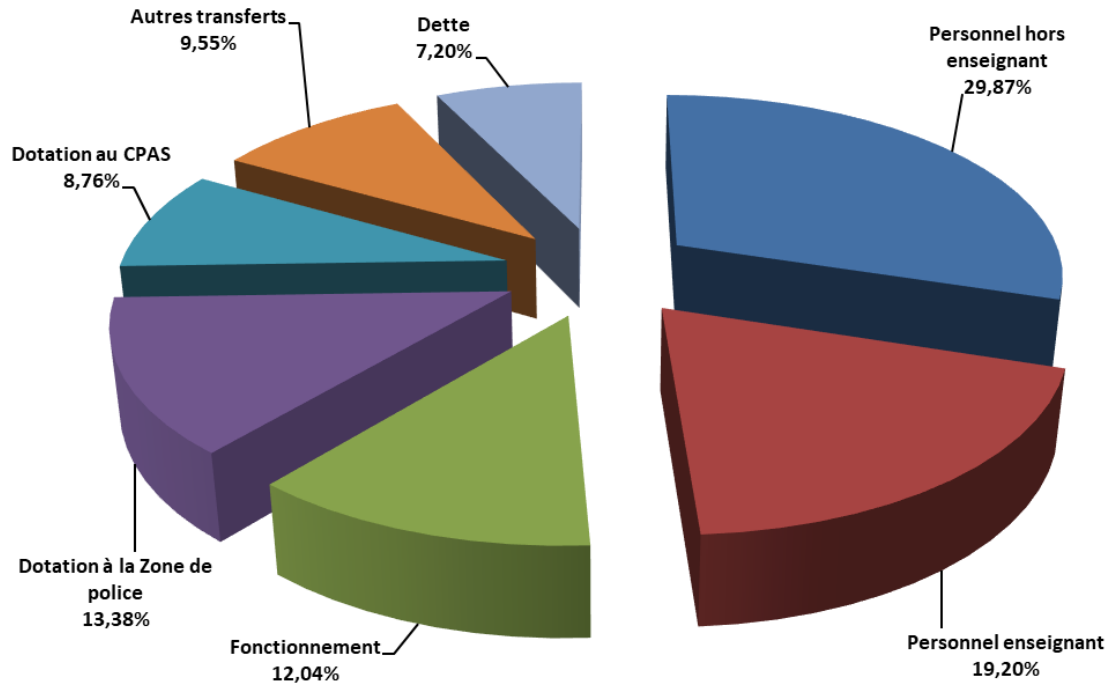
BUDGET 2022							
DEPENSES				RECETTES			
	Compte 2020	Budget 2021 après modif. budgt.	Budget 2022		Compte 2020	Budget 2021 après modif. budgt.	Budget 2022
PERSONNEL	413.495.160,32	433.146.644,44	451.517.738,81	PRESTATIONS	51.333.991,24	51.769.703,83	56.063.447,10
<i>Personnel enseignant</i>	<i>166.025.261,78</i>	<i>169.450.000,00</i>	<i>176.900.000,00</i>				
<i>Personnel hors Personnel enseignant</i>	<i>247.469.898,54</i>	<i>263.696.644,44</i>	<i>274.617.738,81</i>				
FONCTIONNEMENT	96.705.617,25	106.319.744,55	111.210.552,49	TRANSFERTS	772.871.162,56	788.355.502,41	825.025.643,87
TRANSFERTS	286.379.074,94	279.745.120,70	280.491.150,28	<i>Transferts Personnel enseignant</i>	<i>166.025.261,78</i>	<i>169.450.000,00</i>	<i>176.900.000,00</i>
				<i>Transferts hors Personnel enseignant</i>	<i>606.845.900,78</i>	<i>618.905.502,41</i>	<i>648.125.643,87</i>
DETTE	62.636.294,79	63.514.093,55	68.804.285,75	DETTE	19.170.359,52	16.082.345,89	15.611.631,13
PRELEVEMENTS	9.587.477,59	0,00	0,00	PRELEVEMENTS	14.063.040,01	17.463.751,71	10.544.000,00
<b>TOTAL</b>	<b>868.803.624,89</b>	<b>882.725.603,24</b>	<b>912.023.727,33</b>	<b>TOTAL</b>	<b>857.438.553,33</b>	<b>873.671.303,84</b>	<b>907.244.722,10</b>
				RESULTAT	-11.365.071,56	-9.054.299,40	-4.779.005,23

#### Les dépenses (= destination des moyens)

RUBRIQUE	COMPTE 2020	%	BUDGET 2021 après MB	%	BUDGET 2022	%
Personnel	413.495.160,32	47,59%	433.146.644,44	49,07%	451.517.738,81	49,51%
<i>Personnel hors enseignant</i>	<i>247.469.898,54</i>	<i>28,48%</i>	<i>263.696.644,44</i>	<i>29,87%</i>	<i>274.617.738,81</i>	<i>30,11%</i>
<i>Personnel enseignant</i>	<i>166.025.261,78</i>	<i>19,11%</i>	<i>169.450.000,00</i>	<i>19,20%</i>	<i>176.900.000,00</i>	<i>19,40%</i>
Fonctionnement	96.705.617,25	11,13%	106.319.744,55	12,04%	111.210.552,49	12,19%
Transferts	286.379.074,94	32,96%	279.745.120,70	31,69%	280.491.150,28	30,75%
<i>Dotation à la Zone de police</i>	<i>118.136.045,77</i>	<i>13,60%</i>	<i>118.136.045,77</i>	<i>13,38%</i>	<i>118.136.045,77</i>	<i>12,95%</i>
<i>Dotation au CPAS</i>	<i>76.175.512,35</i>	<i>8,77%</i>	<i>77.314.900,00</i>	<i>8,76%</i>	<i>82.848.500,00</i>	<i>9,08%</i>
<i>Autres transferts</i>	<i>92.067.516,82</i>	<i>10,60%</i>	<i>84.294.174,93</i>	<i>9,55%</i>	<i>79.506.604,51</i>	<i>8,72%</i>
Dettes	62.636.294,79	7,21%	63.514.093,55	7,20%	68.804.285,75	7,54%
Prélèvements	9.587.477,59	1,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>868.803.624,89</b>	<b>100,00%</b>	<b>882.725.603,24</b>	<b>100,00%</b>	<b>912.023.727,33</b>	<b>100,00%</b>

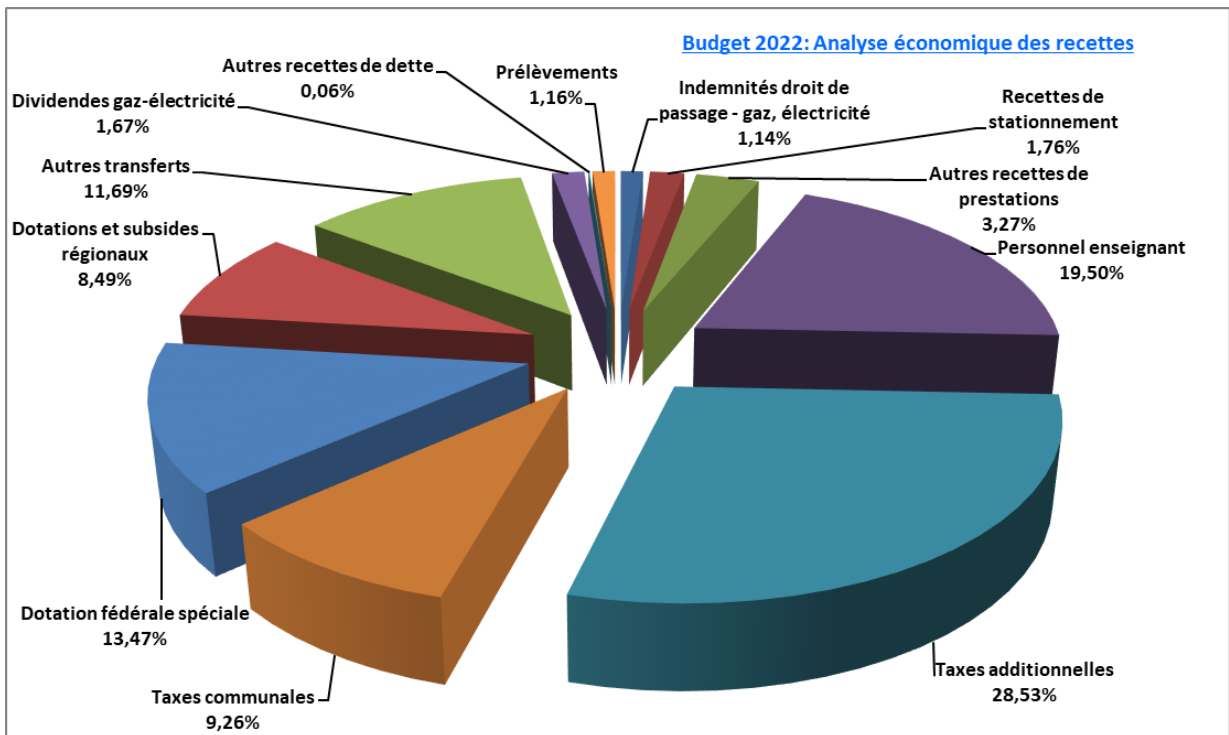
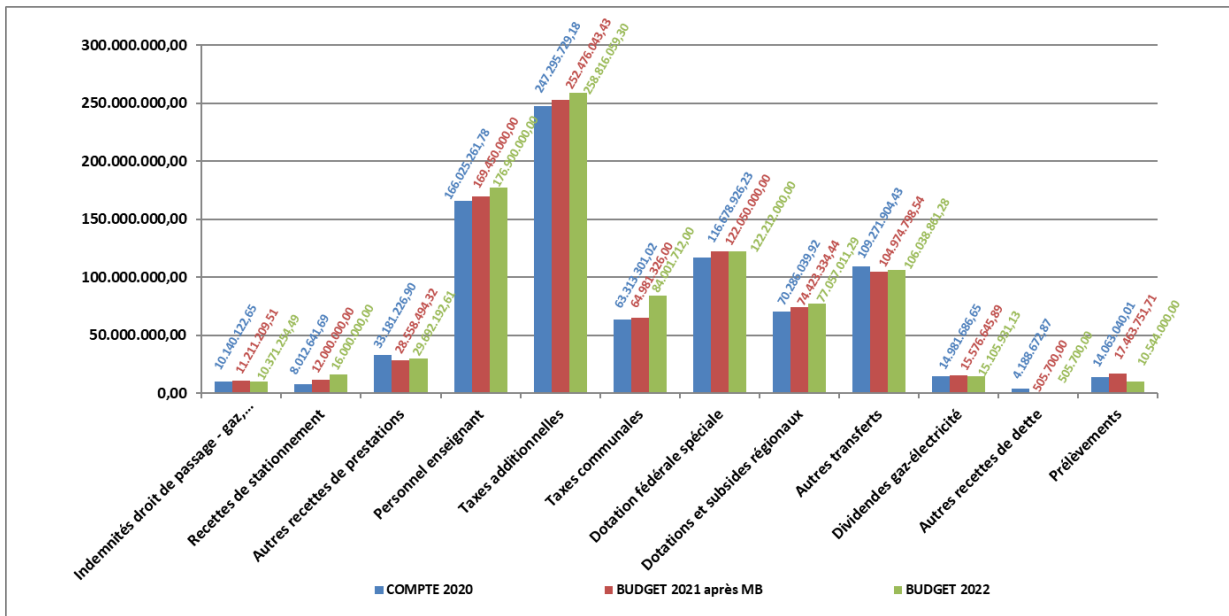


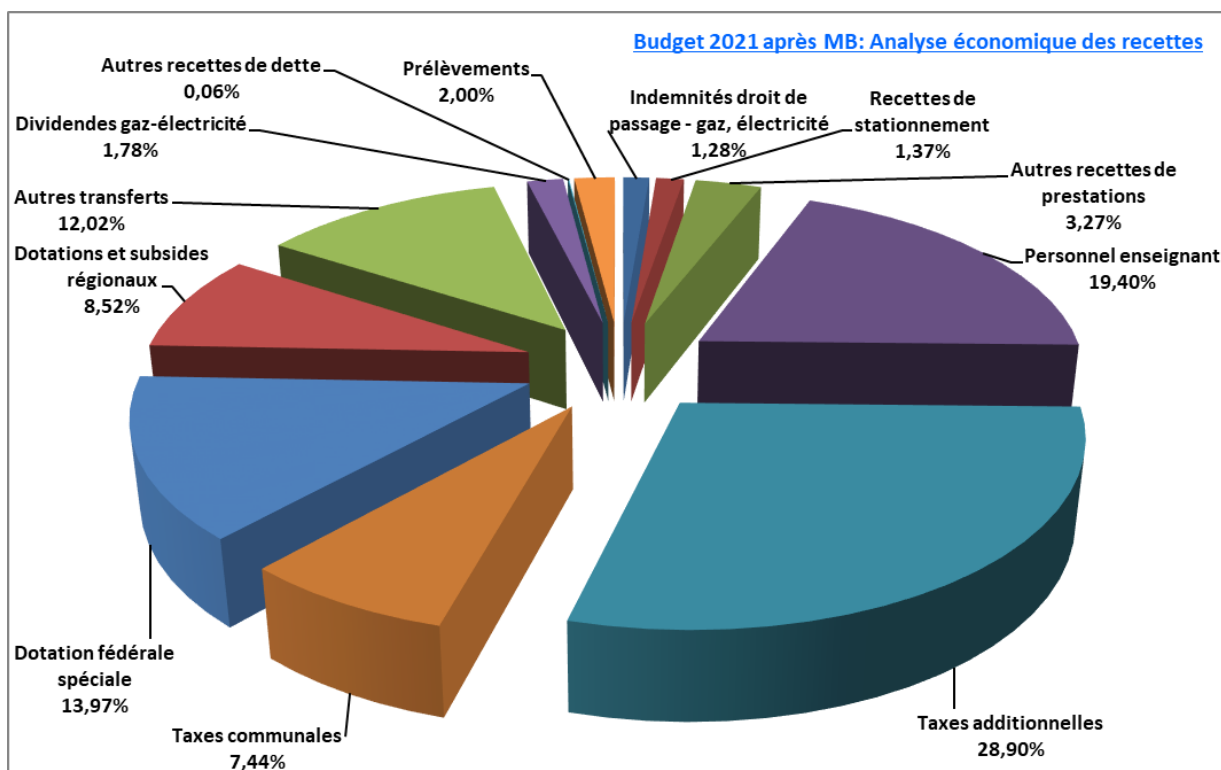
### Budget 2021 après MB: Analyse économique des dépenses



### Les recettes (= origine des moyens)

RUBRIQUE	COMPTE 2020	%	BUDGET 2021 après MB	%	BUDGET 2022	%
Prestations	51.333.991,24	5,99%	51.769.703,83	5,93%	56.063.447,10	6,18%
Indemnités droit de passage - gaz, électricité	10.140.122,65	1,18%	11.211.209,51	1,28%	10.371.254,49	1,14%
Recettes de stationnement	8.012.641,69	0,93%	12.000.000,00	1,37%	16.000.000,00	1,76%
Autres recettes de prestations	33.181.226,90	3,87%	28.558.494,32	3,27%	29.692.192,61	3,27%
Transferts	772.871.162,56	90,14%	788.355.502,41	90,23%	825.025.643,87	90,94%
Personnel enseignant	166.025.261,78	19,36%	169.450.000,00	19,40%	176.900.000,00	19,50%
Taxes additionnelles	247.295.729,18	28,84%	252.476.043,43	28,90%	258.816.059,30	28,53%
Taxes communales	63.313.301,02	7,38%	64.981.326,00	7,44%	84.001.712,00	9,26%
Dotation fédérale spéciale	116.678.926,23	13,61%	122.050.000,00	13,97%	122.212.000,00	13,47%
Dotations et subsides régionaux	70.286.039,92	8,20%	74.423.334,44	8,52%	77.057.011,29	8,49%
Autres transferts	109.271.904,43	12,74%	104.974.798,54	12,02%	106.038.861,28	11,69%
Dette	19.170.359,52	2,24%	16.082.345,89	1,84%	15.611.631,13	1,72%
Dividendes gaz-électricité	14.981.686,65	1,75%	15.576.645,89	1,78%	15.105.931,13	1,67%
Autres recettes de dette	4.188.672,87	0,49%	505.700,00	0,06%	505.700,00	0,06%
Prélèvements	14.063.040,01	1,64%	17.463.751,71	2,00%	10.544.000,00	1,16%
<b>TOTAL</b>	<b>857.438.553,33</b>	<b>100,00%</b>	<b>873.671.303,84</b>	<b>100,00%</b>	<b>907.244.722,10</b>	<b>100,00%</b>





### 3.5. Evolution et structure générale des recettes

Les recettes courantes – hors prélèvements – s’élèvent à 896.700.722,10 € en 2022.

Les moyens financiers de la Ville se structurent autour de trois grandes catégories:

- les recettes fiscales (c.à.d. les contributions des ménages et des entreprises);
- les fonds et les subsides reçus (donc les moyens financiers provenant des autorités supérieures et autres autorités);
- les ressources propres de la Ville (les recettes de prestations, les dividendes, les intérêts ...).

#### 3.5.1. Les recettes de transferts

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Recettes de transferts (hors personnel enseignant)	606.845.900,78	618.905.502,41	648.125.643,87
Recettes de transferts - Personnel enseignant	166.025.261,78	169.450.000,00	176.900.000,00
<b>Total Recettes de transferts</b>	<b>772.871.162,56</b>	<b>788.355.502,41</b>	<b>825.025.643,87</b>

Les recettes de transferts (hors personnel enseignant) s’élèvent à 648.125.643,87 € en 2022.

##### 3.5.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales constituent toujours la principale source de financement de la Ville, soit un montant total de 342.817.771,30 €, ce qui représente ± 46,95 % des recettes totales d’un montant de 730.344.722,10 € (hors paiements directs ou personnel enseignant).

Environ 75,50 % des recettes fiscales proviennent de quatre taxes additionnelles reprises ci-dessous et 24,50 % des recettes fiscales proviennent des taxes communales directes.



## a) Taxes additionnelles

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Taxe additionnelle au précompte immobilier	200.178.135,32	206.000.000,00	211.400.000,00
Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques	28.784.428,53	30.000.000,00	29.523.482,84
Taxe additionnelle à la taxe sur les automobiles	3.440.588,87	1.583.466,97	3.000.000,00
Taxe additionnelle à la taxe sur les hébergements touristiques ("City Tax")	14.892.576,46	14.892.576,46	14.892.576,46
<b>Total</b>	<b>247.295.729,18</b>	<b>252.476.043,43</b>	<b>258.816.059,30</b>

### a.1. Taxes additionnelles au précompte immobilier

La taxe additionnelle au précompte immobilier constitue la principale ressource des communes et représente 28,95 % des recettes totales (hors paiements directs ou personnel enseignant) au budget 2022.

La taxe additionnelle au précompte immobilier a été estimée sur base du revenu cadastral imposable au 1<sup>er</sup> janvier 2021 hors matériel et outillage (*dans la mesure où, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le précompte immobilier sur le matériel et outillage n'est plus enrôlé*), des centimes additionnels non modifiés à la Ville, du taux d'indexation et d'une prise en compte de certaines corrections (comme la prise en compte de la déduction pour enfants à charge et de la déduction pour habitations sociales).

Il est évident que le montant de 211.400.000,00 € inscrit sous la rubrique précompte immobilier reste une estimation.

### a.2. Taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques

La taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques s'élève à 29.523.482,84 € en 2022. Cette estimation tient compte des prévisions reçues du SPF Finances.

A noter que la Ville de Bruxelles n'a pas augmenté son taux de centimes additionnels à l'IPP, qui, avec ses 6 %, est à un niveau proportionnellement plus bas que la moyenne régionale.

### a.3. Taxes additionnelles à la taxe de circulation

La taxe additionnelle à la taxe de circulation s'élève à 3.000.000,00 €. Il s'agit d'une estimation prudente.

### a.4. Taxes additionnelles à la taxe sur les hébergements touristiques (dénommée « City Tax »)

Fin décembre 2016, le parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté une ordonnance relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Les communes bruxelloises ont la possibilité d'établir des centimes additionnels à cette taxe régionale.

L'administration fiscale régionale assure l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement de ces centimes additionnels.

La Région de Bruxelles-Capitale s'est engagée à verser un montant de 14.892.576,46 € (appelé « seuil historique ») à partir de l'année 2018, auquel pourrait s'ajouter la rétrocession dans le courant de l'année n+1 de la différence entre la recette relative aux additionnels communaux réellement perçue et le « seuil historique ».

Dès lors, au budget 2022, il est prévu le « seuil historique » des taxes communales antérieures relatives à la taxe sur les établissements hôteliers et la taxe sur les appart-hôtels.

## b) Taxes communales

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Taxe sur les surfaces de bureaux	37.024.576,30	37.500.000,00	43.500.000,00
Impôt sur la délivrance de documents administratifs (permis de conduire, permis de travail, cartes riverains, timbres consulaires,...)	3.572.480,80	4.100.000,00	4.600.000,00
Taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique	4.983.955,34	3.750.000,00	10.850.000,00
Taxe sur les emplacements de parage	2.259.962,37	2.400.000,00	2.900.000,00
Taxe sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunication, d'émissions de signaux et d'échange d'informations par voie hertzienne installés	1.895.061,00	4.500.000,00	6.000.000,00
Taxe sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés	726.776,40	700.000,00	700.000,00
Taxe sur les immeubles et terrains à l'abandon ou négligés ou inoccupés ou inachevés	4.763.281,46	4.800.000,00	6.000.000,00
Taxe sur les enseignes	758.217,75	1.140.000,00	1.140.000,00
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Cinéma)	426.255,45	450.000,00	1.000.000,00
Taxe sur les parkings	876.610,00	880.000,00	880.000,00
Taxe sur les panneaux de publicité permanent	2.269.511,25	650.000,00	1.000.000,00
Taxe sur la construction, la reconstruction et la transformation de bâtiments	538.791,62	600.000,00	750.000,00
Taxe sur les magasins de nuit	518.298,00	500.000,00	656.000,00
Terrasses et étalages sur la voie publique	0,00	267.500,00	550.000,00
Impôt sur les incivilités en matière de propreté publique	778.180,00	800.000,00	800.000,00
Taxe sur les dispositifs publicitaires temporaires	490.927,59	410.000,00	550.000,00
Taxe sur les inhumations, dispersion des cendres	228.560,00	210.000,00	210.000,00
Taxe sur les logements garnis	224.532,00	231.000,00	300.000,00
Taxe sur les résidences non-principales	199.932,00	230.000,00	450.000,00
Taxe sur les locaux abrités dans des maisons de rendez-vous ou dans des immeubles où s'exercent des activités analogues	153.117,00	152.000,00	160.000,00
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Expositions)	120.478,50	70.000,00	220.000,00
Taxe sur les parties de danse habituelles	21.648,00	40.000,00	50.000,00
Taxe sur les établissements bancaires et assimilés ainsi que sur les appareils distributeurs automatiques de billets de banque	83.029,00	80.000,00	82.000,00
Taxe sur les appareils distributeurs de carburant	85.554,00	88.250,00	89.900,00
Taxe sur le placement sur la voie publique de conteneurs	77.261,00	80.000,00	80.000,00
Taxe sur les dispositifs publicitaires ayant pour fonction principale le financement d'un service public reconnu par le législateur (Taxe "Villo")	64.780,00	66.400,00	68.060,00
Taxe sur les citernes et réservoirs fixes et exploités à des fins commerciales ou industrielles	53.399,26	54.000,00	56.000,00
Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre rétribution	17.640,00	20.000,00	20.000,00
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Forains)	280,79	38.950,00	38.950,00
Impôt sur le séjour à la morgue ou au dépôt mortuaire	29.904,14	42.500,00	40.000,00
Taxe sur les serveuses et serveurs occupés dans les débits de boissons	0,00	15.550,00	12.000,00
Taxe sur la délivrance de documents administratifs - horeca	33.450,00	41.000,00	41.000,00
Impôt sur la location d'un caveau d'attente	6.443,00	5.000,00	5.000,00
Impôt relatif aux exhumations	17.000,00	15.000,00	15.000,00
Taxe sur les salles de ventes publiques de biens mobiliers	9.935,00	6.000,00	6.650,00
Impôt sur la délivrance de documents administratifs, de vignettes et de cahiers de charges	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux	3.472,00	2.976,00	5.952,00
Taxe sur les locaux où sont organisés des spectacles de charme	0,00	100,00	100,00
Impôt sur l'acquisition de terrains de voirie. Impôt destiné au dédommagement des frais réalisés par la Ville pour l'acquisition	0,00	100,00	100,00
Taxe sur les spectacles, les divertissements et les manifestations assimilées (Manifestations sportives)	0,00	45.000,00	175.000,00
<b>TOTAL</b>	<b>63.313.301,02</b>	<b>64.981.326,00</b>	<b>84.001.712,00</b>

Les taxes communales s'élèvent à 84.001.712,00 € dans le budget 2022.

L'augmentation s'explique tout d'abord par le principe d'indexation automatique de toute une série de taxes communales tel que prévu dans les règlements des taxes considérées. (ex. : taxe sur les emplacements de parage, taxe sur les logements garnis, taxe sur les établissements bancaires, taxe sur les panneaux de publicité permanent, etc..)

Ensuite, l'augmentation globale de la recette prévue en matière de taxes communales s'explique par des modifications de taux dans les règlements des taxes suivantes :

- ✓ Taxe sur les surfaces de bureau;
- ✓ Taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique;
- ✓ Taxe sur les résidences non principales.

La taxe sur les immeubles et terrains à l'abandon ou négligés ou inoccupés ou inachevés est estimée à 6.000.000,00 € en 2022, marquant clairement la politique de recensement et d'enrôlement menée par la Ville en vue de lutter contre les bâtiments délabrés, laissés à l'abandon ou encore laissés vides.

### 3.5.1.2. Fonds et subsides reçus

Les recettes de fonds et les subsides provenant des pouvoirs publics supérieurs représentent ensemble la deuxième source de financement de la Ville.

Les recettes de fonds se caractérisent par un ensemble de dotations générales non affectées (dont les dotations régionales et fédérales).

Les subsides, quant à eux, sont destinés au financement de multiples dépenses spécifiques (comme les subventions destinées à l'enseignement, aux bibliothèques, à la politique de la Ville ...), ou au financement d'agents contractuels ou de la création d'emplois supplémentaires (Maribel social).

#### a) Dotation fédérale spéciale

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dotation fédérale spéciale	116.678.926,23	122.050.000,00	122.212.000,00

En vertu de l'article 64 de la loi spéciale du 16/01/1989 relative au financement des Communautés et des Régions, une dotation fédérale spéciale est accordée à la Ville de Bruxelles et qui est adaptée annuellement au taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation. Le montant prévu en 2022 est de 122.212.000,00 €.

#### b) Dotations et subsides régionaux

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dotation générale régionale	43.906.939,04	44.767.410,98	45.364.269,12
Dotation pour l'échevin néerlandophone	4.579.204,06	5.314.402,04	5.342.382,83
Contribution régionale visant à associer les communes au développement économique de la Région	11.840.404,60	12.077.213,00	12.041.691,48
Intervention dans le coût de la prime linguistique	903.714,88	2.411.674,21	2.604.822,09
Prime de statutarisation	948.000,00	280.550,35	598.817,50
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	238.678,47	125.109,82	145.765,00
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	6.575.672,32	4.744.091,00	5.271.241,00
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	1.293.426,55	1.292.387,07	1.282.387,07
Protocole d'accord sectoriel 2021/1	0,00	3.410.495,97	4.405.635,20

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale alloue un crédit budgétaire annuel destiné à assurer le financement général des communes.

En vertu de la nouvelle ordonnance du 27/07/2017 fixant la répartition de la dotation générale aux communes et aux CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale (*abrogeant également l'ancienne ordonnance en vigueur et l'ordonnance du 19/07/2007 visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région*), la dotation générale aux communes regroupe:

- La dotation générale classique;
- La dotation destinée à neutraliser l'effet négatif engendré par l'introduction d'un nouvel espace de développement renforcé du logement et de la rénovation;
- La dotation destinée à corriger les effets négatifs de la répartition de la dotation générale aux communes;
- La subvention visant à améliorer la situation budgétaire des communes de la Région.

Le montant prévu en 2022 est de 45.364.269,12 € et est en légère augmentation par rapport à 2021..

### c) Subsides régionaux à rétrocéder à d'autres entités

Certains subsides sont octroyés aux communes et font l'objet d'une rétrocession intégrale auprès d'autres entités satellites de la Ville (CPAS, hôpitaux publics, diverses A.S.B.L. de la Ville, etc.).

Ces subsides sont repris dans le tableau ci-après:

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Intervention dans le coût de la prime linguistique	63.727,01	291.661,38	291.661,38
Prime de statutarisation	150.000,00	156.000,00	276.240,00
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	47.880,80	85.740,04	100.160,46
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	18.722.022,74	9.008.740,00	8.454.579,09
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	817.460,89	817.460,80	0,00
Subvention ACS	0,00	1.079.500,00	0,00
Protocole d'accord sectoriel 2021/1	0,00	1.672.954,03	2.649.221,75

### 3.5.2. Recettes de prestations

Les recettes de prestations regroupent les recettes récurrentes provenant des biens communaux, des services rendus à la population et d'autres services généraux (recettes d'entrées, garderie, loyers, horodateurs, indemnités de droits de passage sur la voirie communale,...).

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Recettes de prestations	51.333.991,24	51.769.703,83	56.063.447,10

Les recettes de prestations sont estimées à 56.063.447,10 € en 2022.

A noter toutefois que plusieurs de ces recettes sont difficilement évaluables et présentent des variations d'une année à l'autre. Dès lors, il est recommandé d'être prudent lors de l'évaluation de ces recettes.

Le tableau ci-après reprend quelques recettes de prestations significatives:

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Recettes Horodateurs	8.012.641,69	12.000.000,00	16.000.000,00
Concessions kermesses, marchés, Casino, ...	4.687.100,80	5.806.660,00	6.406.660,00
Indemnité droit de passage - Gaz	2.821.130,12	3.000.000,00	3.063.231,60
Indemnité droit de passage - Electricité	7.318.992,53	8.211.209,51	7.308.022,89
Indemnité payée par Vivaqua en vue de couvrir les charges résiduelles liées à l'activité (mobilité, travaux, ...)	2.196.714,78	2.200.000,00	2.250.000,00
Redevances en matière d'urbanisme (permis d'urbanisme, d'environnement, occup. Temporaire voie publique, ...)	1.065.477,80	750.000,00	750.000,00
Redevances sur les occupations diverses de la Voirie, recettes de surfaces publicitaires	12.649.605,82	3.245.000,00	4.147.800,00
Note de crédit i-City	1.500.000,00	2.000.000,00	1.000.000,00
Enseignement (interv. parents transports scolaires, surveillance, droits d'inscription HEFF)	2.083.664,96	2.671.000,00	2.490.000,00
Sports (occup. salles, terrains, parkings, buvettes, vacances sportives)	748.046,14	1.797.950,00	2.340.000,00
Crèches (interv. parents surveillance)	2.024.824,02	3.000.000,00	3.400.000,00
Bibliothèques (prêts, abonnements, ...)	33.830,17	98.500,00	100.000,00
Part du personnel dans titres-repas électroniques	936.257,03	983.583,45	966.297,45
Produit vente carburant à des tiers	631.975,65	700.000,00	650.000,00
Redevance install. interdiction stationnement	806.092,11	950.000,00	950.000,00
Produit concession sépultures	318.081,42	250.000,00	250.000,00
Autres (notes de crédit, produits locations, ...)	3.499.556,20	4.105.800,87	3.991.435,16
<b>Total</b>	<b>51.333.991,24</b>	<b>51.769.703,83</b>	<b>56.063.447,10</b>

La recette « Horodateurs » est estimée à 16.000.000,00 € en 2022.

Cette augmentation s'explique clairement

- ✓ par l'adoption du nouveau plan de mobilité sur le territoire de la Ville de Bruxelles;
- ✓ par l'extension des heures soumises à tarification;
- ✓ par l'application d'une tarification d'occupation des places de stationnement en voirie publique sur l'ensemble du territoire de la Ville;
- ✓ et sur la politique continue de contrôle qui est réalisée par l'acquisition de voitures de scan.

A noter que la redevance en matière d'urbanisme est une recette de prestations depuis 2016 alors que cette recette était une taxe communale directe précédemment. Elle est estimée à 750.000,00 € en 2022.

Vivaqua ne peut distribuer de dividendes aux communes que si certaines conditions sont respectées. Dès lors, le montant annuel reçu de Vivaqua actuellement est une indemnité compensatoire par logement devant être enregistrée comme recette de prestations et non pas comme recette de dividende. Le montant prévu en 2022, à cet effet, est de 2.250.000,00 €.

Les indemnités pour droit de passage dans le voirie publique (gaz et électricité) constituent une ressource appréciable et sont évaluées à 3.063.231,60 € (gaz) et à 7.308.022,89 € (électricité) en 2022.

### 3.5.3. Recettes de la dette

En 2022, les recettes de dette s'élèvent à 15.611.631,13 €.

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Recettes de la dette	19.170.359,52	16.082.345,89	15.611.631,13

Les dividendes (gaz et électricité) diminuent légèrement.

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dividende Gaz	5.693.547,63	5.955.531,97	5.781.376,91
Dividende Electricité	9.288.139,02	9.621.113,92	9.324.554,22
Intérêts créditeurs, intérêts de retard	4.188.672,87	505.700,00	505.700,00

### 3.5.4. Recettes de prélèvements

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Recettes de prélèvements	14.063.040,01	17.463.751,71	10.544.000,00

Les recettes de prélèvements s'élèvent à 10.544.000,00 € au budget 2022 et sont réparties comme suit:

<u>Prélèvements sur le fonds de réserve ordinaire</u>	
Diverses dépenses au service ordinaire	7.832.000,00
	7.832.000,00
<u>Utilisation de provision</u>	
Subside URBINAT	162.000,00
Provision pour la dette	2.500.000,00
Provision pour l'énergie	50.000,00
	2.712.000,00
<b>Total Prélèvements</b>	<b>10.544.000,00</b>

### 3.6. Evolution et structure générales des dépenses

Les dépenses budgétées (hors paiements directs ou personnel enseignant) s'élèvent à 735.123.727,33 € en 2022.

#### 3.6.1. Dépenses de personnel

Comme mentionné précédemment, la Ville de Bruxelles avec environ 8.989 collaborateurs (hors CPAS, Zone de Police, et ASBL communales ...), est un pourvoyeur d'emplois majeur au sein de la Région.

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dépenses de personnel (hors personnel enseignant)	247.469.898,54	263.696.644,44	274.617.738,81

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Personnel enseignant (code écon. 11111)	166.025.261,78	169.450.000,00	176.900.000,00

Le poste des dépenses de personnel reste le plus important.

Il représente ± 49,51 % des dépenses ordinaires, paiements directs aux enseignants compris et +/- 37,36 % des dépenses ordinaires sans les paiements directs.

L'augmentation des dépenses de personnel est due à deux facteurs principaux :

- trois sauts d'indexation, plus précisément ceux d'octobre 2021 et de février et avril 2022 (coût 10.400.000,00 €);
- l'accord sectoriel conclu en 2021 pour les 19 communes et leurs CPAS, qui prévoit des augmentations de barème, un deuxième pilier pour les pensions du personnel contractuel et une augmentation de la valeur des chèques-repas (coût total 7.100.000,00 € dont 4.400.000,00 € sont subventionnés par la Région bruxelloise et qui entraîne également une réduction de 900.000,00 € de la cotisation de responsabilité pour les pensions des agents statutaires).

Le tableau ci-après reprend la répartition du coût du personnel (hors instruction publique et personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Personnel (hors instruction publique) (hors personnel enseignant)	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	132.305.604,57	137.218.305,55	144.014.082,49
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funéraires) (112)	10.624.803,78	11.648.192,26	12.055.732,86
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	48.083.970,84	50.180.490,54	53.156.946,35
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (y compris chèques repas) (115)	8.030.181,84	9.810.473,21	11.335.438,82
Charges de pensions (116)	703.581,33	684.297,60	701.379,89
Cotisations accidents de travail et maladies professionnelles (117)	1.941,77	5.000,00	5.000,00
Prime de responsabilisation (00002 / 11321)	13.899.105,73	16.480.585,63	12.156.035,40
<b>TOTAL</b>	<b>213.649.189,86</b>	<b>226.027.344,79</b>	<b>233.424.615,81</b>
<i>Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)</i>	<i>187.000,00</i>	<i>189.000,00</i>	<i>190.000,00</i>

Le tableau ci-après reprend la répartition du coût du personnel de l'instruction publique (hors personnel administratif et personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Instruction publique (hors personnel enseignant)	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	20.689.755,52	23.720.610,65	26.702.103,00
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funéraires) (112)	1.453.825,82	1.481.000,00	1.667.600,00
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	8.869.591,67	8.798.000,00	8.708.600,00
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (115)	2.807.535,67	3.669.689,00	4.114.820,00
<b>TOTAL</b>	<b>33.820.708,68</b>	<b>37.669.299,65</b>	<b>41.193.123,00</b>
<i>Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)</i>	43.283,00	42.000,00	43.500,00

Le tableau ci-après reprend la répartition globale du coût du personnel (hors personnel enseignant) suivant la nature économique de la dépense:

Personnel, instruction publique compris (hors personnel enseignant)	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Traitements (hors personnel enseignant) (111)	152.995.360,09	160.938.916,20	170.716.185,49
Allocations sociales (Pécules de vacances, indemnités funéraires) (112)	12.078.629,60	13.129.192,26	13.723.332,86
Cotisations patronales (hors prime de responsabilisation) (113)	56.953.562,51	58.978.490,54	61.865.546,35
Frais de déplacements et autres avantages pécuniaires (y compris chèques repas) (115)	10.837.717,51	13.480.162,21	15.450.258,82
Charges de pensions (116)	703.581,33	684.297,60	701.379,89
Cotisations accidents de travail et maladies professionnelles (117)	1.941,77	5.000,00	5.000,00
Prime de responsabilisation (00002 / 11321)	13.899.105,73	16.480.585,63	12.156.035,40
<b>TOTAL</b>	<b>247.469.898,54</b>	<b>263.696.644,44</b>	<b>274.617.738,81</b>
<i>Interventions dans les primes syndicales (code écon. 41502) (dép.transferts)</i>	230.283,00	231.000,00	233.500,00

### 3.6.2. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ne représentent qu'une partie limitée des dépenses courantes (soit hors prélèvements et hors traitements du personnel enseignant), pour une proportion de 15,13 %.

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dépenses de fonctionnement	96.705.617,25	106.319.744,55	111.210.552,49

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 111.210.552,49 € en 2022.

Le tableau ci-après reprend une répartition des dépenses de fonctionnement selon la nature économique de la dépense.

De plus, ce tableau reprend quelques dépenses significatives en matière de fonctionnement:



	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Remboursement de frais et indemnités de service (121)	440.964,30	563.643,76	535.926,00
Honoraires et dépenses de personnel étranger à l'administration (122)	5.806.475,96	6.241.903,66	6.840.783,99
Dépenses de fonctionnement administratif (123)	37.166.605,56	40.445.950,66	40.823.016,85
dont :			
Fournitures administratives (12302)	1.794.350,51	2.481.729,21	2.685.322,50
Prestations administratives de tiers (12306)	878.945,88	1.279.370,50	1.502.037,50
Frais de correspondance (12307)	743.653,91	1.006.400,00	1.051.400,00
Frais de télécommunication (12311)	921.298,84	844.500,00	942.543,74
Location, entretien matériel bureau (photocopieurs, terminaux paiements ...) (12312)	393.584,96	433.161,00	176.378,00
Frais de gestion et du fonctionnement de l'informatique (13901/12313)	27.294.537,25	29.339.866,00	30.544.245,00
Frais de gestion et du fonctionnement de l'informatique (autres 12313)	577.627,49	1.470.214,96	534.000,00
Frais de formation du personnel (12317)	475.043,57	630.325,00	672.600,00
Dépenses de fonctionnement technique (124)	21.744.269,11	23.565.909,04	26.484.621,92
dont :			
Fournitures techniques (12402)	8.633.604,84	6.342.103,64	6.818.531,85
Fournitures, entretien, location vêtements travail (12405)	984.712,66	1.152.150,00	1.045.000,00
Prestations techniques de tiers (12406)	9.944.922,35	11.909.097,42	13.439.458,09
Assurances RC, Incendie (12408)	626.500,81	650.000,00	650.000,00
Transports scolaires (70508/12424)	190.150,48	850.000,00	700.000,00
Dépenses de fonctionnement des bâtiments (125)	22.899.588,24	26.328.712,94	26.561.484,39
dont :			
Prestations de tiers pour les bâtiments (12506)	11.315.626,26	12.349.246,22	13.757.752,04
Assurances couvrant les biens immobiliers (12508)	1.006.579,78	1.150.000,00	1.150.000,00
Impôts, taxes et redevances diverses sur biens immobiliers (12510)	2.781.421,81	3.780.978,39	4.071.575,71
Fournitures d'électricité (12512)	3.706.218,27	4.006.315,00	3.418.823,16
Fournitures de gaz (12513)	2.295.629,74	3.095.830,00	2.262.719,00
Fournitures d'eau (12515)	935.611,18	988.319,00	988.319,00
Loyers et charges locatives des immeubles (126)	3.638.078,88	3.876.055,48	3.929.679,34
Dépenses de fonctionnement des véhicules (127)	1.945.346,15	2.155.175,00	1.934.175,00
dont :			
Assurances couvrant les véhicules (12708)	165.000,00	175.000,00	175.000,00
Huiles et carburant (12703)	1.200.314,69	1.320.000,00	1.000.000,00
Fournitures et pièces de rechange pour véhicules (12702)	272.950,12	313.635,00	314.635,00
Contrats entretien, réparation - contrôles techniques véhicules (12706)	75.984,46	136.540,00	129.540,00
Taxe kilométrique poids lourds (12710)	54.800,00	65.000,00	65.000,00
Leasing véhicules (12712)	176.296,88	145.000,00	250.000,00
Frais de gestion financière (128)	357.616,86	522.050,00	629.805,00
Dépenses de fonctionnement de voirie (140)	2.706.672,19	2.620.344,01	3.471.060,00
dont :			
Eclairage public (42305/14002)	197.400,00	181.940,00	181.940,00
Petites réparations, entretiens bornes, marquages routiers ... (42105/14006)	1.480.009,19	1.310.539,41	1.450.000,00
Signalisation lumineuse, non lumineuse, temporaire (42305/14006)	1.009.263,00	1.047.864,60	1.470.000,00
<b>TOTAL</b>	<b>96.705.617,25</b>	<b>106.319.744,55</b>	<b>111.210.552,49</b>

Les frais globaux de gestion et du fonctionnement de l'informatique sont estimées à 31.078.245,00 € en 2022 et représentent 27,95 % des dépenses de fonctionnement. Il s'agit des efforts conséquents à réaliser en vue de répondre au défi du numérique et de moderniser notre administration.

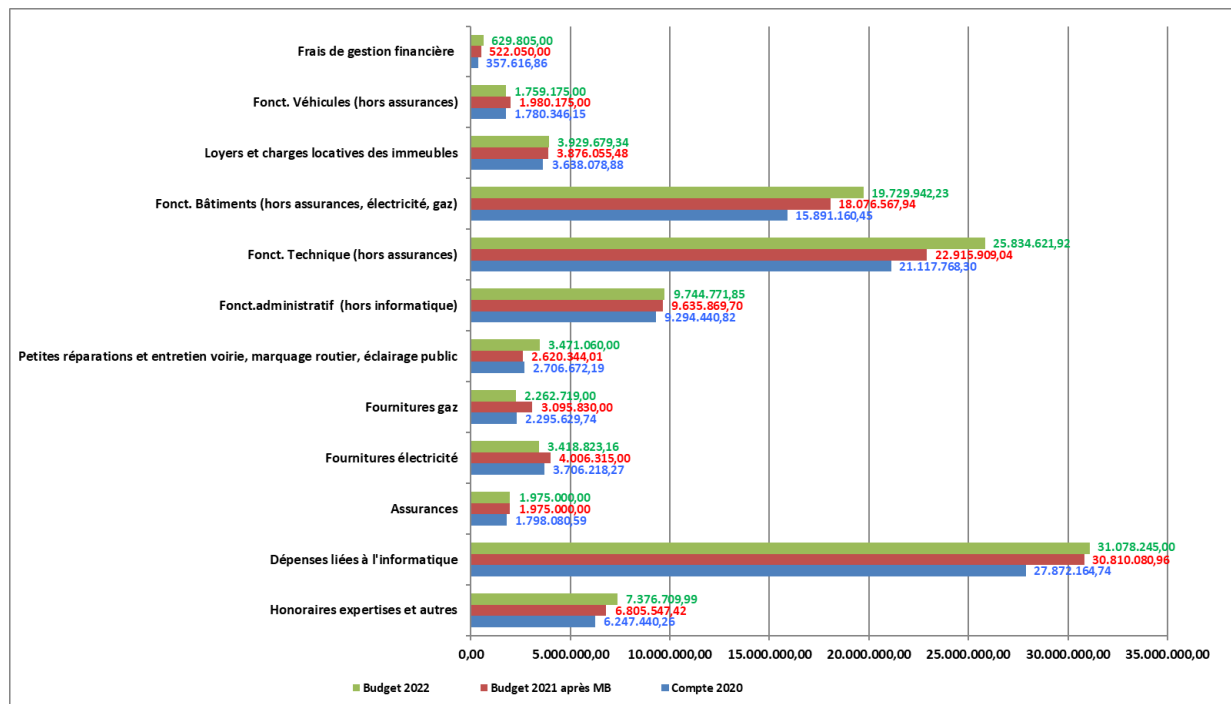
Les coûts d'énergie (gaz, électricité et eau) sont estimées à 6.669.861,16 € et représentent 6,00 % des dépenses de fonctionnement.

Malgré les risques actuels de hausse des coûts énergétiques, la maîtrise budgétaire de ces coûts s'explique:

- par le marché public conjoint passé par Sibelga pour l'achat de gaz et d'électricité et basé sur des prix qui ont été fixés et ne sont pas impactés par les hausses de prix actuels;
- par une politique menée par le passé et poursuivie aujourd'hui visant à une consommation rationnelle de l'énergie et à réduire la facture énergétique dans les bâtiments de la Ville.

## En résumé:

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Honoraires expertises et autres	6.247.440,26	6.805.547,42	7.376.709,99
Dépenses liées à l'informatique	27.872.164,74	30.810.080,96	31.078.245,00
Assurances	1.798.080,59	1.975.000,00	1.975.000,00
Fournitures électricité	3.706.218,27	4.006.315,00	3.418.823,16
Fournitures gaz	2.295.629,74	3.095.830,00	2.262.719,00
Petites réparations et entretien voirie, marquage routier, éclairage public	2.706.672,19	2.620.344,01	3.471.060,00
Fonct.administratif (hors informatique)	9.294.440,82	9.635.869,70	9.744.771,85
Fonct. Technique (hors assurances)	21.117.768,30	22.915.909,04	25.834.621,92
Fonct. Bâtiments (hors assurances, électricité, gaz)	15.891.160,45	18.076.567,94	19.729.942,23
Loyers et charges locatives des immeubles	3.638.078,88	3.876.055,48	3.929.679,34
Fonct. Véhicules (hors assurances)	1.780.346,15	1.980.175,00	1.759.175,00
Frais de gestion financière	357.616,86	522.050,00	629.805,00
<b>Total</b>	<b>96.705.617,25</b>	<b>106.319.744,55</b>	<b>111.210.552,49</b>



### 3.6.3. Dépenses de dotations ou de transferts

Les dotations versées ou les dépenses dites de transferts sont les montants que la commune transfère à d'autres acteurs dans le domaine public ou privé, afin d'équilibrer leur budget ou de soutenir leur fonctionnement. D'une part, la Ville est légalement tenue de couvrir le déficit d'exploitation des instances locales comme la Zone de police, le CPAS, les hôpitaux publics et les fabriques d'églises. Et d'autre part, la Ville décide de manière facultative d'octroyer certaines interventions.

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dépenses de transferts	286.379.074,94	279.745.120,70	280.491.150,28

Dans l'ensemble, les dépenses de transfert sont s'élèvent à 280.491.150,28 € en 2022.

#### a) Dotation à la Zone de police

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dotation à la Zone de police	118.136.045,77	118.136.045,77	118.136.045,77

La dotation octroyée à la Zone de Police de Bruxelles-Capitale-Ixelles est de 118.136.045,77 € et reste stable.

#### b) Dotation au CPAS

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dotation générale au CPAS	76.175.512,35	77.314.900,00	82.848.500,00

La dotation pour manque de ressources du CPAS de Bruxelles est de 82.848.500,00 € en 2022.

#### c) Intervention dans les charges d'emprunts suite à la restructuration des MR/MRS

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Intervention de la Ville dans les charges d'emprunts CPAS suite restructuration MR/MRS	1.682.649,42	1.660.600,00	1.649.914,00

Le CPAS de Bruxelles et la Ville de Bruxelles ont conclu un accord par lequel la Ville intervient dans le coût de la restructuration des maisons de repos (MR) et des maisons de repos et de soins (MRS).

Ainsi, suivant cet accord, la Ville rembourse le CPAS des charges d'emprunt contractés dans le cadre de cette restructuration.

#### d) Subvention régionale spéciale à destination des hôpitaux publics

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Subvention spéciale pour intervention dans charges des hôpitaux publics	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00

Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté le 13 février 2003 (MB 05/09/2003) une ordonnance accordant une ou des subventions spéciales, en faveur des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, destinées à la réalisation de tâches d'intérêt communal.

Les conventions annuelles en application de l'ordonnance du 13/02/2003 portant sur l'octroi des subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale font état que le

gouvernement verse à la Ville une subvention spéciale afin de remplir une mission d'intérêt communal, au titre spécifique d'intervention de la commune dans le déficit des hôpitaux publics bruxellois.

Cette intervention régionale est directement rétrocédée aux hôpitaux. Elle s'élève à 6.235.000,00 € en 2022.

#### e) Subventions régionales rétrocédées à diverses entités

La Région octroie à la Ville diverses subventions spécifiques qui sont rétrocédées immédiatement à diverses entités, comme le CPAS, les hôpitaux publics, les Cuisines bruxelloises, le Mont de Piété, etc. Le tableau ci-après reprend ces subventions spécifiques:

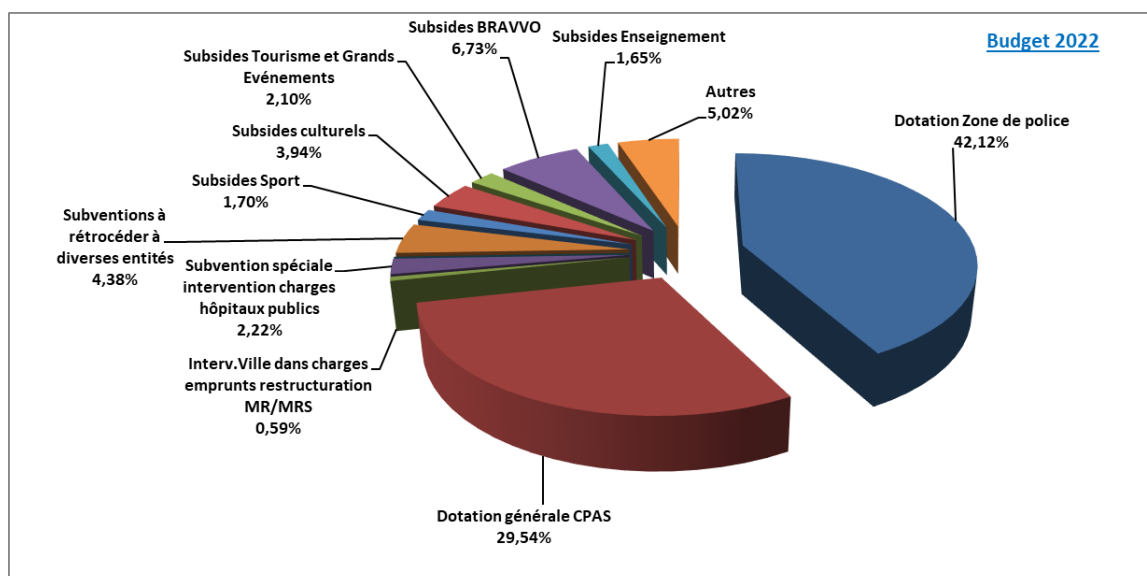
	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Intervention dans le coût de la prime linguistique	0,00	291.661,38	291.661,38
Prime de statutarisation	150.000,00	156.000,00	276.240,00
Politique de diversité en fonction du lieu de résidence	47.880,80	85.740,04	100.160,46
Intervention dans le coût des augmentations barémiques	16.628.416,72	9.008.739,90	8.974.405,25
Subside pour favoriser la mobilité douce des agents	817.460,89	817.460,80	0,00
Subvention ACS	0,00	1.079.500,00	0,00
Protocole d'accord sectoriel 2021/1	0,00	2.595.358,47	2.649.221,75

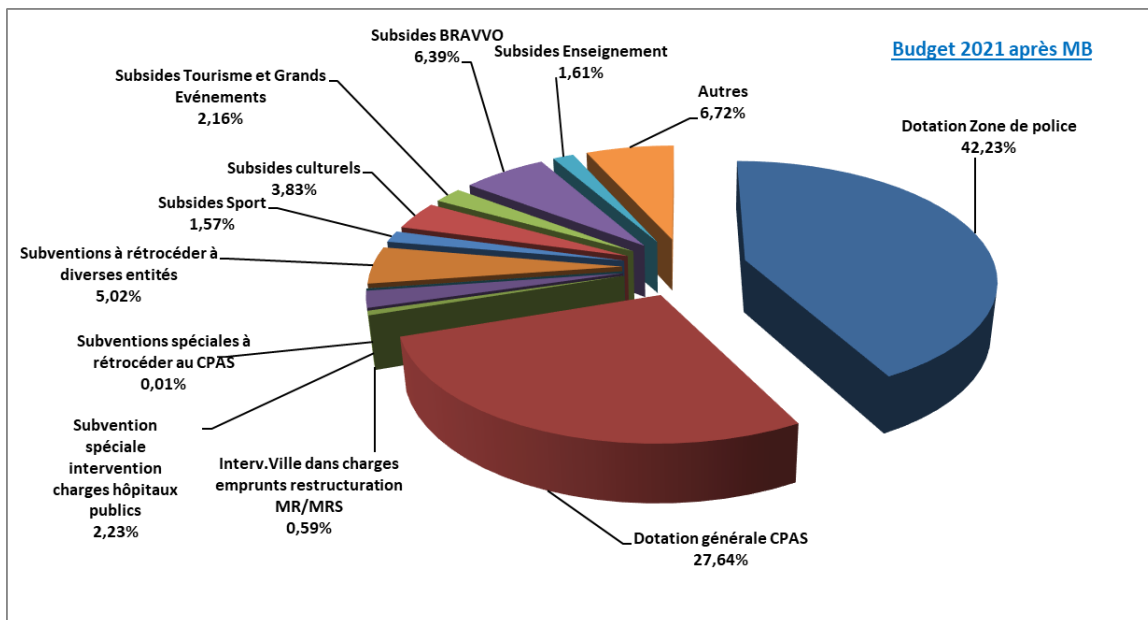
La Ville soutient également financièrement diverses associations locales.

Au budget 2022, un effort a été consenti en ce qui concerne les subsides non obligatoires.

Le tableau chiffré et les représentations graphiques ci-après reprennent l'ensemble des dépenses de transferts par nature:

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dotation Zone de police	118.136.045,77	118.136.045,77	118.136.045,77
Dotation générale CPAS	76.175.512,35	77.314.900,00	82.848.500,00
Interv.Ville dans charges emprunts restructuration MR/MRS	1.682.649,42	1.660.600,00	1.649.914,00
Subvention spéciale intervention charges hôpitaux publics	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00
Subventions spéciales à rétrocéder au CPAS	41.400,00	41.400,00	0,00
Subventions à rétrocéder à diverses entités	17.643.758,41	14.034.460,59	12.291.688,84
Subsides Sport	4.034.229,88	4.385.007,34	4.777.049,00
Subsides culturels	10.309.525,49	10.722.281,56	11.063.965,38
Subsides Tourisme et Grands Evénements	6.345.462,00	6.036.500,00	5.881.500,00
Subsides BRAVVO	17.051.098,94	17.883.646,34	18.889.878,97
Subsides Enseignement	3.953.751,63	4.501.779,61	4.623.061,00
Autres	24.770.641,05	18.793.499,49	14.094.547,32
<b>Total</b>	<b>286.379.074,94</b>	<b>279.745.120,70</b>	<b>280.491.150,28</b>





### 3.6.4. Dépenses liées à la dette

#### 3.6.4.1. Analyse générale des dépenses liées à la dette

Les dépenses de la dette d'emprunt s'élèvent à 68.704.281,81 € en 2022.

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dépenses d'emprunt	62.444.923,02	63.125.663,55	68.704.281,81

Plus précisément, afin de financer les dépenses d'investissements inscrites au service extraordinaire (travaux, achats, maintenances ...), la Ville contracte des emprunts.

Le remboursement de ces emprunts et les charges d'intérêts qui y sont liées constituent les principaux composants des dépenses liées à la dette.

Outre celles-ci, les dépenses de la dette comprennent également des charges liées aux intérêts débiteurs sur comptes financiers, aux intérêts de retard ou moratoires, à une rente perpétuelle et autres amendes. Ces dépenses sont évaluées à 100.003,94 € en 2022.

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Autres dépenses de la dette	191.371,77	388.430,00	100.003,94

### 3.6.4.2. Analyse générale des dépenses liées à l'endettement

Le tableau ci-après reprend les charges d'emprunts suivant leur nature:

	Amortissements capitaux	Intérêts	Total
Emprunts à charge de la Ville	55.393.327,75	4.663.138,06	60.056.465,81
Emprunts FRBRTC	1.004.694,83	1.001.485,71	2.006.180,54
Emprunts IRIS	3.395.194,95	692.859,55	4.088.054,50
Dette de location financement	2.553.580,96	0,00	2.553.580,96

*Légende : FRBRTC = Fonds Régional de Refinancement des Trésoreries communales*

Emprunts Ville + FRBRTC	56.398.022,58	5.664.623,77	62.062.646,35
-------------------------	---------------	--------------	---------------

La dette représente au sens large  $\pm 9,35$  % des dépenses totales (hors paiements directs et personnel enseignant).

La dette liée aux emprunts à charge de la Ville (hors emprunts IRIS et FRBRTC) représente 8,17 % des dépenses totales (hors prélèvements et traitements des enseignants). Ces proportions restent constantes depuis plusieurs années.

Le tableau ci-après reprend les charges d'emprunts à charge de la Ville:

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Amortissement capitaux	51.651.539,50	52.926.821,13	55.393.327,75
Intérêts	4.697.258,68	4.104.607,37	4.663.138,06
<b>TOTAL</b>	<b>56.348.798,18</b>	<b>57.031.428,50</b>	<b>60.056.465,81</b>

La dette liée aux emprunts directement à charge de la Ville est de 60.056.465,81 € en 2022 (repartie entre les charges d'intérêts pour 4.663.138,06 € et le remboursement des capitaux empruntés pour 55.393.327,75 €).

Les prévisions budgétaires tiennent compte des contrats d'emprunts en cours, et des consolidations d'emprunts qui auront lieu dans le courant de l'année 2022 et qui concernent le financement de la charge nette des investissements de l'année 2017.

Afin de maîtriser les charges de la dette qui influencent à court, à moyen et à long terme l'équilibre du budget ordinaire, la Ville s'est attachée à maîtriser ses investissements, en veillant systématiquement à apprécier correctement la valeur ajoutée de chaque investissement afin que la Ville ne dépasse pas sa capacité d'emprunt.

Le niveau des investissements reste néanmoins ambitieux, dans la mesure où la Ville affirme son soutien au dynamisme économique dans une période où cela est plus que jamais nécessaire, et tente de répondre aux défis démographiques et environnementaux.

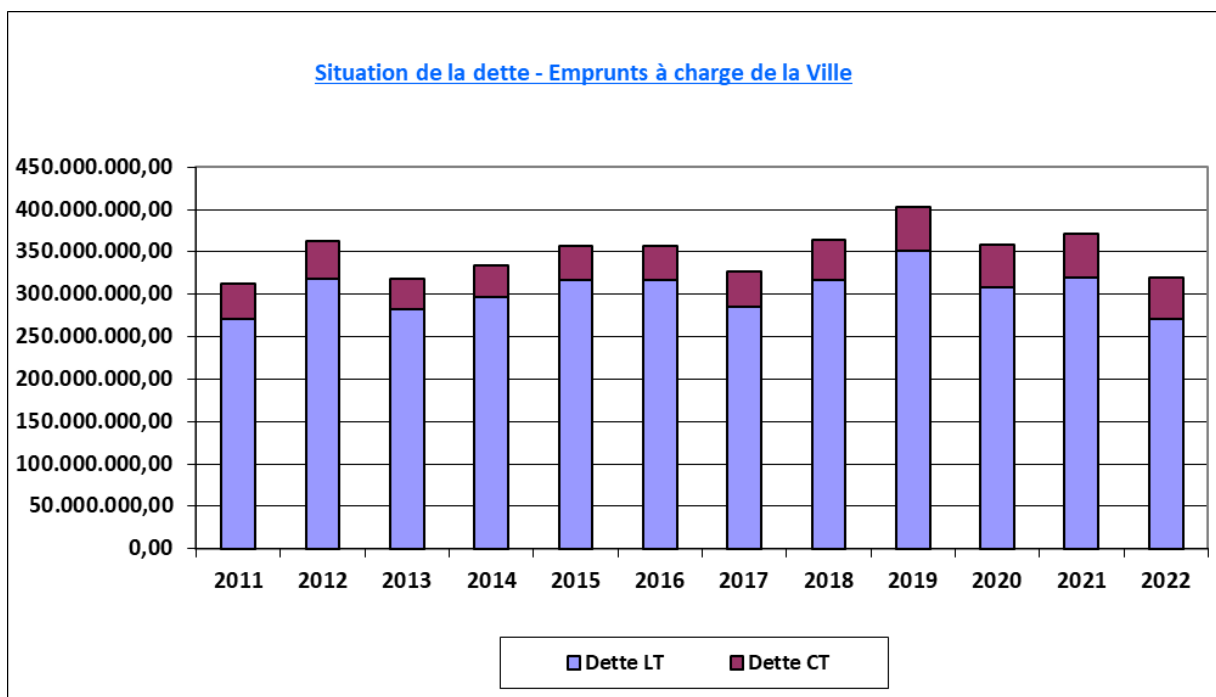
De plus, la consolidation des nouveaux emprunts se fait sur base des paiements déjà effectués pour les investissements plusieurs mois ou années après leur réalisation. Ainsi, la mise à disposition des emprunts se fait donc au fur et à mesure dans le temps, sur base des réelles imputations et des disponibilités de la trésorerie.

### 3.6.4.3. Analyse de l'endettement

Le tableau et la représentation graphique ci-après reprennent la situation de l'endettement de la Ville de 2011 à 2022:

Situation de la dette - Emprunts à charge de la Ville (hors prêts FRBRTC)				
Au 31/12/xxxx	Dette LT	Dette CT	Dette Tot.	Evolution
2011	270.768.664,15	41.104.394,44	311.873.058,59	4,79%
2012	318.899.550,41	43.648.675,65	362.548.226,06	16,25%
2013	282.405.545,92	36.493.772,99	318.899.318,91	-12,04%
2014	297.040.858,05	36.858.307,08	333.899.165,13	4,70%
2015	316.771.168,31	40.293.246,02	357.064.414,33	6,94%
2016	316.760.198,58	40.684.491,63	357.444.690,21	0,11%
2017	284.755.764,71	42.395.831,76	327.151.596,47	-8,47%
2018	316.434.917,07	47.249.405,04	363.684.322,11	11,17%
2019	351.287.633,31	51.111.187,07	402.398.820,38	10,65%
2020	307.878.406,82	50.073.573,02	357.951.979,84	-11,05%
2021	319.321.150,77	51.746.978,50	371.068.129,27	3,66%
2022	270.946.781,72	48.374.369,22	319.321.150,94	-13,95%

Croissance annuelle moyenne  
entre 2011 et 2022: 1,06%



Nous pouvons observer que le niveau de l'endettement de la Ville est maîtrisé et ce, compte tenu des efforts d'investissements consentis.

Ces efforts se conjuguent par une politique de diversification des instruments financiers utilisés comme:

- Le recours aux emprunts classiques;
- L'émission de billets de trésorerie de court terme et long terme.

(A noter qu'en date du 17/10/2016, le Conseil communal s'est prononcé favorablement à l'opportunité de recourir à l'émission de billets de trésorerie à long terme afin d'augmenter cette diversification).

### 3.6.5. Dépenses de prélèvements

	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
Dépenses de prélèvements	9.587.477,59	0,00	0,00

Il n'y a pas de dépenses de prélèvements prévues au budget 2022.



## 4. Budget extraordinaire

### 4.1. Particularités 2022

#### 4.1.1. Bâtiment administratif BRUCITY

L'année 2022 est caractérisée par l'entrée des services administratifs et des membres du collège de la Ville de Bruxelles dans le nouveau bâtiment administratif BRUCITY.

Le nouveau bâtiment administratif BRUCITY a été construit dans le cadre d'un marché public de promotion.

De ce fait, le promoteur a préfinancé le projet et a construit le bâtiment selon les conditions imposées par la Ville de Bruxelles.

Sur le plan purement comptable, dans la mesure où la Ville de Bruxelles va prendre possession du bâtiment, ce nouveau bâtiment administratif va être activé dans le patrimoine de la Ville en 2022, en même temps qu'une dette de location financement sera enregistrée.

Sachant que le contrat de location financement a été passé pour une durée de 30 ans, la Ville de Bruxelles va payer une redevance pendant ces trente années, sous la forme du remboursement d'une dette de location financement et des charges financières y afférentes.

L'activation du bien immobilier en location financement et de l'enregistrement de la dette de location financement impliquent les prévisions:

- ✓ d'une dépense à l'article 10433 / 74851 Biens immobiliers en location financement
- ✓ et d'une recette à l'article 10433 / 96153 Emprunts de location financement

Au niveau de la trésorerie, aucune dépense ne sera payée et aucune recette ne sera encaissée, à partir de ces crédits budgétaires.

Comme expliqué ci-avant, la Ville de Bruxelles ne paiera le coût de la construction du nouveau bâtiment administratif BRUCITY que par le biais de la redevance annuelle.

BUDGET 2022 (Bâtiment Brucity)			
DEPENSES		RECETTES	
Biens en location financement	153.214.858,00	Dette de location financement	153.214.858,00
<b>TOTAL</b>	<b>153.214.858,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>153.214.858,00</b>

#### 4.1.2. Budget 2022 dans le cadre du BRUCITY (hors bâtiment)

La Ville de Bruxelles devra supporter exceptionnellement en 2022 des coûts au budget extraordinaire liés à la finition et aux derniers aménagements du nouveau bâtiment administratif BRUCITY.

Ces coûts concernent spécifiquement:

- ✓ les aménagements spécifiques au bâtiment;
- ✓ les équipements divers (équipements informatiques, sanitaires, des cuisines, cafétaria et des salles);
- ✓ le mobilier;
- ✓ le matériel (signalétique, extincteurs, défibrillateurs ...);
- ✓ les projets informatiques liés à la dématérialisation et la digitalisation.

Au total, ces coûts sont évalués à 68.117.500,00 €.

Ils seront financés à hauteur de 33.768.749,85 à partir des fonds de réserves extraordinaires qui avaient été constitués lors des exercices précédents dans cette perspective.

La charge nette restante s'élève à 34.348.750,15 €.

BUDGET 2022 (Brucity hors bâtiment)			
DEPENSES		RECETTES	
INVESTISSEMENTS	68.117.500,00	DETTE Emprunt	34.348.750,15
		PRELEVEMENTS	33.768.749,85
<b>TOTAL</b>	<b>68.117.500,00</b>	<b>TOTAL</b>	<b>68.117.500,00</b>

#### 4.2. Perspectives 2022

En dehors du nouveau bâtiment administratif BRUCITY, au budget 2022, les dépenses du service extraordinaire sont inscrites pour un montant total de 178.913.090,01 €.

Les recettes prévues en désinvestissements et en subsides et prêts octroyés par la Région et d'autres autorités et en prélèvements sont de 51.588.087,15 €, ce qui porte la charge nette du budget extraordinaire hors BRUCITY à 127.325.002,86 €.

	BUDGET (hors Brucity) 2022
DEPENSES	178.913.090,01
(-) RECETTES SUBSIDES et DESINVESTISSEMENTS	47.088.087,15
(-) PRELEVEMENTS	4.500.000,00
<b>CHARGE NETTE</b>	<b>127.325.002,86</b>

Les données chiffrées ci-après présentent la ventilation économique des dépenses et des recettes:  
Les investissements communaux peuvent être financés de 3 façons:

- par subsides en capital;
- par fonds propres (utilisation des fonds de réserve, transfert de moyens du budget ordinaire vers le budget extra...);
- par emprunt.

BUDGET 2022 (hors BRUCITY)							
DEPENSES			RECETTES				
	Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022		Compte 2020	Budget 2021 après MB	Budget 2022
INVESTISSEMENTS	161.797.038,64	146.131.826,20	150.232.596,09	INVESTISSEMENTS	163.836,81	128.180,55	10.058.562,10
TRANSFERTS	13.530.338,29	19.553.086,41	13.944.993,92	TRANSFERTS	35.815.967,75	41.368.320,69	37.029.525,05
DETTE	5.383.690,00	7.235.350,00	14.735.500,00	DETTE	7.204.698,96	131.423.761,37	127.325.002,86
PRELEVEMENTS	0,00	0,00	0,00	PRELEVEMENTS	0,00	0,00	4.500.000,00
<b>TOTAL</b>	<b>180.711.066,93</b>	<b>172.920.262,61</b>	<b>178.913.090,01</b>	<b>TOTAL</b>	<b>43.184.503,52</b>	<b>172.920.262,61</b>	<b>178.913.090,01</b>
				RESULTAT	-137.526.563,41	0,00	0,00

Une attention particulière a été accordée au choix des projets d'investissements sur base d'une étude de leur valeur ajoutée, aux points de vue social, environnemental et économique.

Par ailleurs, les investissements qui engendrent des économies de dépenses courantes sur le long terme seront privilégiés. On y inclut par exemple les investissements ayant un impact sur la consommation d'énergie.

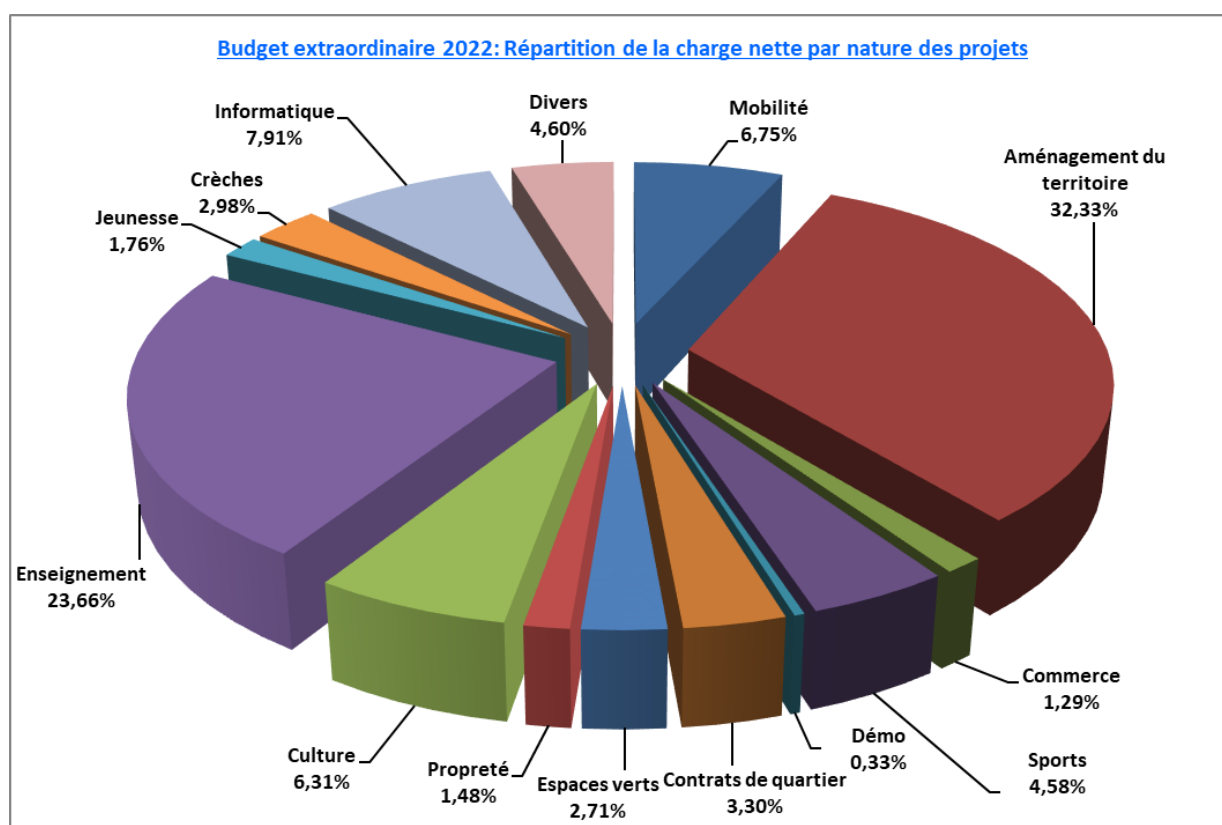
En résumé, la Ville s'inscrit donc dans une double démarche, à la fois, celle de surveiller le volume d'investissement pour ne pas se surendetter, d'une part, et celle d'apporter une contribution forte et directe à l'activité économique et à l'amélioration du cadre de vie de la population, d'autre part.

Le budget du service extraordinaire prévoit donc des investissements à réaliser hors BRUCITY lors de l'exercice 2022 à hauteur de 178.913.090,01 €.

Le tableau chiffré explique, par nature des projets:

- ✓ les montants d'investissements prévus au budget 2022 (« charge brute »);
- ✓ les sources de financement prévues sous forme de subsides, ventes et prélèvements;
- ✓ la charge nette à supporter par la Ville dans le cadre de la réalisation de ces investissements (« charge nette ») (pour laquelle une représentation graphique illustre la ventilation des natures de projet).

Nature des projets	Charge brute	Subsides, ventes, prélèvements	Charge nette	% charge nette
Mobilité	9.163.960,50	575.092,00	8.588.868,50	6,75%
Aménagement du territoire	55.441.200,00	14.272.415,10	41.168.784,90	32,33%
Commerce	1.645.400,00	0,00	1.645.400,00	1,29%
Sports	9.752.300,00	3.925.992,00	5.826.308,00	4,58%
Démo	426.500,00	0,00	426.500,00	0,33%
Contrats de quartier	9.831.578,52	5.634.228,95	4.197.349,57	3,30%
Espaces verts	4.973.000,00	1.516.775,00	3.456.225,00	2,71%
Propreté	1.878.410,99	0,00	1.878.410,99	1,48%
Culture	9.287.100,00	1.250.000,00	8.037.100,00	6,31%
Enseignement	41.035.000,00	10.912.022,00	30.122.978,00	23,66%
Jeunesse	2.246.000,00	0,00	2.246.000,00	1,76%
Crèches	3.795.000,00	0,00	3.795.000,00	2,98%
Informatique	10.077.540,00	562,10	10.076.977,90	7,91%
Divers	19.360.100,00	13.501.000,00	5.859.100,00	4,60%
<b>Total</b>	<b>178.913.090,01</b>	<b>51.588.087,15</b>	<b>127.325.002,86</b>	<b>100,00%</b>



Pour plus de détails, les projets d'investissements pour 2022, 2023 et 2024 se trouvent dans le plan pluriannuels d'investissements.

## **2. RESULTAT 2022 - ETATS RECAPITULATIFS - BUDGETS ORDINAIRES ET EXTRAORDINAIRES**

(Ces états récapitulatifs sont également repris au budget fonctionnel et économique, et au budget détaillé par article.)

## Service ordinaire - Gewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2022 - BEGROTING 2022

Fonction - Functie	Recettes - Ontvangsten						Dépenses - Uitgaven					
	Libellé - Omschrijving	Prestations - Prestaties	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Personnel - Personeel	Fonctionnement - Werking	Transferts - Overdrachten	Dette - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	348.000,00	680.894,34	5.700,00	1.034.594,34	0,00	14.785.025,92	320.000,00	153.703,92	335.898,28	15.594.628,12	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,00	0,00	300,00	850,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	172.918.651,95	0,00	172.918.651,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	16.101.000,00	354.422.462,78	500.000,00	371.023.462,78	0,00	0,00	2.338.108,80	297.734,83	0,00	2.635.843,63	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	5.000,00	0,00	5.000,00	0,00	0,00	1.975.000,00	0,00	0,00	1.975.000,00	0,00
069	PRELEVEMENTS (GENERAUX) / (ALGEMENE) OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	10.382.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	744.859,20	11.535.688,65	0,00	12.280.547,85	0,00	34.893.608,89	15.402.865,89	627.341,71	6.279.700,39	57.203.516,88	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIËEL BESTUUR EN DOMEINEN	218.005,09	6.111.333,34	0,00	6.329.338,43	0,00	5.978.010,35	358.245,00	851.333,34	457.938,74	7.645.527,43	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	3.083.540,03	10.745.139,16	0,00	13.828.679,19	0,00	38.123.888,11	39.443.874,62	413.802,50	4.184.051,45	82.165.616,68	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	1.403.545,00	0,00	1.403.545,00	0,00	0,00	793.000,00	1.295.545,00	0,00	2.088.545,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	40.000,00	0,00	40.000,00	0,00	0,00	88.850,00	424.552,00	0,00	513.402,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	150.527,56	9.782.191,95	0,00	9.932.719,51	0,00	456.490,91	1.311.870,84	136.565.516,69	1.429.427,31	139.763.305,75	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	5.149.752,10	433.664,02	0,00	5.583.416,12	0,00	12.180.750,66	10.187.386,27	1.437.908,75	11.126.366,20	34.932.411,88	0,00
569	INDUSTRIE,COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	16.787.389,86	1.925.505,41	15.105.931,13	33.818.826,40	0,00	2.552.229,97	545.643,74	10.452.005,41	2.002.010,96	15.551.890,08	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.417.119,52	7.882.920,00	0,00	9.300.039,52	0,00	17.271.717,80	7.583.073,07	4.104.709,00	5.418.767,75	34.378.267,62	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	74.430,78	76.359.030,09	0,00	76.433.460,87	0,00	94.186.677,17	2.940.383,59	337.547,00	6.701.527,96	104.166.135,72	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	466.599,22	90.928.587,00	0,00	91.395.186,22	0,00	89.125.205,63	2.872.050,00	107.378,00	3.932.052,11	96.036.685,74	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	1.075.153,35	22.985.650,00	0,00	24.060.803,35	0,00	24.457.697,52	1.177.014,00	67.815,00	531.396,28	26.233.922,80	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	7.943,92	12.797.000,00	0,00	12.804.943,92	0,00	14.362.394,20	151.643,00	5.612,00	223.893,12	14.743.542,32	0,00
769	JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLADING, SPORT EN RECREATIE	3.012.099,44	3.655.594,50	0,00	6.667.693,94	0,00	30.080.413,36	9.641.569,72	11.989.833,07	7.760.087,00	59.471.903,15	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	19.675,31	375.535,28	0,00	395.210,59	0,00	5.566.365,93	2.104.672,94	5.023.906,88	3.668.913,44	16.363.859,19	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	1.500,00	0,00	0,00	1.500,00	0,00	0,00	2.186,45	220.000,00	1.098.085,18	1.320.271,63	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	4.099.322,98	0,00	4.099.322,98	0,00	0,00	500,00	88.597.736,98	1.010.989,28	89.609.226,26	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	3.518.266,59	15.226.968,33	0,00	18.745.234,92	0,00	32.657.004,21	3.223.886,20	3.049.946,95	2.396.026,58	41.326.863,94	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	2.962.720,39	19.091.384,99	0,00	22.054.105,38	162.000,00	21.516.782,49	8.292.690,03	13.339.601,42	7.127.787,53	50.276.861,47	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIJMTELIJKE ORDENING	924.864,74	1.619.574,10	0,00	2.544.438,84	0,00	13.323.475,69	455.488,33	1.127.619,83	3.119.066,19	18.025.650,04	0,00
<b>999</b>	<b>Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar</b>	<b>56.063.447,10</b>	<b>825.025.643,87</b>	<b>15.611.631,13</b>	<b>896.700.722,10</b>	<b>10.544.000,00</b>	<b>451.517.738,81</b>	<b>111.210.552,49</b>	<b>280.491.150,28</b>	<b>68.804.285,75</b>	<b>912.023.727,33</b>	<b>0,00</b>
	Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				<b>896.700.722,10</b>						<b>912.023.727,33</b>	
	Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	<b>0,00</b>				déficit - tekort	<b>-15.323.005,23</b>			
	Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen				10.544.000,00						0,00	
	Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en algemene overboekingen		excédent - overschot	10.544.000,00				déficit - tekort	0,00			
	<b>Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar</b>				<b>907.244.722,10</b>						<b>912.023.727,33</b>	
	<b>Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar</b>		<b>boni - batig saldo</b>	<b>0,00</b>				<b>mali - nadelig saldo</b>	<b>-4.779.005,23</b>			
	Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren				12.020.995,20						0,00	
	Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren		excédent - overschot	12.020.995,20				déficit - tekort	0,00			
	<b>Totaux généraux - Algemeen totaal</b>				<b>919.265.717,30</b>						<b>912.023.727,33</b>	
	<b>Résultat général - Algemeen resultaat</b>		<b>boni - batig saldo</b>	<b>7.241.989,97</b>				<b>mali - nadelig saldo</b>	<b>0,00</b>			

Service extraordinaire - Buitengewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2022 - BEGROTING 2022

Fonction - Functie	Recettes - Ontvangsten						Dépenses - Uitgaven					
	Libellé - Omschrijving	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringsen	Dettes - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringsen	Dettes - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	0,00	70.000,00	70.000,00	0,00	70.000,00	0,00	0,00	70.000,00	0,00	
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	10.000.000,00	172.331.108,15	182.331.108,15	33.768.749,85	200.000,00	215.899.858,00	0,00	216.099.858,00	0,00	
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIËEL BESTUUR EN DOMEINEN	0,00	0,00	243.000,00	243.000,00	0,00	0,00	7.500,00	235.500,00	243.000,00	0,00	
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	2.800.000,00	53.562,10	25.390.077,90	28.243.640,00	4.500.000,00	0,00	28.243.640,00	4.500.000,00	32.743.640,00	0,00	
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	5.000.000,00	5.000.000,00	0,00	0,00	0,00	5.000.000,00	5.000.000,00	0,00	
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	0,00	0,00	10.450.000,00	10.450.000,00	0,00	0,00	10.450.000,00	0,00	10.450.000,00	0,00	
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	3.598.854,60	0,00	22.764.255,90	26.363.110,50	0,00	1.050.000,00	25.313.110,50	0,00	26.363.110,50	0,00	
569	INDUSTRIE, COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	0,00	0,00	1.870.400,00	1.870.400,00	0,00	1.175.400,00	695.000,00	0,00	1.870.400,00	0,00	
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.435.000,00	0,00	18.395.000,00	19.830.000,00	0,00	400.000,00	19.430.000,00	0,00	19.830.000,00	0,00	
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	0,00	0,00	4.185.000,00	4.185.000,00	0,00	0,00	4.185.000,00	0,00	4.185.000,00	0,00	
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	9.277.022,00	0,00	6.962.978,00	16.240.000,00	0,00	0,00	16.240.000,00	0,00	16.240.000,00	0,00	
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	0,00	0,00	110.000,00	110.000,00	0,00	110.000,00	0,00	0,00	110.000,00	0,00	
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
769	JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	6.887.767,00	5.000,00	13.556.533,00	20.449.300,00	0,00	945.000,00	19.504.300,00	0,00	20.449.300,00	0,00	
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	0,00	0,00	8.154.100,00	8.104.100,00	0,00	1.864.000,00	6.290.100,00	0,00	8.154.100,00	0,00	
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	962.000,00	962.000,00	0,00	330.000,00	632.000,00	0,00	962.000,00	0,00	
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	0,00	0,00	3.795.000,00	3.795.000,00	0,00	50.000,00	3.745.000,00	0,00	3.795.000,00	0,00	
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	300.000,00	0,00	14.374.410,99	14.724.410,99	0,00	343.410,99	9.331.000,00	5.000.000,00	14.674.410,99	0,00	
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDERING	12.730.881,45	0,00	6.274.747,07	19.005.628,52	0,00	7.407.182,93	11.598.445,59	0,00	19.005.628,52	0,00	
999	<b>Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar</b>	<b>37.029.525,05</b>	<b>10.058.562,10</b>	<b>314.888.611,01</b>	<b>361.976.698,16</b>	<b>38.268.749,85</b>	<b>13.944.993,92</b>	<b>371.564.954,09</b>	<b>14.735.500,00</b>	<b>400.245.448,01</b>	<b>0,00</b>	
Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen					361.976.698,16						400.245.448,01	
Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				excédent - overschot	0,00						déficit - tekort	-38.268.749,85
Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen					38.268.749,85						0,00	
Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en algemene overboekingen				excédent - overschot	38.268.749,85						déficit - tekort	0,00
<b>Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar</b>					<b>400.245.448,01</b>						<b>400.245.448,01</b>	
<b>Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar</b>			<b>boni - batig saldo</b>	<b>0,00</b>						<b>mali - nadelig saldo</b>	<b>0,00</b>	
Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren					0,00						342.187.095,87	
Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren				excédent - overschot	0,00						déficit - tekort	-342.187.095,87
<b>Totaux généraux - Algemeen totaal</b>					<b>400.245.448,01</b>						<b>742.432.543,88</b>	
<b>Résultat général - Algemeen resultaat</b>			<b>boni - batig saldo</b>	<b>0,00</b>						<b>mali - nadelig saldo</b>	<b>-342.187.095,87</b>	

### **3. EVOLUTION DES FONDS DE RESERVES ET DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**



Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code funct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekennig	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
CREANCES DOUTEUSES - DUBIEUZE VORDERINGEN	Créances douteuses diverses - Dubieuze vorderingen Varia	Divers - Verscheidene	907	Divers - Verscheidene	16.021.686,35	2.500.000,00 (1)	18.521.686,35	-8.997.107,33 (12) (13)	9.524.579,02	-1.471.569,46 (20) (21)	8.053.009,56	-7.581.460,46 (32)	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	893	2005, 2006, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2015	2.257.668,00	-933.112,00 (2)	1.324.556,00	-597.388,00 (14)	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00
FINANCEMENT ZONE DE POLICE - FINANCIERING POLITIEZONE	Zone de police - Politiezone	330	841 848 852 854 867	2003-2004-2005-2006-2007	1.995.321,98	-997.660,99 (3)	997.660,99	-997.660,99 (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TAXE REGIONALE DES PROPRIETAIRES - GEWESTELIJKE BELASTING VAN EIGENAREN	Taxe régionale des propriétaires - Gewestelijke belasting van eigenaren	060	912	2009,2010 2015,2016 2017,2018 2019	2.828.272,27	217.701,69 (4)	3.045.973,96	221.991,50 (16)	3.267.965,46	226.712,84 (22)	3.494.678,30	231.370,71 (33)	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01
PARKING BRUSSELS (AGENCE REGIONALE DE STATIONNEMENT) - PARKING BRUSSELS (GEWESTELIJK PARKEERAGENSCHAP)	Parking Brussels	424	887 884 898 908	2014, 2015,2016, 2016	1.400.000,00	300.000,00 (5)	1.700.000,00	0,00	1.700.000,00	-1.700.000,00 (23)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LITIGE DIRECTEURS ECOLES MATERNELLES - GESCHILLEN MET DIRECTEURS VAN KLEUTERSCHOLEN	Divers - Verscheidene	721	889	2014	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00
LITIGE COMITE INTERSCOLAIRE ECOLES LIBRES - GESCHILLEN COMITE INTERSCOLAIRE VRIJE SCHOLEN	Divers - Verscheidene	700	919	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300.000,00 (24)	300.000,00	372.200,00 (34)	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00
LOYER SERVICE SENIORS "RUE VAN ARTEVELDE" - HUUR VOOR HET SENIORENLOKAAL "RUE VAN ARTEVELDE"	Divers - Verscheidene	762	895	2016	27.555,00	-27.555,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019	Divers - Verscheidene	764	896 903 904	2016 2017	2.057.000,00	1.936.000,00 (7)	3.993.000,00	-2.057.000,00 (17)	1.936.000,00	-1.936.000,00 (25)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - Frais d'organisation, Subside BME - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019 - Organisatiekosten, Toelage BME	Divers - Verscheidene BME Brussels Major Events	764 762	905	2017	0,00	1.000.000,00 (8)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	-1.000.000,00 (26)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS DES PROJETS SPECIFIQUES - DEFICITS RENOBURU - TUSSENKOMST IN SPECIFIEKE PROJECTEN - TEKORTEN RENOBURU	Divers - Verscheidene	060	900 910	2016 2017	1.200.000,00	607.560,85 (9)	1.807.560,85	-1.807.560,85 (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GESTION DE LA DETTE - RISQUE DE HAUSSE DES TAUX D'INTERETS - SCHULDBEHEER - RISICO OP VERHOOGING VAN RENDEVOETEN	Divers - Verscheidene	060	906	2017	0,00	3.000.000,00 (10)	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	-500.000,00 (35)	2.500.000,00	0,00	2.500.000,00	-2.500.000,00 (47)	0,00

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toelening	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
DEPENSES DE PERSONNEL (nomination, prime de responsabilisation, divers) - PERSONEELSUITGAVEN (benoeming, responsabiliseringsbijdrage, verscheidene)	Divers - Verscheidene	060	917	2017 2019	0,00	1.500.000,00 (11)	1.500.000,00	0,00	1.500.000,00	-900.000,00 (27) (28)	600.000,00	0,00	600.000,00	-600.000,00 (44)	0,00	0,00	0,00
SUBSIDE EUROPEEN URBINAT - EUROPESE TOELAGE URBINAT	Divers - Verscheidene	879	913	2018	0,00	0,00	0,00	406.245,00 (15)	406.245,00	-26.792,76 (29)	379.452,24	-33.000,03 (36)	346.452,21	-122.000,00 (45)	224.452,21	-162.000,00 (48)	62.452,21
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2018 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2018	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	060	920	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.881.384,72 (30)	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2019 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2019	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	060	921	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39 (31)	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2020 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2020	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	060	923	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39	0,00	5.109.604,21 (37)	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21
PROJET EUROPEEN RESPONSE - EUROPESE PROJECT RESPONSE	Divers - Verscheidene	139	924	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391.295,48 (38) (39)	391.295,48	0,00	391.295,48	0,00	391.295,48
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSUITGAVEN	Divers - Verscheidene	060	925	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	406.140,87 (40)	406.140,87	0,00	406.140,87	0,00	406.140,87
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSOVERDRACHTEN	Divers - Verscheidene	060	926	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.339.752,92 (41)	1.339.752,92	-513.751,71 (46)	826.001,21	0,00	826.001,21
DEPENSES ENERGIE 2020 - ENERGIEKOSTEN 2020	Divers - Verscheidene	060	927	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00 (42)	50.000,00	0,00	50.000,00	-50.000,00 (49)	0,00
INTERETS 50% AIDE D'ETAT JC DECAUX - INTRESTEN 50% STEUNMAATREGEL JC DECAUX	Divers - Verscheidene	060	928	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.678.533,88 (43)	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88
<b>TOTAL - TOTAAL PROVISIONS - VOORZIENINGEN</b>					<b>28.187.503,60</b>	<b>9.102.934,55</b>	<b>37.290.438,15</b>	<b>-13.828.480,67</b>	<b>23.461.957,48</b>	<b>16.609.312,12</b>	<b>32.453.481,21</b>	<b>1.464.437,58</b>	<b>33.917.918,79</b>	<b>-1.235.751,71</b>	<b>32.682.167,08</b>	<b>-2.712.000,00</b>	<b>29.970.167,08</b>

Légende /  
Legenda

- (1) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
- (2) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 933.112,00 (Déficit 2013 : St-Pierre 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 933.112,00 (Tekort 2013 : St-Pieter 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801
- (3) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801
- (4) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801
- (5) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 1.200.000,00 - art. 17 / 42403 / 99801 - Constitution d'une provision pour 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801  
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 1.200.000,00 art. 17 / 42403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801
- (6) Utilisation de provision pour loyer services seniors "rue van artevelde" pour 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de huur voor het Seniorenlokaal "rue van artevelde" voor 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801
- (7) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2017) pour 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Constitution de provision pour 3.993.000,00 pour indemnité 2018 (2.057.000,00) et indemnité 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 voor 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 3.993.000,00 voor vergoeding 2018 (2.057.000,00) en vergoeding 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801
- (8) Constitution de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Frais d'organisation pour 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Organisatiekosten voor 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801
- (9) Constitution d'une provision pour déficit RENOBURU pour 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor tekort RENOBURU voor 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801
- (10) Constitution de provision dans le cadre de la gestion de la dette en vue de faire face à des risques de hausse des taux d'intérêts pour 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening in het kader van de schuldbeheer in het vooruitzicht van de verhoging van de intrestenvoeten voor 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
- (11) Constitution de provision dans le cadre de dépenses de personnel (nomination, prime de responsabilisation et divers) pour 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening in het kader van de personeeluitgaven (benoeming, responsabiliseringspremie, verscheidene) voor 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
- (12) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801
- (13) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801
- (14) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801
- (15) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801
- (16) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801
- (17) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2018) pour 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2018) voor 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801
- (18) Utilisation de provision pour les déficits 2016, 2017, 2018 RENOBURU pour 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tekorten 2016, 2017, 2018 RENOBURU voor 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801
- (19) Constitution de provision subsidie européen URBINAT pour 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801  
Toekenning van een voorziening Europese toelage URBINAT voor 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801
- (20) Utilisation de la provision pour créances douteuses pour 3.971.569,46 - art. 19 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 3.971.569,46 art. 19 / 06003 / 99801
- (21) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801
- (22) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2019 pour 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingdienstjaar 2019 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801
- (23) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 900.000,00 - art. 19 / 42403 / 99801 - Reprise de provision pour 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802  
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 900.000,00 art. 19 / 42403 / 99801 - Terugneming van een voorziening voor 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802
- (24) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comité interscolaire van Vrije scholen voor 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801
- (25) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2019) pour 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2019) voor 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801
- (26) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Subsidie BME pour 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Toelage BME voor 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801
- (27) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801
- (28) Constitution de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801
- (29) Utilisation de provision pour subsidie URBINAT pour 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801
- (30) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingdienstjaar 2018 voor 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801
- (31) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingdienstjaar 2019 voor 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801

**Légende /**  
**Legenda**

- (32) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801
- (33) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2020 pour 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingdienstjaar 2020 voor 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801
- (34) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comité interscolaire van Vrije scholen voor 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801
- (35) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801  
Begrotingsraming - Init. Begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801
- (36) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801
- (37) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingdienstjaar 2018 voor 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801
- (38) Constitution de provision pour projet européen Response pour 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor Europese project Response voor 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801
- (39) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor Europese project Response voor 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801
- (40) Constitution de provision pour reports engagements ex.art.2020 dépenses fonctionnement pour 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar werkingsuitgaven voor 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801
- (41) Constitution de provision pour reports engagements ex.art.2020 dépenses transfert pour 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801
- (42) Constitution de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor energiekosten voor 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801
- (43) Constitution de provision pour intérêts 50% aide d'Etat JC Decaux 2020 pour 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor interesten 50% steunmaatregel voor 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801
- (44) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2021 - Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2021 - Aanwending van een voorziening voor personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801
- (45) Prévision budgétaire - Budget initial 2021 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 122.000,00 art. 21 / 87903 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2021 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 122.000,00 art. 21 / 87903 / 99801
- (46) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2021- Utilisation de provision pour reports engagements ex.art.2020 dépenses transfert pour 513.751,71 art. 21 / 06003 / 99801  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2021 - Aanwending van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 513.751,71 art. 21 / 06003 / 99801
- (47) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801
- (48) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 162.000,00 art. 22 / 87903 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 162.000,00 art. 22 / 87903 / 99801
- (49) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - energiekosten voor 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801

Fonds de réserve ordinaire / Gewone reservefond

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekening.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2018	20.000.000,00 (1)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-5.940.000,00 (3)	14.060.000,00	-7.000.000,00 (4)	7.060.000,00	-7.060.000,00 (7)	0,00
Impact COVID	14104	31/12/2019	0,00	0,00	10.000.000,00 (2)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-9.228.000,00 (5) (6)	772.000,00	-772.000,00 (8)	0,00
<b>TOTAL - TOTAAL RESERVES</b>			<b>20.000.000,00</b>	<b>20.000.000,00</b>	<b>10.000.000,00</b>	<b>30.000.000,00</b>	<b>-5.940.000,00</b>	<b>24.060.000,00</b>	<b>-16.228.000,00</b>	<b>7.832.000,00</b>	<b>-7.832.000,00</b>	<b>0,00</b>

Légende / Legenda

- (1) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 18 / 06003 / 99401
- (2) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 19 / 06003 / 99401
- (3) Prévision budgétaire - Budget initial et modif budgt. 2020 : Prélèvement du fonds de réserve pour 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Init. Begroting en begrotingswijz. 2020 : Overboeking op de reservefond voor 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401
- (4) Prévision budgétaire - Budget initial 2021 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Init. Begroting 2021 : Overboeking op de reservefond voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
- (5) Prévision budgétaire - Budget initial 2021 : Prélèvement du fonds de réserve pour 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Init. Begroting 2021 : Overboeking op de reservefond voor 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
- (6) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2021 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2021 : Overboeking op de reservefond voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
- (7) Prévision budgétaire - modif budgt. 2022 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - begrotingswijz. 2022 : Overboeking op de reservefond voor 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
- (8) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2022 : Prélèvement du fonds de réserve pour 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2022 : Overboeking op de reservefond voor 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekening.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2016	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
Financement travaux Logements sociaux - Financiering werken Sociale huisvestingen	14105	2003	0,00	15.000.000,00	0,00	15.000.000,00	-15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement achat terrain nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering aankoop terrein nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2016	30.000.000,00 (1)	30.000.000,00	-16.231.250,15 (2)	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	-13.768.749,85 (5)	0,00
Financement aménagements spécifiques nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering specifieke aanleg nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2017	0,00	0,00	20.000.000,00 (3)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-20.000.000,00 (6)	0,00
Fonds de réserve extraordinaire - Buitengewone reservefondsen	14105	2018	0,00	0,00	0,00 (7)	0,00	10.000.000,00 (4)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-4.500.000,00 (7)	5.500.000,00
<b>TOTAL - TOTAAL RESERVES</b>			<b>30.000.000,00</b>	<b>45.000.000,00</b>	<b>3.768.749,85</b>	<b>48.768.749,85</b>	<b>-5.000.000,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>0,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>0,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>0,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>-38.268.749,85</b>	<b>5.500.000,00</b>

**Légende / Legenda**

- (1) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 16/10403/95501) pour financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Toekenning van een buitengewone reservefondsen via batig resultaat van de gewone dienst (art. 16/10403/95501) voor de financiering van de aankoop van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
- (2) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 17/10403/99551)
- (3) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 17/10403/95501) pour financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Toekenning van een buitengewone reservefondsen via batig resultaat van de gewone dienst (art. 17/10403/95501) voor de financiering van de specifieke aanleg van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
- (4) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 18/06003/95501) en prévision du financement de diverses dépenses extraordinaires  
Toekenning van een buitengewone reservefondsen via batig resultaat van de gewone dienst (art. 18/06003/95501) in het vooruitzicht van de financiering van de verscheidene buitengewone uitgaven
- (5) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
- (6) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen voor de financiering van de aankoop van de specifieke inrichtingen van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
- (7) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen (art. 22/13703/99551)

## **4.1 CARACTERISTIQUES DE LA VILLE**

## **4.2 TABLEAU DU PERSONNEL COMMUNAL**

## **4.3 ANALYSE DU TAUX DE REALISATION BUDGETAIRE POUR LES COMPTES 2018-2019-2020**

## **4.4 TABLEAU PREVISIONNEL EN MATIERE DE DEPENSES EXTRAORDINAIRES D'INVESTISSEMENT – SEC 2010**

## **4.5 BUDGET 2022 SOUS FORMAT SEC**

#### 4.1 CARACTERISTIQUES DE LA VILLE

Le dynamisme financier d'une commune est fortement influencé par des éléments de diverses natures. D'aucuns représentent le potentiel fiscal de la commune, d'autres au contraire influencent fortement les dépenses.

##### Population et structure démographique

Année	Nombre d'habitants	Croissance par rapport à l'année précédente	< 19 ans	> =19 ans et <=65 ans	> 65 ans
2001	134.348		22,70%	58,60%	18,70%
2002	136.730	1,74%	22,70%	58,60%	18,70%
2003	139.501	1,99%	24,70%	58,50%	16,80%
2004	141.235	1,23%	24,42%	62,08%	13,49%
2005	142.887	1,16%	22,36%	64,93%	12,71%
2006	145.880	2,05%	25,05%	62,14%	12,81%
31/12/2007	148.734	1,92%	23,87%	64,31%	11,82%
31/12/2008	152.849	2,69%	23,85%	63,96%	12,19%
31/12/2009	157.394	2,89%	23,93%	64,89%	11,18%
31/12/2010	161.771	2,71%	23,97%	64,38%	11,65%
08/12/2011	166.418	2,79%	23,95%	64,49%	11,56%
31/12/2012	166.466	0,03%	24,25%	65,09%	10,65%
04/12/2013	168.218	1,04%	24,47%	64,92%	10,62%
21/11/2014	174.276	3,48%	24,45%	65,23%	10,32%
16/11/2015	176.336	1,17%	24,72%	64,22%	11,05%
27/10/2016	175.077	-0,72%	24,92%	63,92%	11,16%
2017	174.117	-0,55%	24,96%	64,15%	10,90%
31/12/2018	182.484	4,59%	24,53%	65,19%	10,28%
2019	185.142	1,44%	24,29%	64,69%	11,02%
31/12/2020	184.835	-0,17%	24,08%	64,84%	11,08%
31/12/2021	187.820	1,59%	24,67%	64,39%	10,94%

##### Enseignement communal - nombre d'élèves

Année scolaire	Nombre d'élèves total	Croissance par rapport à l'année précédente	Nombre d'élèves maternel	Nombre d'élèves primaire	Nombre d'élèves enseignement spécial	Nombre d'élèves ens. Secondaire	Nombre d'élèves promotion sociale + artistique	Nombre d'élèves en supérieur	Cours d'adultes
2000-2001	32.544		4.776	8.351	856	9.016	6.597	2.894	54
2001-2002	32.073	-1,47%	4.796	8.464	855	8.814	6.146	2.947	51
2002-2003	32.634	1,72%	4.805	8.486	893	8.838	6.300	3.272	40
2003-2004	33.667	3,07%	4.824	8.736	899	9.089	6.697	3.344	40
2004-2005	34.175	1,49%	4.881	8.786	907	9.298	7.014	3.249	40
2005-2006	35.146	2,76%	4.903	8.858	939	9.429	7.605	3.412	0
2006-2007	35.388	0,68%	5.005	8.886	946	9.312	8.009	3.230	0
2007-2008	35.029	-1,02%	5.047	8.903	964	9.139	8.234	2.742	0
2008-2009	37.285	6,05%	4.971	9.003	841	9.310	10.418	2.742	0
2009-2010	38.206	2,41%	5.096	8.900	951	9.070	11.486	2.703	0
2010-2011	41.426	7,77%	5.085	9.016	962	9.138	14.159	3.066	0
2011-2012	41.892	1,11%	5.076	9.117	977	9.315	14.208	3.199	0
2012-2013	43.881	4,53%	5.098	9.206	961	9.396	15.859	3.361	0
2013-2014	47.378	7,38%	5.101	9.231	965	9.677	18.788	3.616	0
2014-2015	48.541	2,40%	5.216	9.424	1.002	9.589	19.668	3.642	0
2015-2016	47.099	-3,06%	5.115	9.227	966	9.361	19.092	3.338	0
2016-2017	49.769	5,36%	5.051	9.440	707	9.495	21.323	3.753	0
2017-2018	50.876	2,18%	4.949	9.382	692	9.649	23.212	2.992	0
2018-2019	52.817	3,67%	4.832	9.181	713	9.773	23.419	3.911	0
2019-2020	52.305	-0,98%	4.942	9.290	677	9.729	23.752	3.915	0
2020-2021	49.758	-5,12%	4.882	8.834	607	9.888	21.584	3.963	0
2021-2022	50.659	1,78%	4.759	8.681	595	10.079	22.659	3.886	0



#### Fiscalité - centimes additionnels

Date	Nombre de centimes additionnels Précompte immobilier	% impôts personnes physiques
01/01/2015	2950	6
01/01/2016	2950	6
01/01/2017	2950	6
01/01/2018	2950	6
01/01/2019	2950	6
01/01/2020	2950	6
01/01/2021	2950	6
01/01/2022	2950	6

#### Caractéristiques voiries de la commune

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
surface totale (HA)	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260
voirie de la région (KM)	55	55	55	55	55	55	55	55
voirie de la commune (KM)	5	5	5	5	5	5	5	5
autres (KM)	236	236	236	236	236	236	236	236

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de BRUXELLES / Stad BRUSSEL

PERSONNEL STATUTAIRE - STATUTAIR PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2021

Fonction Functie	Cadre Kader	Effectif Effectief		Dont en disponibilité (inclus dans "Effectif") In disponibiteit (zijn in "Effectief" inbegrepen)		Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
						F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
						Unités Aantal personen	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen
<b>NIVEAU A</b>	<b>563</b>	<b>343</b>	<b>324,55</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200</b>	<b>186,53</b>	<b>143</b>	<b>138,02</b>	<b>175</b>	<b>164,92</b>	<b>168</b>	<b>159,63</b>
A11	2	1	1			0	0	1	1	0	0	1	1
A10	1	1	1			1	1	0	0	0	0	1	1
A9	11	8	8			3	3	5	5	6	6	2	2
AM8	1	1	1			1	1			1	1		
A8	5	6	5,8			3	2,8	3	3	2	1,8	4	4
A7	37	28	28			13	13	15	15	15	15	13	13
A6	46	33	31,02			15	13,6	18	17,42	13	11,62	20	19,4
AM1	9	7	4,1			6	3,6	1	0,5	3	1,9	4	2,2
A5	8	5	3,8			1	0,8	4	3	0	0	5	3,8
A4	104	58	53,8			28	26,5	30	27,3	18	15,3	40	38,5
A3	0	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A2	17	13	13			6	6	7	7	10	10	3	3
A1	322	182	174,03			123	115,23	59	58,8	107	102,3	75	71,73
<b>NIVEAU B</b>	<b>436</b>	<b>237</b>	<b>225,67</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>165</b>	<b>155,37</b>	<b>72</b>	<b>70,3</b>	<b>124</b>	<b>118,9</b>	<b>113</b>	<b>106,77</b>
B4	53	33	32			24	23,2	9	8,8	15	14,6	18	17,4
B 1-3	383	204	193,67			141	132,17	63	61,5	109	104,3	95	89,37
<b>NIVEAU C</b>	<b>1.197,50</b>	<b>815</b>	<b>760,5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>640</b>	<b>592,53</b>	<b>175</b>	<b>167,98</b>	<b>461</b>	<b>431,42</b>	<b>354</b>	<b>329,09</b>
C4	106	70	65,4			54	49,6	16	15,8	31	29,6	39	35,8
C 1-3	871,50	580	532,43			443	402,26	137	130,18	327	299,67	253	232,77
C431		2	2			2	2					2	2
C 131-331	220	163	160,67			141	138,67	22	22	103	102,15	60	58,52
<b>NIVEAU D</b>	<b>846</b>	<b>578</b>	<b>558,17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>71</b>	<b>67,6</b>	<b>507</b>	<b>490,57</b>	<b>341</b>	<b>333,4</b>	<b>237</b>	<b>224,77</b>
D4	102	98	92,97			7	6,3	91	86,67	37	36,6	61	56,37
D 1-3	744	464	449,2			49	46,3	415	402,9	292	284,8	172	164,4
D 131-331		16	16			15	15	1	1	12	12	4	4
<b>NIVEAU E</b>	<b>317</b>	<b>321</b>	<b>318,4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>49</b>	<b>47,6</b>	<b>272</b>	<b>270,8</b>	<b>279</b>	<b>276,8</b>	<b>42</b>	<b>41,6</b>
E4	32	12	11,40			9	8,4	3	3	9	8,6	3	2,8
E 1-3	285	309	307,00			40	39,2	269	267,8	270	268,2	39	38,8
<b>TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL</b>	<b>3359,5</b>	<b>2294</b>	<b>2187,29</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1125</b>	<b>1049,63</b>	<b>1169</b>	<b>1137,67</b>	<b>1380</b>	<b>1325,44</b>	<b>914</b>	<b>861,86</b>

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de BRUXELLES / Stad BRUSSEL

PERSONNEL CONTRACTUEL - CONTRACTUEEL PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2021

Fonction Functie	Effectif Effectief						Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
	ACS GESCO's		Autres contractuels subventionnés Andere gesubsidieerde contractuelen		Contractuels à charge de la commune Contractuelen ten laste gemeente		F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
<b>NIVEAU A</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>27,8</b>	<b>247</b>	<b>233,9</b>	<b>173</b>	<b>160,95</b>	<b>103</b>	<b>100,75</b>	<b>223</b>	<b>212,5</b>	<b>53</b>	<b>49,2</b>
A11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A9	0	0	0	0	2	2	2	2	0	0	2	2	0	0
A8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A7	0	0	1	1	3	3	2	2	2	2	2	2	2	2
A6	0	0	2	2	13	12,7	12	11,7	3	3	12	12	3	2,7
AM1					6	1,8	6	1,8			3	0,9	3	0,9
A5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A4	0	0	0	0	4	4	1	1	3	3	3	3	1	1
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	1	1	0	0
A1	0	0	26	24,8	218	209,4	149	141,45	95	92,75	200	191,6	44	42,6
<b>NIVEAU B</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>21</b>	<b>221</b>	<b>209,4</b>	<b>156</b>	<b>146</b>	<b>88</b>	<b>84,4</b>	<b>180</b>	<b>170,8</b>	<b>64</b>	<b>59,6</b>
B4	0	0	0	0	2	2	0	0	2	2	1	1	1	1
B 1-3	0	0	23	21	219	207,4	156	146	86	82,4	179	169,8	63	58,6
<b>NIVEAU C</b>	<b>45</b>	<b>44,6</b>	<b>39</b>	<b>38,8</b>	<b>436</b>	<b>412,58</b>	<b>394</b>	<b>375,95</b>	<b>126</b>	<b>120,03</b>	<b>403</b>	<b>385,02</b>	<b>117</b>	<b>110,96</b>
C4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C 1-3	45	44,6	39	38,8	436	412,58	394	375,95	126	120,03	403	385,02	117	110,96
C 131-331					162	137,85	102	84,37	60	53,48	152	130,61	10	7,23
<b>NIVEAU D</b>	<b>31</b>	<b>29,7</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>221</b>	<b>211,4</b>	<b>135</b>	<b>126,5</b>	<b>134</b>	<b>131,6</b>	<b>216</b>	<b>207,2</b>	<b>53</b>	<b>50,9</b>
D4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D 1-3	31	29,7	17	17	221	211,4	135	126,5	134	131,60	216	207,2	53	50,9
D 131-331					81	30,72	68	25,3	13	5,42	69	25,55	12	5,18
<b>NIVEAU E</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>93</b>	<b>86,5</b>	<b>874</b>	<b>835,14</b>	<b>590</b>	<b>550,14</b>	<b>377</b>	<b>371,5</b>	<b>769</b>	<b>737,37</b>	<b>198</b>	<b>184,27</b>
E4	0	0	1	1	27	25,4	26	24,4	2	2	14	13,2	14	13,2
E 1-3	0	0	92	85,5	847	809,74	564	525,74	375	369,5	755	724,17	184	171,07
<b>TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL</b>	<b>76</b>	<b>74,3</b>	<b>201</b>	<b>191,1</b>	<b>1999</b>	<b>1902,42</b>	<b>1448</b>	<b>1359,54</b>	<b>828</b>	<b>808,28</b>	<b>1791</b>	<b>1712,89</b>	<b>485</b>	<b>454,93</b>

Taux de réalisation budgétaire

	2018					2019					2020				
	Crédit budgétaire	Engagements	Imputations	Rapport imputations / crédit budgétaire	Rapport imputations / engagements	Crédit budgétaire	Engagements	Imputations	Rapport imputations / crédit budgétaire	Rapport imputations / engagements	Crédit budgétaire	Engagements	Imputations	Rapport imputations / crédit budgétaire	Rapport imputations / engagements
<b>Ordinaire</b>	<b>803.504.091,15</b>	<b>805.478.400,53</b>	<b>794.406.972,92</b>	<b>98,87%</b>	<b>98,63%</b>	<b>829.064.781,87</b>	<b>822.061.419,89</b>	<b>814.664.221,32</b>	<b>98,26%</b>	<b>99,10%</b>	<b>852.640.229,70</b>	<b>862.216.147,30</b>	<b>838.461.959,66</b>	<b>98,34%</b>	<b>97,24%</b>
Dépenses ordinaires personnel	391.442.243,95	386.966.262,57	385.996.150,10	98,61%	99,75%	405.420.091,75	400.846.027,62	400.955.779,06	98,90%	100,03%	418.850.752,99	413.495.160,32	409.604.000,91	97,79%	99,06%
Dépenses ordinaires fonctionnement	91.769.116,66	91.087.277,58	83.619.840,34	91,12%	91,80%	96.793.821,01	91.236.026,29	87.116.027,33	90,00%	95,48%	103.564.994,04	96.705.617,25	90.637.176,71	87,52%	93,72%
Dépenses ordinaires transferts	256.730.814,01	270.007.435,13	267.389.685,89	104,15%	99,03%	264.099.906,76	269.309.984,49	265.932.874,38	100,69%	98,75%	266.117.743,89	289.379.074,94	275.591.649,79	103,56%	95,24%
Dépenses ordinaires dette	63.561.916,53	57.417.425,25	57.401.296,59	90,31%	99,97%	62.750.962,35	60.669.381,49	60.659.540,55	96,67%	99,98%	64.106.738,78	62.636.294,79	62.629.132,25	97,70%	99,99%
<b>Extraordinaire</b>	<b>117.948.777,07</b>	<b>93.378.994,80</b>	<b>125.390.594,47</b>	<b>106,31%</b>	<b>134,28%</b>	<b>156.252.316,19</b>	<b>104.975.387,91</b>	<b>78.173.672,58</b>	<b>50,03%</b>	<b>74,47%</b>	<b>200.614.118,85</b>	<b>180.711.066,93</b>	<b>113.983.884,53</b>	<b>56,82%</b>	<b>63,08%</b>
Dépenses extraordinaires investissements	105.589.324,65	79.163.103,37	110.014.813,44	104,19%	138,97%	135.508.426,08	87.251.454,51	62.407.049,61	46,05%	71,53%	185.157.906,90	161.244.020,58	98.052.063,50	52,96%	60,81%
Dépenses extraordinaires transferts	12.359.452,42	14.215.891,43	15.375.781,03	124,41%	108,16%	20.735.287,21	12.715.330,50	10.758.020,07	51,88%	84,61%	15.456.211,95	14.083.356,35	13.548.131,03	87,65%	96,20%
Dépenses extraordinaire dette	0,00	0,00	0,00	-	-	8.602,90	5.008.602,90	5.008.602,90	58219,94%	100,00%	0,00	5.383.690,00	2.383.690,00	-	44,28%

	2018			2019			2020		
	Crédit budgétaire	Droits constatés nets	Rapport droits constatés nets / crédit budgétaire	Crédit budgétaire	Droits constatés nets	Rapport droits constatés nets / crédit budgétaire	Crédit budgétaire	Droits constatés nets	Rapport droits constatés nets / crédit budgétaire
<b>Ordinaire</b>	<b>801.104.510,50</b>	<b>792.807.507,68</b>	<b>98,96%</b>	<b>823.002.942,63</b>	<b>813.441.757,17</b>	<b>98,84%</b>	<b>847.265.896,83</b>	<b>844.375.613,32</b>	<b>99,66%</b>
Recettes ordinaires prestations	52.363.774,09	49.918.259,45	95,33%	56.039.806,92	47.964.010,93	85,59%	58.141.021,64	51.333.991,24	88,29%
Recettes ordinaires transferts	733.373.899,61	726.956.483,96	99,12%	750.633.080,21	749.659.473,24	99,87%	772.741.629,30	773.871.262,56	100,15%
Recettes ordinaires dette	15.366.836,80	15.932.764,27	103,68%	16.330.055,50	15.818.273,00	96,87%	16.383.245,89	19.170.359,52	117,01%
<b>Extraordinaire</b>	<b>117.948.777,07</b>	<b>102.119.089,27</b>	<b>86,58%</b>	<b>180.663.658,19</b>	<b>135.806.865,99</b>	<b>75,17%</b>	<b>200.614.118,85</b>	<b>43.184.503,52</b>	<b>21,53%</b>
Recettes extraordinaires transferts	21.775.762,00	18.461.475,12	84,78%	35.273.981,65	23.556.307,53	66,78%	51.397.165,00	35.812.412,75	69,68%
Recettes extraordinaires dette	96.167.015,07	82.679.542,67	85,97%	120.978.334,54	87.832.223,51	72,60%	149.124.953,85	7.204.698,96	4,83%
Recettes extraordinaires investissements	6.000,00	978.071,48	16301,19%	24.411.342,00	24.418.334,95	100,03%	92.000,00	167.391,81	181,95%

## SEC 2010 : Tableau prévisionnel en matière de dépenses extraordinaires d'investissement

		A	B	C	D	E	F	G
	Code écon	Exercices antérieurs		Exercice en cours		Prévision Budget		Total imput
		N-1 (solde eng)	N-1 (imput prev)	N (engag prev)	N (imput prev))	Budget (=CT 91)	N+1 (imput)	B+D+F
<b>Non-valeurs</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	70-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Terrains et bâtiments</b>		<b>61.247.125,02</b>	<b>27.374.239,02</b>	<b>47.645.990,25</b>	<b>14.578.788,53</b>	<b>128.784.282,19</b>	<b>9.604.024,01</b>	<b>51.557.051,56</b>
Achats	71-	2.609.705,08	260.970,51	414.708,39	248.825,03	4.145.000,00	4.145.000,00	4.654.795,54
Aménagements terrains	721	1.176.796,28	176.519,44	428.800,01	407.360,00	1.305.000,00	91.350,00	675.229,44
Constructions	722	29.330.735,28	14.665.367,64	12.371.378,82	1.237.137,88	30.208.282,19	241.666,26	16.144.171,78
Aménagements bâtiments	723	11.618.356,38	6.390.096,01	14.201.052,37	4.260.315,71	52.805.000,00	990.093,75	11.640.505,47
Maintenance bâtiments	724	15.829.870,49	5.540.454,67	18.009.186,39	7.203.674,56	36.216.000,00	3.766.464,00	16.510.593,23
Maintenance terrains	725	681.661,51	340.830,75	2.220.864,27	1.221.475,35	4.105.000,00	369.450,00	1.931.756,10
<b>Voirie</b>		<b>14.209.674,82</b>	<b>6.533.720,45</b>	<b>8.074.767,07</b>	<b>3.998.291,28</b>	<b>28.129.263,40</b>	<b>5.903.930,31</b>	<b>16.435.942,04</b>
Voirie	731	8.870.577,15	4.435.288,58	7.414.116,33	3.707.058,17	23.130.263,40	4.857.355,31	12.999.702,06
Infrastructure	732	120.948,92	36.284,68	121.194,26	48.477,70	734.000,00	36.700,00	121.462,38
Plans	733	73.859,73	4.431,58	0,00	0,00	2.010.000,00	502.500,00	506.931,58
Plantations	734	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Entretien	735	5.144.289,02	2.057.715,61	539.456,48	242.755,41	2.255.000,00	507.375,00	2.807.846,02
<b>Autres</b>		<b>4.892.344,90</b>	<b>2.201.555,20</b>	<b>14.579.044,18</b>	<b>10.205.330,93</b>	<b>61.436.550,50</b>	<b>13.823.223,86</b>	<b>26.230.109,99</b>
Autres investissements	74-	4.892.344,90	2.201.555,20	14.579.044,18	10.205.330,93	61.436.550,50	13.823.223,86	26.230.109,99
<b>TOTAL</b>		<b>80.349.144,74</b>	<b>36.109.514,67</b>	<b>70.299.801,50</b>	<b>28.782.410,74</b>	<b>218.350.096,09</b>	<b>29.331.178,18</b>	<b>94.223.103,59</b>

Colonne A : montant **prévisionnel** au 31.12.21 des crédits reportés du compte 2020 (tous exercices confondus) et qui ne seront pas imputés en 2021.

Colonne B : montant des imputations prévues lors de l'exercice budgétaire 2022 et portant sur le montant prévisionnel des engagements des exercices antérieurs restant ouverts au 31.12.21.

Colonne C : montant prévisionnel au 31.12.21 des engagements 2021 qui ne seront pas imputés à la clôture de l'exercice.

Colonne D : Montant des imputations prévues lors de l'exercice 2022 et portant sur le montant prévisionnel des crédits engagés lors de l'exercice en cours et non clôturés au 31.12.21.

Colonne E : prévision budgétaire de l'exercice 2022.

Colonne F : prévisions **d'imputation** des articles budgétaires 2022 qui seront engagés lors de ce même exercice.

Colonne G : il s'agit du montant total des imputations prévues en 2022 quelque soit l'exercice d'origine des engagements ou, en d'autres termes, du total des colonnes B, D et F.

Commune: Ville de Bruxelles

## Présentation SEC du budget 2022

Service ordinaire	2022	en €
<b>Recettes</b>		<b>896.140.087,63</b>
60	Prestations	55.502.812,63
61	Transferts	825.025.643,87
62	Dette	15.611.631,13
<b>Dépenses</b>		<b>898.852.900,69</b>
70	Personnel	443.490.225,14
71	Fonctionnement	97.665.825,30
72	Transfert	295.747.967,00
7X	Dette	61.948.883,25
<b>Solde ordinaire</b>	<b>A</b>	<b>-2.712.813,06</b>
Service extraordinaire	2022	en €
<b>Recettes</b>		28.573.324,63
80	Transferts	18.514.762,53
81	Investissements	10.058.562,10
<b>Dépenses</b>		126.078.649,16
90	Transferts	31.855.545,57
<b>91( cf. tableau imputations)</b>	<b>Investissements</b>	94.223.103,59
<b>Solde extraordinaire</b>	<b>B</b>	<b>-97.505.324,53</b>
<b>Amortissement dette</b>		58.797.805,72
911-01		56.244.224,76
911-03		2.553.580,96
911-06		0,00
<b>Total amortissements</b>	<b>C</b>	<b>58.797.805,72</b>
<b>Solde SEC</b>	<b>(A+B)+C</b>	<b>-41.420.331,87</b>

**Service ordinaire**

Recettes - Droits constatés nets

Dépenses - Prévisions d'imputation des dépenses en ce compris les reports selon l'analyse effectuée dans l'annexe 4

**Service extraordinaire**

Recettes de subside - Code totalisateur 80

Ce montant sera adapté en fonction des hypothèses de réalisation du programme d'investissement 2022 et des différents projets

Le montant repris sous le code totalisateur 91 est le résultat final de la colonne G du tableau d'imputations

## **5. EVOLUTION DE LA DETTE PAR ORGANISME FINANCIER**

## 5. Evolution de la dette par organisme financier - Evolutie van de schuld per financieel organisme

### 5.1. TOTAUX A CHARGE DE LA COMMUNE - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAD

	solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<b>Les emprunts existants - bestaande leningen</b>	€ 371.068.129,27	€ 51.746.978,33	€ 3.759.094,63	€ 55.506.072,96
Argenta	€ 12.829.899,67	€ 2.872.414,93	€ 17.518,73	€ 2.889.933,66
Belfius	€ 270.107.965,35	€ 37.143.291,23	€ 3.028.963,92	€ 40.172.255,15
BNP Paribas Fortis	€ 6.506.645,19	€ 2.555.215,92	€ 135.667,16	€ 2.690.883,08
Crédit Agricole	€ -	€ -	€ -	€ -
ING	€ 81.623.619,06	€ 9.176.056,25	€ 576.944,82	€ 9.753.001,07
<b>La durée moyenne - de gemiddelde looptijd</b>	14,98 ans / jaar			
<b>Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet</b>	1,08 %			

	solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<b>Les emprunts FRBRTC</b>	€ 20.029.714,23	€ 1.004.694,83	€ 1.001.485,71	€ 2.006.180,54
<b>La durée moyenne - de gemiddelde looptijd</b>	20,00 ans / jaar			
<b>Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet</b>	5,00 %			

+

	dans le courant de 2022 - in de loop van 2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<b>Les emprunts à contracter en 2022 - Te contracteren leningen in 2022</b>	€ 100.228.766,34	€ 3.646.349,42	€ 904.043,43	€ 4.550.392,85
DET2016 - 5 ans / DET2016 5 jaar	€ 11.481.084,48	€ 1.148.108,48	€ 30.736,28	€ 1.178.844,76
DET2016 - 10 ans / DET2016 10 jaar	€ 4.766.093,50	€ 238.304,68	€ 25.518,85	€ 263.823,53
DET2016 - 15 ans / DET2016 15 jaar	€ 19.247.577,89	€ 641.585,95	€ 154.584,45	€ 796.170,40
DET2016 - 20 ans / DET2016 20 jaar	€ 64.734.010,47	€ 1.618.350,31	€ 693.203,85	€ 2.311.554,16
<b>La durée moyenne - de gemiddelde looptijd</b>	16,85 ans / jaar			
<b>Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet</b>	1,68 %			

=

<b>Total emprunts contractés et à contracter (hors FRBRTC) - Totaal van de opgenomen en van de op te nemen leningen (zonder FRRTC)</b>	€ 471.296.895,61	€ 55.393.327,75	€ 4.663.138,06	€ 60.056.465,81
--	------------------	-----------------	----------------	-----------------



**5.2. TOTAUX A CHARGE DE L'ETAT - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAAT**

	<b>solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022</b>	<b>amortissements 2022 - aflossingen 2022</b>	<b>intérêts 2022 - interessen 2022</b>	<b>total charges d'emprunts - totaal leninglasten</b>
<b>Les emprunts existants - bestaande leningen</b>	€ -	€ -	€ -	€ -
Belfius	€ -	€ -	€ -	€ -

**La durée moyenne - de gemiddelde looptijd**

. ans / jaar

**Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet**

0,00 %

### 5.3 TOTAUX DES EMPRUNTS IRIS - TOTALEN VAN DE IRIS-LENINGEN

solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 interessen 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
€ 13.857.190,82	€ 3.395.194,95	€ 692.859,55	€ 4.088.054,50

*Les emprunts IRIS - IRIS leningen*

*La durée moyenne - de gemiddelde looptijd*

20,00 ans / jaar

*Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet*

5,00 %

5.4 TOTAUX DE TOUS LES EMPRUNTS - TOTALEN VAN ALLE LENINGEN

	Durée moyenne - Gemiddelde looptijd	Taux moyen Gemiddelde rentevoet	solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<i>Tous les emprunts existants à charge de la Ville</i> <i>Alle bestaande leningen ten laste van de Stad</i>	14,98	1,08%	€ 371.068.129,27	€ 51.746.978,33	€ 3.759.094,63	€ 55.506.072,96
<i>Les emprunts FRBRTC</i> <i>De BGHGT leningen</i>	20,00	5,00%	€ 20.029.714,23	€ 1.004.694,83	€ 1.001.485,71	€ 2.006.180,54
<i>Les emprunts à contracter en 2022 à charge de la Ville</i> <i>De te contracteren leningen in 2022 ten laste van de Stad</i>	16,85	1,68%	€ 100.228.766,34	€ 3.646.349,42	€ 904.043,43	€ 4.550.392,85
<i>Les emprunts à charge de l'état</i> <i>De leningen ten laste van de staat</i>	0,00	0,00%	€ -	€ -	€ -	€ -
<i>Les emprunts IRIS</i> <i>de IRIS-leningen</i>	20,00	5,00%	€ 13.857.190,82	€ 3.395.194,95	€ 692.859,55	€ 4.088.054,50
			=			
<i>Tous les emprunts</i> <i>Alle leningen</i>	15,68	1,46%	€ 505.183.800,66	€ 59.793.217,53	€ 6.357.483,32	€ 66.150.700,85

## **6. AUTRES ANNEXES :**

**6.1 OBJECTIFS ANNUELS EN  
MATIERE D'EVOLUTION DU STATUT  
PECUNIAIRE, DE STATUTARISATION,  
D'OCTROI DE PRIMES, DE  
FORMATION, DE MOBILITE  
INTERNE, DE DIVERSITE**

**6.2 NOTE DU CPAS “ARTICLE 60 ”**

**6.3 ESTIMATION DES BESOINS DE  
POSTES ART 60§7 LOI ORGANIQUE –  
ANNEXE 7 CPAS**

## 6.1 Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité.

### 6.1.1 Département Ressources Humaines (hors Instruction Publique)

#### Introduction

Depuis la modification du statut administratif et pécuniaire du personnel statutaire et contractuel de la Ville de Bruxelles du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le protocole d'accord 2021/1 conclu en fin d'année 2021 marquera, par les volets couverts, les années budgétaires 2021 à 2025. En effet, cet accord englobe un ensemble de mesures visant à améliorer les conditions salariales du personnel communal de l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le déménagement vers le nouveau centre administratif à partir de l'automne 2022 concerne plus de 1.500 agents. Ce projet ambitieux implique non seulement un changement de lieu de travail, mais va aussi renforcer une manière différente de travailler (cf. NWOW) que la Ville a déjà commencé à mettre en place, notamment par l'instauration du télétravail et une digitalisation accrue.

#### Statutarisation

L'un des objectifs fondamentaux du nouveau statut, qui consistait à augmenter le taux de statutarisation sur la base d'une politique de recrutement et de statutarisation adaptée, a été atteint:

2019 : 232 nominations

2020 : 130 nominations

2021 (au 31/07) : 113 nominations et 45 stagiaires en vue d'une nomination définitive.

Sur base des nouveaux cadres organiques et tenant compte des emplois contractuels et subsidiés qui ne peuvent pas être exercés par des statutaires, le taux de statutarisation se situe à 80%.

En 2020, le nombre de mouvements du personnel par mobilité interne interdépartementale a concerné 29 membres du personnel. Le nombre de recrutements externes s'est élevé à 297 travailleurs en 2020 (dernière année complète).

#### Évolution salariale

##### o Revalorisation des rémunérations du personnel – protocole d'accord sectoriel 2021/1

Le protocole d'accord sectoriel 2021/1 autorise des avancées barémiques et non-barémiques qui s'étaleront sur la période 2021 à 2025 incluse. Son champ d'application correspond au personnel des communes (hors personnel enseignant ou rémunéré sur base des échelles de l'enseignement), des CPAS (y compris les art. 60, sauf pour la branche d'aide à la pension), des associations « chapitre XII » non hospitalières et du Mont-de-Piété.

Le contenu de l'accord se compose de 4 volets :

- augmentation barémique
- allongement des échelles
- augmentation du montant des chèques-repas
- aide à la pension complémentaire pour tous les contractuels

Pour information, le protocole prévoit les évolutions suivantes déjà dès 2021 :

- augmentation barémique des niveaux D et E
- élargissement de la pension complémentaire à tous les contractuels

En 2022, viendront s'ajouter les mesures suivantes :

- augmentation barémique du niveau C
- augmentation des chèques-repas de 6 à 8 €

L'accord prévoit une intervention de la Région Bruxelles-Capitale par le biais d'une dotation qui sera versée annuellement et dont le montant et la clé de répartition sont fixés dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 octobre 2021.

En ce qui concerne la Ville, la dotation devrait couvrir les dépenses réalisées pour l'année 2021. En ce qui concerne 2022, l'augmentation barémique du niveau C et l'augmentation des chèques-repas représenteront respectivement un coût de 1.110.586 € et de 1.334.880 € alors que la dotation s'élèvera respectivement à 306.508 € et 1.334.880 €.

#### [o Budget des dépenses de personnel](#)

Le budget des dépenses du personnel évolue d'environ 4,81% suite principalement aux mesures qui découlent du protocole d'accord repris ci-dessus.

#### [Subsides régionaux](#)

##### [o Abonnements STIB](#)

Depuis le 01/01/2018, l'abonnement STIB délivré aux membres du personnel est remboursé à hauteur de 100% compte tenu de la subvention régionale. La recette y relative inscrite au budget s'élève à 1,1 million d'euros.

##### [o Plan de diversité](#)

La Ville disposera d'un plan de diversité pour la période 2021-2022 (cf. ordonnance RBC du 04/09/2008). Ce plan sera déjà le 4ème plan de diversité de la Ville de Bruxelles.

La recette inscrite au budget pour l'application de l'ordonnance «Madrane» s'élève à 100.000 €.

##### [o Allocation de bilinguisme](#)

La recette prévue inscrite au budget pour les bénéficiaires d'une allocation de bilinguisme en 2021 s'élèverait à 2,4 millions d'euros.

##### [o Statutarisation](#)

La recette inscrite au budget pour les membres du personnel qui deviennent statutaires s'élèvent à 0,5 million d'euros.

## Prestations réduites pour les métiers pénibles

Dès le 01.01.2022, les agents à temps plein de plus de 60 ans dont la pénibilité du travail est reconnu pourront demander à bénéficier d'une réduction de un cinquième de leur temps de travail sans qu'il n'y d'impact sur leur salaire.

## Formation

En matière de formation du personnel, la Ville dispose de plans de formation biennaux depuis 2014. Un quatrième plan de formation pour 2022-2023 a été élaboré en concertation avec les partenaires sociaux. La Ville disposera de plus de salles de formation dans le nouveau Centre administratif, d'une équipe complète pour organiser ces formations et d'un budget annuel de 400.000 €.

Un nouveau type de formation est proposé depuis le 01/10/2018, avec un processus d'apprentissage hybride. Il s'agit d'une formule pédagogique combinant différentes sessions en ligne et des formations où un formateur est physiquement présent.

Une plateforme e-learning a été implémentée depuis l'année 2021 permettant de développer l'apprentissage en ligne. Les employés auront la possibilité de développer leurs compétences à leur rythme et à des moments choisis par eux-mêmes. Cet outil d'apprentissage en ligne sera principalement axé sur la connaissance de la matière.

## Evaluation du personnel

Une nouvelle campagne d'évaluation sera lancée dans le courant de l'année 2022.

<u>Grade</u>	<u>ASBL</u>
Secrétaire	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Employé	Centrale de l'Emploi
Employé auxiliaire technique	Les Brigittines
Secrétaire	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Employé technique	Ferme du Parc Maximilien
Employé	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Maison de la création
Secrétaire	Rizome-Bxl (anciennement Office de réadaptation sociale)
Secrétaire	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Centrale de l'Emploi
Secrétaire d'administration	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Secrétaire	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois
Secrétaire	CPAS
Secrétaire d'administration	CPAS
Assistant	Service d'Aide aux Seniors Bruxellois

## 6.1.2 Instruction Publique

### Objectifs annuels en matière d'évolution du statut pécuniaire, de statutarisation, d'octroi de primes, de formation, de mobilité interne, de diversité.

#### Évolution du statut pécuniaire

Le budget en dépenses de personnel pour 2022 est de 40.391.773 € soit une augmentation de 6 % par rapport à 2021 (hors traitements des enseignants). Ce qui représente 69 % de notre budget total.

L'augmentation s'explique par des engagements supplémentaires afin de permettre aux écoles de fonctionner malgré une augmentation sensible des absences liées à la crise sanitaire (quarantaines ou congés de maladie). La révision barémique qui concerne les niveaux D et C (2%) a aussi un impact.

Le Département Instruction publique met sur pied des équipes volantes d'instituteurs, d'auxiliaires d'éducation dans les écoles d'enseignement fondamental et de surveillants dans les écoles d'enseignement secondaire. Ces engagements exceptionnels sont financés sur fonds propres puisque ces emplois vont au-delà des normes de subventionnement fixées par la Communauté française ou par la Vlaams Gemeenschap.

#### Évolution de la statutarisation

Le Département Instruction publique compte maintenir le principe de la statutarisation en veillant donc à ce que le cadre statutaire soit rempli dès que possible.

#### L'octroi de primes

Le total des indemnités est budgétisé à 762.500 €. L'essentiel de ce montant est consacré aux indemnités de directions (enseignement fondamental et spécialisé) et aux indemnités linguistiques (uniquement pour l'enseignement primaire).

#### La formation des agents

Le budget formation s'élève à 266.000 €. Il s'adresse à toutes les catégories de personnel en fonction des besoins (auxiliaires d'éducation, directeurs d'école, bibliothécaires, ...)

#### Notre politique de mobilité interne

La politique de mobilité interne au sein du Département Instruction publique est limitée par la spécificité en termes de qualification et de statut de la majorité des emplois proposés (médecin, infirmière, bibliothécaire, auxiliaire d'éducation, ...). Il y a néanmoins une volonté de favoriser la mobilité pour les postes administratifs sans qualification spécifique.

#### Le plan diversité

La majorité des agents engagés par le Département Instruction publique proviennent de zones de diversité.



## 6.2 La note du CPAS détaillant de manière précise les budgets alloués aux dépenses de fonctionnement, d'encadrement et de mise en œuvre de l'emploi d'insertion (art. 60§7).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'ordonnance du 28 mars 2019 relative au dispositif d'insertion à l'emploi dans le cadre de l'article 60§7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mai 2019 sont entrés graduellement en vigueur.

Au budget 2022, nous prévoyons 1.000 postes sous contrat d'emploi d'insertion (art. 60§7). La dépense correspondante s'élève à 38.818.250 € dont 17.373.800 € pourront être financés via le subside régional au taux du RI/ERI « famille à charge », 1.404.800 € pour le subside d'économie sociale et 612.000 € pour la mobilité douce. Cette dépense comprend un montant de 1.382.000 € pour les chèques repas accordés aux travailleurs en emploi d'insertion (art. 60§7) depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, et un montant de 35.000 € de chèque-cadeau de 35 € par personne.

Afin d'assurer la mission d'accompagnement des ayants droit du CPAS dans le cadre de leur recherche d'emploi aussi bien dans le cadre du contrat d'emploi d'insertion (via des sélections organisées par notre département en collaboration avec nos partenaires) que sur le marché de l'emploi régulier et des travailleurs en emploi d'insertion, notre département dispose de 52 accompagnateurs (51,51 ETP) dont 24 job coachs (23,30 ETP).

Le Pôle Prospection et Partenaires chargé des relations avec nos partenaires externes dans le cadre de l'emploi d'insertion est composé de 4 prospecteurs. Enfin, le département est dirigé par un staff de 15 responsables (15 ETP) et est soutenu par une équipe administrative et d'accueil de 10 personnes (10 ETP). La dépense totale en matière de personnel du Département Emploi et Economie Sociale (à l'exception du Pôle Formation Emploi et l'Usine du Linge) s'élève à 5.041.908 €.

En 2021, les activités du département seront en partie financées via des subsides dont des subsides Maribel, le subside prévu par l'art. 18 de l'Arrêté du 23/05/2019, de maximum 304.500 € pour 1.000 ETP, afin de soutenir notre Centre dans la mise en œuvre de l'article 60§7 et un subside de 590.000 € accordé par Actiris, cofinancé par le Fonds Social Européen, dans le cadre d'une convention de partenariat. Nous prévoyons également un subside régional de 90.750 € dans le cadre de la Mesure 500 (ateliers de recherche active d'emploi), un subside de 24.700 € dans le cadre du projet « Brigade des Pavés » prévu par le contrat de quartier durable Marolles et un subside de 44.400 € du « ESF Vlaanderen » pour le projet d'activation de personnes ayant des problèmes de santé mentale.

En matière de frais de fonctionnement, le budget 2022 prévoit 48.500 € pour la prime de pénibilité accordée aux agents en emploi d'insertion mis à disposition de l'Agence Bruxelles Propreté, et 15.000 € de frais d'avocats dans le cadre de litiges liés au recouvrement des factures concernant la mise à disposition de personnel sous contrat d'emploi d'insertion.

		Compte 2020	Budget modifié 2021	Budget 2022
<b>Nombre annuel articles 60§7 par an (ETP)</b>		<b>746,79</b>	<b>1.050,00</b>	<b>1.000,00</b>
dont art. 60§7 "économie sociale"		139,33	174,00	141,00
Art. 60§7 mis à disposition de la commune (ETP)		80,48	151,00	149,00
Art. 60§7 mis à disposition du CPAS (ETP)		372,65	444,10	428,10
<b>Rémunération du personnel art. 60§7</b>		<b>25.681.775,04</b>	<b>34.537.100,00</b>	<b>38.818.250,00</b>
Traitements (y compris pécule de vacances et allocation de fin d'année)	33350/05, 33490/21, 11100/17 et 11200/17	19.243.969,40	25.840.600,00	29.036.900,00
Cotisations patronales versées à l'ONSSAPL	11300/17	3.538,11	2.400,00	2.650,00
Cotisations patronales non-versées à l'ONSSAPL	concerne l'exonération : calcul 28,86% sur les salaires comme pour les contractuels. Il reste 0,01% à charge du CPAS	4.816.225,08	6.706.000,00	7.410.000,00
Autres cotisations (assurances, service social collectif, médecine du travail, ...)	11700/17, 11800/17, 11900/17	455.180,06	556.500,00	639.700,00
Autres interventions dans la rémunération (chèques repas, transport, ...)	11500/17	1.162.862,39	1.431.600,00	1.729.000,00
<b>Frais de fonctionnement liés aux art.60§7</b>		<b>56.526,35</b>	<b>229.900,00</b>	<b>348.500,00</b>
Indemnités et coûts divers	84492X/12100/01 Frais de déplacement, de séjour et de services	36.400,14	54.900,00	48.500,00
Frais de formation	84492X/12300/09	20.126,21	175.000,00	300.000,00
<b>Interventions dans le coût de la rémunération des art. 60§7</b>		<b>16.412.149,53</b>	<b>22.833.900,00</b>	<b>24.959.500,00</b>
Subside régional (taux ménage RI ou ERI)	46550/05 et 46590/03 de la fonction 8320	12.368.193,43	16.328.500,00	17.373.800,00
Subside régional Economie sociale	84492X/46560/05 et 84492X/46590/03	713.135,34	1.695.900,00	1.404.800,00
Subsides régionaux spécifiques (formation et soutien financier)	84492x/46500/13	221.733,73	492.600,00	612.000,00
Subside régional prime unique 500 €		241.092,56	0,00	0,00
Intervention CPAS (primes spécifiques - covid19)		277.465,60	0,00	0,00
Intervention des utilisateurs	84492X/16100/01	2.590.528,87	4.316.900,00	5.568.900,00
<b>Total à charge des pouvoirs locaux</b>		<b>4.509.926,78</b>	<b>5.227.100,00</b>	<b>6.797.250,00</b>
<b>Montant moyen par art. 60§7</b>		<b>6.039,08</b>	<b>4.978,19</b>	<b>6.797,25</b>
<b>Personnel du service ISP (admin - TS – ligne hiérarchique / ETP)</b>		<b>51,96</b>	<b>57,30</b>	<b>51,51</b>
Rémunération du personnel ISP		3.027.724,46	3.717.833,88	3.322.631,44
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.)				
<b>Accompagnateurs art. 60§7 (ETP)</b>		<b>24,70</b>	<b>24,00</b>	<b>23,30</b>
Rémunération des accompagnateurs		1.101.166,46	1.294.903,72	1.334.573,21
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.)				
<b>Personnel en charge des RH des art. 60§7 (gestion et payroll / ETP)</b>		<b>5,49</b>	<b>5,80</b>	<b>6,10</b>
Rémunération		298.632,25	331.070,85	384.703,35
Coûts indirects (PC, salle, chauffage, etc.)				
<b>Autres charges (à préciser)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Frais de déplacement				
Cotisations service médical du travail				
Assurances				
Frais de chauffage				
Formation professionnelle				
Loyer				
<b>ETP en charge des art. 60§7</b>		<b>82,15</b>	<b>87,10</b>	<b>80,91</b>
<b>Charges totales (hors rémunération des art. 60§7)</b>		<b>4.427.523,17</b>	<b>5.343.808,45</b>	<b>5.041.908,00</b>

**7. CIRCULAIRE BUDGETAIRE DU  
MINISTERE DE LA REGION DE  
BRUXELLES-CAPITALE RELATIVE  
AU BUDGET DE 2022 ET SES  
ANNEXES**



**BRUXELLES POUVOIRS LOCAUX**  
SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

**CONTACT** Anne WILLOCX  
T +32 02/800.33.25  
[awillocx@sprb.brussels](mailto:awillocx@sprb.brussels)

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins de la Région de Bruxelles-Capitale

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Receveurs communaux  
A Mesdames et Messieurs les Inspecteurs Régionaux

**NOTRE RÉF.** CIRC2022/09

**VOTRE RÉF.**



09003c14803c83ef

**CONCERNE** **Elaboration des budgets communaux pour l'exercice 2022**  
**Elaboration des plans triennaux pour les exercices 2022-2023-2024**

**ANNEXES** **Données de contact**  
**Checklist « Annexes »**

**BRUXELLES** **22 JUIL. 2021**

Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,

La présente circulaire a pour objet l'élaboration des budgets communaux de l'exercice 2022 et des plans triennaux des exercices 2022-2023-2024.

## TABLE DES MATIERES

1	Les budgets communaux .....	3
1.1	Généralités .....	3
1.2	Modifications budgétaire et ajustements.....	4
1.3	Le budget.....	5
1.3.1	Budget fonctionnel.....	5
1.3.2	Budget économique .....	5
1.3.3	Service extraordinaire .....	5
1.3.4	Tableau récapitulatif .....	6
1.3.5	Tableaux du personnel .....	6
1.3.6	Annexes légales et autres .....	6
1.4	Normes SEC 2010 .....	7
1.5	Gender budgeting.....	8
2	Les plans triennaux .....	9
2.1	Généralités .....	9
2.2	Plan financier.....	11
2.2.1	Service ordinaire.....	11
2.2.2	Service extraordinaire .....	11
2.2.3	Autres informations .....	12
2.3	Note explicative .....	12
3	Paramètres et taux de croissance (budget et plan).....	13
3.1	Service ordinaire - recettes .....	13
3.1.1	Recettes de prestation .....	13
3.1.2	Recettes de transferts .....	13
3.1.3	Recettes de dette .....	15
3.2	Service ordinaire - dépenses.....	15
3.2.1	Dépenses de personnel : traitements, allocations sociales .....	15
3.2.2	Dépenses de personnel : cotisations patronales pensions .....	15
3.2.3	Dépenses de fonctionnement.....	17
3.2.4	Dépenses de transferts .....	18
3.2.5	Dépenses de dette .....	19
4	Transmission et support.....	19

# 1 Les budgets communaux

## 1.1 Généralités

Le budget 2022 correspond aux projections financières de la première année du plan 2022-2020-2024. Il constitue donc une déclinaison plus détaillée de la première année du plan, selon les axes économique et fonctionnel.

En vertu de l'article 241§ 1 de la nouvelle loi communale, chaque année, avant le 31 décembre, le conseil communal approuve le budget des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant. [Le budget comprend, sous peine de nullité, les annexes déterminées par le Gouvernement (Ord. 17.07.2020, M.B. 30.07.2020)].

Selon l'alinéa 2 de l'article précité, et afin de présenter des budgets les plus réalistes possibles, il est indispensable que les derniers comptes soient arrêtés au moment du vote du budget. **Ainsi le budget 2022 et le plan triennal 2022-24 ne pourront être approuvés par le conseil communal que si les comptes annuels 2020 ont été adoptés définitivement par l'autorité de tutelle.**

Au service ordinaire, l'équilibre dont il est question concerne tant le résultat de l'exercice propre après prélèvement aux fonctions que le résultat cumulé. Les prélèvements fonctionnels concernent ceux effectués sur des provisions ou réserves constituées de manière réelle à des fins spécifiques. Ces prélèvements constituent un groupe économique à part entière et ils ne peuvent en aucun cas être assimilés à des recettes ou dépenses de transferts.<sup>1</sup> Ne seront acceptés que les prélèvements fonctionnels dans le cadre de provisions pour créances fiscales douteuses et mise en réserve de subsides liés à des contrats de quartiers, interventions dans les charges hospitalières et dividendes exceptionnels. Dans la circulaire du 17 mai 2013, je vous invitais à constituer des provisions pour risques et charges dans le cadre des créances non apurées, concernant particulièrement certaines taxes. Afin de ne pas déséquilibrer totalement votre budget, je vous recommande de procéder à ces provisions de manière graduelle.

Il pourra toutefois être toléré que l'exercice propre stricto sensu ne soit pas à l'équilibre si des dépenses exceptionnelles, et donc non récurrentes, devaient intervenir et que ces dernières soient couvertes par un prélèvement sur les réserves. Ce prélèvement ne sera, toutefois, en aucun cas considéré comme « fonctionnel ». Ces circonstances seront explicitées dans le rapport accompagnant la délibération adoptant le budget.

**Je vous invite également à projeter des montants prévisionnels réalistes pour la mise en irrécouvrables des créances qui ne peuvent plus être perçues.**

Au service extraordinaire, l'équilibre doit être global, le financement pouvant bien entendu s'opérer par utilisation des réserves.

---

<sup>1</sup> Je vous renvoie à ce sujet aux circulaires du 1<sup>er</sup> février 2006 et du 17 mai 2013 relatives à la problématique des prélèvements.

Conformément aux articles 5, 10, 15 et 16 du Règlement général de la Comptabilité communale, le budget et les modifications budgétaires comprennent toutes les recettes et dépenses susceptibles d'être effectuées en cours d'exercice.

**Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, les recettes et dépenses doivent être estimées de manière précise.** A défaut d'éléments d'évaluations réglementaires ou d'instructions administratives, il sera référé aux recettes et dépenses effectivement réalisées au compte de l'exercice pénultième.

L'importance du **respect du plan comptable** a été soulignée à maintes reprises pour le bon fonctionnement de la base de données des finances communales. Il est primordial que vous respectiez le plan comptable. Je vous invite dès lors à tenir compte des remarques qui vous ont été adressées concernant l'utilisation de codes fonctionnels ou économiques erronés et de procéder aux corrections qui s'imposent. **En cas d'observation des prescriptions figurant ci-avant, les budgets seront, le cas échéant, soit réformés, soit improuvés.**

Conformément à l'article 14 du Règlement général de la Comptabilité communale, lorsque le budget n'est pas encore voté, les crédits provisoires sont arrêtés par le conseil communal. Les crédits provisoires concerneront toutes les dépenses ordinaires. Pour rappel plus aucune différence n'est exercée entre crédits facultatifs et obligatoires.

La présentation et le contenu du budget ordinaire sera conforme aux arrêtés des 20 et 25 octobre 2005.

Je vous rappelle les dispositions de l'article 112 de la nouvelle loi communale qui prescrivent que, dès son approbation par le conseil communal, le budget annuel doit être publié sur le site internet de la commune et les comptes.

L'article 96 de la nouvelle loi communale stipule que le projet de budget est accompagné d'un rapport définissant la politique générale et financière de la commune et synthétise la situation de l'administration et de ses affaires ainsi que tous éléments utiles d'information. Ce rapport doit contenir en outre des informations sur la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux dans la politique financière de la commune.

## 1.2 Modifications budgétaire et ajustements

**Aucune modification budgétaire ne peut être approuvée par le conseil communal postérieurement au 1<sup>er</sup> juin 2022 si les comptes 2021 n'ont pas encore été approuvés par le conseil communal.**

Les dernières modifications budgétaires adoptées au cours de l'exercice devront parvenir à l'autorité de tutelle au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2022, afin de permettre à celle-ci de statuer avant la date de clôture comptable de l'exercice, soit le 31 décembre 2022. Ces modifications seront présentées selon

le même modèle que celui du budget initial (justification des adaptations de crédits, tableaux récapitulatifs,...).

**Les ajustements de crédits dans les limites de l'article 10 du Règlement général de la Comptabilité communale, ne constituent pas des modifications budgétaires devant être transmises à l'autorité de Tutelle.** Ces ajustements seront uniquement enregistrés dans la comptabilité communale.

## 1.3 Le budget

### 1.3.1 Budget fonctionnel

Le budget fonctionnel présente les crédits budgétaires par fonction selon les codes fonctionnels et selon les codes économiques, chacun limité aux trois premiers chiffres

### 1.3.2 Budget économique

Le budget économique présente les crédits budgétaires par groupe économique selon les codes économiques à cinq chiffres..

### 1.3.3 Service extraordinaire

Pour rappel, la présentation fonctionnelle et économique est réservée au service ordinaire puisque la notion de limite de crédits prévue par l'article 10 du règlement général sur la comptabilité communale (RGCC) ne concerne que ce service.

Comme pour les années précédentes, il est recommandé aux communes d'être particulièrement vigilantes dans l'établissement des prévisions budgétaires afin d'en garantir toute la crédibilité et la réalisation. Les communes veilleront en outre à ce que la charge qui résulterait du financement par emprunt de tout ou partie du programme des investissements, ne vienne pas créer ou aggraver un déficit budgétaire.

**J'attire votre attention sur le fait que le solde calculé selon les normes SEC 2010 ne prend pas en compte les emprunts en recettes. Dès lors, afin de tendre vers l'équilibre SEC 2010, les investissements prévus doivent être réalistes et limités aux seuls pouvant être réalisés en cours d'exercice.**

L'article 252 de la nouvelle loi communale stipule « *En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictif* ».

Partant de ce principe, le budget extraordinaire doit être à l'équilibre à l'exercice, la commune étant tenue d'inscrire les recettes destinées à financer les investissements annuels portés à son budget.

Mais à la clôture de l'exercice comptable, il est courant que les dépenses aient fait l'objet d'un engagement alors que les emprunts destinés à financer celles-ci n'ont pas encore été commandés et qu'aucun droit n'a donc été constaté.



Ces emprunts seront réinscrits par voie de modification budgétaire lors de la reprise du résultat du compte et ce conformément aux dispositions de l'article 9 du RGCC. Il convient à ce sujet de renvoyer à la circulaire du 4 mai 1999 relative à la budgétisation et comptabilisation au service extraordinaire. La réinscription de ces emprunts répond ainsi au prescrit de l'article 5 du RGCC qui précise que le budget comprend toutes les recettes et toutes les dépenses susceptibles d'être effectuées dans le courant de l'exercice financier.

De même, tout subside d'investissement doit faire l'objet d'un droit constaté au service extraordinaire dès la notification de son octroi (et non pas lors de la liquidation de celui-ci par l'autorité subsidiante).

#### 1.3.4 Tableau récapitulatif

Il s'agit du tableau récapitulatif par groupe économique et fonction. Il est toujours fait une distinction entre les prélèvements aux fonctions et les prélèvements généraux de la fonction 060. **Le tableau récapitulatif aussi bien du service ordinaire que du service extraordinaire et tel que prévu dans l'article 1,3° de l'arrêté du 20 octobre 2005 précité doit être établi conformément à l'annexe à l'arrêté précité et dans lequel une distinction est faite entre les prélèvements fonctionnels et les prélèvements généraux de la fonction 060.**

#### 1.3.5 Tableaux du personnel

Les tableaux repris en **annexe B1A et B1B** seront complétés, sur support informatique, avec les données au 30 juin 2021. Nous vous demandons de fournir les comptages en équivalents temps plein **et** en effectifs. Ceci pour éviter toute confusion sur la manière dont les colonnes doivent être remplies. Je vous invite dès lors à accorder le plus grand soin lors de la rédaction de ces tableaux. Les personnes mises en disponibilité, soit sur base volontaire précédant la pension, soit pour cause de maladie de longue durée, seront reprises dans les comptages. Leur nombre total sera toutefois mentionné dans le tableau pour information.

#### 1.3.6 Annexes légales et autres

Les documents énumérés ci-dessous font partie intégrante du budget et doivent donc être obligatoirement transmis:

- le rapport visé à l'article 96 de la nouvelle loi communale. **Ce rapport peut éventuellement être intégré à la note explicative du plan triennal visée au point 2.3.**
- le rapport visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale,
- le procès-verbal du comité de concertation commune-CPAS fixant l'intervention communale, qui indiquera le montant de la contribution dans le déficit du CPAS en dehors de la ristourne de la contribution régionale dans l'augmentation barémique du Centre;
- le descriptif du programme extraordinaire et ses modes de financement;
- l'évolution de la dette communale d'investissement, par organisme financier;
- l'évolution des fonds de réserve (ordinaire ou extraordinaire); cette évolution se basera sur les résultats du compte 2020 adaptés en fonction des résultats budgétés en 2021 et 2022. Il convient de maintenir une concordance logique entre le résultat cumulé affecté par les prélèvements et la hauteur des fonds de réserve. Il se peut que certains prélèvements de 2021 n'aient pas été exécutés; ils concourent toutefois au résultat de l'exercice 2021 repris comme résultat des exercices antérieurs au budget 2022. Afin de garder une cohérence entre résultat cumulé

et hauteur des fonds de réserves, il est donc primordial de calculer ces derniers en fonction de tous les prélèvements budgétés.

- l'affectation des éventuelles provisions pour risques et charges; leur estimation se fera de la même façon que pour les fonds de réserve;
- La note du CPAS détaillant de manière précise les budgets alloués aux dépenses de fonctionnement, d'encadrement et de mise en œuvre des articles 60§7 dans le cadre des nouvelles mesures régionales. Ainsi je vous demande de négocier le contenu du canevas ci-joint lors du comité de concertation avec votre CPAS, et de bien vouloir le faire remplir par votre CPAS (voir **annexe B6**)

J'insiste une fois encore sur la nécessité d'une parfaite concordance entre les données reprises dans l'ensemble des documents.

**L'absence totale ou partielle de ces documents entraînera ipso facto le refus de réception par l'autorité de tutelle au sens de l'article 4 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale.**

## 1.4 Normes SEC 2010

Les administrations locales sont en terme de comptabilité nationale et de Système européen des comptes – SEC 2010 reprises dans le secteur des Administrations locales (secteurs 1313).

Dans le cadre des accords de coopération relatifs aux trajectoires budgétaires, les régions, en tant que gouvernements de Tutelle respectifs des pouvoirs locaux, se sont engagées à veiller à la stricte observance des normes SEC des comptes des pouvoirs locaux.

L'intégration des communes dans les SEC 2010 ne nécessite en aucune manière de modification de la comptabilité communale, qui est un outil performant permettant aisément la conversion des données comptables et budgétaires en solde SEC 2010.

Pour rappel, la comptabilité SEC (Système Européen des Comptes) est une **comptabilité de flux** qui se base sur les droits constatés nets de l'année en recettes et sur les imputations en dépenses quel que soit l'exercice d'origine de la dépense et **tous services confondus**.

Le financement par emprunts ainsi que le remboursement en capital de ceux-ci ne rentrent pas dans le calcul de ce solde. Il en est de même pour les opérations de prélèvement.

Le budget en tant qu'outil prévisionnel, doit pouvoir également évaluer le solde SEC 2010 qui sera dégagé au compte. En effet, compte tenu des enjeux que représente cette intégration, pour la Région et les communes, nous ne pouvons attendre la transmission des comptes annuels pour évaluer le solde de financement des 19 communes. La Région doit disposer d'une estimation de ce solde en début d'exercice budgétaire.

**Dès lors, il vous est demandé de présenter une transposition de votre budget 2022 sur base de la comptabilité SEC.** Cette transposition devra être présentée selon le modèle joint en **annexe B5** qui est une adaptation de la table de passage établie par l'Institut des Comptes Nationaux.

Pour ce faire, je vous invite à compléter d'abord l'**annexe B2** qui vous permettra de dégager les taux de réalisation pour les 3 derniers exercices disponibles (2018-2019-2020).

La colonne correspondant aux crédits budgétaires doit reprendre ceux renseignés par les budgets initiaux. De plus, la comptabilité SEC étant une comptabilité de flux, toutes les imputations de l'exercice devront être prises en compte quel que soit l'exercice d'origine de la dépense. Les recettes quant à elles devront reprendre uniquement les droits constatés de l'exercice.

Ensuite, je vous invite à compléter l'**annexe B3** qui vous permettra d'estimer les imputations relatives aux dépenses d'investissement, imputations relatives à des engagements reportés des exercices précédents d'une part et d'autre part relatives à des nouvelles dépenses qui sont prévues en 2022.

Les annexes B2 et B3 vous permettront de remplir l'annexe B4 qui représente le budget transposé pour 2022.

La transposition de l'ensemble des recettes ordinaires, des dépenses ordinaires hors amortissements de la dette et des dépenses extraordinaires de transfert devra être réalisée sur base de la moyenne des taux de réalisation des crédits budgétaires pour les derniers comptes connus. En outre, il conviendra de justifier toute prise en compte d'un taux de réalisation autre que le taux de réalisation moyen.

En ce qui concerne la transposition des recettes extraordinaires d'investissement, des recettes extraordinaires de transfert et des amortissements d'emprunts, il conviendra de reprendre les crédits budgétaires 2022.

Enfin, la transposition des dépenses d'investissements devra être réalisée sur base du résultat du tableau prévisionnel des investissements repris en annexe B3 qui sera intégré au code totalisateur 91 du budget transposé.

**Si le solde du service ordinaire sous format SEC ne devrait pas s'écarter de manière significative du solde budgétaire, il n'en va pas de même pour le solde du service extraordinaire sur lequel nous vous demandons de porter une attention particulière. Il vous démontrera la nécessité d'établir un programme d'investissements réaliste et d'en mesurer l'impact sur les exercices budgétaires futurs.**

Enfin, il vous est rappelé que l'établissement de ce document exige la collaboration de l'ensemble des services communaux et que ce tableau prévisionnel doit devenir un outil de gestion communal.

## 1.5 Gender budgeting

Le gender budgeting ou budgétisation sensible au genre découle de ce qu'on appelle le « gender mainstreaming ». Le concept de « gender mainstreaming » s'appuie sur la notion de « genre » (*gender* en anglais) qui désigne les différences socialement construites entre les hommes et les femmes

par opposition aux différences biologiques qui existent entre les deux sexes. En effet, ce qui est considéré comme masculin ou féminin est déterminé par la société dans laquelle nous vivons. Les études de genre s'intéressent donc à ces différences socialement construites mais affirment également que les rapports sociaux qu'elles sous-tendent ne sont pas égalitaires. La norme implicite est le plus souvent masculine, ce qui peut défavoriser les femmes dans la pratique. C'est donc pour pallier à cette inégalité de genre qu'a été développé le concept de *gender mainstreaming*.

Le « *gender mainstreaming* » ou approche intégrée de la dimension de genre est une démarche qui porte une attention à la dimension de genre et donc à l'égalité entre hommes et femmes tout au long du processus politique (analyse de la situation, définition de la politique, mise en œuvre, évaluation) et qui concerne tous les acteurs impliqués dans la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques... Cette approche revient à se poser la question de l'impact potentiellement différent pour les femmes et les hommes de toute mesure politique envisagée. Elle devrait devenir un réflexe, un automatisme pour chaque agent impliqué dans les différentes phases du cycle politique.

C'est une approche transversale, car elle s'applique à tous les domaines politiques (ex : emploi, santé, mobilité, ...). C'est également une approche préventive puisque l'objectif est d'éviter que les pouvoirs publics ne mettent en place des politiques qui créent ou accentuent des inégalités entre hommes et femmes.

Prendre en compte le genre dans les politiques signifie également de l'intégrer dans les budgets. C'est cela qui s'appelle « *gender budgeting* » ou « budgétisation sensible au genre ».

La Région estime qu'il est pertinent de mettre en place une démarche *gender budgeting* :

- en vue de connaître les ressources économiques qui sont allouées de manière équitable ou non équitable d'un point de vue du genre ;
- en vue de faciliter la mise en œuvre de la politique de *gender mainstreaming*, qui repose notamment sur l'analyse genrée du budget ;
- en vue de renforcer la transparence financière du budget communal ;
- en vue d'améliorer l'efficacité de la distribution des ressources en comparaison des objectifs politiques poursuivis.

Dans cette perspective, nous vous invitons à produire, sur base volontaire, un budget genré. Pour ce faire, il vous est loisible de vous concentrer dans un premier temps sur les dépenses et le budget d'un seul service ou d'une seule fonction. En annexe B5, vous trouverez des instructions générales quant à la manière de s'y prendre pour genrer un budget.

## 2 Les plans triennaux

### 2.1 Généralités

La directive européenne 2011/85, impose aux entités locales de fixer des objectifs budgétaires pluriannuels, des projections pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes, une description des

politiques envisagées à moyen terme et une évaluation de l'effet sur les finances des politiques envisagées.

Par ailleurs, l'article 242bis de la nouvelle loi communale prévoit :

« [Deux fois par législature, lors du dépôt du premier et du quatrième budget, le collège soumet au conseil communal un plan triennal. Ce plan triennal constitue un complément au budget annuel visé à l'art. 241 et comprend:

1. des projections pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes pour les deux exercices suivant l'année du budget soumis. Ces projections doivent être fondées sur des prévisions macroéconomiques et budgétaires réalistes;

2. une note explicative décrivant les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années, et leur impact sur l'évolution des postes de recettes et de dépenses sur ces trois années.

Ce plan doit respecter, pour chacune des trois années, les règles d'équilibre budgétaire telles que précisées à l'art. 252.

Après approbation par le conseil communal, ce plan triennal est publié conformément aux dispositions de l'art. 112 et de la manière prescrite par le conseil communal (Ord. 17.07.2020, M.B. 30.07.2020) (Ord. 5.3.2009, M.B. 13.3.2009)]. »

La base du plan est donc constituée de deux documents :

- le plan financier traduisant la stratégie communale et les axes politiques fondamentaux en projections pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes pour les trois années à venir, la première année constituant le budget 2022 et les deux années suivantes constituant une préfiguration des futurs budgets 2023 et 2024. Ces projections doivent être fondées sur des prévisions macroéconomiques et budgétaires réalistes et crédibles. Elles constituent la base des budgets annuels 2022 et une préfiguration des futurs budgets annuels 2023 et 2024.
- la note explicative décrivant ces axes fondamentaux et les choix budgétaires qui en découlent ainsi que les mesures structurelles à adopter afin d'optimiser la gestion communale et atteindre les objectifs d'équilibre budgétaire. Ce document ne se borne pas à quelques considérations générales, mais doit permettre une vision claire et transparente de la gestion communale **en faisant clairement la distinction entre l'évolution « à politique constante » et l'impact des nouveaux projets.**

Le plan financier doit être présenté suivant les modèles figurant en annexes à la présente circulaire. Les données de référence sont les comptes 2020 et les budgets modifiés 2021.

Afin de simplifier l'élaboration des projections financières, le plan financier s'articulera uniquement sur un axe économique, tant en ce qui concerne le service ordinaire que le service extraordinaire.

Les paramètres et taux de croissance présentés ci-après doivent être considérés comme un ensemble de recommandations cadres. A l'analyse des situations propres à chaque commune, des options particulières peuvent conduire à des choix de rythme de croissance différents. Dans ce cas, les taux de croissance adoptés et les raisons du choix devront être mentionnés dans la note explicative.

D'autre part, ces paramètres permettent une actualisation des données à politique inchangée. Toute modification de celle-ci devra donc également être précisée dans la note explicative.

Les plans financiers des communes liées par convention avec le FRBRTC seront remplacés de plein droit par les plans 2022-2024 après leur approbation par le Gouvernement et feront l'objet d'un avenant. La Direction de Soutien au FRBRTC a récemment transmis un courrier aux communes concernées définissant les modalités.

Enfin, je vous rappelle les dispositions de l'article 112 de la nouvelle loi communale qui prescrivent que, dès son approbation par le conseil communal, le plan triennal 2022-2024 devra également être publié sur le site internet de la commune.

## 2.2 Plan financier

Le plan doit notamment tenir compte de la stratégie communale définie et des différents autres outils de planification tant communaux que régionaux. L'élaboration de ce plan nécessite que la commune associe les différents partenaires.

En effet dans un souci d'approche consolidée, des perspectives financières d'autres partenaires tels que la Zone de Police, le CPAS, la Régie foncière, la Régie autonome et les ASBL et/ou régie(s) communales sont également nécessaires.

Dans le cadre de l'établissement de son propre plan, la commune en tant que premier pouvoir de tutelle veillera à ce que celui de son CPAS, exigé à l'article 72 de la loi organique, soit soumis à concertation. Elle veillera également à garantir une cohérence de l'ensemble des plans.

Je vous rappelle enfin que **le plan devra respecter, pour chacune des trois années, les règles d'équilibre budgétaire prévu par l'article 252 de la nouvelle loi communale** et décrire les mesures structurelles et conjoncturelles qui permettront de garantir cet équilibre.

### 2.2.1 Service ordinaire

Les projections détaillées par code économique seront reprises dans les **annexes P1** (recettes et dépenses) et **P2** (fiscalité communale). Les paramètres repris au point 4 ci-dessous constituent des recommandations-cadres. Les taux de croissance utilisés dans les projections devront donc être cohérents et justifiés par la situation et les choix politiques et stratégiques propres à la commune, tels que décrits dans la note d'orientation.

### 2.2.2 Service extraordinaire

Le plan triennal économique au service extraordinaire (Annexe P3) donnera un aperçu global des nouveaux investissements (à distinguer des travaux d'aménagement et de maintenance) et leur mode de financement. **Nous insistons sur la nécessité de déterminer un programme d'investissements réaliste** qui réponde aux besoins de la commune en regard de son développement démographique et économique. Il sera tenu compte des investissements déjà réalisés et du déploiement de nouvelles politiques. **Il convient de tenir compte de la capacité de la commune à suivre les nouveaux projets et d'optimiser les capacités d'emprunt tout en évitant de projeter des dépenses ordinaires de dette pour des investissements qui ne seront pas réalisés.**

D'autre part les charges nouvelles générées par chaque investissement amortissable en plus de 15 ans, hors voiries, devront être décrites et quantifiées dans des fiches projets (Annexe P4) afin d'être intégrées dans le plan financier. Ainsi, l'impact sur les dépenses ordinaires de tout nouvel investissement sera estimé.

Ce programme d'investissement devra aussi permettre au Gouvernement de définir sa politique de financement pour ces trois exercices, dans le cadre de l'Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public (programme triennal d'investissement), de l'Ordonnance du 31 mai 2018 relative à l'octroi de subsides aux investissements en infrastructures sportives communales **et des appels à projets du Fonds Régional de Refinancement des Trésoreries Communales.**

### 2.2.3 Autres informations

- Plan de personnel (Annexe P5)

Pour ce faire, je vous demande de compléter à l'annexe P5 le tableau des entrées et sorties prévues, **en tenant compte des impacts éventuels de certains projets d'investissement détaillés dans les fiches projets (Annexe P4)** ainsi que de toutes les sorties prévues (départs naturels, démissions etc.) afin de calculer des projections pour les trois années. **Le but est d'explicitier toute variation de la projection salariale qui s'écarterait des paramètres ci-dessus.**

## 2.3 Note explicative

Cette note peut éventuellement intégrer le rapport visé à l'article 96 de la Nouvelle Loi Communale.

La note détaillera les moyens de financement de la commune : politique fiscale , tarification des prestations, (changements de taux, suppressions, ajouts...), et toute autre politique transversale qui a un impact financier, comme par exemple la rationalisation de l'énergie, la mise sur pied d'une centrale d'achat, la réorganisation des bâtiments administratifs.

Au service ordinaire un état des lieux de la politique en matière de personnel communal (en coordination avec le CPAS) sera dressé : situation des effectifs, pensions (statutarisations prévues,...), avantages accordés au personnel actuel et futur, recrutements, formations, mobilités internes, réorganisations éventuelles, ...

Les paramètres et taux de croissance retenus seront détaillés et justifiés.

Si certaines politiques sont menées au travers d'ASBL, l'impact sur le subside alloué sera détaillé.

Tant au service ordinaire qu'extraordinaire, le financement sera précisé.

## 3 Paramètres et taux de croissance (budget et plan)

### 3.1 Service ordinaire - recettes

#### 3.1.1 Recettes de prestation

Dans le contexte actuel il est plus que jamais nécessaire d'adapter les tarifs de manière régulière. Aussi, en ce qui concerne les prestations administratives résultant d'une demande individuelle, le prix demandé devra au minimum couvrir le coût des prestations fournies par les services communaux. De même, les loyers seront indexés et tout sera mis en œuvre pour en assurer le recouvrement. A services égaux, les recettes de prestations devront être augmentées au minimum de l'inflation sauf indication contraire (voir ci-dessous).

Calculs spécifiques :

- Droits de passage gaz et électricité : prévision à recevoir de Sibelga;
- Crèches, préguardiennats, prestations d'enseignement : estimation propre, basée sur les réglementations en vigueur, les taux d'occupation et la variation éventuelle du nombre de places ;
- Stationnement : Pour 2022, il est demandé aux communes qui sont à l'Agence de stationnement d'estimer les recettes de stationnement selon la méthode suivante :  
**Recettes nettes (= droits constatés nets moins les frais d'exploitation : voir tableau de suivi de l'agence de stationnement) \*0.85\* 0.80.** Ce coefficient de pondération de 80 % vise à refléter une estimation prudente des recettes, tenant compte des éventuelles dérogations ou non-valeurs.
- Hydrobru/Vivaqua : prévision basée sur le dernier compte disponible + indexation.
- Autres recettes de prestations : seront maintenues au niveau atteint au compte 2019 (pour éviter l'effet Covid).

#### 3.1.2 Recettes de transferts

- Dotation générale aux communes: les montants prévisionnels pour les années 2022, 2023 et 2024 seront confirmés sur base d'une décision du Gouvernement à venir au plus tard au 30 septembre 2021.
- Dotation en exécution de l'article 46bis de la loi du 12 janvier 1989 : l'estimation sera communiquée par BPL en même temps que les montants définitifs de la Dotation Générale aux Communes.
- Contribution de l'autorité supérieure visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale : on tiendra compte d'une indexation de 1,7% pour 2022 et l'estimation sera stable (croissance 0%) pour 2023 et 2024.
- Fiscalité communale (Annexe P2)  
Les projections détaillées seront calculées sur base des taux retenus en 2021 avec, s'il échet, adaptation à la suite de changements de taux actés ou prévus. Lorsque les règlements-taxes arrivent à échéance, une réflexion doit être menée sur une hausse des taux de certaines taxes comme celles sur les prestations administratives ou l'occupation du domaine public. Les éventuelles majorations feront l'objet d'explications. Pour les taxes visées par l'ordonnance de



2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles Capitale, aucune augmentation ne sera admise.

Dans un objectif de planification prudentielle, il est par ailleurs recommandé de prévoir la constitution de provisions pour risques et charges en matière de taxes communales, en cas de nouvelles taxes communales ou de révisions pour lesquelles le niveau de perception est sujet à risque. L'anticipation des besoins de provisionnement permet par ailleurs d'éviter que ceux-ci n'entraînent un déficit au cumulé du service ordinaire.

D'autre part, les communes veilleront tout particulièrement à rendre exécutoires le plus tôt possible au cours de chaque exercice budgétaire les rôles afférents aux taxes spécifiquement communales. Il arrive trop souvent que des rôles ne soient pas rendus exécutoires au cours de l'exercice, ce qui affecte négativement l'équilibre financier des communes.

- Précompte immobilier

Soit le Revenu cadastral imposable au 1er janvier 2021<sup>2</sup> hors matériel et outillage x 0.0125 x centimes additionnels/100 x (100-Z)/100 x 1,890 pour 2022, 1.8923 pour 2023, 1.945 pour 2024.

Z: coefficient de pondération égal à la moyenne arithmétique des pourcentages d'écart entre les prévisions budgétaires et le droit constaté au cours des 5 dernières années.

**Il serait également indiqué d'anticiper dans les projections budgétaires la constitution de provisions pour les montants à percevoir relatifs au additionnels au précompte immobilier si l'écart entre les droits constatés nets et la perception réelle du dernier compte arrêté reste important. Le cas échéant, un montant de provision correspondant à 50% du taux de non perception observé reste privilégié.**

- Impôt des personnes physiques.

Pour 2022 : Estimation du SPF Finances x (100-Z)/100

Z : coefficient de pondération égal à la moyenne arithmétique des pourcentages d'écart entre les prévisions du SPF Finances et le droit constaté au cours des 5 dernières années.

Pour 2023 et 2024, les montants seront indexés de 2%.

Les calculs de ces prévisions PRI et IPP seront joints en annexe.

L'estimation du Service Public Fédéral Finances sera en principe communiquée aux communes dans le courant du mois d'octobre 2021. Le cas échéant, une régularisation de ladite prévision peut être admise à l'occasion de la plus proche modification budgétaire de l'exercice 2022 sur base du dernier état prévisionnel transmis par le Service Public Fédéral Finances dans le courant du deuxième trimestre de l'exercice 2022.

- Décimes additionnels à la taxe de circulation : pour 2022 : basé sur 2020 + 2%

- Subsides européens, fédéraux, communautaires et régionaux : les projections tiendront compte des conventions signées, des promesses confirmées et des instructions communiquées par les autorités subsidiaires (exemple : subsides de fonctionnement de l'enseignement par la communauté française revus à la baisse).

---

<sup>2</sup> Disponible via l'application « Urbain » du SPF Finances : <https://finances.belgium.be/fr/E-services/Urbain>

### 3.1.3 Recettes de dette

Les recettes de dettes seront enregistrées conformément aux montants communiqués par les débiteurs de revenus pour autant que ces montants soient compatibles avec ceux effectivement perçus au cours des exercices précédents. Les intérêts créditeurs seront estimés sur base d'un échéancier de trésorerie.

## 3.2 Service ordinaire - dépenses

### 3.2.1 Dépenses de personnel : traitements, allocations sociales

A personnel constant, les prévisions par code économique sont les suivantes :

- Code 111 : Pour 2022 : traitements de juillet 2021 x 12,42 (salaire annuel + programmation sociale) x 1,013 (impact des augmentations barémiques) x Y (indexation) 1,02% chaque année pour 2022, 2023 et 2024. Selon les prévisions actuelles de "l'indice santé", le prochain dépassement de l'indice pivot devrait se produire en octobre 2021. Par conséquent, les salaires dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie, en d'autres termes augmentés de 2% en décembre 2020. Selon les prévisions actuelles de "l'indice santé", le prochain dépassement de l'indice pivot n'interviendrait pas en 2022 (Bureau Fédéral du Plan 01/06/2021). **Je vous invite néanmoins à consulter régulièrement le site du Bureau fédéral du Plan ([www.plan.be](http://www.plan.be)) et à adapter vos prévisions en conséquence s'il s'avérait que l'indice pivot devait être dépassé en 2022.** Pour 2023 et 2024, on retiendra l'hypothèse d'une indexation chaque année.
- Code 112 : suivant code 111

Toute augmentation de dépenses de personnel supérieure à cette prévision devra être justifiée dans la note explicative et être cohérente avec les prévisions de personnel reprises en annexe P5 et les fiches projets annexe P4

### 3.2.2 Dépenses de personnel : cotisations patronales pensions

Pour les communes affiliées au Fonds de Pension Solidarisé, les cotisations à l'ONSS seront reprises sous le code économique 113-21. Le taux de cotisation de pension de base est fixé à 43% pour l'exercice 2022 et à 45% pour les exercices 2023 et 2024 (dont 7,5% correspondent aux cotisations du personnel en activité).

Les communes enregistreront sous l'article 000/113-21 la prévision de cotisation de responsabilisation à payer en 2022 qui leur sera communiquée par le Service Fédéral des Pensions. Celle-ci portera sur la cotisation de responsabilisation due pour l'exercice 2021, fixée à dix mensualités, chacune valant un douzième de 73,8% du montant de responsabilisation de 2019, à laquelle on ajoutera un montant supplémentaire en tant qu'avance sur l'exercice 2022, en application du principe de la « double mensualité »<sup>3</sup>. Cette dernière

---

<sup>3</sup> L'art. 25 §4 de la Loi du 30/03/2018 modifiant l'article 21 de la Loi du 24/11/2011 instaure au §4 le paiement d'une mensualité complémentaire aux mensualités de la cotisation de responsabilisation. Il s'agira d'un pourcentage en sus de la cotisation de responsabilisation déjà due. La date à partir de laquelle entrera en vigueur cette « double mensualité » et le pourcentage qui servira pour son calcul seront fixés par Arrêté Royal.

est fixée à douze mensualités valant un douzième de 82,2% du montant de responsabilisation de 2019<sup>4</sup>. En tout, cotisation de responsabilisation et double mensualité vaudront 143% du montant de responsabilisation 2019.

En cas de non-affiliation à l'ONSSAPL, les communes reprendront les estimations renseignées par leur institution de prévoyance et fourniront les pièces justificatives .

Les communes qui assurent elles-mêmes le paiement des pensions non solidarisées par le biais de leur « *compte de provisions pour liquidation des pensions non-solidarisées* », joindront le budget prévisionnel de celui-ci comme indiqué au point 2.3 de la directive ministérielle du 9 décembre 2011.

Le code 113-22 sera utilisé uniquement pour la budgétisation des pensions non solidarisées. Les communes ayant confié la gestion de leurs pensions à une institution de prévoyance utiliseront le code économique 113-48.

D'autre part, la loi du 30 mars 2018 prévoit un incitant financier pour l'instauration du deuxième pilier de pension pour les contractuels à partir de 2020.

**Si votre commune décide d'instaurer ce deuxième pilier, le code à utiliser sera le 113-23 qui est un nouveau code à créer par la firme qui gère le logiciel comptable de la commune, celui-ci se présentera comme suit :**

Code	Libelle	D/R	O/E	C. Gén.	C.T.
113-23	Cotisations patronales pour le 2ème pilier en faveur du personnel contractuel	D	O	62423	70

Et en ce qui concerne la comptabilité générale :

Compte général	Libellé	Rubrique du compte résultats	Préfixe C. Partic.	Référ. code écon.
62423	Cotisations patronales pour le 2ème pilier en faveur du personnel contractuel	I.C		O

Les paramètres imposés par la Loi du 30/03/2018 pour bénéficier d'une réduction des cotisations de responsabilisation de minimum 50%<sup>5</sup> sont les suivants :

**Régime et taux de la pension complémentaire au bénéfice des agents contractuels donnant droit à une réduction de minimum 50% des cotisations de responsabilisation (Art. 12 de la Loi du 30/03/2018 modifiant l'art. 20 de la Loi du 24/10/2011)**

<sup>4</sup> A.R. du 20/01/2021 en exécution de l'article 21, § 3, alinéa 1er, et § 4, de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives.

<sup>5</sup> La Loi du 30/03/2018 prévoit une réduction de 50% des cotisations de responsabilisation et la possibilité future de fixer par arrêté un pourcentage supérieur, jamais inférieur, à 50%.

Type de régime	Seuils minimum et maximum donnant droit à la réduction	Date d'entrée en vigueur	
		1-01-2021	1-01-2022
Contributions définies	<i>Taux minimum</i>	3%	3%
	<i>Taux Maximum</i>	6%	6%
Cash-Balance*	<i>Taux minimum</i>	3%	3%
	<i>Taux Maximum</i>	6%	6%
Prestations définies	<i>Taux minimum</i>	6%	6%
	<i>Taux Maximum</i>	12%	12%

\*Cash-balance : engagement de pension mixte, à prestations définies et contributions définies. Les prestations définies étant la capitalisation à un rendement déterminé des contributions versées pour un affilié déterminé. Art. 21 de la Loi du 28/04/2003 sur les pensions complémentaires.

Ces taux sont à appliquer à la masse salariale de tous les agents contractuels de la commune.

L'inscription de la cotisation spéciale à l'ONSS de 8,86% sur le montant des pensions complémentaires sera inscrite de préférence au même article budgétaire 113/23 que le montant des cotisations complémentaires à l'assureur. Il est vrai qu'il s'agit d'une cotisation patronale, mais elle concerne un avantage aux travailleurs qui permettra d'obtenir une réduction des cotisations de responsabilisation, le cas échéant.

En effet, ce montant est considéré par la Loi comme un coût de la pension complémentaire au même titre que les cotisations versées aux assureurs et en tant que tel il est déductible à concurrence de 50% des cotisations de responsabilisation : art.12 de la Loi du 30 mars 2018.

Cette pratique garde tout son sens même au cas où les cotisations de responsabilisation ne devraient plus être dues, car elle permet tant à la commune qu'à la Tutelle d'évaluer le coût réel supplémentaire imputable au 2ème pilier pour les contractuels.

### 3.2.3 Dépenses de fonctionnement

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, hormis les nouvelles initiatives ou installations à justifier (par exemple, nouvelle crèche ou école), les dépenses électorales et les modifications imposées par les autorités européennes, fédérales, communautaires ou régionales, le principe est celui d'une croissance limitée à 3,2 % par rapport aux dépenses engagées au compte 2020. Le Bureau fédéral du Plan prévoit en effet une inflation de 1,5% en 2021 et 1,7 % en 2022. Lors de modifications budgétaires éventuelles, toute augmentation dans un poste devra nécessairement être compensée par une diminution équivalente dans un ou plusieurs autres postes ou par une augmentation des recettes concomitantes (subsides,...).

Pour 2023 et 2024 : indexation annuelle de 2 %. **Toute prévision supérieure à ces normes doit être justifiée avec précision, notamment en faisant référence aux projets détaillés dans l'annexe P4.**

### 3.2.4 Dépenses de transferts

- Couverture du déficit du C.P.A.S.: les prévisions 2022 seront conformes au montant arrêté au Comité de concertation Commune - CPAS. Les procès-verbaux de cette réunion seront annexés au budget 2019. Les représentants de la commune au sein du comité de concertation veilleront à ce que des dépenses du CPAS ne résultant pas de l'exercice des missions qui lui sont légalement dévolues, mais ayant pour effet de majorer l'intervention communale, soient maîtrisées. Les communes prendront également les mesures adéquates en vue d'éviter les doubles emplois au niveau des prestations sociales rendues par les services communaux et par les CPAS. Au cas où le CPAS aurait dégagé un boni afférent à l'exercice précédent, il s'imposerait de réduire à due concurrence le montant de l'intervention communale. Les communes inviteront les CPAS à adopter leurs comptes dans les meilleurs délais. Pour 2023 et 2024, il est essentiel qu'un travail de projection soit effectué de manière parallèle par le centre. Le montant de la dotation devra par conséquent correspondre à celui renseigné dans le plan triennal du CPAS.
- Dotation à la zone de police: elle sera conforme pour 2022 à la décision du Conseil de Police et aux normes établies par les autorités compétentes. En l'absence d'informations sur le montant prévu au budget 2022 de la zone de police, la commune inscrira à son budget 2022 le montant prévu en 2021 indexé. Toute discordance au niveau de l'intervention communale entre les deux budgets, sera réglée par une modification budgétaire ultérieure afin de rétablir la concordance des deux montants. De la même façon que pour les CPAS, lorsque le compte de la zone de police dégage un boni, la contribution annuelle sera diminuée à due concurrence. Lorsque les comptes de l'exercice 2020 de la zone ne sont pas arrêtés, la dotation pour l'année 2022 sera limitée à celle inscrite au budget 2021. Pour 2023 et 2024, la circulaire PLP 60 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2021 prévoit en son point 1.3 la rédaction d'un planning pluriannuel financier. Ce dernier devra dès lors correspondre avec vos projections.
- Subsides aux associations et aux ménages: les communes veilleront à ce que les subsides octroyés par une autorité supérieure soient redistribués à des associations bénéficiaires dans le strict respect des affectations fixées par lesdites autorités. Les communes veilleront à appliquer les dispositions reprises dans la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions. Les subsides aux associations ne doivent pas entraîner de bénéfice et doivent par conséquent être adaptés en fonction des besoins de l'association. Les communes ajusteront donc le subside en fonction du compte de résultats et de la trésorerie de l'association afin que celle-ci ne dégage pas de boni ou de réserve grâce à la contribution communale.
- Subside à la régie autonome: dans le cas où commune finance le déficit de la régie, le dernier compte de la régie ainsi qu'une explication sur la nature du besoin de cette intervention financière seront joints.
- Stationnement : conformément aux dispositions inscrites aux articles 40 et 41 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant sur la création d'une agence de stationnement et de contrôle des règles de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, lorsque les communes assument elles-mêmes les missions de perception des recettes de stationnement et de contrôle des règles de stationnement, elles doivent verser 15% du bénéfice du stationnement à l'Agence (après déduction des coûts). Les communes veilleront à intégrer

ce transfert dans le cadre de la confection de leurs budgets et plans et joindront le détail des calculs de ces estimations (recettes – dépenses) en annexe..

- **Non-valeurs:** afin que le résultat de trésorerie coïncide avec le résultat budgétaire, il est indispensable de procéder régulièrement à la mise en irrécouvrables des créances qui ne peuvent plus être perçues. Des montants prévisionnels réalistes doivent par conséquent être projetés.

### 3.2.5 Dépenses de dette

Intérêts débiteurs: suivant l'estimation de l'échéancier probable de la trésorerie communale.  
Charge des emprunts d'investissements : suivant les prévisions des organismes prêteurs tant pour la dette en cours que pour la dette à contracter, en prenant compte la réalité du décalage entre l'année prévue pour l'investissement et la date de prise d'effet de la charge concomitante d'intérêt et de capital.

Je vous invite vivement à prendre contact avec le Fonds régional bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales dont l'une des missions consiste notamment à conseiller les communes dans la gestion de la trésorerie et de la dette..

## 4 Transmission et support

### Transmission électronique

L'arrêté du 20 mars 2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le format informatique des budgets et des comptes des communes de la Région de Bruxelles-Capitale est d'application pour les budgets 2022.

A cet égard, je vous renvoie à la circulaire du 4 décembre 2008 relative à la Base de données des finances communales – Transfert des données. Les informaticiens du CIRB, Koen De Pauw (02/204.27.47) pourront répondre à vos questions techniques.

**Ce transfert de données, via "combud", doit se faire impérativement avant la transmission des budgets et des plans triennaux et de leurs annexes.**

**Les annexes « Plans » P1 à P5 et « Budgets » B1 à B6 seront transmises de manière électronique et sous format Excel via l'adresse mail générique [financeslocales@sprb.brussels](mailto:financeslocales@sprb.brussels) et ce préalablement au transmis des documents via la plate-forme « BOS-xchange ».**

**Dans un souci de simplification administrative il a été décidé de ne plus demander systématiquement les budgets et plans triennaux en version papier.**

**La transmission des documents sous forme papier est laissée à l'appréciation de la commune.**


**J'attire votre attention sur le fait que le délai de tutelle ne commencera à courir qu'au moment où le dossier sera complet, c-à-d au moment de la réception des données financières via Combud, des annexes Excel P1 à P5 et B1 à B6 via l'adresse mail générique**

**financeslocales@sprb.brussels et de la réception des documents complets (délibération signée, budget, plan triennal et les annexes obligatoires) via BOS-xchange.**

**Je vous informe également que la présente circulaire ainsi que les annexes seront téléchargeables sur le portail de Bruxelles Pouvoir Locaux ([www.pouvoirs-locaux.brussels](http://www.pouvoirs-locaux.brussels)).**

Enfin, je vous rappelle les dispositions de l'article 112 de le NLC qui prescrivent que, dès leur approbation par le conseil communal, le budget annuel et les plan triennaux doivent être publiés sur le site internet de la commune.

Veillez agréer, Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Échevins, l'assurance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bernard Clerfayt', with a long horizontal stroke extending to the right and a vertical stroke extending downwards.

**Bernard CLERFAYT**  
Le Ministre des Pouvoirs Locaux

Vos interlocuteurs à la Direction des Finances Locales

<b>Direction des Finances Locales/Directie Lokale Financiën (Directrice: Anne Willocx)</b>		
<b>Entités/Entiteiten</b>	<b>Agents responsables/Verantwoordelijke agenten</b>	
<b>Communes/CPAS/Régies Gemeenten/OCMW's/ Gemeentebedrijven</b>	<b>Anderlecht</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Auderghem Oudergem</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Berchem-Sainte-Agathe Sint-Agatha-Berchem</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Bruxelles Brussel</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Etterbeek</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Evere</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Forest Vorst</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Ganshoren</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Ixelles Elsene</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Jette</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Koekelberg</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Molenbeek-Saint-Jean Sint-Jans-Molenbeek</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Saint-Gilles Sint-Gillis</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Saint-Josse-ten-Noode Sint-Joost-ten-Noode</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Schaerbeek Schaar- beek</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Uccle Ukkel</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Watermael-Boitsfort Watermaal-Bosvoorde</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Woluwe-Saint-Lambert Sint-Lambrechts-Wo- luwe</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
<b>Woluwe-Saint-Pierre Sint-Pieters-Woluwe</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens	
<b>Données de contact/Contactgegevens</b>		
<b>Biarent Angéline</b>	<b>02 800 3352</b>	<a href="mailto:abiarent@sprb.brussels">abiarent@sprb.brussels</a>
<b>Bours Mathieu</b>	<b>02 800 3551</b>	<a href="mailto:mbours@sprb.brussels">mbours@sprb.brussels</a>
<b>Caccia Dominioni Leopoldina</b>	<b>02 800 3496</b>	<a href="mailto:lcacciadominioni@sprb.brussels">lcacciadominioni@sprb.brussels</a>
<b>Claeys Olivier</b>	<b>02 800 3270</b>	<a href="mailto:oclaeys@sprb.brussels">oclaeys@sprb.brussels</a>
<b>de Launois Quentin</b>	<b>02 800 3032</b>	<a href="mailto:qdelanois@sprb.brussels">qdelanois@sprb.brussels</a>
<b>Demarque Laurent</b>	<b>02 800 3873</b>	<a href="mailto:ldemarque@sprb.brussels">ldemarque@sprb.brussels</a>
<b>Ikken Smaël</b>	<b>02 800 3273</b>	<a href="mailto:sikken@sprb.brussels">sikken@sprb.brussels</a>
<b>Marcoen Wouter</b>	<b>02 800 3282</b>	<a href="mailto:wmarcoen@gob.brussels">wmarcoen@gob.brussels</a>
<b>Oblin Caroline</b>	<b>02 800 3362</b>	<a href="mailto:coblin@sprb.brussels">coblin@sprb.brussels</a>
<b>Polizzi Caroline</b>	<b>02 800 3479</b>	<a href="mailto:cpolizzi@sprb.brussels">cpolizzi@sprb.brussels</a>
<b>Reyskens Rosalie</b>	<b>02 800 3475</b>	<a href="mailto:rreyskens@gob.brussels">rreyskens@gob.brussels</a>
<b>Willems Anne</b>	<b>02 800 3301</b>	<a href="mailto:awillems@gob.brussels">awillems@gob.brussels</a>
<b>Willocx Anne</b>	<b>02 800 3325</b>	<a href="mailto:awillocx@sprb.brussels">awillocx@sprb.brussels</a>
<b>Direction des Finances Locales</b>		<a href="mailto:financeslocales@sprb.brussels">financeslocales@sprb.brussels</a>
<b>Directie Lokale Financiën</b>		<a href="mailto:lokalefinancien@gob.brussels">lokalefinancien@gob.brussels</a>



Annexe : liste des documents et annexes obligatoires :

	Version électronique
Budget 2022	<input checked="" type="checkbox"/> (+Combud)
Présentation fonctionnelle	<input checked="" type="checkbox"/>
Présentation économique	<input checked="" type="checkbox"/>
Tableaux récapitulatifs	<input checked="" type="checkbox"/>
Rapport visé à l'art. 96 NLC	<input checked="" type="checkbox"/>
Rapport visé à l'art. 12 A.R. du 2 août 1990	<input checked="" type="checkbox"/>
Procès-verbal du comité de concertation commune-CPAS	<input checked="" type="checkbox"/>
Descriptif du programme extraordinaire et de ses modes de financement	<input checked="" type="checkbox"/>
Evolution de la dette communale (par organisme financier)	<input checked="" type="checkbox"/>
Evolution des fonds de réserve (et provisions pour risques et charges)	<input checked="" type="checkbox"/>
Annexes chiffrées :	
B1A & B1B – Tableaux du personnel	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B2 – Taux de réalisation	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B3 – Tableau prévisionnel	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B4 – Solde SEC	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B5A & B5B – Gender budgeting	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B6 – Art. 60§7	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
<b>Plan triennal :</b>	
Note explicative	<input checked="" type="checkbox"/>
Annexes chiffrées :	
P1 – Service ordinaire - Recettes et dépenses	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P2 – Fiscalité communale	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P3 – Service extraordinaire	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P4 – Fiches projets	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P5– Plan de personnel	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)



## Inhoudstafel

1	Verslag over de begroting 2022	1 – 33
2	Resultaat 2022 – samenvattende staten - gewone en buitengewone begroting	34 – 35
3	Evolutie van de reservefondsen en de voorzieningen voor risico's en lasten	36 – 41
4	4.1 Karakteristieken van de Stad 4.2 Tabel van het gemeentepersoneel 4.3 Analyse van de budgettaire realisatiegraad op de rekeningen 2018 – 2019 – 2020 4.4 Tabel met ramingen inzake buitengewone investeringsuitgaven – ESR 2010 4.5 Begroting 2022 in ESR – vorm	42 – 48
5	Evolutie van de schuld per financieel organisme	49 – 52
6	6.1 Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit  6.2 OCMW nota “artikel 60”  6.3 Raming van de behoeften van betrekkingen “artikel 60§7 Organiek wet – Bijlag 7 OCMW	53 – 58
7	Omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking op de begroting 2022 en zijn bijlagen	59 - 81

# **1. VERSLAG OVER DE BEGROTING**

**2022**

### De begroting van de Stad: een basisakte van het gemeentelijk beheer

#### 1. Inleiding

Dit document is een synthese van de begroting voor het dienstjaar 2022, zoals bedoeld in artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet.

Het heeft als hoofddoel de aandacht te vestigen op de bijzonderheden van het dienstjaar 2022, de financiële toestand van de Stad te beschrijven en de toekomstperspectieven aan te geven.

De begroting heeft voornamelijk 3 doelstellingen:

- Ze is allereerst een akte die een wettelijke basis verleent voor de uitvoering van de ontvangsten en de uitgaven;
- Ze is vervolgens een beleidsakte die de financiële uitdrukking is van de politiek gevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen;
- Ze is eveneens een prognose en een instrument van financieel beheer. De begroting geeft het eerste « signaal » en is de eerste « aanwijzer » van de financiële toestand.

In tegenstelling tot de begroting van ondernemingen of gezinnen, is de gemeentebegroting niet louter indicatief. Zij definieert het kader waarin de openbare gelden zullen besteed worden. De uitvoering van de begroting is onderworpen aan een geheel van regels en verplichtingen die de boekhoudkundige en begrotingstechnieken regelen en de belangrijkste handelingen van de administratie bepalen.

#### 2. De vormgeving en inhoud van de begroting 2022

Op het einde van dit verslag vindt u de gewestelijke omzendbrief aangaande de begroting evenals de bijlagen.

Uitgaand van het feit dat de functionele classificatie een essentiële bron is van politieke, economische of statistische informatie, dringt de voorgedijoverheid aan op een strikt en nauwkeurig gebruik van alle beschikbare functionele codes in het boekhoudkundig budgettair plan. Een verveelvoudiging van begrotingsartikels en een eventuele overschatting van de uitgaven moeten immers vermeden worden. Om deze inflatieproblematiek te voorkomen en een correcte inschrijving van de begrotingskredieten te garanderen, werd er sinds 2005, een nieuwe, beperkte maar soepelere vormgeving uitgewerkt voor de gewone begroting.

De gemeenteraadsleden zullen bijgevolg, voor de gewone dienst althans, stemmen over een functionele en een economische begroting, en niet over het detail van de artikels.

De begroting 2022 bevat:

- de begroting per artikel

Dit document bevat het detail van alle begrotingsartikels (codificatie FFFDD/EEEE) met ernaast, indien nodig, de uitleg inzake de ingeschreven kredieten.

- de functionele begroting

De begrotingsartikels zijn beperkt tot 6 cijfers (FFF/EEE – 3 eerste cijfers van de functionele code - 3 eerste cijfers van de economische code). Het gebruik van de kredieten werd uitgebreid tot de functionele groep en de economische groep.

In deze “omslag” zijn alle verschuivingen van kredieten mogelijk zonder specifieke formaliteiten. Het is slechts in geval van overschrijding van deze “omslag” dat de wettelijke procedure van de begrotingswijzigingen dient opgestart te worden.

Deze flexibiliteit leidt tot een vermindering van het aantal begrotingswijzigingen en laat toch de juiste aanrekening van de uitgaven op de desbetreffende artikels toe.

- [de economische begroting](#)

De budgettaire kredieten worden eveneens voorgesteld per economische groep, gesorteerd per economische code van 5 cijfers.

Deze voorstelling geeft een transversaal zicht op de ontvangsten en uitgaven van de Stad.

- [de samenvattende tabel](#)

Dit document is toegevoegd aan de functionele begroting, aan de economische begroting en is eveneens vevat in huidig document (punt 2).

- [de tabel van het personeel](#)

De tabel van het personeel vindt men terug onder punt 4 van huidig verslag.

De berekening van het aantal personeelsleden wordt uitgedrukt in voltijdse equivalenten.

- [het meerjarenplan](#) dat de omschrijving bevat van het programma van de buitengewone begroting en zijn financieringswijzen.

- [de bijlage “Evolutie van de gemeentelijke investeringsschuld”](#)

De bijlage “Evolutie van de gemeentelijke investeringsschuld” geeft, per financieringsorganisme, een overzicht van de evolutie van de gemeenteschuld inzake investeringen.

- [de bijlage “ de evolutie van de reservefondsen en de provisies voor risico’s en lasten”](#)

De bijlage inzake de evolutie van de reservefondsen en de provisies voor risico’s en lasten bevat:

- De evolutie van de samenstelling en het gebruik van de gewone en buitengewone reservefondsen;
- De evolutie van de samenstelling en het gebruik of de opnemings van provisies voor risico’s en lasten.

- [de lijst van de overdrachten](#)

De lijst van de overdrachten bevat alle uitgaven van overdrachten die door de Stad in 2022 zullen worden verleend.

- [de bijlagen met betrekking tot het samenstellen van de begroting 2022 op basis van de ESR-normen \(Europees systeem van nationale rekeningen\)](#)

### 3. Voornaamste kenmerken en tendensen van de gewone begroting 2022

#### 3.1. Het economisch belang van de lokale openbare sector

De lokale openbare sector heeft een belangrijke impact op de economische activiteit zowel door zijn uitgaven (personeel, investeringen, enz.) en ontvangsten (belastingen, enz.).

De Stad Brussel is, met haar 8.989 tewerkgestelde personeelsleden, onderwijzend personeel inbegrepen (Politiezone, OCMW en gemeentelijke VZW's niet meegerekend), één van de belangrijkste werkgevers van het Brussels Gewest.

De Stad heeft met een totaal aan begrote uitgaven van 912.023.727,33 € op de gewone begroting ook een belangrijke impact op de economische activiteit, zowel op lokaal als op gewestelijk niveau.

#### 3.2. Resultaat van de begroting 2022

Het welslagen van alle opdrachten en de uitvoering van alle projecten die het College van Burgemeester en Schepenen wenst te realiseren, krijgen een financiële vorm door het opmaken en uitvoeren van de begroting.

Het begrotingsontwerp dat door het College werd voorgesteld, is gebaseerd op begrotingsprognoses die rekening houden met de verhuis van de administratieve diensten naar het nieuwe administratief centrum BRUCITY, met een sterke inflatie die invloed heeft op de indexeringen van de lonen en met de effecten van de sanitaire crisis.

##### 3.2.1. Resultaat van het dienstjaar 2022

De begroting 2022 wordt met een verlies van -4.779.005,23 € voorgelegd

	BEGROTING 2022
ONTVANGSTEN	907.244.722,10
UITGAVEN	912.023.727,33
<b>BATIG RESULTAAT</b>	<b>-4.779.005,23</b>

#### 3.3. Resultaten van de begroting in het verleden

De tabel en de grafiek hierna, geven de resultaten van de begroting van de laatste jaren.

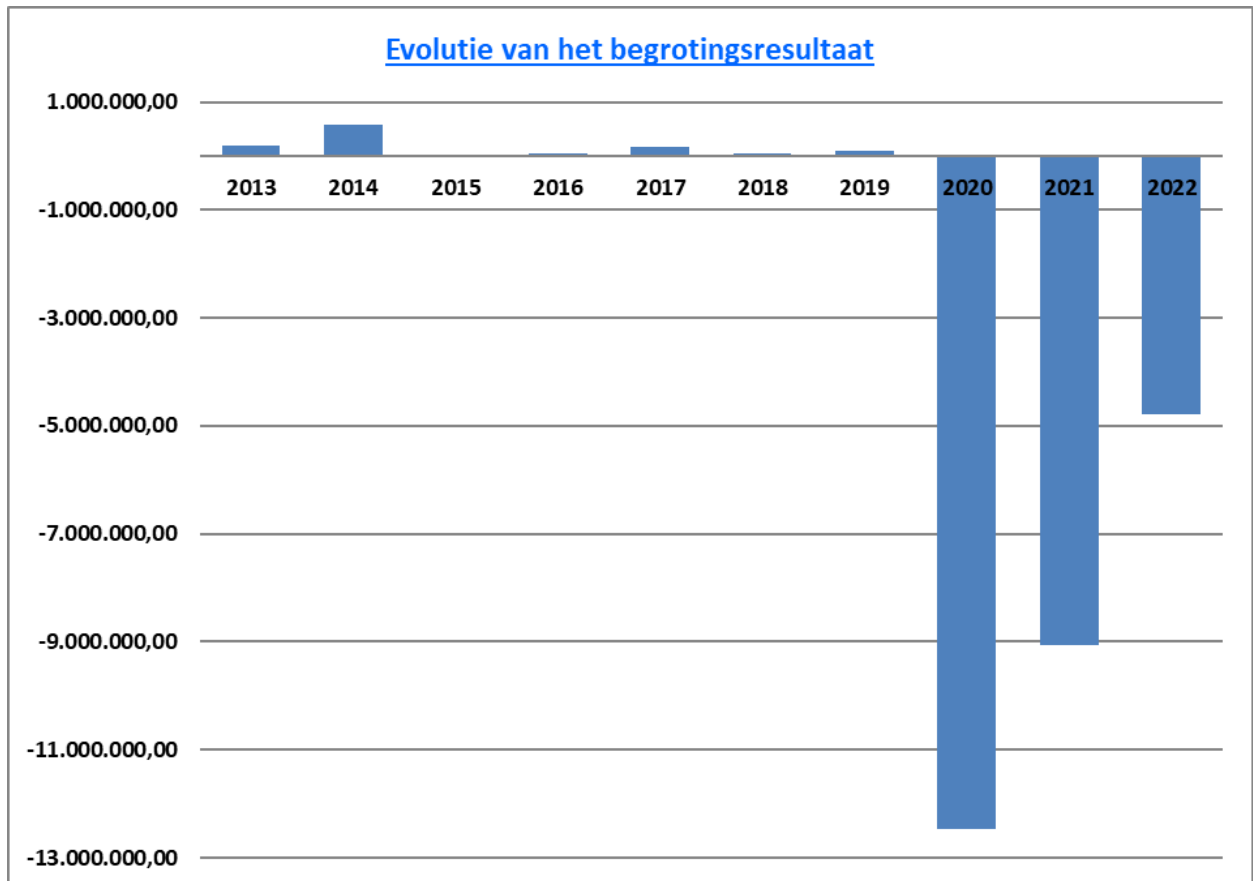
De afgelopen jaren is de Stad Brussel erin geslaagd een begrotingsresultaat in evenwicht af te leveren. De sanitaire crisis en haar impact op onze begroting zorgde voor een negatief begrotingsresultaat in 2020 en 2021.

Het begrotingsjaar 2022 vertoont een licht verlies dat verantwoord wordt door

- extra kosten in verband met de verhuis van de administratieve diensten in het nieuw administratief gebouw BRUCITY;
- de kosten die in 2022 nog een heel jaar moeten worden gedragen als gevolg van de bezetting van het huidig administratief centrum en andere locaties die in de toekomst niet meer of gedeeltelijk zullen worden bezet (huur en huurlasten, bewaking, schoonmaak, onderhoud technische installaties, ...). Diezelfde aangepaste kosten (met uitzondering van de huur) zijn ook voor een half jaar te voorzien voor het nieuwe BRUCITY-gebouw;
- de effecten van de sanitaire crisis.

#### Resultaten van de BEGROTING na BW's

2013	191.341,53
2014	590.405,07
2015	11.970,10
2016	42.678,08
2017	160.038,53
2018	50.311,15
2019	85.827,47
2020	-12.480.176,01
2021	-9.054.299,40
2022	-4.779.005,23



### 3.4. Functionele en economische analyse van de gewone begroting

De analyse van ontvangsten en uitgaven kan vanuit 2 invalshoeken gebeuren: de economische indeling en de functionele indeling.

De functionele indeling van de uitgaven en de ontvangsten betreft alle domeinen waarin een tussenkomst van de Stad gebeurt.

De economische indeling geeft een zicht op de bestemming van de middelen voor wat de uitgaven betreft en een verduidelijking over de oorsprong der middelen voor de ontvangsten.



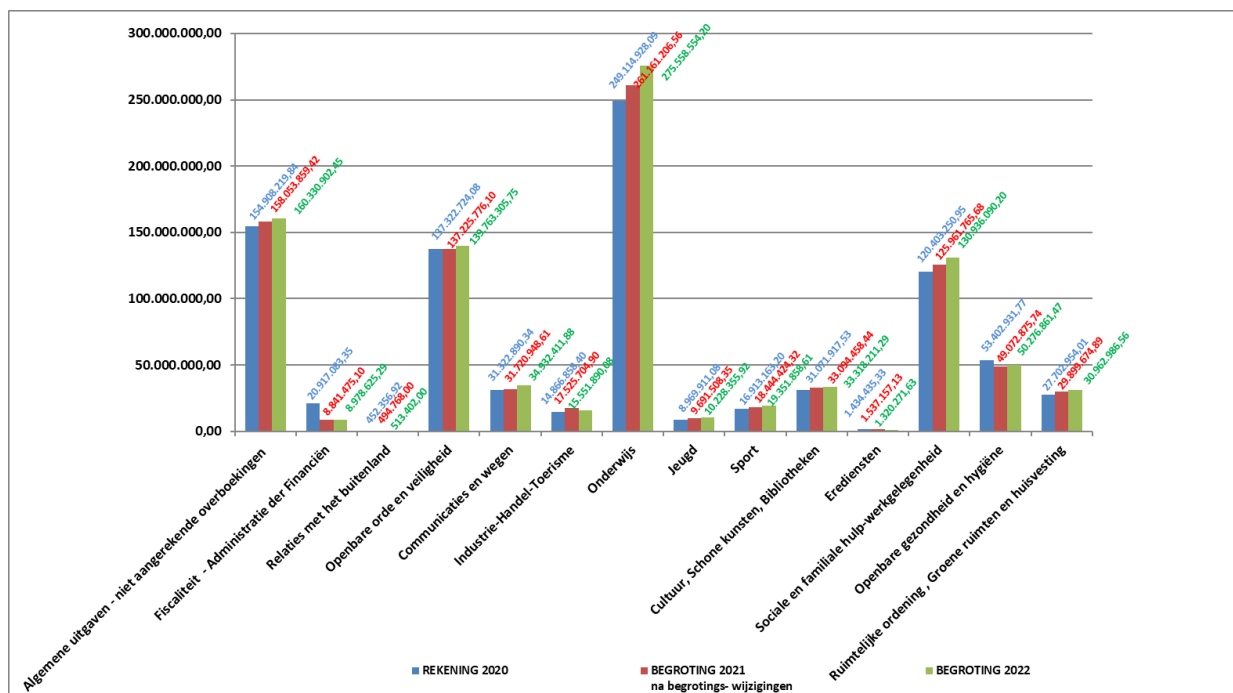
### 3.4.1. Functionele analyse van de uitgaven en ontvangsten

De functie bepaalt het domein waarin de gemeente optreedt.

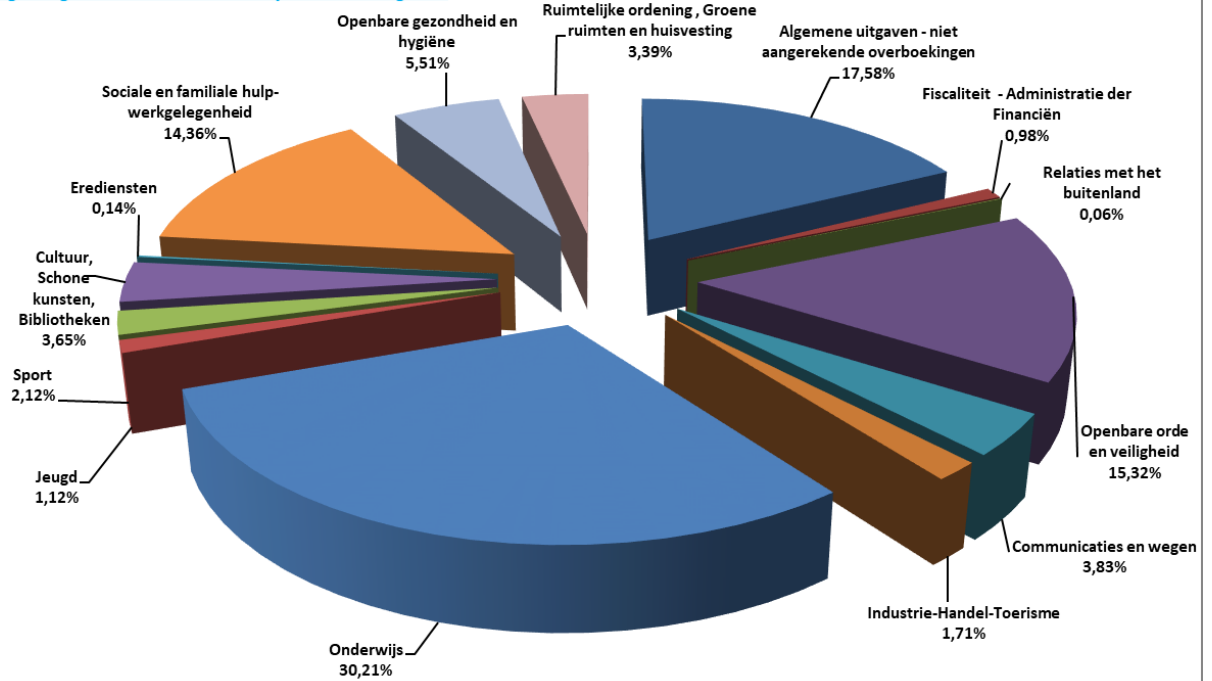
De begroting van de Stad telt 26 functiegroepen die hierna gehergroepeerd werden in 14 functies om de analyse te vereenvoudigen.

#### De uitgaven (= toepassingsdomeinen)

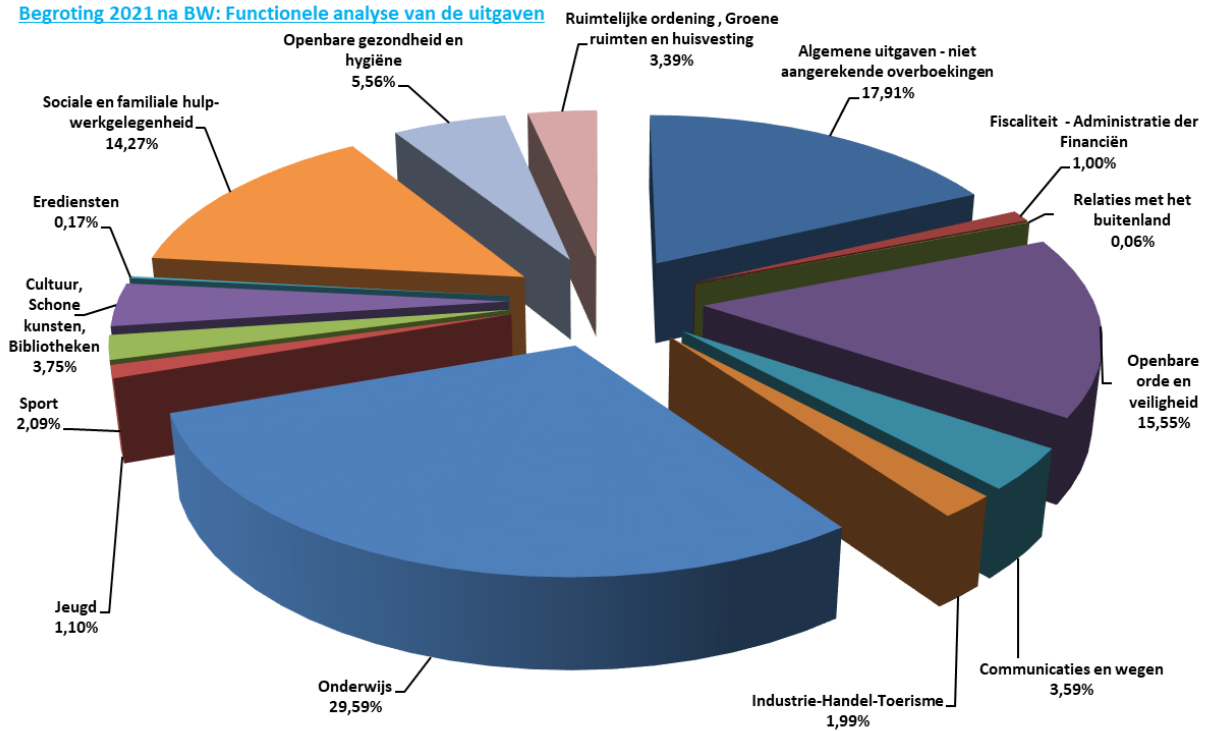
FUNCTIES		REKENING 2020	%	BEGROTING 2021 na begrotings- wijzigingen	%	BEGROTING 2022	%
1	Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen	154.908.219,84	17,83%	158.053.859,42	17,91%	160.330.902,45	17,58%
2	Fiscaliteit - Administratie der Financiën	20.917.083,35	2,41%	8.841.475,10	1,00%	8.978.625,29	0,98%
3	Relaties met het buitenland	452.356,92	0,05%	494.768,00	0,06%	513.402,00	0,06%
4	Openbare orde en veiligheid	137.322.724,08	15,81%	137.225.776,10	15,55%	139.763.305,75	15,32%
5	Communicaties en wegen	31.322.890,34	3,61%	31.720.948,61	3,59%	34.932.411,88	3,83%
6	Industrie-Handel-Toerisme	14.866.858,40	1,71%	17.525.704,90	1,99%	15.551.890,08	1,71%
7	Onderwijs	249.114.928,09	28,67%	261.161.206,56	29,59%	275.558.554,20	30,21%
8	Jeugd	8.969.911,08	1,03%	9.691.508,35	1,10%	10.228.355,92	1,12%
9	Sport	16.913.163,20	1,95%	18.444.424,32	2,09%	19.351.858,61	2,12%
10	Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken	31.071.917,53	3,58%	33.094.458,44	3,75%	33.318.211,29	3,65%
11	Erediensten	1.434.435,33	0,17%	1.537.157,13	0,17%	1.320.271,63	0,14%
12	Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid	120.403.250,95	13,86%	125.961.765,68	14,27%	130.936.090,20	14,36%
13	Openbare gezondheid en hygiëne	53.402.931,77	6,15%	49.072.875,74	5,56%	50.276.861,47	5,51%
14	Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting	27.702.954,01	3,19%	29.899.674,89	3,39%	30.962.986,56	3,39%
<b>Totaal</b>		<b>868.803.624,89</b>	<b>100%</b>	<b>882.725.603,24</b>	<b>100%</b>	<b>912.023.727,33</b>	<b>100%</b>



**Begroting 2022: Functionele analyse van de uitgaven**

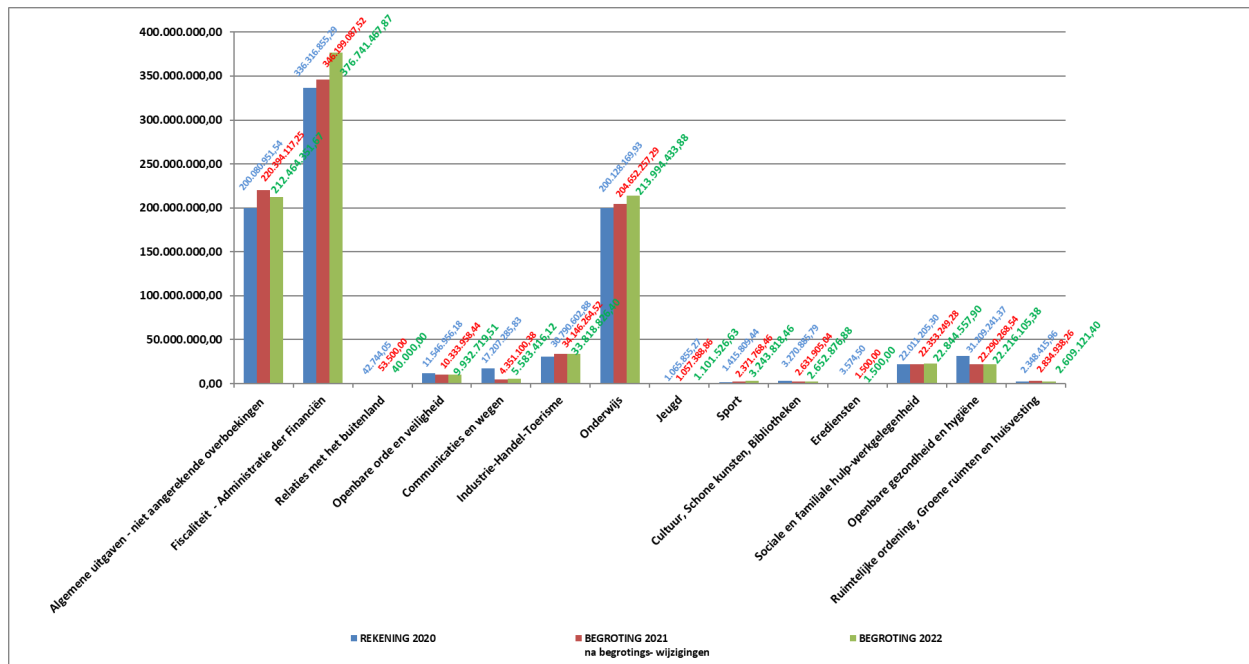


**Begroting 2021 na BW: Functionele analyse van de uitgaven**

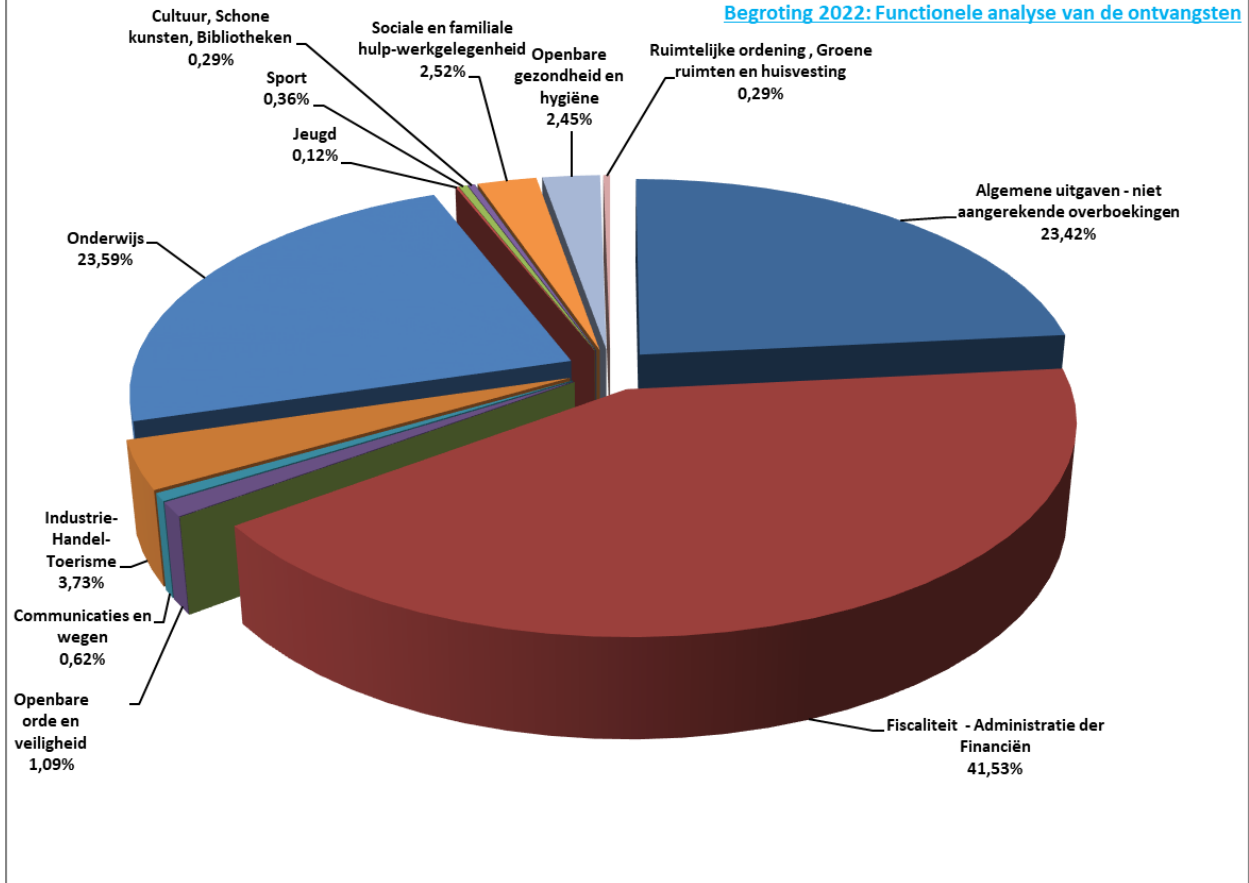


## De ontvangsten (= oorsprong der middelen)

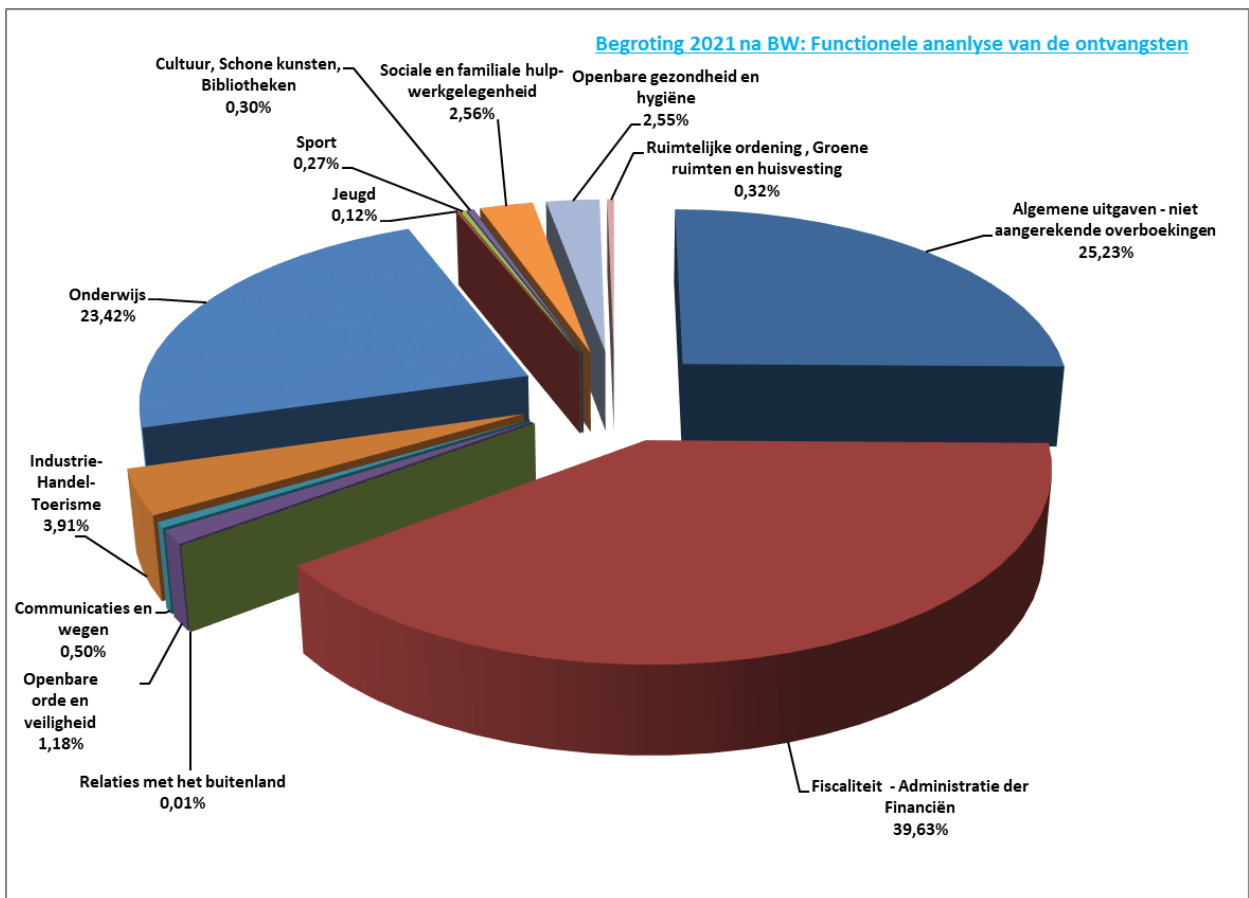
FUNCTIES		REKENING 2020	%	BEGROTING 2021 na begrotings- wijzigingen	%	BEGROTING 2022	%
1	Algemene uitgaven - niet aangerekende overboekingen	200.080.951,54	23,33%	220.394.117,25	25,23%	212.464.351,67	23,42%
2	Fiscaliteit - Administratie der Financiën	336.316.855,29	39,22%	346.199.087,52	39,63%	376.741.467,87	41,53%
3	Relaties met het buitenland	42.744,05	0,00%	53.500,00	0,01%	40.000,00	0,00%
4	Openbare orde en veiligheid	11.546.956,18	1,35%	10.333.958,44	1,18%	9.932.719,51	1,09%
5	Communicaties en wegen	17.207.285,83	2,01%	4.351.100,38	0,50%	5.583.416,12	0,62%
6	Industrie-Handel-Toerisme	30.790.602,88	3,59%	34.146.264,52	3,91%	33.818.826,40	3,73%
7	Onderwijs	200.128.169,93	23,34%	204.652.257,29	23,42%	213.994.433,88	23,59%
8	Jeugd	1.065.855,27	0,12%	1.057.388,86	0,12%	1.101.526,63	0,12%
9	Sport	1.415.809,44	0,17%	2.371.768,46	0,27%	3.243.818,46	0,36%
10	Cultuur, Schone kunsten, Bibliotheken	3.270.885,79	0,38%	2.631.905,04	0,30%	2.652.876,88	0,29%
11	Erediensten	3.574,50	0,00%	1.500,00	0,00%	1.500,00	0,00%
12	Sociale en familiale hulp-werkgelegenheid	22.011.205,30	2,57%	22.353.249,28	2,56%	22.844.557,90	2,52%
13	Openbare gezondheid en hygiëne	31.209.241,37	3,64%	22.290.268,54	2,55%	22.216.105,38	2,45%
14	Ruimtelijke ordening , Groene ruimten en huisvesting	2.348.415,96	0,27%	2.834.938,26	0,32%	2.609.121,40	0,29%
<b>Totaal</b>		<b>857.438.553,33</b>	<b>100,00%</b>	<b>873.671.303,84</b>	<b>100,00%</b>	<b>907.244.722,10</b>	<b>100,00%</b>



Begroting 2022: Functionele analyse van de ontvangsten



Begroting 2021 na BW: Functionele analyse van de ontvangsten



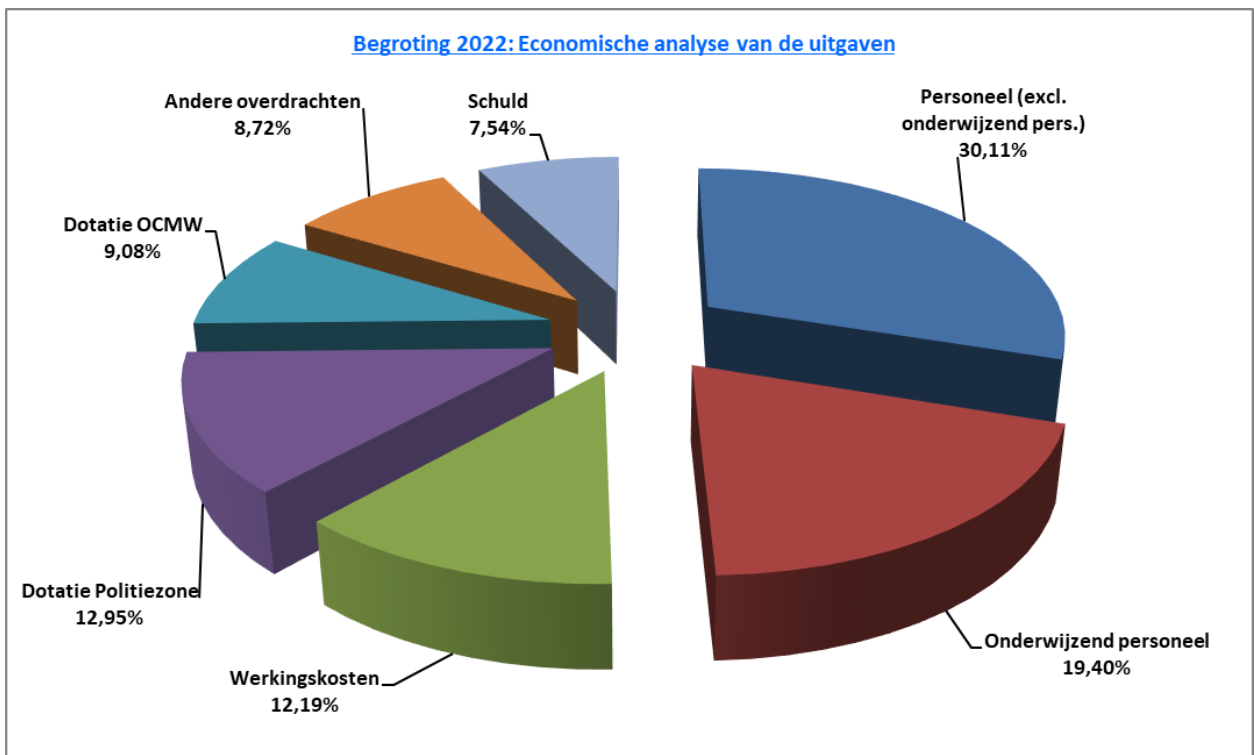
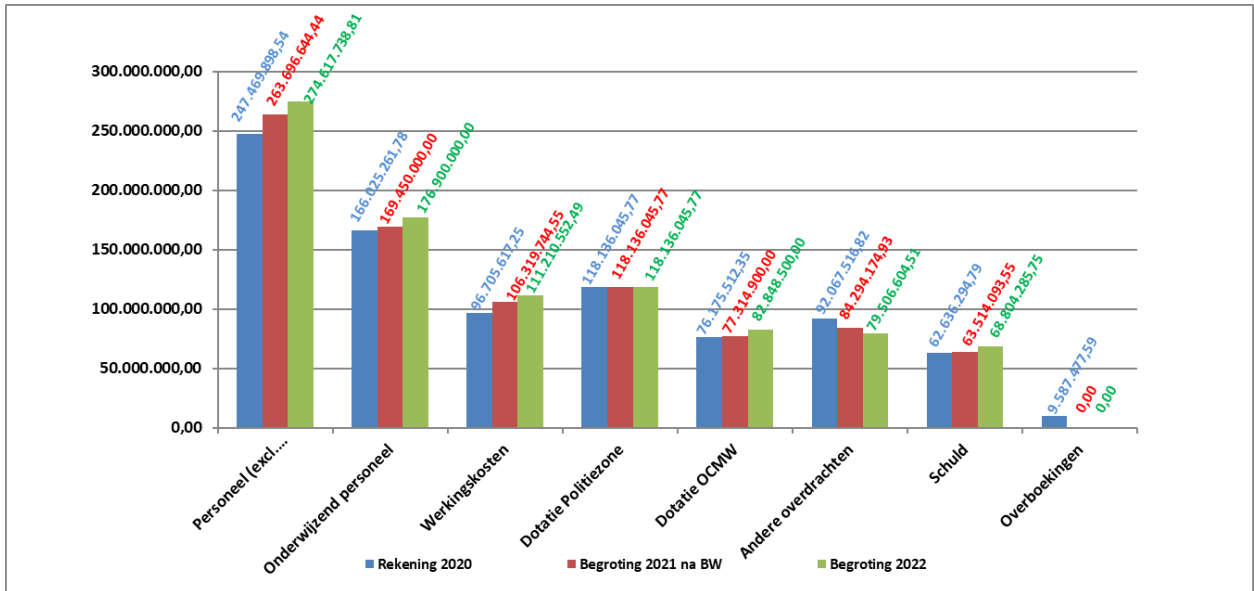
### 3.4.2. Economische analyse van de ontvangsten en uitgaven

Deze analyse heeft betrekking op de bestemming der middelen (voor de uitgaven) en de oorsprong der middelen (voor de ontvangsten).

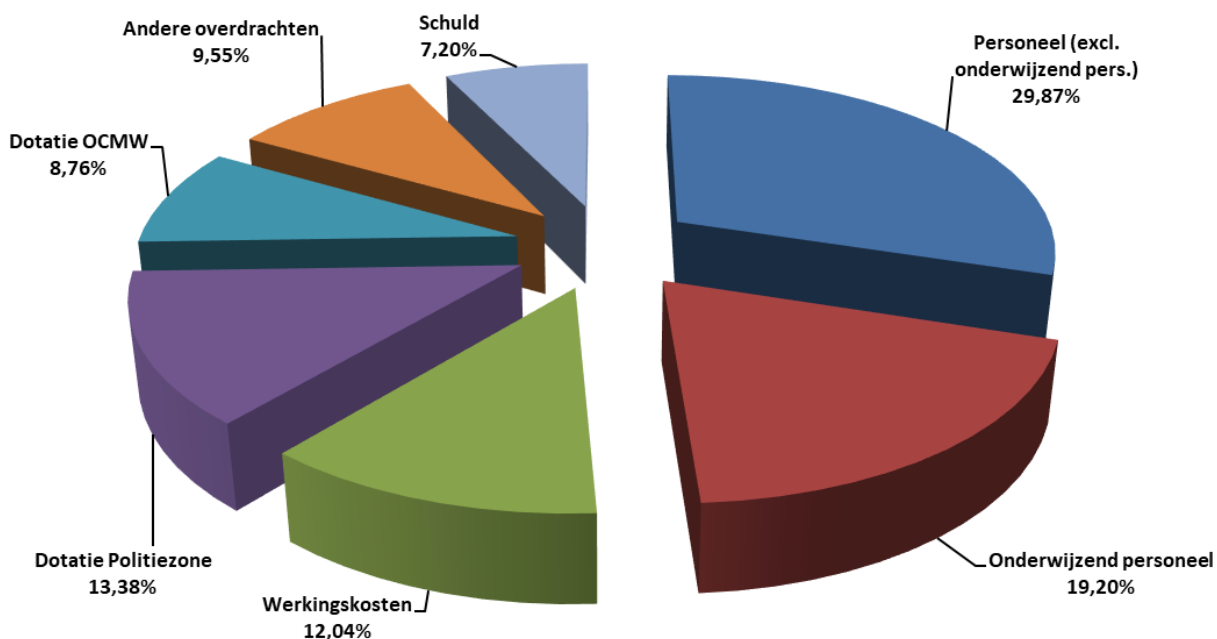
BEGROTING 2022							
UITGAVEN				ONTVANGSTEN			
	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022		Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
PERSONEEL	413.495.160,32	433.146.644,44	451.517.738,81	PRESTATIES	51.333.991,24	51.769.703,83	56.063.447,10
<i>Onderwijzend personeel</i>	<i>166.025.261,78</i>	<i>169.450.000,00</i>	<i>176.900.000,00</i>				
<i>Personeel (excl. onderwijzend pers.)</i>	<i>247.469.898,54</i>	<i>263.696.644,44</i>	<i>274.617.738,81</i>				
WERKINGSKOSTEN	96.705.617,25	106.319.744,55	111.210.552,49	OVERDRACHTEN	772.871.162,56	788.355.502,41	825.025.643,87
OVERDRACHTEN	286.379.074,94	279.745.120,70	280.491.150,28	<i>Overdrachten onderwijzend personeel</i>	<i>166.025.261,78</i>	<i>169.450.000,00</i>	<i>176.900.000,00</i>
				<i>Overdrachten buiten onderwijzend personeel</i>	<i>606.845.900,78</i>	<i>618.905.502,41</i>	<i>648.125.643,87</i>
SCHULD	62.636.294,79	63.514.093,55	68.804.285,75	SCHULD	19.170.359,52	16.082.345,89	15.611.631,13
OVERBOEKINGEN	9.587.477,59	0,00	0,00	OVERBOEKINGEN	14.063.040,01	17.463.751,71	10.544.000,00
<b>TOTAAL</b>	<b>868.803.624,89</b>	<b>882.725.603,24</b>	<b>912.023.727,33</b>	<b>TOTAAL</b>	<b>857.438.553,33</b>	<b>873.671.303,84</b>	<b>907.244.722,10</b>
				<b>RESULTAAT</b>	<b>-11.365.071,56</b>	<b>-9.054.299,40</b>	<b>-4.779.005,23</b>

#### De uitgaven (= bestemming der middelen)

RUBRIEK	Rekening 2020	%	Begroting 2021 na BW	%	Begroting 2022	%
Personeel	413.495.160,32	47,59%	433.146.644,44	49,07%	451.517.738,81	49,51%
<i>Personeel (excl. onderwijzend pers.)</i>	<i>247.469.898,54</i>	<i>28,48%</i>	<i>263.696.644,44</i>	<i>29,87%</i>	<i>274.617.738,81</i>	<i>30,11%</i>
<i>Onderwijzend personeel</i>	<i>166.025.261,78</i>	<i>19,11%</i>	<i>169.450.000,00</i>	<i>19,20%</i>	<i>176.900.000,00</i>	<i>19,40%</i>
Werkingskosten	96.705.617,25	11,13%	106.319.744,55	12,04%	111.210.552,49	12,19%
Overdrachten	286.379.074,94	32,96%	279.745.120,70	31,69%	280.491.150,28	30,75%
<i>Dotatie Politiezone</i>	<i>118.136.045,77</i>	<i>13,60%</i>	<i>118.136.045,77</i>	<i>13,38%</i>	<i>118.136.045,77</i>	<i>12,95%</i>
<i>Dotatie OCMW</i>	<i>76.175.512,35</i>	<i>8,77%</i>	<i>77.314.900,00</i>	<i>8,76%</i>	<i>82.848.500,00</i>	<i>9,08%</i>
<i>Andere overdrachten</i>	<i>92.067.516,82</i>	<i>10,60%</i>	<i>84.294.174,93</i>	<i>9,55%</i>	<i>79.506.604,51</i>	<i>8,72%</i>
Schuld	62.636.294,79	7,21%	63.514.093,55	7,20%	68.804.285,75	7,54%
Overboekingen	9.587.477,59	1,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
<b>TOTAAL</b>	<b>868.803.624,89</b>	<b>100,00%</b>	<b>882.725.603,24</b>	<b>100,00%</b>	<b>912.023.727,33</b>	<b>100,00%</b>

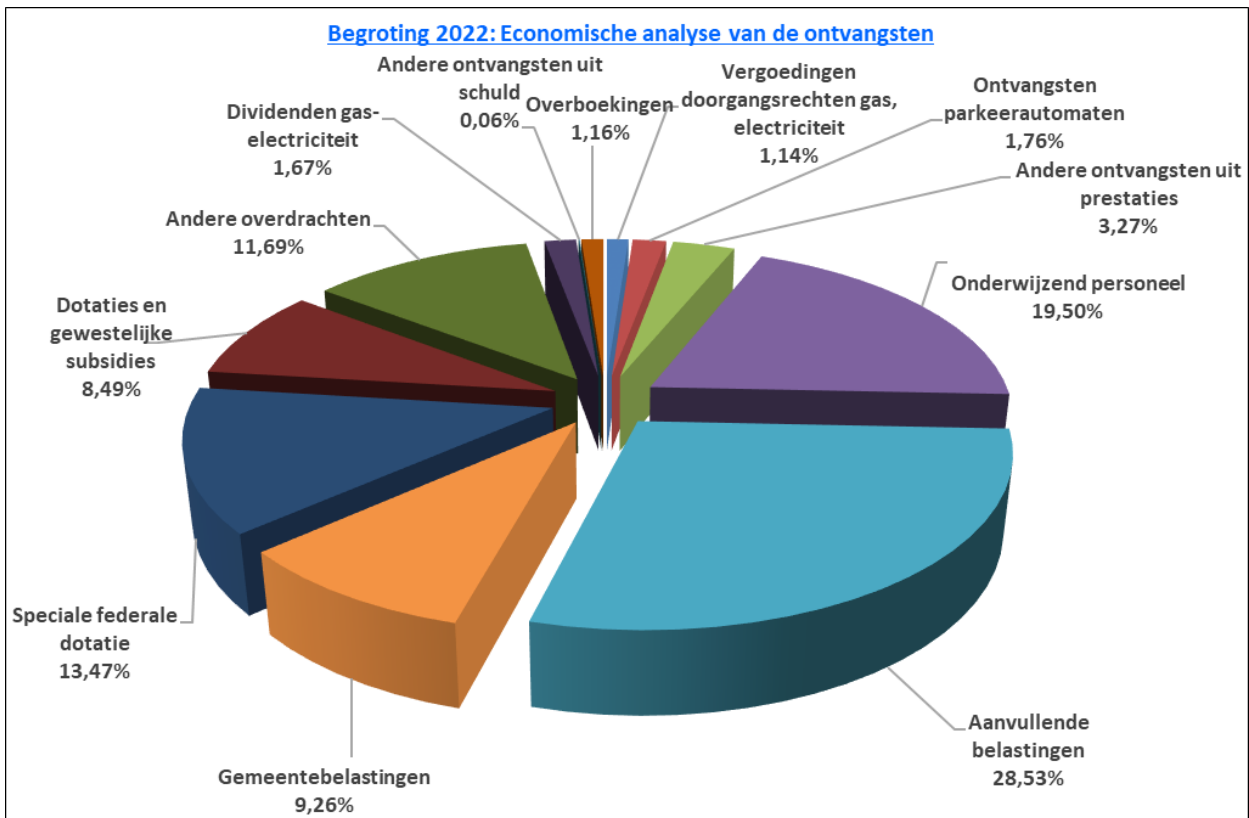
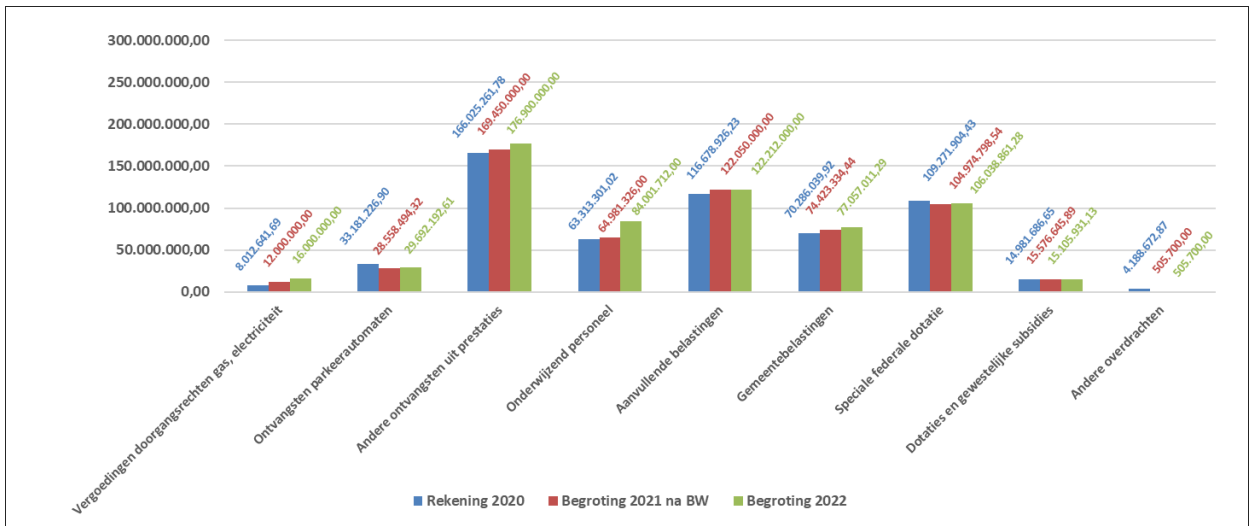


### Begroting 2021 na BW: Economische analyse van de uitgaven

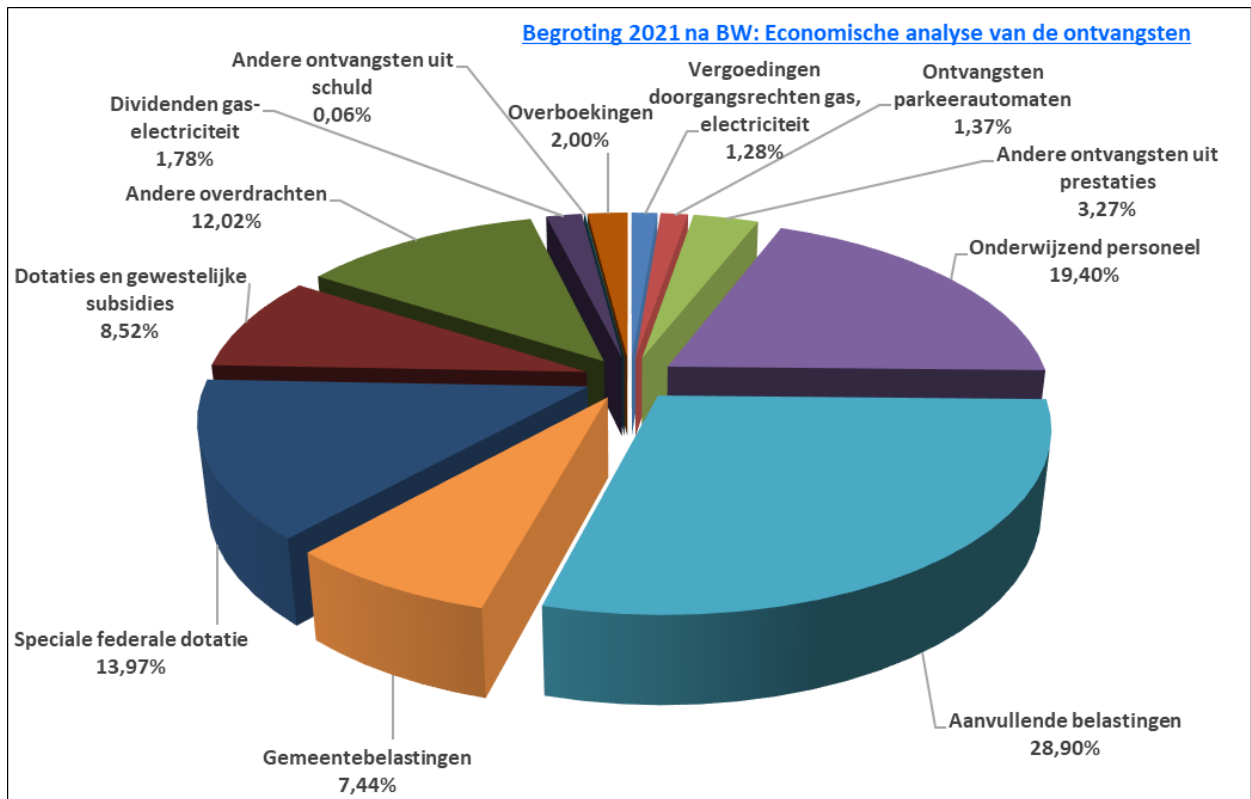


### De ontvangsten (= oorsprong der middelen)

RUBRIEK	Rekening 2020	%	Begroting 2021 na BW	%	Begroting 2022	%
Prestaties	51.333.991,24	5,99%	51.769.703,83	5,93%	56.063.447,10	6,18%
Vergoedingen doorgangsrechten gas, electriciteit	10.140.122,65	1,18%	11.211.209,51	1,28%	10.371.254,49	1,14%
Ontvangsten parkeerautomaten	8.012.641,69	0,93%	12.000.000,00	1,37%	16.000.000,00	1,76%
Andere ontvangsten uit prestaties	33.181.226,90	3,87%	28.558.494,32	3,27%	29.692.192,61	3,27%
Overdrachten	772.871.162,56	90,14%	788.355.502,41	90,23%	825.025.643,87	90,94%
Onderwijzend personeel	166.025.261,78	19,36%	169.450.000,00	19,40%	176.900.000,00	19,50%
Aanvullende belastingen	247.295.729,18	28,84%	252.476.043,43	28,90%	258.816.059,30	28,53%
Gemeentebelastingen	63.313.301,02	7,38%	64.981.326,00	7,44%	84.001.712,00	9,26%
Speciale federale dotatie	116.678.926,23	13,61%	122.050.000,00	13,97%	122.212.000,00	13,47%
Dotaties en gewestelijke subsidies	70.286.039,92	8,20%	74.423.334,44	8,52%	77.057.011,29	8,49%
Andere overdrachten	109.271.904,43	12,74%	104.974.798,54	12,02%	106.038.861,28	11,69%
Schuld	19.170.359,52	2,24%	16.082.345,89	1,84%	15.611.631,13	1,72%
Dividenden gas-electriciteit	14.981.686,65	1,75%	15.576.645,89	1,78%	15.105.931,13	1,67%
Andere ontvangsten uit schuld	4.188.672,87	0,49%	505.700,00	0,06%	505.700,00	0,06%
Overboekingen	14.063.040,01	1,64%	17.463.751,71	2,00%	10.544.000,00	1,16%
<b>TOTAAL</b>	<b>857.438.553,33</b>	<b>100,00%</b>	<b>873.671.303,84</b>	<b>100,00%</b>	<b>907.244.722,10</b>	<b>100,00%</b>







### 3.5. Algemene evolutie en structuur van de ontvangsten

De lopende ontvangsten – zonder overboeking – bedragen 896.700.722,10 € in 2022.

De financiële middelen van de Stad kunnen in drie grote categorieën ingedeeld worden:

- de fiscale ontvangsten (d.w.z. de belastingen van de gezinnen en de bedrijven);
- de ontvangen fondsen en subsidies (dus de financiële middelen komende van de hogere en andere overheden);
- de eigen middelen van de Stad (de opbrengsten van activiteiten, dividenden, de interesten ...).

#### 3.5.1. Ontvangsten uit overdrachten

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW's	Begroting 2022
Ontvangsten uit overdrachten (excl. onderwijzend personeel)	606.845.900,78	618.905.502,41	648.125.643,87
Ontvangsten uit overdrachten - Onderwijzend personeel	166.025.261,78	169.450.000,00	176.900.000,00
<b>Totaal ontvangsten van overdrachten</b>	<b>772.871.162,56</b>	<b>788.355.502,41</b>	<b>825.025.643,87</b>

De ontvangsten uit overdrachten (exclusief het onderwijzend personeel) bedragen 648.125.643,87 € in 2022.

##### 3.5.1.1. De fiscale ontvangsten

De fiscale ontvangsten blijven de belangrijkste financieringsbron voor de Stad en bedragen 342.817.771,30 €, wat overeenstemt met ± 46,95 % van de totale ontvangsten van 730.344.722,10 € (exclusief de directe betalingen van het onderwijzend personeel).

Ongeveer 75,50 % van deze fiscale ontvangsten komen van de vier hierna vermelde aanvullende belastingen en 24,50 % komt van de directe gemeentelijke belastingen.

#### a) Aanvullende belastingen

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW's	Begroting 2022
Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing	200.178.135,32	206.000.000,00	211.400.000,00
Aanvullende belasting op de personenbelasting	28.784.428,53	30.000.000,00	29.523.482,84
Aanvullende belasting op de verkeersbelasting	3.440.588,87	1.583.466,97	3.000.000,00
Aanvullende belasting op de belasting op toeristische logies (zogenaamde "City Tax")	14.892.576,46	14.892.576,46	14.892.576,46
<b>Totaal</b>	<b>247.295.729,18</b>	<b>252.476.043,43</b>	<b>258.816.059,30</b>

##### a.1. Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing

De aanvullende belasting op de onroerende voorheffing vormt de voornaamste inkomsten van de gemeenten en vertegenwoordigt 28,95 % van het geheel van de ontvangsten (exclusief de directe betalingen van het onderwijzend personeel) van de begroting 2022.

De aanvullende belasting op de onroerende voorheffing werd geraamd op grond van het belastbaar kadastraal inkomen op 1 januari 2021 zonder materieel en uitrusting (*in de mate dat de onroerende voorheffing op materieel en uitrusting, vanaf 1 januari 2017, niet meer wordt ingekohierd*), van de voor de Stad niet gewijzigde opcentiemen, van het indexeringsstarief en het in rekening brengen van zekere correcties (zoals het in beschouwing nemen van tariefverlagingen voor kinderen ten laste en verlagingen voor sociale woningen).

Het is duidelijk dat het bedrag van 211.400.000,00 € ingeschreven onder de rubriek onroerende voorheffing slechts een raming is.

##### a.2. Aanvullende belasting op de personenbelasting

De aanvullende belasting op de personenbelasting bedraagt 29.523.482,84 € in 2022. Dit bedrag stemt overeen met de ontvangen voorzieningen van FOD Financiën.

Er dient in de verf gezet te worden dat de Stad Brussel de aanslagvoet van de aanvullende belasting op de personenbelasting niet heeft verhoogd. Die bedraagt slechts 6% en is beduidend lager dan het gewestelijk gemiddelde.

##### a.3. Aanvullende belasting op de belasting op motorrijtuigen

De aanvullende belasting op de verkeersbelasting bedraagt 3.000.000,00 €. Het betreft een voorzichtige raming.

##### a.4. Aanvullende belasting op de belasting op toeristische logies (zogenaamde « City Tax »)

Eind december 2016, heeft het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een ordonnantie goedgekeurd met betrekking tot een gewestbelasting op de inrichting van toeristische logies.

De Brusselse gemeenten hebben de mogelijkheid om opcentiemen te vestigen op deze gewestbelasting.

De fiscale gewestelijke administratie verzekert de vestiging, de inkohiering, de inning en de invordering van deze opcentiemen.

Het Gewest verbindt er zich toe om een bedrag van 14.892.576,46 € (de historische drempel genaamd) over te maken vanaf het jaar 2018. Dit bedrag kan in de loop van het jaar n+1 verhoogd

worden met de teruggave van het verschil tussen de werkelijke ontvangst met betrekking tot de gemeentelijke opcentiemen en de historische drempel.

Vandaar dat er in de begroting van 2022 een "historische drempel" voorzien wordt met betrekking tot de gemeentelijke belastingen op de hotelinstellingen en een belasting op de apparthotels.

## b) Gemeentebelastingen

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Belasting op de kantooroppervlakten	37.024.576,30	37.500.000,00	43.500.000,00
Belasting op het afleveren van administratieve documenten (rijbewijs, werkvergunning, bewonerskaarten, consulaire zegels, ...)	3.572.480,80	4.100.000,00	4.600.000,00
Belasting op de tijdelijke ingebruikneming van de openbare weg	4.983.955,34	3.750.000,00	10.850.000,00
Belasting op de parkeerplaatsen	2.259.962,37	2.400.000,00	2.900.000,00
Belasting op zuilen, masten, antennes en andere telecommunicatie-, zend- en informatieuitwisselingsinstallaties, ...	1.895.061,00	4.500.000,00	6.000.000,00
Belasting op de distributie aan huis van ongeadresseerde publicitaire drukwerken	726.776,40	700.000,00	700.000,00
Belasting op verwaarloosde en onverzorgde gebouwen, onbewoonde en onafgewerkte gebouwen en gronden	4.763.281,46	4.800.000,00	6.000.000,00
Belasting op de uithangborden	758.217,75	1.140.000,00	1.140.000,00
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Bioscopen)	426.255,45	450.000,00	1.000.000,00
Belasting op de parkings	876.610,00	880.000,00	880.000,00
Belasting op permanente publiciteitspanelen	2.269.511,25	650.000,00	1.000.000,00
Belasting op de nieuwbouw, de herbouw en veranderingen van gebouwen	538.791,62	600.000,00	750.000,00
Belasting op de nachtwinkels	518.298,00	500.000,00	656.000,00
Terrassen en uitstallingen op de openbare weg	0,00	267.500,00	550.000,00
Belasting op onburgerlijk gedrag op het gebied van openbare reinheid	778.180,00	800.000,00	800.000,00
Belasting op de tijdelijke publicitaire inrichtingen	490.927,59	410.000,00	550.000,00
Belasting op de begrafenissen, verspreiding van de assen	228.560,00	210.000,00	210.000,00
Belasting op de gemeubelde verblijven	224.532,00	231.000,00	300.000,00
Belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen	199.932,00	230.000,00	450.000,00
Belasting op lokalen in rendez-voushuizen of in gebouw waar gelijkaardige activiteiten plaatsvinden	153.117,00	152.000,00	160.000,00
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Tentoonstellingen)	120.478,50	70.000,00	220.000,00
Belasting op de gewone danspartijen	21.648,00	40.000,00	50.000,00
Belasting op de bankinstellingen en dergelijke en tevens op de automatische verdeelapparaten voor bankbiljetten	83.029,00	80.000,00	82.000,00
Belasting op de brandstofdistributieapparaten	85.554,00	88.250,00	89.900,00
Belasting op het plaatsen van containers op de openbare weg	77.261,00	80.000,00	80.000,00
Belasting op de reclame-inrichtingen die tot hoofddoel de financiering van een door de wetgever erkende openbare dienst hebben	64.780,00	66.400,00	68.060,00
Belasting op de vaststaande tanks en vergaarbakken geëxploiteerd met commerciële of industriële doeleinden	53.399,26	54.000,00	56.000,00
Belasting op de terbeschikkingstelling van telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding	17.640,00	20.000,00	20.000,00
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Foorreizigers)	280,79	38.950,00	38.950,00
Belasting op het verblijf in het lijkenhuis of het mortuarium	29.904,14	42.500,00	40.000,00
Belasting op de diensters en dienders tewerkgesteld in drankgelegenheden	0,00	15.550,00	12.000,00
Belasting op het afleveren van administratieve documenten - horeca	33.450,00	41.000,00	41.000,00
Belasting op het huren van een wachtkelder	6.443,00	5.000,00	5.000,00
Belasting op de uitgravingen	17.000,00	15.000,00	15.000,00
Belasting op de verkoopzalen van roerende goederen	9.935,00	6.000,00	6.650,00
Belasting op het afleveren van administratieve documenten, vignetten en lastenboeken	0,00	0,00	0,00
Belasting op de agentschappen voor weddenschappen op paardwedrennen	3.472,00	2.976,00	5.952,00
Belasting op de lokalen waar peepshows georganiseerd worden	0,00	100,00	100,00
Belasting op de verwerving van de aardbaan. Belasting bestemd voor de schadevergoeding van de kosten voor de aankoop gerealiseerd door de Stad	0,00	100,00	100,00
Belasting op de vertoningen, vermakelijkheden en gelijkgestelde manifestaties (Sportmanifestaties)	0,00	45.000,00	175.000,00
<b>TOTAAL</b>	<b>63.313.301,02</b>	<b>64.981.326,00</b>	<b>84.001.712,00</b>

De gemeentebelastingen bedragen 84.001.712,00 € in 2022.

De stijging is in de eerste plaats te verklaren doordat hele reeks gemeentebelastingen geïndexeerd werden zoals voorzien in de reglementen van de betrokken belastingen (*bv. Belasting op de parkeerplaatsen, belasting op gemeubelde verblijven, belasting op de bankinstellingen, belasting op de permanente publiciteitspanelen, enz.*).

Vervolgens wordt de stijging van de gemeentebelastingen verklaard door de aanpassing van de tarieven in de reglementen van volgende belastingen:

- ✓ Belasting op de kantooroppervlakten;
- ✓ Belasting op de tijdelijke ingebruikneming van de openbare weg;
- ✓ Belasting op de niet-hoofdverblijfplaatsen.

De belasting op verwaarloosde, onverzorgde, onbewoonde of onafgewerkte gebouwen en terreinen wordt geschat op 6.000.000,00 €. Dit wijst duidelijk op de politiek van tellingen en inkohierungen die door de stad gevoerd wordt om de strijd aan te gaan tegen bouwvallige, verwaarloosde en leegstaande gebouwen.

### 3.5.1.2. Ontvangen fondsen en subsidies

De ontvangsten uit fondsen en de subsidies afkomstig van de hogere overheden vertegenwoordigen samen de tweede financieringsbron van de Stad.

De ontvangsten uit fondsen worden gekenmerkt door een geheel van algemene dotaties zonder specifieke bestemming (waaronder de gewestelijke en de federale dotaties).

De subsidies, van hun kant, zijn bestemd voor de financiering van verschillende specifieke uitgaven (zoals de subsidies voor het onderwijs, voor de bibliotheken, voor de politiek van de Stad ....) of voor de financiering van contractuele personeelsleden of voor de creatie van bijkomende werkplaatsen (Sociale Maribel).

#### a) Speciale federale dotatie

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Speciale federale dotatie	116.678.926,23	122.050.000,00	122.212.000,00

Krachtens artikel 64 van de speciale wet van 16/01/1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt een speciale federale dotatie toegekend aan de Stad Brussel die jaarlijks aangepast wordt aan de schommeling van de gemiddelde index van de consumptieprijzen. Het voorziene bedrag in 2022 bedraagt 122.212.000,00 €.

#### b) Dotaties en gewestelijke subsidies

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Algemene gewestelijke dotatie	43.906.939,04	44.767.410,98	45.364.269,12
Dotatie voor de nederlandstalige schepen	4.579.204,06	5.314.402,04	5.342.382,83
Gewestelijke bijdrage om de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Gewest	11.840.404,60	12.077.213,00	12.041.691,48
Tussenkost in de kosten van de taalpremie	903.714,88	2.411.674,21	2.604.822,09
Statutarisatiepremie	948.000,00	280.550,35	598.817,50
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	238.678,47	125.109,82	145.765,00
Tussenkost in de kosten van de baremaverhogingen	6.575.672,32	4.744.091,00	5.271.241,00
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	1.293.426,55	1.292.387,07	1.282.387,07
Protocolakkoord 2021/1	0,00	3.410.495,97	4.405.635,20

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kent een jaarlijks begrotingskrediet toe bestemd om de algemene financiering van de gemeenten te verzekeren.

Krachtens de nieuwe ordonnantie van 27/07/2017 die de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten en aan de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vastlegt (*dat eveneens de oude in voege zijnde ordonnantie en de ordonnantie van 19/07/2007 met als doel de financiële situatie van de gemeenten van het Gewest te verbeteren, opheft*) omvat de algemene dotatie aan de gemeenten:

- De klassieke algemene dotatie;
- De dotatie bestemd ter compensatie van de negatieve gevolgen van de invoering van een nieuwe ruimte voor de versterkte ontwikkeling van de huisvesting en van de verbouwingen;
- De dotatie bestemd om de negatieve effecten van de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten te corrigeren;
- De subsidie ter verbetering van de begrotings situatie van de gemeenten van het Gewest.

In 2022 bedraagt deze dotatie 45.364.269,12 €, hetgeen iets hoger is dan in 2021..

### c) Gewestelijke subsidies over te maken aan andere entiteiten

Sommige subsidies worden toegekend aan de gemeenten en moeten integraal overgemaakt worden naar andere satellieten van de Stad (OCMW, openbare ziekenhuizen, verschillende VZW's van de Stad, enz. , ...).

Deze subsidies worden hernomen in de hiernavolgende tabel:

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Tussenkost in de kosten van de taalpremie	63.727,01	291.661,38	291.661,38
Statutarisatiepremie	150.000,00	156.000,00	276.240,00
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	47.880,80	85.740,04	100.160,46
Tussenkost in de kosten van de baremaverhogingen	18.722.022,74	9.008.740,00	8.454.579,09
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	817.460,89	817.460,80	0,00
Geco-toelage	0,00	1.079.500,00	0,00
Protocolakkoord 2021/1	0,00	1.672.954,03	2.649.221,75

### 3.5.2. Ontvangsten uit prestaties

De ontvangsten uit prestaties bestaan uit de terugkerende ontvangsten afkomstig van de gemeentelijke goederen en de diensten die door de gemeente aan de bevolking verleend worden en van andere algemene diensten (inkomgelden, bewakingsontvangsten, huurgelden, parkeerautomaten, vergoedingen voor de doorgangsrechten op de openbare weg, ....).

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Ontvangsten uit prestaties	51.333.991,24	51.769.703,83	56.063.447,10

De ontvangsten uit prestaties bedragen 56.063.447,10 € in 2022.

Vele van deze ontvangsten kunnen echter moeilijk ingeschat worden en vertonen dus schommelingen van het ene jaar op het andere. Men moet dan ook heel voorzichtig te werk gaan bij het inschatten van deze ontvangsten.

De hiernavolgende tabel herneemt enkele betekenisvolle ontvangsten uit prestaties:

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Ontvangsten parkeerautomaten	8.012.641,69	12.000.000,00	16.000.000,00
Concessies kermis, markten, Casino, ...	4.687.100,80	5.806.660,00	6.406.660,00
Vergoeding doorgangsrechten - Gas	2.821.130,12	3.000.000,00	3.063.231,60
Vergoeding doorgangsrechten - Electriciteit	7.318.992,53	8.211.209,51	7.308.022,89
Vergoeding betaald door Vivaqua ten einde de overblijvende lasten verbonden met de activiteit (mobiliteit, werken, ...) te dekken	2.196.714,78	2.200.000,00	2.250.000,00
Retributies op het vlak van stedenbouw (stedenbouwkundige vergunning, milieu, tijdelijke bezetting openbare weg, ...)	1.065.477,80	750.000,00	750.000,00
Retributie op het gebruik van de openbare weg	12.649.605,82	3.245.000,00	4.147.800,00
Creditnota i-City	1.500.000,00	2.000.000,00	1.000.000,00
Onderwijs (tussenkost van ouders in schoolvervoer, bewaring, inschrijvingsrechten HEFF)	2.083.664,96	2.671.000,00	2.490.000,00
Sport	748.046,14	1.797.950,00	2.340.000,00
Kinderdagverblijf (ouderparticipatie voor kinderopvang)	2.024.824,02	3.000.000,00	3.400.000,00
Bibliotheken (uitleenretributiesn abonnementen, ...)	33.830,17	98.500,00	100.000,00
Persoonlijk aandeel elektronische maaltijdcheques	936.257,03	983.583,45	966.297,45
Opbrengst van de verkoop van brandstof van derden	631.975,65	700.000,00	650.000,00
Retributies plaatsing parkeerverbod	806.092,11	950.000,00	950.000,00
Ontvangsten begraafplaatsvergunningen	318.081,42	250.000,00	250.000,00
Andere (creditnota's, verhuuropbrengsten, ...)	3.499.556,20	4.105.800,87	3.991.435,16
<b>Totaal</b>	<b>51.333.991,24</b>	<b>51.769.703,83</b>	<b>56.063.447,10</b>

De ontvangsten « parkeerautomaten » worden op 16.000.000,00 € geschat in 2022.

Deze stijging is te wijten aan:

- ✓ door de goedkeuring van het nieuwe mobiliteitsplan op het grondgebied van de Stad Brussel;
- ✓ door de verlenging van de betaalluren;
- ✓ door de toepassing van een tarief voor de bezetting van parkeerplaatsen op de openbare weg op het hele grondgebied van de Stad;
- ✓ en over het continue controlebeleid dat wordt gevoerd door de aanschaf van scanwagens.

Er dient opgemerkt te worden dat de retributie op het vlak van stedenbouw een ontvangst van prestaties is sinds 2016, daar waar deze ontvangst vroeger een rechtstreekse gemeentebelasting was. Deze wordt geschat op 750.000,00 € in 2022.

Vivaqua kan enkel dividenden verdelen onder de gemeenten indien er bepaalde voorwaarden gerespecteerd worden. Dus is het jaarlijks bedrag dat de Stad actueel van Vivaqua ontvangt een compenserende vergoeding per woongelegenheden die geboekt moet worden als ontvangsten uit prestaties en niet als ontvangsten van dividenden. Het bedrag hiervoor voorzien in 2022 bedraagt 2.250.000,00 €.

De vergoedingen voor doorgangsrechten (gas en elektriciteit) vormen een waardevolle bron en worden geëvalueerd op 3.063.231,60 € (gas) en op 7.308.022,89 € (elektriciteit) in 2022.

### 3.5.3. Ontvangsten uit schuld

In 2022 bedragen de ontvangsten uit schulden 15.611.631,13 €.

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Ontvangsten uit schuld	19.170.359,52	16.082.345,89	15.611.631,13

De dividenden (gas en elektriciteit) dalen lichtjes.

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Dividend Gas	5.693.547,63	5.955.531,97	5.781.376,91
Dividend Electriciteit	9.288.139,02	9.621.113,92	9.324.554,22
Intérêts créditeurs, intérêts de retard	4.188.672,87	505.700,00	505.700,00

### 3.5.4. Ontvangsten uit overboekingen

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Ontvangsten uit overboekingen	14.063.040,01	17.463.751,71	10.544.000,00

De ontvangsten uit overboekingen bedragen 10.544.000,00 € in de begroting van 2022 en zijn als volgt verdeeld:

<u>Overboekingen uit het gewoon reservefonds</u>	
Verscheidene uitgaven van de gewone dienst	7.832.000,00
	7.832.000,00
<u>Gebruik van voorziening</u>	
URBINAT subsidie	162.000,00
Voorziening voor de schuld	2.500.000,00
Voorziening voor de energie	50.000,00
	2.712.000,00
<b>Totaal van de overboekingen</b>	<b>10.544.000,00</b>

### 3.6. Algemene evolutie en structuur van de uitgaven

De begrote uitgaven in 2022 (zonder rekening te houden met de directe betalingen - het onderwijzend personeel) bedragen 735.123.727,33 €.

#### 3.6.1. Personeelsuitgaven

Zoals hiervoor reeds werd aangestipt, is de Stad Brussel met haar 8.989 tewerkgestelde personen (zonder het personeel van de Politiezone, OCMW, gemeentelijke VZW's,...) één van de belangrijkste werkgevers in het Brussels Gewest.

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Personeelsuitgaven (zonder onderwijzend personeel)	247.469.898,54	263.696.644,44	274.617.738,81

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Onderwijzend personeel (econ. code 11111)	166.025.261,78	169.450.000,00	176.900.000,00

De post van de personeelsuitgaven blijft de belangrijkste.

Hij vertegenwoordigt ± 49,51 % van de gewone uitgaven, de rechtstreekse betalingen aan het onderwijzend personeel inbegrepen en ± 37,36 % van de gewone uitgaven zonder de rechtstreekse betalingen.

De stijging van de personeelsuitgaven is vooral het gevolg van twee factoren:

- drie indexsprongen, meer bepaald deze van oktober 2021 en van februari en april 2022 (kostprijs 10.400.000,00 €);
- het sectoraal akkoord dat in 2021 werd afgesloten voor de 19 gemeenten en OCMW's dat voorziet in baremaverhogingen, een tweede pensioenpijler voor de contractuele personeelsleden en een verhoging van de waarde van de maaltijdcheques (totale kostprijs 7.100.000,00 € waarvan 4.400.000,00 € wordt gesubsidieerd door het Brussels Gewest en eveneens een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage voor de statutaire pensioenen met 900.000,00 € tot gevolg heeft)

De tabel hieronder herneemt de verdeling van de personeelskosten (zonder openbaar onderwijs en onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Personeel (excl. openbaar onderwijs) (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	132.305.604,57	137.218.305,55	144.014.082,49
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafenis kosten) (112)	10.624.803,78	11.648.192,26	12.055.732,86
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	48.083.970,84	50.180.490,54	53.156.946,35
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	8.030.181,84	9.810.473,21	11.335.438,82
Pensioenlasten (116)	703.581,33	684.297,60	701.379,89
Bijdragen arbeidsongevallen en beroepsziekten (117)	1.941,77	5.000,00	5.000,00
Responsabiliseringsbijdrage (00002 / 11321)	13.899.105,73	16.480.585,63	12.156.035,40
<b>TOTAAL</b>	<b>213.649.189,86</b>	<b>226.027.344,79</b>	<b>233.424.615,81</b>
<i>Tussenkost in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)</i>	<i>187.000,00</i>	<i>189.000,00</i>	<i>190.000,00</i>



De tabel hieronder herneemt de verdeling van de personeelskosten van het openbaar onderwijs (zonder administratief en onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Openbaar onderwijs (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	20.689.755,52	23.720.610,65	26.702.103,00
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	1.453.825,82	1.481.000,00	1.667.600,00
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	8.869.591,67	8.798.000,00	8.708.600,00
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	2.807.535,67	3.669.689,00	4.114.820,00
<b>TOTAAL</b>	<b>33.820.708,68</b>	<b>37.669.299,65</b>	<b>41.193.123,00</b>
<i>Tussenkost in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)</i>	<i>43.283,00</i>	<i>42.000,00</i>	<i>43.500,00</i>

De hiernavolgende tabel herneemt de globale verdeling van de personeelskosten (zonder onderwijzend personeel) volgens de economische aard van de uitgave:

Personeel, openbaar onderwijs inbegrepen (excl. onderwijzend personeel)	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Wedden (zonder onderwijzend personeel) (111)	152.995.360,09	160.938.916,20	170.716.185,49
Sociale vergoedingen (vakantiegeld, begrafeniskosten) (112)	12.078.629,60	13.129.192,26	13.723.332,86
Patronale bijdragen (zonder responsabiliseringspremie) (113)	56.953.562,51	58.978.490,54	61.865.546,35
Verplaatsingskosten en andere geldelijke tegemoetkomingen (maaltijdcheques inbegrepen) (115)	10.837.717,51	13.480.162,21	15.450.258,82
Pensioenlasten (116)	703.581,33	684.297,60	701.379,89
Bijdragen arbeidsongevallen en beroepsziekten (117)	1.941,77	5.000,00	5.000,00
Responsabiliseringsbijdrage (00002 / 11321)	13.899.105,73	16.480.585,63	12.156.035,40
<b>TOTAAL</b>	<b>247.469.898,54</b>	<b>263.696.644,44</b>	<b>274.617.738,81</b>
<i>Tussenkost in de syndicale premies (econ. code 41502) (uitg. overdrachten)</i>	<i>230.283,00</i>	<i>231.000,00</i>	<i>233.500,00</i>

### 3.6.2. Werkingsuitgaven

De werkingsuitgaven stellen maar een beperkt deel van de courante uitgaven voor (zonder overboekingen en zonder de wedden van het onderwijzend personeel), namelijk 15,13 %.

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Werkingsuitgaven	96.705.617,25	106.319.744,55	111.210.552,49

De werkingsuitgaven bedragen 111.210.552,49 € in 2022.

De hiernavolgende tabel herneemt een verdeling van de werkingsuitgaven volgens de economische aard van de uitgave.

Deze tabel toont daarenboven enkele belangrijke werkingsuitgaven:

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Terugbetaling van onkosten en dienstvergoedingen (121)	440.964,30	563.643,76	535.926,00
Honoraria en uitgaven met betrekking tot extern personeel op de administratie (122)	5.806.475,96	6.241.903,66	6.840.783,99
Administratieve werkingskosten (123)	37.166.605,56	40.445.950,66	40.823.016,85
<i>waarvan :</i>			
<i>Kantoorbenodigdheden (12302)</i>	1.794.350,51	2.481.729,21	2.685.322,50
<i>Administratieve prestaties van derden (12306)</i>	878.945,88	1.279.370,50	1.502.037,50
<i>Correspondentiekosten (12307)</i>	743.653,91	1.006.400,00	1.051.400,00
<i>Telecommunicatiekosten (12311)</i>	921.298,84	844.500,00	942.543,74
<i>Huur- onderhoudskosten bureau materieel (fotocopieertoestellen, betaalterminals ...) (12312)</i>	393.584,96	433.161,00	176.378,00
<i>Beheerskosten en kosten met betrekking tot de werking van de informatica (13901/12313)</i>	27.294.537,25	29.339.866,00	30.544.245,00
<i>Beheerskosten en kosten met betrekking tot de werking van de informatica (overige 12313)</i>	577.627,49	1.470.214,96	534.000,00
<i>Kosten voor beroepsopleiding personeel (12317)</i>	475.043,57	630.325,00	672.600,00
Technische werkingskosten (124)	21.744.269,11	23.565.909,04	26.484.621,92
<i>waarvan :</i>			
<i>Technische benodigdheden (12402)</i>	8.633.604,84	6.342.103,64	6.818.531,85
<i>Aankoop, onderhoud en huur van werkkleding (12405)</i>	984.712,66	1.152.150,00	1.045.000,00
<i>Technische prestaties van derden (12406)</i>	9.944.922,35	11.909.097,42	13.439.458,09
<i>Verzekeringen: burgerlijke aansprakelijkheid, brand (12408)</i>	626.500,81	650.000,00	650.000,00
<i>Schooltransport (70508/12424)</i>	190.150,48	850.000,00	700.000,00
Werkingskosten met betrekking tot de gebouwen (125)	22.899.588,24	26.328.712,94	26.561.484,39
<i>waarvan:</i>			
<i>Prestaties van derden voor gebouwen (12506)</i>	11.315.626,26	12.349.246,22	13.757.752,04
<i>Verzekering van onroerende goederen (12508)</i>	1.006.579,78	1.150.000,00	1.150.000,00
<i>Diverse belastingen, heffingen en retributies op de onroerende goederen (12510)</i>	2.781.421,81	3.780.978,39	4.071.575,71
<i>Levering van elektriciteit (12512)</i>	3.706.218,27	4.006.315,00	3.418.823,16
<i>Levering van gas (12513)</i>	2.295.629,74	3.095.830,00	2.262.719,00
<i>Levering van water (12515)</i>	935.611,18	988.319,00	988.319,00
Huur en huurlasten van de onroerende goederen (126)	3.638.078,88	3.876.055,48	3.929.679,34
Werkingskosten met betrekking tot de voertuigen (127)	1.945.346,15	2.155.175,00	1.934.175,00
<i>waarvan:</i>			
<i>Verzekering van voertuigen (12708)</i>	165.000,00	175.000,00	175.000,00
<i>Olie en brandstof (12703)</i>	1.200.314,69	1.320.000,00	1.000.000,00
<i>Leveringen en wisselstukken voor voertuigen (12702)</i>	272.950,12	313.635,00	314.635,00
<i>Contracten onderhoud, hertstelling - technische controles voertuigen (12706)</i>	75.984,46	136.540,00	129.540,00
<i>Kilometerheffing vrachtwagens (12710)</i>	54.800,00	65.000,00	65.000,00
<i>Leasing voertuigen (12712)</i>	176.296,88	145.000,00	250.000,00
Financiële werkingskosten (128)	357.616,86	522.050,00	629.805,00
Werkingskosten wegeniswerken (140)	2.706.672,19	2.620.344,01	3.471.060,00
<i>waarvan:</i>			
<i>Openbare verlichting (42305/14002)</i>	197.400,00	181.940,00	181.940,00
<i>Kleine herstellingen, onderhoud parkeermeters, wegmarkeringen... (42105/14006)</i>	1.480.009,19	1.310.539,41	1.450.000,00
<i>Verlichte signalisatie, niet-verlichte signalisatie, tijdelijke signalisatie (42305/14006)</i>	1.009.263,00	1.047.864,60	1.470.000,00
<b>TOTAAL</b>	<b>96.705.617,25</b>	<b>106.319.744,55</b>	<b>111.210.552,49</b>

De totale IT-beheerskosten worden in 2022 geschat op 31.078.245,00 € en vertegenwoordigen 27,95% van de totale werkingsuitgaven. Dit zijn aanzienlijke inspanningen om de digitale uitdaging aan te gaan en onze administratie te moderniseren.

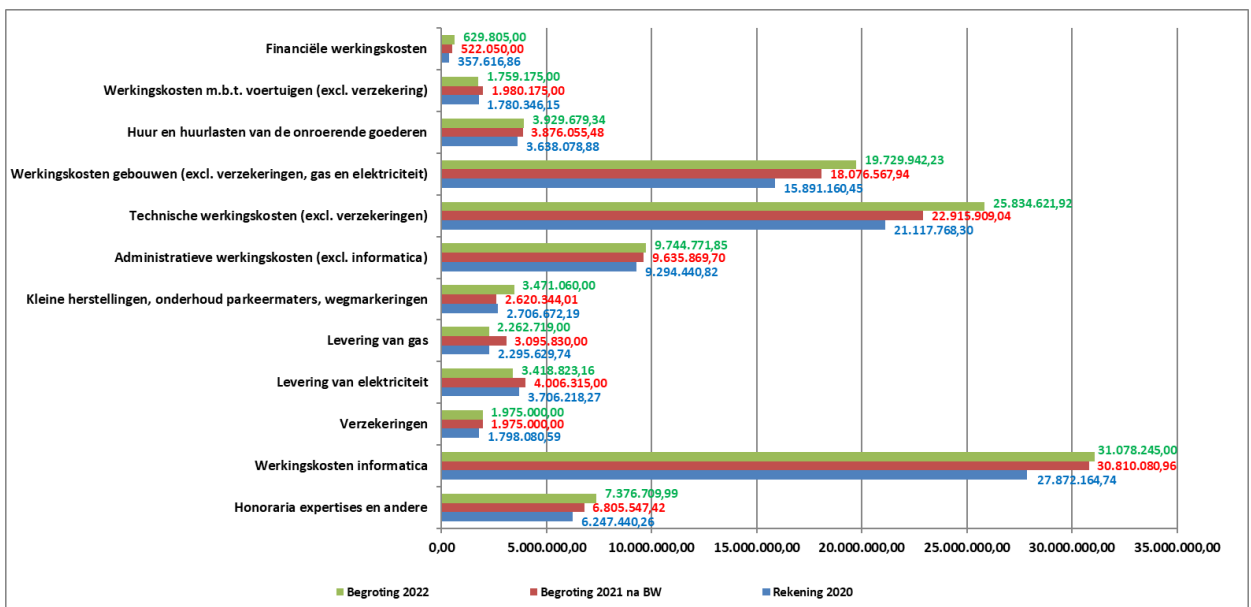
De energiekosten (gas, elektriciteit) worden in 2022 geschat op 6.669.861,16 € en vertegenwoordigen 6,00 % van de totale werkingsuitgaven.

Ondanks de huidige risico's van stijgende energieprijzen wordt de beheersing van deze kosten verklaard door:

- door de gezamenlijke overheidsopdracht aangegaan door Sibelga voor de aankoop van gas en elektriciteit en gebaseerd op vaste prijzen en niet worden beïnvloed door de huidige prijsstijgingen;
- door een beleid dat in het verleden werd gevoerd en vandaag wordt voortgezet, gericht op een rationeel energieverbruik en een verlaging van de energierekening in de gebouwen van de Stad.

**Samenvattend:**

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Honoraria expertises en andere	6.247.440,26	6.805.547,42	7.376.709,99
Werkingskosten informatica	27.872.164,74	30.810.080,96	31.078.245,00
Verzekeringen	1.798.080,59	1.975.000,00	1.975.000,00
Levering van elektriciteit	3.706.218,27	4.006.315,00	3.418.823,16
Levering van gas	2.295.629,74	3.095.830,00	2.262.719,00
Kleine herstellingen, onderhoud parkeersters, wegmarkeringen	2.706.672,19	2.620.344,01	3.471.060,00
Administratieve werkingskosten (excl. informatica)	9.294.440,82	9.635.869,70	9.744.771,85
Technische werkingskosten (excl. verzekeringen)	21.117.768,30	22.915.909,04	25.834.621,92
Werkingskosten gebouwen (excl. verzekeringen, gas en elektriciteit)	15.891.160,45	18.076.567,94	19.729.942,23
Huur en huurlasten van de onroerende goederen	3.638.078,88	3.876.055,48	3.929.679,34
Werkingskosten m.b.t. voertuigen (excl. verzekering)	1.780.346,15	1.980.175,00	1.759.175,00
Financiële werkingskosten	357.616,86	522.050,00	629.805,00
<b>Totaal</b>	<b>96.705.617,25</b>	<b>106.319.744,55</b>	<b>111.210.552,49</b>



### 3.6.3. Uitgaven dotaties of van overdrachten

De betaalde dotaties of als overdrachten bestempelde uitgaven zijn de bedragen die de gemeente overmaakt aan andere actoren in het openbaar of privédomein, teneinde hun begroting in evenwicht te brengen of hun werking te ondersteunen. Enerzijds is de Stad wettelijk verplicht het exploitatietekort van de lokale overheden zoals de Politiezone, het OCMW, de openbare hospitalen en de kerkfabrieken te dekken. Anderzijds beslist de Stad op facultatieve wijze om zekere tussenkomsten toe te kennen.

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Uitgaven van overdrachten	286.379.074,94	279.745.120,70	280.491.150,28

In het geheel bedragen de overdrachtsuitgaven 280.491.150,28 € in 2022.

#### a) Dotatie voor de politiezone

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Dotatie aan de Politiezone	118.136.045,77	118.136.045,77	118.136.045,77

De dotatie toegekend aan de Politiezone Brussel-Hoofdstad-Elsene bedraagt 118.136.045,77 €.

#### b) Dotatie voor het OCMW

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Algemene dotatie aan het OCMW	76.175.512,35	77.314.900,00	82.848.500,00

De dotatie aan het OCMW van Brussel voor een gebrek aan middelen bedraagt 82.848.500,00 €.

#### c) Tussenkost in de kosten van leningen ten gevolge van de herstructurering van de rust- en verzorgingstehuizen

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Tussenkost van de Stad in de schuldenlast van het OCMW in navolging van de herstructurering van de rust- en verzorgingstehuizen	1.682.649,42	1.660.600,00	1.649.914,00

Het OCMW van Brussel en de Stad Brussel hebben een akkoord overeengekomen waarbij de Stad tussenkost in de kosten van de herstructurering van de rusthuizen (MR) en de rust- en verzorgingsinstellingen (MRS).

Aldus, volgens dit akkoord, betaalt de Stad aan het OCMW de leninglasten aangegaan in het kader van deze herstructurering terug.

#### d) Speciale gewestelijke subsidies voor de openbare ziekenhuizen

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Speciale toelage voor de tussenkost in de lasten van de openbare ziekenhuizen	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft op 13 februari 2003 (SB 05/09/2003) een ordonnantie aangenomen die een of meerdere speciale subsidies toekent in het voordeel van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bestemd voor de realisatie van taken van gemeentelijk belang.

De jaarlijkse conventies in toepassing van de ordonnantie van 13/02/2003 betreffende de toekenning van speciale subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vermelden dat de Regering aan de Stad een speciale subsidie gestort heeft teneinde een opdracht van gemeentelijk belang te kunnen vervullen, als specifieke tussenkomst van de gemeente in het tekort van de Brusselse openbare ziekenhuizen.

Deze gewestelijke tussenkomst wordt onmiddellijk overgemaakt aan de ziekenhuizen. Deze bedraagt 6.235.000,00 € in 2022.

#### e) Regionale subsidies af te staan aan diverse entiteiten

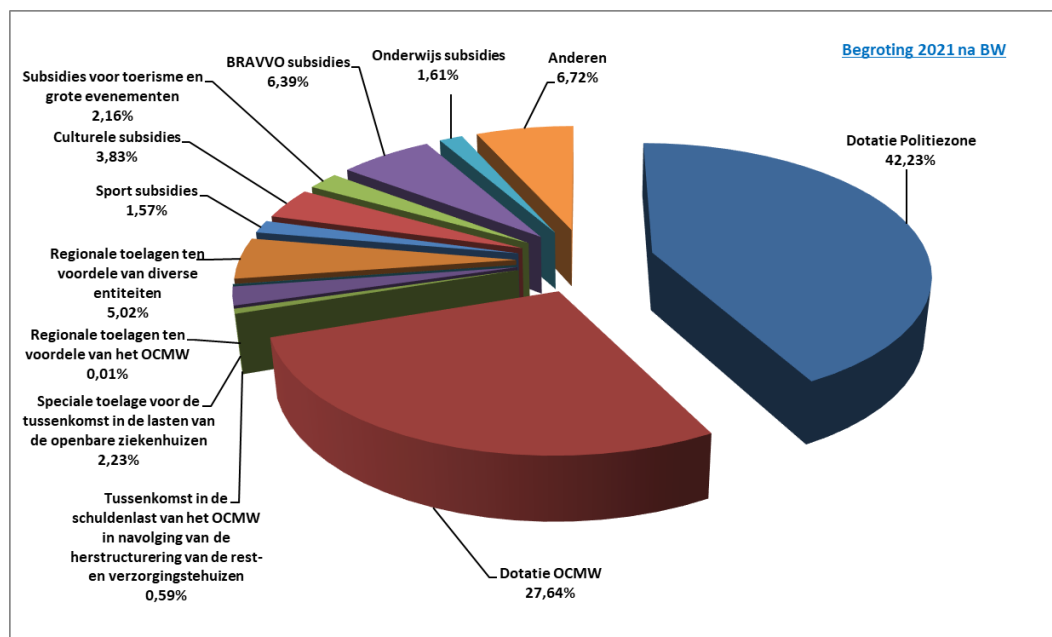
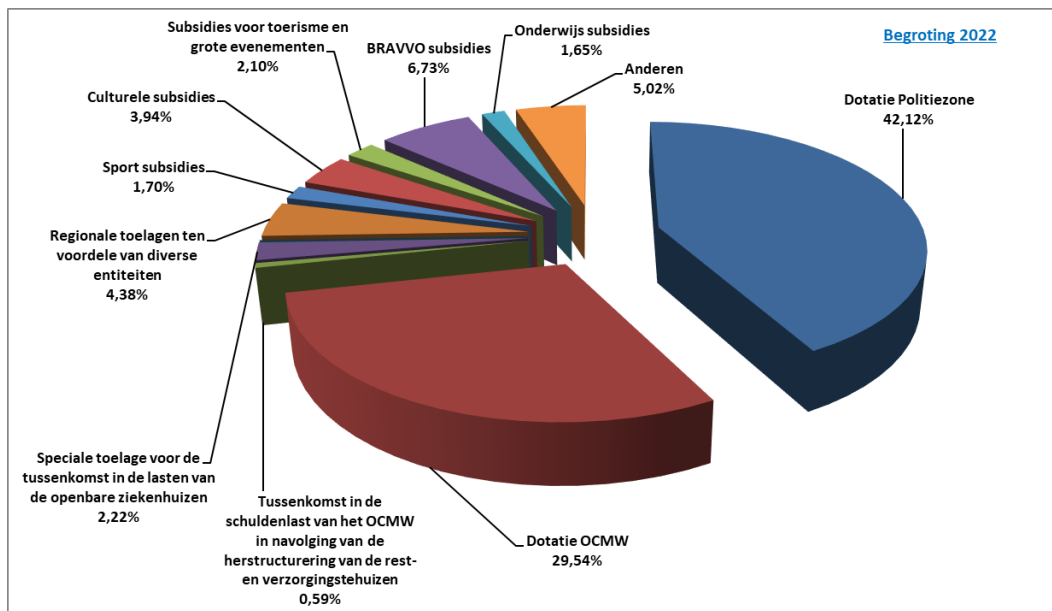
Het Gewest kent aan de Stad speciale specifieke subsidies toe die onmiddellijk overgemaakt worden aan verschillende entiteiten zoals het OCMW, de openbare ziekenhuizen, de Brusselse keukens, de Berg van Barmachtigheid, enz. De hiernavolgende tabel herneemt deze specifieke subsidies:

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Tussenkomst in de kosten van de taalpremie	0,00	291.661,38	291.661,38
Statutarisatiepremie	150.000,00	156.000,00	276.240,00
Diversiteitspolitiek in functie van de verblijfplaats	47.880,80	85.740,04	100.160,46
Tussenkomst in de kosten van de baremaverhogingen	16.628.416,72	9.008.739,90	8.974.405,25
Subsidie teneinde de zachte mobiliteit van personeelsleden te bevorderen	817.460,89	817.460,80	0,00
Toelage Geco	0,00	1.079.500,00	0,00
Protocolakkoord 2021/1	0,00	2.595.358,47	2.649.221,75

Verder steunt de Stad ook financieel tal van lokale verenigingen.

In de begroting 2022 werd een inspanning geleverd op het gebied van de niet verplichte toelagen. De tabel en de grafieken hieronder geven het geheel van de uitgaven van de overdrachten weer volgens de aard:

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Dotatie Politiezone	118.136.045,77	118.136.045,77	118.136.045,77
Dotatie OCMW	76.175.512,35	77.314.900,00	82.848.500,00
Tussenkomst in de schuldenlast van het OCMW in navolging van de herstructurering van de rest- en verzorgingstehuizen	1.682.649,42	1.660.600,00	1.649.914,00
Speciale toelage voor de tussenkomst in de lasten van de openbare ziekenhuizen	6.235.000,00	6.235.000,00	6.235.000,00
Regionale toelagen ten voordele van het OCMW	41.400,00	41.400,00	0,00
Regionale toelagen ten voordele van diverse entiteiten	17.643.758,41	14.034.460,59	12.291.688,84
Sport subsidies	4.034.229,88	4.385.007,34	4.777.049,00
Culturele subsidies	10.309.525,49	10.722.281,56	11.063.965,38
Subsidies voor toerisme en grote evenementen	6.345.462,00	6.036.500,00	5.881.500,00
BRAVVO subsidies	17.051.098,94	17.883.646,34	18.889.878,97
Onderwijs subsidies	3.953.751,63	4.501.779,61	4.623.061,00
Anderen	24.770.641,05	18.793.499,49	14.094.547,32
<b>Totaal</b>	<b>286.379.074,94</b>	<b>279.745.120,70</b>	<b>280.491.150,28</b>



### 3.6.4. Uitgaven met betrekking tot de schuld

#### 3.6.4.1. Algemene analyse van de uitgaven die gelinkt worden aan de schuld

De uitgaven van de schuld (leninglast) bedragen 68.704.281,81 € in 2022.

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Leninguitgaven	62.444.923,02	63.125.663,55	68.704.281,81

Om preciezer te zijn, teneinde de investeringsuitgaven van de buitengewone dienst te financieren (werken, aankopen, onderhoud ...), sluit de Stad leningen af.

De terugbetaling van deze leningen en de leningslasten die ermee gepaard gaan vertegenwoordigen het hoofdaandeel van de schulduitgaven.

Behalve deze, bevatten de uitgaven van de schuld eveneens lasten verbonden met debiteurintresten op financiële rekeningen, met nalatigheids- of moratoriumintresten, met een eeuwigdurende rente en andere boeten. Deze uitgaven, worden geschat op 100.003,94 € in 2022.

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Andere schulduitgaven	191.371,77	388.430,00	100.003,94

### 3.6.4.2. Algemene analyse van de uitgaven gelinkt aan de schuldenlast

De tabel, die hierna opgenomen wordt, behandelt de kosten van de leningen volgens hun aard:

	Aflossing kapitalen	Intresten	Totaal
Leningen ten laste van de Stad	55.393.327,75	4.663.138,06	60.056.465,81
Leningen BGHGT	1.004.694,83	1.001.485,71	2.006.180,54
Leningen IRIS	3.395.194,95	692.859,55	4.088.054,50
Schuld van de huurfinanciering	2.553.580,96	0,00	2.553.580,96

*Legende: BGHGT = Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën*

Leningen Stad en BGHGT	56.398.022,58	5.664.623,77	62.062.646,35
------------------------	---------------	--------------	---------------

De schuldenlast van de Stad bedraagt ± 9,35 % van de totale uitgaven (exclusief directe betalingen of onderwijzend personeel).

De schuld ten laste van de Stad (zonder de IRIS-, BGHGT en de staatsleningen) bedraagt 8,17 % van de totale uitgaven zonder de overboekingen en de wedden van het onderwijzend personeel. Deze verhoudingen blijven sinds meerdere jaren vrij constant.

De tabel, die hierna opgenomen wordt, behandelt de schuldenlast van de Stad:

	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Kapitaalaflossingen	51.651.539,50	52.926.821,13	55.393.327,75
Intresten	4.697.258,68	4.104.607,37	4.663.138,06
<b>TOTAAL</b>	<b>56.348.798,18</b>	<b>57.031.428,50</b>	<b>60.056.465,81</b>

De schuld verbonden aan de leningen rechtstreeks ten laste van de Stad bedraagt 60.056.465,81 € in 2022 (onderverdeeld in 4.663.138,06 € aan kosten voor interesten en 55.393.327,75 € aan terugbetalingen van geleende kapitalen).

De begrotingsprognoses houden rekening met de huidige leningen en de consolidatie van nieuwe leningen voor het jaar 2022 en die betrekking hebben op de financiering van de netto last van het jaar 2017.

Om de schuldenlast te beheersen, die op korte, middellange en lange termijn het evenwicht van de gewone begroting beïnvloedt, heeft de Stad besloten haar investeringen onder controle te houden door systematisch de noodzaak van elke investering na te gaan zodat zij haar leningscapaciteit niet zou overschrijden. Het niveau van de investeringen blijft desondanks ambitieus, in die mate dat de Stad er aan houdt het economisch dynamisme te ondersteunen in tijden waar dit meer dan ooit nodig is.

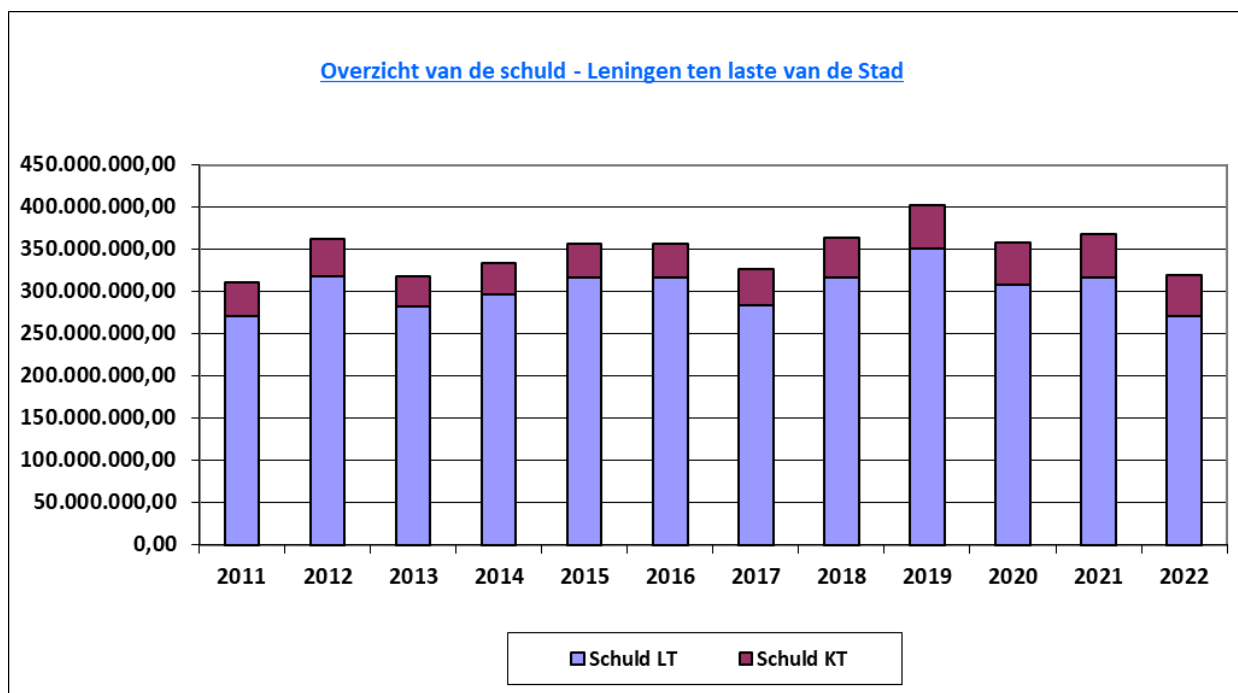
Bovendien, zal de consolidatie van de nieuwe leningen gebeuren aan de hand van de effectieve betalingen voor investeringen die reeds meerdere maanden of jaren verwezenlijkt werden. Het opnemen van de leningen gebeurt dus trapsgewijs op basis van de reële aanrekeningen en de beschikbaarheid van liquiditeiten.

### 3.6.4.3. Analyse van de schuldenlast

De tabel en de grafische weergave zoals hierna opgenomen behandelen de situatie van de schulden van de Stad tussen 2011 en 2022:

Overzicht van de schuld - Leningen ten laste van de Stad Brussel (excl. BGHGT leningen)				
Op 31/12/xxxx	Schuld LT	Schuld KT	Totale schuld	Evolutie
2011	270.768.664,15	41.104.394,44	311.873.058,59	4,79%
2012	318.899.550,41	43.648.675,65	362.548.226,06	16,25%
2013	282.405.545,92	36.493.772,99	318.899.318,91	-12,04%
2014	297.040.858,05	36.858.307,08	333.899.165,13	4,70%
2015	316.771.168,31	40.293.246,02	357.064.414,33	6,94%
2016	316.760.198,58	40.684.491,63	357.444.690,21	0,11%
2017	284.755.764,71	42.395.831,76	327.151.596,47	-8,47%
2018	316.434.917,07	47.249.405,04	363.684.322,11	11,17%
2019	351.287.633,31	51.111.187,07	402.398.820,38	10,65%
2020	307.878.406,82	50.073.573,02	357.951.979,84	-11,05%
2021	316.960.599,37	51.746.978,50	371.068.129,27	3,66%
2022	270.946.781,72	48.374.369,22	319.321.150,94	-13,95%

**Jaarlijkse gemiddelde groei**  
 tussen 2011 en 2022: **1,06%**



Er kan vastgesteld worden dat de schuldenlast van de Stad, rekening houdend met geleverde investeringsinspanningen, in toom gehouden wordt.



Deze inspanningen worden gecombineerd met een beleid van het gebruik van afwisselende financiële instrumenten zoals:

- De toevlucht naar klassieke leningen;
- De uitgifte van thesauriebiljetten op korte en lange termijn.

(Er dient opgemerkt te worden dat de gemeenteraad zich op 17/10/2016 positief uitsprak over de mogelijkheid om gebruik te maken van de uitgifte van thesauriebiljetten op lange termijn teneinde de diversifiëring te verhogen).

### 3.6.5. Uitgaven van overboekingen

	Compte 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
Uitgaven van overboekingen	9.587.477,59	0,00	0,00

Er worden geen uitgaven van overboekingen voorzien in de begroting van 2022.

## 4. Buitengewone begroting

### 4.1. Bijzonderheden 2022

#### 4.1.1. Administratief gebouw BRUCITY

Het jaar 2022 wordt gekenmerkt door de intrede van de administratieve diensten en de leden van het college van de Stad Brussel in het nieuwe administratief gebouw BRUCITY.

Het nieuwe administratief gebouw BRUCITY is gebouwd in het kader van een promotie-overheidsopdracht.

Bijgevolg heeft de projectontwikkelaar het project voorgefinancierd en gebouwd volgens de door de Stad Brussel opgelegde voorwaarden.

Vanuit zuiver boekhoudkundig oogpunt en aangezien de Stad Brussel het gebouw in bezit zal nemen, zal dit nieuw administratief gebouw in 2022 geactiveerd worden in het patrimonium van de Stad en hetzelfde ogenblik wordt er een financiële leasingschuld geregistreerd.

Aangezien het financiële-leasecontract werd gesloten voor een periode van 30 jaar, zal de Stad Brussel gedurende deze dertig jaar een vergoeding betalen in de vorm van de terugbetaling van een financiële-leaseschuld en de bijbehorende financiële lasten.

De activering van het goed onder financiële leasing en de boeking van de financiële leaseverplichting brengen de volgende prognoses met zich mee:

- ✓ Een uitgave op het artikel 10433 / 74851 Verwerving van onroerende goederen in leasing
- ✓ En een ontvangst op het artikel 10433 / 96153 Leasingovereenkomsten

Op het niveau van de thesaurie zullen noch uitgaven noch ontvangsten worden geboekt uit deze begrotingskredieten.

Zoals hierboven uiteengezet, zal de Stad Brussel de kosten van de bouw van het nieuwe administratief gebouw BRUCITY alleen betalen via de jaarlijkse bijdrage.

BEGROTING 2022 (Brucity gebouw)			
UITGAVEN		ONTVANGSTEN	
Verwerving van onroerende goederen in leasing	153.214.858,00	Leasingovereenkomsten	153.214.858,00
<b>TOTAAL</b>	<b>153.214.858,00</b>	<b>TOTAAL</b>	<b>153.214.858,00</b>

#### 4.1.2. Begroting 2022 in het kader van BRUCITY

In 2022 zal de Stad Brussel uitzonderlijk kosten moeten dragen in de buitengewone begroting in verband met de afwerking en de definitieve inrichting van het nieuw administratief gebouw BRUCITY.

Deze kosten hebben specifiek betrekking op :

- ✓ de specifieke inrichting van het gebouw;
- ✓ diverse apparatuur (IT-materiaal, sanitair, keukens, cafetaria's en zalen);
- ✓ meubilair;
- ✓ uitrusting (borden, brandblusapparaten, defibrillators, enz.);
- ✓ IT-projecten in verband met dematerialisatie en digitalisering.

In totaal worden deze kosten geraamd op 68.117.500,00 €.

33.768.749,85 € van deze kosten zullen worden gefinancierd uit het reservefonds van de buitengewone begroting die in voorgaande jaren voor dit doel werden aangelegd.

De resterende nettolast bedraagt 34.348.750,15 €.

BEGROTING 2022 (Brucity zonder het gebouw)			
UITGAVEN		ONTVAGSTEN	
INVESTERINGEN	68.117.500,00	SCHULD Lening	34.348.750,15
		OVERBOEKINGEN	33.768.749,85
<b>TOTAAL</b>	<b>68.117.500,00</b>	<b>TOTAAL</b>	<b>68.117.500,00</b>

#### 4.2. Perspectieven 2022

Buiten het nieuw administratief gebouw BRUCITY werd er in de begroting van 2022 178.913.090,01 € aan uitgaven ingeschreven.

De ontvangsten uit desinvesteringen, subsidies en leningen gefinancierd door het Gewest en andere instanties en overboekingen bedragen 51.588.087,15 €. De netto last van de buitengewone begroting zonder BRUCITY bedraagt dus 127.325.002,86 €.

BEGROTING (zonder Brucity) 2022	
UITGAVEN	178.913.090,01
(-) ONTVANGSTEN SUBSIDIES en DESINVESTERINGEN	47.088.087,15
(-) OVERBOEKINGEN	4.500.000,00
<b>NETTO LAST</b>	<b>127.325.002,86</b>

De onderstaande cijfers tonen de economische verdeling van de uitgaven en de ontvangsten :

De gemeentelijke investeringen kunnen op drie manieren gefinancierd worden:

- door toelagen in kapitaal;
- door eigen middelen (aanwending van de reservefondsen, overdracht van middelen van de gewone begroting naar de buitengewone...);
- door middel van leningen.

BEGROTING 2022 (zonder BRUCITY)							
UITGAVEN				ONTVANGSTEN			
	Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022		Rekening 2020	Begroting 2021 na BW	Begroting 2022
INVESTERINGEN	161.797.038,64	146.131.826,20	150.232.596,09	INVESTERINGEN	163.836,81	128.180,55	10.058.562,10
OVERDRACHTEN	13.530.338,29	19.553.086,41	13.944.993,92	OVERDRACHTEN	35.815.967,75	41.368.320,69	37.029.525,05
SCHULD	5.383.690,00	7.235.350,00	14.735.500,00	SCHULD	7.204.698,96	131.423.761,37	127.325.002,86
OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	0,00	OVERBOEKINGEN	0,00	0,00	4.500.000,00
<b>TOTAAL</b>	<b>180.711.066,93</b>	<b>172.920.262,61</b>	<b>178.913.090,01</b>	<b>TOTAAL</b>	<b>43.184.503,52</b>	<b>172.920.262,61</b>	<b>178.913.090,01</b>
				<b>RESULTAAT</b>	<b>-137.526.563,41</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Bijzondere aandacht werd besteed aan de keuze van de investeringen, namelijk op basis van een studie van hun toegevoegde waarde en van de sociale, economische en milieu- aspecten.

Investeringsbesparingen op courante uitgaven op lange termijn teweegbrengen zullen voorrang krijgen. Hierbij rekent men bijvoorbeeld de hierboven vernoemde investeringen met een impact op het verbruik van de energie.

Samengevat kunnen we stellen dat de Stad voor twee benaderingen kiest: enerzijds het onder controle houden van het investeringsvolume om overmatige schulden te vermijden, en anderzijds het leveren van een stevige en rechtstreekse bijdrage aan de economische activiteit en de verbetering van de leefomgeving van de bevolking.

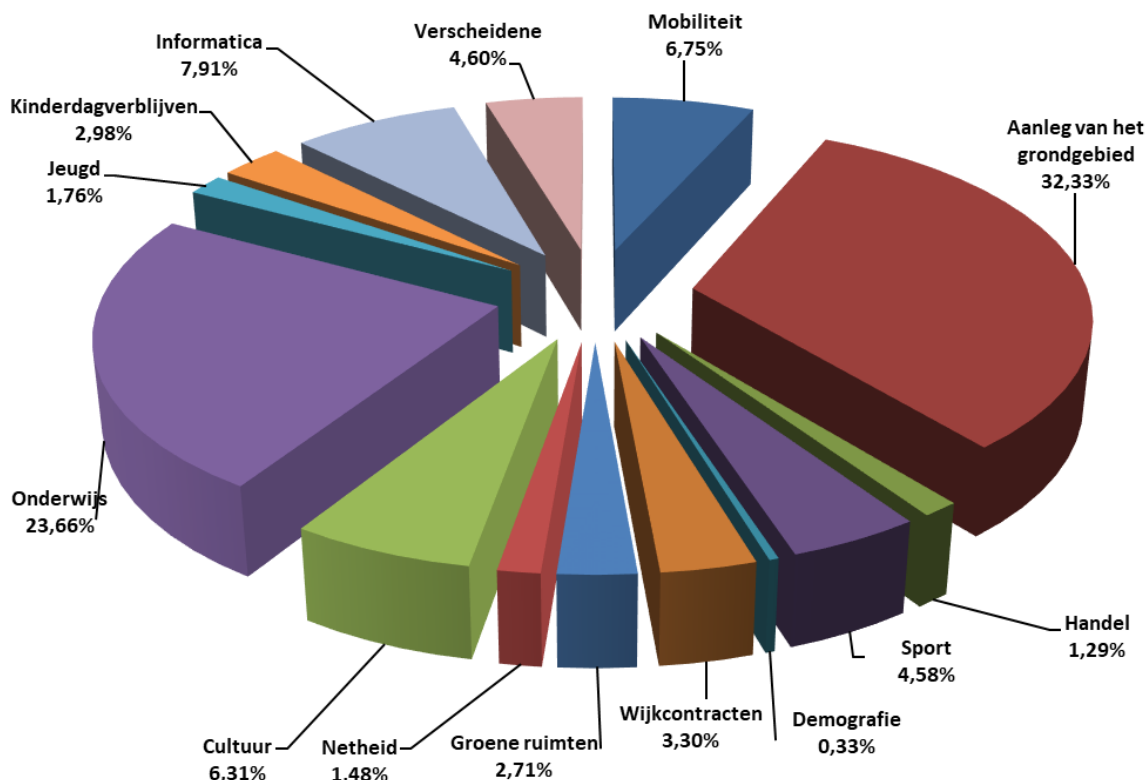
De begroting voorziet dus op de buitengewone dienst voor 178.913.090,01 € aan investeringen buiten BRUCITY die in 2022 dienen te gebeuren.

De hiernavolgende tabel verklaart volgens de aard van de projecten:

- ✓ de investeringsbedragen voorzien in de begroting 2022 ("Bruto last");
- ✓ de financieringsbronnen voorzien in de vorm van subsidies, verkopen en overboekingen;
- ✓ de netto kosten ten laste van de Stad als onderdeel van de realisatie van deze investeringen ("Netto last") (waarvoor een grafiek de verdeling volgens de aard van de projecten toont).

Aard van de projecten	Bruto last	Subsidies, verkopen en overboekingen	Netto last	% netto last
Mobiliteit	9.163.960,50	575.092,00	8.588.868,50	6,75%
Aanleg van het grondgebied	55.441.200,00	14.272.415,10	41.168.784,90	32,33%
Handel	1.645.400,00	0,00	1.645.400,00	1,29%
Sport	9.752.300,00	3.925.992,00	5.826.308,00	4,58%
Demografie	426.500,00	0,00	426.500,00	0,33%
Wijkcontracten	9.831.578,52	5.634.228,95	4.197.349,57	3,30%
Groene ruimten	4.973.000,00	1.516.775,00	3.456.225,00	2,71%
Netheid	1.878.410,99	0,00	1.878.410,99	1,48%
Cultuur	9.287.100,00	1.250.000,00	8.037.100,00	6,31%
Onderwijs	41.035.000,00	10.912.022,00	30.122.978,00	23,66%
Jeugd	2.246.000,00	0,00	2.246.000,00	1,76%
Kinderdagverblijven	3.795.000,00	0,00	3.795.000,00	2,98%
Informatica	10.077.540,00	562,10	10.076.977,90	7,91%
Verscheidene	19.360.100,00	13.501.000,00	5.859.100,00	4,60%
<b>Totaal</b>	<b>178.913.090,01</b>	<b>51.588.087,15</b>	<b>127.325.002,86</b>	<b>100,00%</b>

Buitengewone begroting 2022: Verdeling van de netto last per aard van projecten



Voor meer details zijn de investeringsprojecten voor 2022, 2023 en 2024 te vinden in het meerjarenplan.

## **2. RESULTAAT 2022 - SAMENVATTENDE STATEN - GEWONE EN BUITENGEWONE**

( Deze samenvattende staten zijn eveneens hernomen in de functionele begroting en de economische begroting, alsook in de begroting gedetailleerd per artikel.)



Service extraordinaire - Buitengewone dienst / Tableau récapitulatif - Samenvattingstabel / BUDGET 2022 - BEGROTING 2022

Fonction - Functie	Recettes - Ontvangsten						Dépenses - Uitgaven				
	Libellé - Omschrijving	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringsen	Dettes - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen	Transferts - Overdrachten	Investissements - Investeringsen	Dettes - Schuld	Total - Totaal	Prélèvements - Overboekingen
009	RECETTES ET DEPENSES NON VENTILABLES / NIET-VERDEELBARE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	0,00	70.000,00	70.000,00	0,00	70.000,00	0,00	0,00	70.000,00	0,00
019	DETTE PUBLIQUE / OPENBARE SCHULD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
029	FINANCEMENT GENERAL / ALGEMENE FINANCIERING	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
049	IMPOTS ET TAXES / BELASTINGEN EN TAKSEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
059	ASSURANCES / VERZEKERINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
119	RECETTES ET DEPENSES GENERALES / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN	0,00	10.000.000,00	172.331.108,15	182.331.108,15	33.768.749,85	200.000,00	215.899.858,00	0,00	216.099.858,00	0,00
129	ADMINISTRATION DES FINANCES ET DES DOMAINES / FINANCIËEL BESTUUR EN DOMEINEN	0,00	0,00	243.000,00	243.000,00	0,00	0,00	7.500,00	235.500,00	243.000,00	0,00
139	SERVICES GENERAUX / ALGEMENE DIENSTEN	2.800.000,00	53.562,10	25.390.077,90	28.243.640,00	4.500.000,00	0,00	28.243.640,00	4.500.000,00	32.743.640,00	0,00
149	CALAMITES / RAMPEN	0,00	0,00	5.000.000,00	5.000.000,00	0,00	0,00	0,00	5.000.000,00	5.000.000,00	0,00
159	RELATIONS AVEC L'ETRANGER / BUITENLANDSE BETREKKINGEN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
339	ORDRE PUBLIC & SECURITE / OPENBARE ORDE EN VEILIGHEID	0,00	0,00	10.450.000,00	10.450.000,00	0,00	0,00	10.450.000,00	0,00	10.450.000,00	0,00
429	COMMUNICATIONS - VOIRIES / VERKEER EN WATERSTAAT	3.598.854,60	0,00	22.764.255,90	26.363.110,50	0,00	1.050.000,00	25.313.110,50	0,00	26.363.110,50	0,00
569	INDUSTRIE, COMMERCE ET CLASSES MOYENNES / HANDEL, NIJVERHEID EN MIDDENSTAND	0,00	0,00	1.870.400,00	1.870.400,00	0,00	1.175.400,00	695.000,00	0,00	1.870.400,00	0,00
709	RECETTES ET DEPENSES GENERALES DE L'ENSEIGNEMENT / ALGEMENE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET ONDERWIJS	1.435.000,00	0,00	18.395.000,00	19.830.000,00	0,00	400.000,00	19.430.000,00	0,00	19.830.000,00	0,00
729	ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL / BASISONDERWIJS	0,00	0,00	4.185.000,00	4.185.000,00	0,00	0,00	4.185.000,00	0,00	4.185.000,00	0,00
739	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE / SECUNDAIR ONDERWIJS	9.277.022,00	0,00	6.962.978,00	16.240.000,00	0,00	0,00	16.240.000,00	0,00	16.240.000,00	0,00
749	ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE / WETENSCHAPPELIJK ONDERWIJS	0,00	0,00	110.000,00	110.000,00	0,00	110.000,00	0,00	0,00	110.000,00	0,00
759	ENSEIGNEMENT SPECIAL / BUITENGEWOON ONDERWIJS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
769	JEUNESSE, EDUCATION POPULAIRE, SPORTS & LOISIRS / JEUGDZORG, VOLKSOPLEIDING, SPORT EN RECREATIE	6.887.767,00	5.000,00	13.556.533,00	20.449.300,00	0,00	945.000,00	19.504.300,00	0,00	20.449.300,00	0,00
789	BEAUX-ARTS, ARCHEOLOGIE, PROTECTION DE LA NATURE, RADIO-TELEVISION / KUNSTEN, OUDHEIDKUNDE, NATUURBESCHERMING, RADIO-TELEVISIE	0,00	0,00	8.154.100,00	8.104.100,00	0,00	1.864.000,00	6.290.100,00	0,00	8.154.100,00	0,00
799	CULTES / EREDIENSTEN	0,00	0,00	962.000,00	962.000,00	0,00	330.000,00	632.000,00	0,00	962.000,00	0,00
839	SECURITE SOCIALE ET ASSISTANCE SOCIALE / SOCIALE ZEKERHEID EN SOCIALE BIJSTAND	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
859	AIDE SOCIALE ET FAMILIALE ET EMPLOI / SOCIALE HULP EN GEZINSVOORZIENINGEN EN WERKGELEGENHEID	0,00	0,00	3.795.000,00	3.795.000,00	0,00	50.000,00	3.745.000,00	0,00	3.795.000,00	0,00
879	SANTE PUBLIQUE ET HYGIENE PUBLIQUE / VOLKSGEZONDHEID EN OPENBARE HYGIENE	300.000,00	0,00	14.374.410,99	14.724.410,99	0,00	343.410,99	9.331.000,00	5.000.000,00	14.674.410,99	0,00
939	LOGEMENTS ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / HUISVESTING EN RUIMTELIJKE ORDERING	12.730.881,45	0,00	6.274.747,07	19.005.628,52	0,00	7.407.182,93	11.598.445,59	0,00	19.005.628,52	0,00
999	<b>Totaux de l'exercice - Totaal van het dienstjaar</b>	<b>37.029.525,05</b>	<b>10.058.562,10</b>	<b>314.888.611,01</b>	<b>361.976.698,16</b>	<b>38.268.749,85</b>	<b>13.944.993,92</b>	<b>371.564.954,09</b>	<b>14.735.500,00</b>	<b>400.245.448,01</b>	<b>0,00</b>
Totaux hors prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal uitgezonderd functionele en algemene overboekingen					361.976.698,16	400.245.448,01					
Résultat hors prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat uitgezonderd functionele en algemene overboekingen				excédent - overschot	0,00	déficit - tekort		-38.268.749,85			
Totaux des prélèvements fonctionnels et généraux - Totaal functionele en algemene overboekingen					38.268.749,85	0,00					
Résultat des prélèvements fonctionnels et généraux - Resultaat functionele en algemene overboekingen				excédent - overschot	38.268.749,85	déficit - tekort		0,00			
<b>Totaux de l'exercice - Totaal dienstjaar</b>					<b>400.245.448,01</b>	<b>400.245.448,01</b>					
<b>Résultat de l'exercice - Resultaat dienstjaar</b>			<b>boni - batig saldo</b>	<b>0,00</b>	<b>mali - nadelig saldo</b>		<b>0,00</b>				
Totaux des exercices antérieurs - Totaal vorige dienstjaren					0,00	342.187.095,87					
Résultat des exercices antérieurs - Resultaat vorige dienstjaren				excédent - overschot	0,00	déficit - tekort		-342.187.095,87			
<b>Totaux généraux - Algemeen totaal</b>					<b>400.245.448,01</b>	<b>742.432.543,88</b>					
<b>Résultat général - Algemeen resultaat</b>			<b>boni - batig saldo</b>	<b>0,00</b>	<b>mali - nadelig saldo</b>		<b>-342.187.095,87</b>				



**3. EVOLUTIE VAN DE  
RESERVEFONDSEN EN DE  
VOORZIENINGEN VOOR RISICO'S  
EN KOSTEN**

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code funct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toekennig	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
CREANCES DOUTEUSES - DUBIEUZE VORDERINGEN	Créances douteuses diverses - Dubieuze vorderingen Varia	Divers - Verscheidene	907	Divers - Verscheidene	16.021.686,35	2.500.000,00 (1)	18.521.686,35	-8.997.107,33 (12) (13)	9.524.579,02	-1.471.569,46 (20) (21)	8.053.009,56	-7.581.460,46 (32)	471.549,10	0,00	471.549,10	0,00	471.549,10
DEFICIT DES HOPITAUX - ZIEKENHUISTEKORT	Déficit des hôpitaux - Ziekenhuistekort	872	893	2005, 2006, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2015	2.257.668,00	-933.112,00 (2)	1.324.556,00	-597.388,00 (14)	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00	0,00	727.168,00
FINANCEMENT ZONE DE POLICE - FINANCIERING POLITIEZONE	Zone de police - Politiezone	330	841 848 852 854 867	2003-2004-2005-2006-2007	1.995.321,98	-997.660,99 (3)	997.660,99	-997.660,99 (15)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TAXE REGIONALE DES PROPRIETAIRES - GEWESTELIJKE BELASTING VAN EIGENAREN	Taxe régionale des propriétaires - Gewestelijke belasting van eigenaren	060	912	2009,2010 2015,2016 2017,2018 2019	2.828.272,27	217.701,69 (4)	3.045.973,96	221.991,50 (16)	3.267.965,46	226.712,84 (22)	3.494.678,30	231.370,71 (33)	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01	0,00	3.726.049,01
PARKING BRUSSELS (AGENCE REGIONALE DE STATIONNEMENT) - PARKING BRUSSELS (GEWESTELIJK PARKEERAGENSCHAP)	Parking Brussels	424	887 884 898 908	2014, 2015,2016, 2016	1.400.000,00	300.000,00 (5)	1.700.000,00	0,00	1.700.000,00	-1.700.000,00 (23)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
LITIGE DIRECTEURS ECOLES MATERNELLES - GESCHILLEN MET DIRECTEURS VAN KLEUTERSCHOLEN	Divers - Verscheidene	721	889	2014	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00	0,00	400.000,00
LITIGE COMITE INTERSCOLAIRE ECOLES LIBRES - GESCHILLEN COMITE INTERSCOLAIRE VRIJE SCHOLEN	Divers - Verscheidene	700	919	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300.000,00 (24)	300.000,00	372.200,00 (34)	672.200,00	0,00	672.200,00	0,00	672.200,00
LOYER SERVICE SENIORS "RUE VAN ARTEVELDE" - HUUR VOOR HET SENIORENLOKAAL "RUE VAN ARTEVELDE"	Divers - Verscheidene	762	895	2016	27.555,00	-27.555,00 (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019	Divers - Verscheidene	764	896 903 904	2016 2017	2.057.000,00	1.936.000,00 (7)	3.993.000,00	-2.057.000,00 (17)	1.936.000,00	-1.936.000,00 (25)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS LE GRAND DEPART DU TOUR DE FRANCE 2019 - Frais d'organisation, Subside BME - TUSSENKOMST IN DE TOUR DE FRANCE-START 2019 - Organisatiekosten, Toelage BME	Divers - Verscheidene BME Brussels Major Events	764 762	905	2017	0,00	1.000.000,00 (8)	1.000.000,00	0,00	1.000.000,00	-1.000.000,00 (26)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INTERVENTION DANS DES PROJETS SPECIFIQUES - DEFICITS RENOBURU - TUSSENKOMST IN SPECIFIEKE PROJECTEN - TEKORTEN RENOBURU	Divers - Verscheidene	060	900 910	2016 2017	1.200.000,00	607.560,85 (9)	1.807.560,85	-1.807.560,85 (18)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GESTION DE LA DETTE - RISQUE DE HAUSSE DES TAUX D'INTERETS - SCHULDBEHEER - RISICO OP VERHOOGING VAN RENDEVOETEN	Divers - Verscheidene	060	906	2017	0,00	3.000.000,00 (10)	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	0,00	3.000.000,00	-500.000,00 (35)	2.500.000,00	0,00	2.500.000,00	-2.500.000,00 (47)	0,00

Provisions pour risques et charges / Voorzieningen voor risico's en kosten

Objet - Doel	Destination - Bestemming	Code fonct. - Funct. Code	Fonds n° - nr.	Date de constitution - Datum toelening	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
DEPENSES DE PERSONNEL (nomination, prime de responsabilisation, divers) - PERSONEELUITGAVEN (benoeming, responsabiliseringsbijdrage, verscheidene)	Divers - Verscheidene	060	917	2017 2019	0,00	1.500.000,00 (11)	1.500.000,00	0,00	1.500.000,00	-900.000,00 (27) (28)	600.000,00	0,00	600.000,00	-600.000,00 (44)	0,00	0,00	0,00
SUBSIDE EUROPEEN URBINAT - EUROPESE TOELAGE URBINAT	Divers - Verscheidene	879	913	2018	0,00	0,00	0,00	406.245,00 (15)	406.245,00	-26.792,76 (29)	379.452,24	-33.000,03 (36)	346.452,21	-122.000,00 (45)	224.452,21	-162.000,00 (48)	62.452,21
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2018 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2018	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	060	920	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.881.384,72 (30)	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72	0,00	7.881.384,72
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2019 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2019	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	060	921	2019	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39 (31)	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39	0,00	7.617.788,39
RISQUE NON-VALEURS - ADDITIONNELS PRECOMPTE IMMOBILIER Exercice fiscal 2020 - RISICO ONWAARDEN - OPCENTIEMEN ONROERENDE VOORHEFFING Belastingdienstjaar 2020	Additionnels précompte immobilier - Opcentiemen onroerende voorheffing	060	923	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7.617.788,39	0,00	5.109.604,21 (37)	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21	0,00	5.109.604,21
PROJET EUROPEEN RESPONSE - EUROPESE PROJECT RESPONSE	Divers - Verscheidene	139	924	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	391.295,48 (38) (39)	391.295,48	0,00	391.295,48	0,00	391.295,48
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSUITGAVEN	Divers - Verscheidene	060	925	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	406.140,87 (40)	406.140,87	0,00	406.140,87	0,00	406.140,87
REPORTS ENGAGEMENTS EX.ANT.2020 DEP.FONCTIONNEMENT - OVERDRACHT VASTLEGGINGEN VORIG DIENSTJAAR WERKINGSOVERDRACHTEN	Divers - Verscheidene	060	926	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.339.752,92 (41)	1.339.752,92	-513.751,71 (46)	826.001,21	0,00	826.001,21
DEPENSES ENERGIE 2020 - ENERGIEKOSTEN 2020	Divers - Verscheidene	060	927	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00 (42)	50.000,00	0,00	50.000,00	-50.000,00 (49)	0,00
INTERETS 50% AIDE D'ETAT JC DECAUX - INTRESTEN 50% STEUNMAATREGEL JC DECAUX	Divers - Verscheidene	060	928	2020	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1.678.533,88 (43)	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88	0,00	1.678.533,88
<b>TOTAL - TOTAAL PROVISIONS - VOORZIENINGEN</b>					<b>28.187.503,60</b>	<b>9.102.934,55</b>	<b>37.290.438,15</b>	<b>-13.828.480,67</b>	<b>23.461.957,48</b>	<b>16.609.312,12</b>	<b>32.453.481,21</b>	<b>1.464.437,58</b>	<b>33.917.918,79</b>	<b>-1.235.751,71</b>	<b>32.682.167,08</b>	<b>-2.712.000,00</b>	<b>29.970.167,08</b>

Légende /  
Legenda

- (1) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 17 / 06003 / 95801
- (2) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 933.112,00 (Déficit 2013 : St-Pierre 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 933.112,00 (Tekort 2013 : St-Pieter 298,00, Brugmann 299.440,00, Bordet 633.374,00) - art. 17 / 87203 / 99801
- (3) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 17 / 33003 / 99801
- (4) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 217.701,69 - art. 17 / 06003 / 95801
- (5) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 1.200.000,00 - art. 17 / 42403 / 99801 - Constitution d'une provision pour 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801  
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 1.200.000,00 art. 17 / 42403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 1.500.000,00 art. 17 / 42403 / 95801
- (6) Utilisation de provision pour loyer services seniors "rue van artevelde" pour 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de huur voor het Seniorenlokaal "rue van artevelde" voor 27.555,00 - art. 17 / 76207 / 99801
- (7) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2017) pour 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Constitution de provision pour 3.993.000,00 pour indemnité 2018 (2.057.000,00) et indemnité 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 voor 2.057.000,00 art. 17 / 76403 / 99801 - Toekenning van een voorziening voor 3.993.000,00 voor vergoeding 2018 (2.057.000,00) en vergoeding 2019 (1.936.000,00) art. 17 / 76403 / 95801
- (8) Constitution de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Frais d'organisation pour 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Organisatiekosten voor 1.000.000,00 - art. 17 / 76403 / 95801
- (9) Constitution d'une provision pour déficit RENOBURU pour 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor tekort RENOBURU voor 607.560,85 € - art. 17 / 06003 / 95801
- (10) Constitution de provision dans le cadre de la gestion de la dette en vue de faire face à des risques de hausse des taux d'intérêts pour 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening in het kader van de schuldbeheer in het vooruitzicht van de verhoging van de intrestenvoeten voor 3.000.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
- (11) Constitution de provision dans le cadre de dépenses de personnel (nomination, prime de responsabilisation et divers) pour 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening in het kader van de personeeluitgaven (benoeming, responsabiliseringspremie, verscheidene) voor 1.500.000,00 - art. 17 / 06003 / 95801
- (12) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 675,24 € - art. 18 / 06003 / 99801
- (13) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 8.996.432,09 € - art. 18 / 06003 / 99801
- (14) Utilisation de provision pour le déficit des hôpitaux pour 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor het ziekenhuistekort voor 597.388,00 - art. 18 / 87203 / 99801
- (15) Utilisation de provision pour financement de la zone de police pour 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor financiering van de politiezone voor 997.660,99 - art. 18 / 33003 / 99801
- (16) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires pour 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars 221.991,50 - art. 18 / 06003 / 95801
- (17) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2018) pour 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2018) voor 2.057.000,00 art. 18 / 76403 / 99801
- (18) Utilisation de provision pour les déficits 2016, 2017, 2018 RENOBURU pour 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tekorten 2016, 2017, 2018 RENOBURU voor 1.807.560,85 - art. 18 / 06003 / 99801
- (19) Constitution de provision subsidie européen URBINAT pour 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801  
Toekenning van een voorziening Europese toelage URBINAT voor 406.245,00 - art. 18 / 87903 / 95801
- (20) Utilisation de la provision pour créances douteuses pour 3.971.569,46 - art. 19 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 3.971.569,46 art. 19 / 06003 / 99801
- (21) Constitution d'une provision pour les créances douteuses pour 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 2.500.000,00 € - art. 19 / 04003 / 95801
- (22) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2019 pour 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingdienstjaar 2019 226.712,84 - art. 19 / 06003 / 95801
- (23) Utilisation de la provision pour Parking Brussels (Agence Régionale de Stationnement) pour 900.000,00 - art. 19 / 42403 / 99801 - Reprise de provision pour 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802  
Aanwending van een voorziening voor Parking Brussels (Gewestelijk Parkeeragentschap) voor 900.000,00 art. 19 / 42403 / 99801 - Terugneming van een voorziening voor 800.000,00 art. 19 / 42403 / 99802
- (24) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comité interscolaire van Vrije scholen voor 300.000,00 - art. 19 / 70003 / 95801
- (25) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 (indemnité 2019) pour 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 (vergoeding 2019) voor 1.936.000,00 art. 19 / 76403 / 99801
- (26) Utilisation de provision pour l'intervention de la Ville dans le cadre du Grand Départ du Tour de France 2019 Subsidie BME pour 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de tussenkomst van de Stad in het kader van de Tour de France-start 2019 Toelage BME voor 1.000.000,00 art. 19 / 76203 / 99801
- (27) Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 1.500.000,00 art. 19 / 06003 / 99801
- (28) Constitution de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 19 / 13103 / 95801
- (29) Utilisation de provision pour subsidie URBINAT pour 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 26.792,76 art. 19 / 87903 / 99801
- (30) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2018 pour 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingdienstjaar 2018 voor 7.881.384,72 art. 19 / 06003 / 95801
- (31) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2019 pour 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingdienstjaar 2019 voor 7.617.788,39 art. 19 / 06003 / 95801

**Légende /**  
**Legenda**

- (32) Utilisation de provision pour les créances douteuses pour 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor dubieuze vorderingen voor 7.581.460,46 € - art. 20 / 06003 / 99801
- (33) Constitution de provision pour la taxe régionale des propriétaires exercice fiscal 2020 pour 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor de Gewestbelastingen ten laste van de eigenaars belastingdienstjaar 2020 voor 231.370,71 - art. 20 / 06003 / 95801
- (34) Constitution de provision pour litige avec Cimité interscolaire des Ecoles libres pour 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor geschil met Comité interscolaire van Vrije scholen voor 372.200,00 - art. 20 / 70003 / 95801
- (35) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801  
Begrotingsraming - Init. Begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 500.000,00 art. 20 / 06003 / 99801
- (36) Prévision budgétaire - Budget initial 2020 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2020 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 33.000,03 art. 20 / 87903 / 99801
- (37) Constitution de provision pour risque non-valeurs sur additionnels au précompte immobilier exercice fiscal 2020 pour 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor risico onwaarden voor opcentiemen onroerende voorheffing belastingdienstjaar 2018 voor 5.109.604,21 art. 20 / 04003 / 95801
- (38) Constitution de provision pour projet européen Response pour 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor Europese project Response voor 399.875,00 art. 20 / 13903 / 95801
- (39) Utilisation de provision pour projet européen Response pour 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801  
Aanwending van een voorziening voor Europese project Response voor 8.579,52 art. 20 / 13903 / 99801
- (40) Constitution de provision pour reports engagements ex. ant. 2020 dépenses fonctionnement pour 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar werkingsuitgaven voor 406.140,87 art. 20 / 06003 / 95801
- (41) Constitution de provision pour reports engagements ex. ant. 2020 dépenses transfert pour 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 1.339.752,92 art. 20 / 06003 / 95801
- (42) Constitution de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor energiekosten voor 50.000,00 art. 20 / 06003 / 95801
- (43) Constitution de provision pour intérêts 50% aide d'Etat JC Decaux 2020 pour 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801  
Toekenning van een voorziening voor interesten 50% steunmaatregel voor 1.678.533,88 art. 20 / 06003 / 95801
- (44) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2021 - Utilisation de provision pour dépenses de personnel pour 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2021 - Aanwending van een voorziening voor personeelsuitgaven voor 600.000,00 art. 21 / 13103 / 99801
- (45) Prévision budgétaire - Budget initial 2021 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 122.000,00 art. 21 / 87903 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2021 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 122.000,00 art. 21 / 87903 / 99801
- (46) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2021 - Utilisation de provision pour reports engagements ex. ant. 2020 dépenses transfert pour 513.751,71 art. 21 / 06003 / 99801  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2021 - Aanwending van een voorziening voor overdracht vastleggingen vorig dienstjaar overdrachtsuitgaven voor 513.751,71 art. 21 / 06003 / 99801
- (47) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour dépenses de la dette pour 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - Aanwending van een voorziening voor uitgaven van het schuld voor 2.500.000,00 art. 22 / 06003 / 99801
- (48) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour subside URBINAT pour 162.000,00 art. 22 / 87903 / 99801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - Aanwending van een voorziening voor subsidie URBINAT voor 162.000,00 art. 22 / 87903 / 99801
- (49) Prévision budgétaire - Budget initial 2022 - Utilisation de provision pour dépenses énergie 2020 pour 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801  
Begrotingsraming - Init. begroting 2022 - energiekosten voor 50.000,00 art. 22 / 06003 / 95801

Fonds de réserve ordinaire / Gewone reservefond

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekening.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
Financement dépenses du service ordinaire - Financiering van uitgaven van de gewone begroting	14104	31/12/2018	20.000.000,00 (1)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-5.940.000,00 (3)	14.060.000,00	-7.000.000,00 (4)	7.060.000,00	-7.060.000,00 (7)	0,00
Impact COVID	14104	31/12/2019	0,00	0,00	10.000.000,00 (2)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-9.228.000,00 (5) (6)	772.000,00	-772.000,00 (8)	0,00
<b>TOTAL - TOTAAL RESERVES</b>			<b>20.000.000,00</b>	<b>20.000.000,00</b>	<b>10.000.000,00</b>	<b>30.000.000,00</b>	<b>-5.940.000,00</b>	<b>24.060.000,00</b>	<b>-16.228.000,00</b>	<b>7.832.000,00</b>	<b>-7.832.000,00</b>	<b>0,00</b>

Légende / Legenda

- (1) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 18 / 06003 / 99401
- (2) Constitution de la réserve / Toekenning van de reserve art. 19 / 06003 / 99401
- (3) Prévision budgétaire - Budget initial et modif budgt. 2020 : Prélèvement du fonds de réserve pour 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Init. Begroting en begrotingswijz. 2020 : Overboeking op de reservefond voor 5.940.000,00 - art. 20 / 06003 / 99401
- (4) Prévision budgétaire - Budget initial 2021 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Init. Begroting 2021 : Overboeking op de reservefond voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
- (5) Prévision budgétaire - Budget initial 2021 : Prélèvement du fonds de réserve pour 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Init. Begroting 2021 : Overboeking op de reservefond voor 2.228.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
- (6) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2021 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2021 : Overboeking op de reservefond voor 7.000.000,00 - art. 21 / 06003 / 99401
- (7) Prévision budgétaire - modif budgt. 2022 : Prélèvement du fonds de réserve pour 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - begrotingswijz. 2022 : Overboeking op de reservefond voor 7.060.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401
- (8) Prévision budgétaire - Modification budgétaire 2022 : Prélèvement du fonds de réserve pour 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401  
Begrotingsraming - Begrotingswijziging 2022 : Overboeking op de reservefond voor 772.000,00 - art. 22 / 06003 / 99401

Objet - Doel	Cpte général - Alg. Rekening.	Date de constitution - Datum toekenning	Opérations - Operaties 2016	Montant au - Bedrag op 31/12/2016	Opérations - Operaties 2017	Montant au - Bedrag op 31/12/2017	Opérations - Operaties 2018	Montant au - Bedrag op 31/12/2018	Opérations - Operaties 2019	Montant au - Bedrag op 31/12/2019	Opérations - Operaties 2020	Montant au - Bedrag op 31/12/2020	Opérations - Operaties 2021	Montant au - Bedrag op 31/12/2021	Opérations - Operaties 2022	Montant au - Bedrag op 31/12/2022
Financement travaux Logements sociaux - Financiering werken Sociale huisvestingen	14105	2003	0,00	15.000.000,00	0,00	15.000.000,00	-15.000.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement achat terrain nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering aankoop terrein nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2016	30.000.000,00 (1)	30.000.000,00	-16.231.250,15 (2)	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	0,00	13.768.749,85	-13.768.749,85 (5)	0,00
Financement aménagements spécifiques nouveau bâtiment administratif BRUCITY - Financiering specifieke aanleg nieuw administratief gebouw BRUCITY	14105	2017	0,00	0,00	20.000.000,00 (3)	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	0,00	20.000.000,00	-20.000.000,00 (6)	0,00
Fonds de réserve extraordinaire - Buitengewone reservefondsen	14105	2018	0,00	0,00	0,00 (7)	0,00	10.000.000,00 (4)	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	0,00	10.000.000,00	-4.500.000,00 (7)	5.500.000,00
<b>TOTAL - TOTAAL RESERVES</b>			<b>30.000.000,00</b>	<b>45.000.000,00</b>	<b>3.768.749,85</b>	<b>48.768.749,85</b>	<b>-5.000.000,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>0,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>0,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>0,00</b>	<b>43.768.749,85</b>	<b>-38.268.749,85</b>	<b>5.500.000,00</b>

**Légende / Legenda**

- (1) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 16/10403/95501) pour financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Toekenning van een buitengewone reservefondsen via batig resultaat van de gewone dienst (art. 16/10403/95501) voor de financiering van de aankoop van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
- (2) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 17/10403/99551)
- (3) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 17/10403/95501) pour financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Toekenning van een buitengewone reservefondsen via batig resultaat van de gewone dienst (art. 17/10403/95501) voor de financiering van de specifieke aanleg van het nieuw administratief gebouw BRUCITY
- (4) Constitution d'un fonds de réserve extraordinaire à partir d'excédent du service ordinaire (art. 18/06003/95501) en prévision du financement de diverses dépenses extraordinaires  
Toekenning van een buitengewone reservefondsen via batig resultaat van de gewone dienst (art. 18/06003/95501) in het vooruitzicht van de financiering van de verscheidene buitengewone uitgaven
- (5) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement de l'achat du terrain du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen voor de financiering van de aankoop van het terrein van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
- (6) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire pour le financement des aménagements spécifiques du nouveau bâtiment administratif BRUCITY  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen voor de financiering van de aankoop van de specifieke inrichtingen van het nieuw administratief gebouw BRUCITY (art. 22/10433/99551)
- (7) Prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire  
Overboeking op de buitengewone reservefondsen (art. 22/13703/99551)

## **4.1 KARAKTERISTIEKEN VAN DE STAD**

## **4.2 TABEL VAN HET PERSONEEL**

## **4.3 ANALYSE VAN DE BUDGETTAIRE REALISATIEGRAAD OP DE REKENINGEN 2018-2019-2020**

## **4.4 TABEL MET RAMINGEN INZAKE BUITENGEWONE INVESTERINGSUITGAVEN – ESR 2010**

## **4.5 BEGROTING 2022 IN ESR-VORM**



#### 4.1 KARAKTERISTIEKEN VAN DE STAD

De financiële slagvaardigheid van een gemeente wordt sterk beïnvloed door gegevens van allerlei aard. Sommige vertegenwoordigen het inkomstenpotentieel van de gemeente, andere daarentegen hebben belangrijke gevolgen voor de uitgave.

##### Bevolking en demografische structuur

Jaar	Aantal inwoners	Aangroei t.o.v. vorig jaar	< 19 jaar	> =19 jaar en < =65 jaar	> 65 jaar
2001	134.348		22,70%	58,60%	18,70%
2002	136.730	1,74%	22,70%	58,60%	18,70%
2003	139.501	1,99%	24,70%	58,50%	16,80%
2004	141.235	1,23%	24,42%	62,08%	13,49%
2005	142.887	1,16%	22,36%	64,93%	12,71%
2006	145.880	2,05%	25,05%	62,14%	12,81%
31/12/2007	148.734	1,92%	23,87%	64,31%	11,82%
31/12/2008	152.849	2,69%	23,85%	63,96%	12,19%
31/12/2009	157.394	2,89%	23,93%	64,89%	11,18%
31/12/2010	161.771	2,71%	23,97%	64,38%	11,65%
08/12/2011	166.418	2,79%	23,95%	64,49%	11,56%
31/12/2012	166.466	0,03%	24,25%	65,09%	10,65%
04/12/2013	168.218	1,04%	24,47%	64,92%	10,62%
21/11/2014	174.276	3,48%	24,45%	65,23%	10,32%
16/11/2015	176.336	1,17%	24,72%	64,22%	11,05%
27/10/2016	175.077	-0,72%	24,92%	63,92%	11,16%
2017	174.117	-0,55%	24,96%	64,15%	10,90%
31/12/2018	182.484	4,59%	24,53%	65,19%	10,28%
2019	185.142	1,44%	24,29%	64,69%	11,02%
31/12/2020	184.835	-0,17%	24,08%	64,84%	11,08%
31/12/2021	187.820	1,59%	24,67%	64,39%	10,94%

##### Gemeentelijk onderwijs - aantal leerlingen

Schooljaar	Totaal aantal leerlingen	Groei in vgl met het vorig schooljaar	Kleuteron derwijs	Lager onderwijs	Bijzonder onderwijs	Secundair onderwijs	Sociale promotie + kunstonderwijs	Hoger onderwijs	Volwassenen onderwijs
2000-2001	32.544		4.776	8.351	856	9.016	6.597	2.894	54
2001-2002	32.073	-1,47%	4.796	8.464	855	8.814	6.146	2.947	51
2002-2003	32.634	1,72%	4.805	8.486	893	8.838	6.300	3.272	40
2003-2004	33.667	3,07%	4.824	8.736	899	9.089	6.697	3.344	40
2004-2005	34.175	1,49%	4.881	8.786	907	9.298	7.014	3.249	40
2005-2006	35.146	2,76%	4.903	8.858	939	9.429	7.605	3.412	0
2006-2007	35.388	0,68%	5.005	8.886	946	9.312	8.009	3.230	0
2007-2008	35.029	-1,02%	5.047	8.903	964	9.139	8.234	2.742	0
2008-2009	37.285	6,05%	4.971	9.003	841	9.310	10.418	2.742	0
2009-2010	38.206	2,41%	5.096	8.900	951	9.070	11.486	2.703	0
2010-2011	41.426	7,77%	5.085	9.016	962	9.138	14.159	3.066	0
2011-2012	41.892	1,11%	5.076	9.117	977	9.315	14.208	3.199	0
2012-2013	43.881	4,53%	5.098	9.206	961	9.396	15.859	3.361	0
2013-2014	47.378	7,38%	5.101	9.231	965	9.677	18.788	3.616	0
2014-2015	48.541	2,40%	5.216	9.424	1.002	9.589	19.668	3.642	0
2015-2016	47.099	-3,06%	5.115	9.227	966	9.361	19.092	3.338	0
2016-2017	49.769	5,36%	5.051	9.440	707	9.495	21.323	3.753	0
2017-2018	50.876	2,18%	4.949	9.382	692	9.649	23.212	2.992	0
2018-2019	52.817	3,67%	4.832	9.181	713	9.773	23.419	3.911	0
2019-2020	52.305	-0,98%	4.942	9.290	677	9.729	23.752	3.915	0
2020-2021	49.758	-5,12%	4.882	8.834	607	9.888	21.584	3.963	0
2021-2022	50.659	1,78%	4.759	8.681	595	10.079	22.659	3.886	0

### Fiscaliteit - opcentiemen

Datum	Aantal opcentiemen onroerende voorheffing	% personenbelasting
01/01/2015	2950	6
01/01/2016	2950	6
01/01/2017	2950	6
01/01/2018	2950	6
01/01/2019	2950	6
01/01/2020	2950	6
01/01/2021	2950	6
01/01/2022	2950	6

### Karakteristieken van de wegen van de gemeente

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
totale oppervlakte (HA)	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260	3260
gewestwegen (KM)	55	55	55	55	55	55	55	55
gemeentewegen (KM)	5	5	5	5	5	5	5	5
andere (KM)	236	236	236	236	236	236	236	236

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de BRUXELLES / Stad BRUSSEL

## PERSONNEL STATUTAIRE - STATUTAIR PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2021

Fonction Functie	Cadre Kader	Effectif Effectief		Dont en disponibilité (inclus dans "Effectif") In disponibiteit (zijn in "Effectief" inbegrepen)		Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
						F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
						Unités Aantal personen	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen
<b>NIVEAU A</b>	<b>563</b>	<b>343</b>	<b>324,55</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200</b>	<b>186,53</b>	<b>143</b>	<b>138,02</b>	<b>175</b>	<b>164,92</b>	<b>168</b>	<b>159,63</b>
A11	2	1	1			0	0	1	1	0	0	1	1
A10	1	1	1			1	1	0	0	0	0	1	1
A9	11	8	8			3	3	5	5	6	6	2	2
AM8	1	1	1			1	1			1	1		
A8	5	6	5,8			3	2,8	3	3	2	1,8	4	4
A7	37	28	28			13	13	15	15	15	15	13	13
A6	46	33	31,02			15	13,6	18	17,42	13	11,62	20	19,4
AM1	9	7	4,1			6	3,6	1	0,5	3	1,9	4	2,2
A5	8	5	3,8			1	0,8	4	3	0	0	5	3,8
A4	104	58	53,8			28	26,5	30	27,3	18	15,3	40	38,5
A3	0	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0
A2	17	13	13			6	6	7	7	10	10	3	3
A1	322	182	174,03			123	115,23	59	58,8	107	102,3	75	71,73
<b>NIVEAU B</b>	<b>436</b>	<b>237</b>	<b>225,67</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>165</b>	<b>155,37</b>	<b>72</b>	<b>70,3</b>	<b>124</b>	<b>118,9</b>	<b>113</b>	<b>106,77</b>
B4	53	33	32			24	23,2	9	8,8	15	14,6	18	17,4
B 1-3	383	204	193,67			141	132,17	63	61,5	109	104,3	95	89,37
<b>NIVEAU C</b>	<b>1.197,50</b>	<b>815</b>	<b>760,5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>640</b>	<b>592,53</b>	<b>175</b>	<b>167,98</b>	<b>461</b>	<b>431,42</b>	<b>354</b>	<b>329,09</b>
C4	106	70	65,4			54	49,6	16	15,8	31	29,6	39	35,8
C 1-3	871,50	580	532,43			443	402,26	137	130,18	327	299,67	253	232,77
C431		2	2			2	2					2	2
C 131-331	220	163	160,67			141	138,67	22	22	103	102,15	60	58,52
<b>NIVEAU D</b>	<b>846</b>	<b>578</b>	<b>558,17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>71</b>	<b>67,6</b>	<b>507</b>	<b>490,57</b>	<b>341</b>	<b>333,4</b>	<b>237</b>	<b>224,77</b>
D4	102	98	92,97			7	6,3	91	86,67	37	36,6	61	56,37
D 1-3	744	464	449,2			49	46,3	415	402,9	292	284,8	172	164,4
D 131-331		16	16			15	15	1	1	12	12	4	4
<b>NIVEAU E</b>	<b>317</b>	<b>321</b>	<b>318,4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>49</b>	<b>47,6</b>	<b>272</b>	<b>270,8</b>	<b>279</b>	<b>276,8</b>	<b>42</b>	<b>41,6</b>
E4	32	12	11,40			9	8,4	3	3	9	8,6	3	2,8
E 1-3	285	309	307,00			40	39,2	269	267,8	270	268,2	39	38,8
<b>TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL</b>	<b>3359,5</b>	<b>2294</b>	<b>2187,29</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1125</b>	<b>1049,63</b>	<b>1169</b>	<b>1137,67</b>	<b>1380</b>	<b>1325,44</b>	<b>914</b>	<b>861,86</b>

COMMUNE / GEMEENTE : Ville de BRUXELLES / Stad BRUSSEL

## PERSONNEL CONTRACTUEL - CONTRACTUEEL PERSONEEL

Situation au / Toestand op : 30/06/2021

Fonction Functie	Effectif Effectief						Genre Geslacht				Domicile Woonplaats			
	ACS GESCO's		Autres contractuels subventionnés Andere gesubsidieerde contractuelen		Contractuels à charge de la commune Contractuelen ten laste gemeente		F/V		M/M		Région BXL Brussels Gewest		Hors Région BXL Buiten Brussels Gewest	
	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE	Unités Aantal personen	ETP VTE
<b>NIVEAU A</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>27,8</b>	<b>247</b>	<b>233,9</b>	<b>173</b>	<b>160,95</b>	<b>103</b>	<b>100,75</b>	<b>223</b>	<b>212,5</b>	<b>53</b>	<b>49,2</b>
A11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A9	0	0	0	0	2	2	2	2	0	0	2	2	0	0
A8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A7	0	0	1	1	3	3	2	2	2	2	2	2	2	2
A6	0	0	2	2	13	12,7	12	11,7	3	3	12	12	3	2,7
AM1					6	1,8	6	1,8			3	0,9	3	0,9
A5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A4	0	0	0	0	4	4	1	1	3	3	3	3	1	1
A3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
A2	0	0	0	0	1	1	1	1	0	0	1	1	0	0
A1	0	0	26	24,8	218	209,4	149	141,45	95	92,75	200	191,6	44	42,6
<b>NIVEAU B</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23</b>	<b>21</b>	<b>221</b>	<b>209,4</b>	<b>156</b>	<b>146</b>	<b>88</b>	<b>84,4</b>	<b>180</b>	<b>170,8</b>	<b>64</b>	<b>59,6</b>
B4	0	0	0	0	2	2	0	0	2	2	1	1	1	1
B 1-3	0	0	23	21	219	207,4	156	146	86	82,4	179	169,8	63	58,6
<b>NIVEAU C</b>	<b>45</b>	<b>44,6</b>	<b>39</b>	<b>38,8</b>	<b>436</b>	<b>412,58</b>	<b>394</b>	<b>375,95</b>	<b>126</b>	<b>120,03</b>	<b>403</b>	<b>385,02</b>	<b>117</b>	<b>110,96</b>
C4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C 1-3	45	44,6	39	38,8	436	412,58	394	375,95	126	120,03	403	385,02	117	110,96
C 131-331					162	137,85	102	84,37	60	53,48	152	130,61	10	7,23
<b>NIVEAU D</b>	<b>31</b>	<b>29,7</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>221</b>	<b>211,4</b>	<b>135</b>	<b>126,5</b>	<b>134</b>	<b>131,6</b>	<b>216</b>	<b>207,2</b>	<b>53</b>	<b>50,9</b>
D4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D 1-3	31	29,7	17	17	221	211,4	135	126,5	134	131,60	216	207,2	53	50,9
D 131-331					81	30,72	68	25,3	13	5,42	69	25,55	12	5,18
<b>NIVEAU E</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>93</b>	<b>86,5</b>	<b>874</b>	<b>835,14</b>	<b>590</b>	<b>550,14</b>	<b>377</b>	<b>371,5</b>	<b>769</b>	<b>737,37</b>	<b>198</b>	<b>184,27</b>
E4	0	0	1	1	27	25,4	26	24,4	2	2	14	13,2	14	13,2
E 1-3	0	0	92	85,5	847	809,74	564	525,74	375	369,5	755	724,17	184	171,07
<b>TOTAL GENERAL ALGEMEEN TOTAAL</b>	<b>76</b>	<b>74,3</b>	<b>201</b>	<b>191,1</b>	<b>1999</b>	<b>1902,42</b>	<b>1448</b>	<b>1359,54</b>	<b>828</b>	<b>808,28</b>	<b>1791</b>	<b>1712,89</b>	<b>485</b>	<b>454,93</b>

	2018					2019					2020				
	Begrotingskrediet	Vastleggingen	Aanrekeningen	Verhouding aanrekeningen / begrotingskrediet	Verhouding aanrekeningen / vastleggingen	Begrotingskrediet	Vastleggingen	Aanrekeningen	Verhouding aanrekeningen / begrotingskrediet	Verhouding aanrekeningen / vastleggingen	Begrotingskrediet	Vastleggingen	Aanrekeningen	Verhouding aanrekeningen / begrotingskrediet	Verhouding aanrekeningen / vastleggingen
<b>Gewone</b>	<b>803.504.091,15</b>	<b>805.478.400,53</b>	<b>794.406.972,92</b>	<b>98,87%</b>	<b>98,63%</b>	<b>829.064.781,87</b>	<b>822.061.419,89</b>	<b>814.664.221,32</b>	<b>98,26%</b>	<b>99,10%</b>	<b>852.640.229,70</b>	<b>862.216.147,30</b>	<b>838.461.959,66</b>	<b>98,34%</b>	<b>97,24%</b>
Gewone uitgaven personeel	391.442.243,95	386.966.262,57	385.996.150,10	98,61%	99,75%	405.420.091,75	400.846.027,62	400.955.779,06	98,90%	100,03%	418.850.752,99	413.495.160,32	409.604.000,91	97,79%	99,06%
Gewone uitgaven werkingskosten	91.769.116,66	91.087.277,58	83.619.840,34	91,12%	91,80%	96.793.821,01	91.236.026,29	87.116.027,33	90,00%	95,48%	103.564.994,04	96.705.617,25	90.637.176,71	87,52%	93,72%
Gewone uitgaven overdrachten	256.730.814,01	270.007.435,13	267.389.685,89	104,15%	99,03%	264.099.906,76	269.309.984,49	265.932.874,38	100,69%	98,75%	266.117.743,89	289.379.074,94	275.591.649,79	103,56%	95,24%
Gewone uitgaven schuld	63.561.916,53	57.417.425,25	57.401.296,59	90,31%	99,97%	62.750.962,35	60.669.381,49	60.659.540,55	96,67%	99,98%	64.106.738,78	62.636.294,79	62.629.132,25	97,70%	99,99%
<b>Buitengewone</b>	<b>117.948.777,07</b>	<b>93.378.994,80</b>	<b>125.390.594,47</b>	<b>106,31%</b>	<b>134,28%</b>	<b>156.252.316,19</b>	<b>104.975.387,91</b>	<b>78.173.672,58</b>	<b>50,03%</b>	<b>74,47%</b>	<b>200.614.118,85</b>	<b>180.711.066,93</b>	<b>113.983.884,53</b>	<b>56,82%</b>	<b>63,08%</b>
Buitengewone investeringen	105.589.324,65	79.163.103,37	110.014.813,44	104,19%	138,97%	135.508.426,08	87.251.454,51	62.407.049,61	46,05%	71,53%	185.157.906,90	161.244.020,58	98.052.063,50	52,96%	60,81%
Buitengewone overdrachten	12.359.452,42	14.215.891,43	15.375.781,03	124,41%	108,16%	20.735.287,21	12.715.330,50	10.758.020,07	51,88%	84,61%	15.456.211,95	14.083.356,35	13.548.131,03	87,65%	96,20%
Buitengewone schuld	0,00	0,00	0,00	-	-	8.602,90	5.008.602,90	5.008.602,90	58219,94%	100,00%	0,00	5.383.690,00	2.383.690,00	-	44,28%

	2018			2019			2020		
	Begrotingskrediet	Netto vastgestelde rechten	Verhouding netto vastgestelde rechten / begrotingskrediet	Begrotingskrediet	Netto vastgestelde rechten	Verhouding netto vastgestelde rechten / begrotingskrediet	Begrotingskrediet	Netto vastgestelde rechten	Verhouding netto vastgestelde rechten / begrotingskrediet
<b>Gewone</b>	<b>801.104.510,50</b>	<b>792.807.507,68</b>	<b>98,96%</b>	<b>823.002.942,63</b>	<b>813.441.757,17</b>	<b>98,84%</b>	<b>847.265.896,83</b>	<b>844.375.613,32</b>	<b>99,66%</b>
Gewone ontvangsten prestaties	52.363.774,09	49.918.259,45	95,33%	56.039.806,92	47.964.010,93	85,59%	58.141.021,64	51.333.991,24	88,29%
Gewone ontvangsten overdrachten	733.373.899,61	726.956.483,96	99,12%	750.633.080,21	749.659.473,24	99,87%	772.741.629,30	773.871.262,56	100,15%
Gewone ontvangsten schuld	15.366.836,80	15.932.764,27	103,68%	16.330.055,50	15.818.273,00	96,87%	16.383.245,89	19.170.359,52	117,01%
<b>Buitengewone</b>	<b>117.948.777,07</b>	<b>102.119.089,27</b>	<b>86,58%</b>	<b>180.663.658,19</b>	<b>135.806.865,99</b>	<b>75,17%</b>	<b>200.614.118,85</b>	<b>43.184.503,52</b>	<b>21,53%</b>
Buitengewone ontvangsten overdrachten	21.775.762,00	18.461.475,12	84,78%	35.273.981,65	23.556.307,53	66,78%	51.397.165,00	35.812.412,75	69,68%
Buitengewone ontvangsten schuld	96.167.015,07	82.679.542,67	85,97%	120.978.334,54	87.832.223,51	72,60%	149.124.953,85	7.204.698,96	4,83%
Buitengewone ontvangsten investeringen	6.000,00	978.071,48	16301,19%	24.411.342,00	24.418.334,95	100,03%	92.000,00	167.391,81	181,95%

ESR 2010 : Tabel met ramingen inzake buitengewone investeringsuitgaven

		A	B	C	D	E	F	G
	Econ. code	Voorgaande dienstjaren		Lopend dienstjaar		Begrotingsraming		Totaal aanrek.
		N-1 (saldo vastleggingen)	N-1 (geraamde aanrekeningen)	N (geraamde vastleggingen)	N (geraamde aanrekeningen)	Begroting = E.G. 91	N+1 (aanrekeningen)	B+D+F
<b>Onwaarden</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	70-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Terreinen en gebouwen</b>		<b>61.247.125,02</b>	<b>27.374.239,02</b>	<b>47.645.990,25</b>	<b>14.578.788,53</b>	<b>128.784.282,19</b>	<b>9.604.024,01</b>	<b>51.557.051,56</b>
Aankopen	71-	2.609.705,08	260.970,51	414.708,39	248.825,03	4.145.000,00	4.145.000,00	4.654.795,54
Aanpassingswerken terreinen	721	1.176.796,28	176.519,44	428.800,01	407.360,00	1.305.000,00	91.350,00	675.229,44
Oprichtingen	722	29.330.735,28	14.665.367,64	12.371.378,82	1.237.137,88	30.208.282,19	241.666,26	16.144.171,78
Aanpassingswerken gebouwen	723	11.618.356,38	6.390.096,01	14.201.052,37	4.260.315,71	52.805.000,00	990.093,75	11.640.505,47
Onderhoud gebouwen	724	15.829.870,49	5.540.454,67	18.009.186,39	7.203.674,56	36.216.000,00	3.766.464,00	16.510.593,23
Onderhoud terreinen	725	681.661,51	340.830,75	2.220.864,27	1.221.475,35	4.105.000,00	369.450,00	1.931.756,10
<b>Wegennet</b>		<b>14.209.674,82</b>	<b>6.533.720,45</b>	<b>8.074.767,07</b>	<b>3.998.291,28</b>	<b>28.129.263,40</b>	<b>5.903.930,31</b>	<b>16.435.942,04</b>
Wegennet	731	8.870.577,15	4.435.288,58	7.414.116,33	3.707.058,17	23.130.263,40	4.857.355,31	12.999.702,06
Infrastructuur	732	120.948,92	36.284,68	121.194,26	48.477,70	734.000,00	36.700,00	121.462,38
Plannen	733	73.859,73	4.431,58	0,00	0,00	2.010.000,00	502.500,00	506.931,58
Bepplantingen	734	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Onderhoud	735	5.144.289,02	2.057.715,61	539.456,48	242.755,41	2.255.000,00	507.375,00	2.807.846,02
<b>Andere</b>		<b>4.892.344,90</b>	<b>2.201.555,20</b>	<b>14.579.044,18</b>	<b>10.205.330,93</b>	<b>61.436.550,50</b>	<b>13.823.223,86</b>	<b>26.230.109,99</b>
Andere investeringen	74-	4.892.344,90	2.201.555,20	14.579.044,18	10.205.330,93	61.436.550,50	13.823.223,86	26.230.109,99
<b>TOTAAL</b>		<b>80.349.144,74</b>	<b>36.109.514,67</b>	<b>70.299.801,50</b>	<b>28.782.410,74</b>	<b>218.350.096,09</b>	<b>29.331.178,18</b>	<b>94.223.103,59</b>

Kolom A : **geraamd** bedrag op 31.12.21 van de overgedragen kredieten van de rekening 2019 (alle dienstjaren samen) en die niet worden aangerekend in 2021.

Kolom B : bedrag van de aanrekeningen voorzien in het begrotingsjaar 2021 met betrekking tot het geraamd bedrag van vastleggingen van de voorgaande dienstjaren die openstaan op 31.12.20.

Kolom C : geraamd bedrag op 31.12.21 van vastleggingen 2021 die niet worden aangerekend bij het afsluiten van het dienstjaar.

Kolom D : bedrag van de aanrekeningen voorzien in het begrotingsjaar 2022 met betrekking tot het geraamd bedrag van vastgelegde kredieten in het lopend dienstjaar en die niet afgesloten zijn op 31.12.21.

Kolom E : begrotingsraming voor het dienstjaar 2022.

Kolom F : vooruitzichten van **aanrekening** van begrotingsartikels 2022 die tijdens datzelfde dienstjaar vastgelegd worden.

Kolom G : het betreft het totale bedrag van de aanrekeningen voorzien in 2022 wat ook het oorspronkelijk dienstjaar van de vastleggingen is of, met andere woorden, het totaal van de kolommen B, D en F.

Gemeente: Stad Brussel

Présentatie ESR van begroting 2022

Gewone dienst	2022	in €
<b>Ontvangsten</b>		<b>896.140.087,63</b>
60	Prestatie	55.502.812,63
61	Overdracht	825.025.643,87
62	Schuld	15.611.631,13
<b>Uitgaven</b>		<b>898.852.900,69</b>
70	Personneel	443.490.225,14
71	Werking	97.665.825,30
72	Overdracht	295.747.967,00
7X	Schuld	61.948.883,25
<b>Saldo gewone</b>	<b>A</b>	<b>-2.712.813,06</b>
Buitengewone dienst	2022	in €
<b>Ontvangsten</b>		28.573.324,63
80	Overdracht	18.514.762,53
81	Investerings	10.058.562,10
<b>Uitgaven</b>		126.078.649,16
90	Overdracht	31.855.545,57
<b>91 (cfr tabel aanrekeningen)</b>	<b>Investerings</b>	94.223.103,59
<b>Saldo buitengewone</b>	<b>B</b>	<b>-97.505.324,53</b>
<b>Aflossingen schuld</b>		58.797.805,72
911-01		56.244.224,76
911-03		2.553.580,96
911-06		0,00
<b>Totaal aflossingen</b>	<b>C</b>	<b>58.797.805,72</b>
<b>Saldo ESR</b>	<b>(A+B)+C</b>	<b>-41.420.331,87</b>

**Gewone dienst**

Ontvangsten - Netto vastgestelde rechten

Uitgaven - Voorziene aanrekeningen van de uitgaven met inbegrip van de overgedragen bedragen volgens de analyse uitgevoerd in bijlage 4

**Buitengewone dienst**

Subsidieontvangsten - Totalisatiecode 80

Dit bedrag zal worden aangepast in functie van de eventuele uitvoering van het investeringsprogramma 2022 en van de verschillende projecten

Het bedrag hernomen onder de totalisatiecode 91 is het eindresultaat van de kolom G van de tabel van de aanrekeningen

## **5. EVOLUTIE VAN DE SCHULD PER FINANCIEEL ORGANISME**



## 5. Evolution de la dette par organisme financier - Evolutie van de schuld per financieel organisme

### 5.1. TOTAUX A CHARGE DE LA COMMUNE - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAD

	solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<b>Les emprunts existants - bestaande leningen</b>	€ 371.068.129,27	€ 51.746.978,33	€ 3.759.094,63	€ 55.506.072,96
Argenta	€ 12.829.899,67	€ 2.872.414,93	€ 17.518,73	€ 2.889.933,66
Belfius	€ 270.107.965,35	€ 37.143.291,23	€ 3.028.963,92	€ 40.172.255,15
BNP Paribas Fortis	€ 6.506.645,19	€ 2.555.215,92	€ 135.667,16	€ 2.690.883,08
Crédit Agricole	€ -	€ -	€ -	€ -
ING	€ 81.623.619,06	€ 9.176.056,25	€ 576.944,82	€ 9.753.001,07
<b>La durée moyenne - de gemiddelde looptijd</b>	14,98 ans / jaar			
<b>Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet</b>	1,08 %			

	solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<b>Les emprunts FRBRTC</b>	€ 20.029.714,23	€ 1.004.694,83	€ 1.001.485,71	€ 2.006.180,54
<b>La durée moyenne - de gemiddelde looptijd</b>	20,00 ans / jaar			
<b>Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet</b>	5,00 %			

+

	dans le courant de 2022 - in de loop van 2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<b>Les emprunts à contracter en 2022 - Te contracteren leningen in 2022</b>	€ 100.228.766,34	€ 3.646.349,42	€ 904.043,43	€ 4.550.392,85
DET2016 - 5 ans / DET2016 5 jaar	€ 11.481.084,48	€ 1.148.108,48	€ 30.736,28	€ 1.178.844,76
DET2016 - 10 ans / DET2016 10 jaar	€ 4.766.093,50	€ 238.304,68	€ 25.518,85	€ 263.823,53
DET2016 - 15 ans / DET2016 15 jaar	€ 19.247.577,89	€ 641.585,95	€ 154.584,45	€ 796.170,40
DET2016 - 20 ans / DET2016 20 jaar	€ 64.734.010,47	€ 1.618.350,31	€ 693.203,85	€ 2.311.554,16
<b>La durée moyenne - de gemiddelde looptijd</b>	16,85 ans / jaar			
<b>Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet</b>	1,68 %			

=

<b>Total emprunts contractés et à contracter (hors FRBRTC) - Totaal van de opgenomen en van de op te nemen leningen (zonder FRRTC)</b>	€ 471.296.895,61	€ 55.393.327,75	€ 4.663.138,06	€ 60.056.465,81
--	------------------	-----------------	----------------	-----------------

**5.2. TOTAUX A CHARGE DE L'ETAT - TOTALEN TEN LASTE VAN DE STAAT**

	<b>solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022</b>	<b>amortissements 2022 - aflossingen 2022</b>	<b>intérêts 2022 - interessen 2022</b>	<b>total charges d'emprunts - totaal leninglasten</b>
<b>Les emprunts existants - bestaande leningen</b>	€ -	€ -	€ -	€ -
Belfius	€ -	€ -	€ -	€ -

**La durée moyenne - de gemiddelde looptijd**

. ans / jaar

**Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet**

0,00 %

### 5.3 TOTAUX DES EMPRUNTS IRIS - TOTALEN VAN DE IRIS-LENINGEN

	solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 interessen 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<i>Les emprunts IRIS - IRIS leningen</i>	€ 13.857.190,82	€ 3.395.194,95	€ 692.859,55	€ 4.088.054,50

*La durée moyenne - de gemiddelde looptijd*

20,00 ans / jaar

*Le taux moyen - de gemiddelde rentevoet*

5,00 %

5.4 TOTAUX DE TOUS LES EMPRUNTS - TOTALEN VAN ALLE LENINGEN

	Durée moyenne - Gemiddelde looptijd	Taux moyen Gemiddelde rentevoet	solde restant dû au 01/01/2022 - nog terug te betalen op 01/01/2022	amortissements 2022 - aflossingen 2022	intérêts 2022 - interesten 2022	total charges d'emprunts - totaal leninglasten
<i>Tous les emprunts existants à charge de la Ville</i> <i>Alle bestaande leningen ten laste van de Stad</i>	14,98	1,08%	€ 371.068.129,27	€ 51.746.978,33	€ 3.759.094,63	€ 55.506.072,96
<i>Les emprunts FRBRTC</i> <i>De BGHGT leningen</i>	20,00	5,00%	€ 20.029.714,23	€ 1.004.694,83	€ 1.001.485,71	€ 2.006.180,54
<i>Les emprunts à contracter en 2022 à charge de la Ville</i> <i>De te contracteren leningen in 2022 ten laste van de Stad</i>	16,85	1,68%	€ 100.228.766,34	€ 3.646.349,42	€ 904.043,43	€ 4.550.392,85
<i>Les emprunts à charge de l'état</i> <i>De leningen ten laste van de staat</i>	0,00	0,00%	€ -	€ -	€ -	€ -
<i>Les emprunts IRIS</i> <i>de IRIS-leningen</i>	20,00	5,00%	€ 13.857.190,82	€ 3.395.194,95	€ 692.859,55	€ 4.088.054,50
			=			
<i>Tous les emprunts</i> <i>Alle leningen</i>	15,68	1,46%	€ 505.183.800,66	€ 59.793.217,53	€ 6.357.483,32	€ 66.150.700,85

## **6. ANDERE BIJLAGEN :**

**6.1 JAARLIJKSE DOELSTELLINGEN  
TOEGELICHT INZAKE EVOLUTIE  
VAN BEZOLDIGINGSREGELING,  
STATUTARISERING, TOEKENNING  
VAN PREMIES, OPLEIDING, INTERNE  
MOBILITEIT VAN HET PERSONEEL,  
DIVERSITEIT**

**6.2 NOTA VAN HET OCMW  
“ARTIKEL 60”**

**6.3 RAMING VAN DE BEHOEFTE  
VAN BETREKKINGEN ART. 60 § 7  
ORGANIEKE WET – BIJLAGE 7  
OCMW**

## 6.1. Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit.

### 6.1.1 Departement Human Resources (zonder Openbaar Onderwijs)

#### Inleiding

Sinds de wijziging van het administratief en geldelijk statuut van het statutair en contractueel personeel van de Stad Brussel op 1 januari 2017, zal het protocolakkoord 2021/1 dat op het einde van 2021 werd gesloten de begrotingsjaren 2021 tot en met 2025 markeren wat de bestreken aspecten betreft. Dit akkoord omvat namelijk een reeks maatregelen om de loonvoorwaarden van het gemeentepersoneel in het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verbeteren.

De verhuizing naar het nieuwe administratief centrum vanaf het najaar van 2022 betreft meer dan 1 500 personeelsleden. Dit ambitieuze project behelst niet alleen een verandering van werkplek, maar zal ook een andere manier van werken (cf. NWOW) versterken waarmee de stad al is begonnen, met name door de invoering van telewerken en meer digitalisering.

#### Statutarisering

Eén van de fundamentele doelstellingen van het nieuwe statuut, namelijk de verhoging van het aantal statutaire personeelsleden op basis van een aangepast aanwervings- en statuutbeleid, is bereikt:

2019: 232 benoemingen

2020: 130 benoemingen

2021 (per 31/07): 113 aanstellingen en 45 stagiairs voor definitieve aanstelling.

Op basis van de nieuwe organieke kaders en rekening houdend met de contractuele en gesubsidieerde posten die niet door statutair personeel kunnen worden bezet, bedraagt het percentage van de statutarisering 80%.

In 2020 betrof het aantal personeelsbewegingen door interdepartementale interne mobiliteit 29 personeelsleden. Het aantal externe aanwervingen bedroeg 297 werknemers in 2020 (laatste volledige jaar).

#### Loonontwikkeling

##### o Herwaardering van de bezoldiging van het personeel – sectoraal akkoord 2021/1

Het protocol van sectoraal akkoord 2021/1 voorziet in baremaverhogingen en andere verhogingen over de periode 2021 tot en met 2025. Het toepassingsgebied van de overeenkomst omvat het personeel van de gemeenten (met uitzondering van het onderwijzend personeel of het personeel dat wordt bezoldigd op basis van de onderwijsbarema's), de OCMW's (met inbegrip van art. 60, met uitzondering van de tak voor pensioenbijstand), de niet-ziekenhuis-verenigingen "hoofdstuk XII" en de Berg van Barmhartigheid.

De inhoud van de overeenkomst bestaat uit 4 luiken :

- verhoging van de wedden
- uitbreiding van de weddeschalen
- een verhoging van het bedrag van de maaltijdcheques
- aanvullende pensioensteun voor alle contractuele personeelsleden

Ter informatie: het protocol voorziet reeds vanaf 2021 in de volgende wijzigingen

- verhoging van de weddeschalen van de niveaus D en E
- uitbreiding van het aanvullend pensioen tot alle contractuele personeelsleden

In 2022 zullen de volgende maatregelen worden toegevoegd

- verhoging van de weddeschalen van niveau C
- verhoging van maaltijdcheques van 6 tot 8 €

De overeenkomst voorziet in een tegemoetkoming door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via een subsidie die jaarlijks wordt uitgekeerd en waarvan het bedrag en de verdeelsleutel worden vastgesteld in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 oktober 2021.

Wat de stad betreft, zou de subsidie de uitgaven voor het jaar 2021 moeten dekken. Voor 2022 zullen de verhoging van de salarisschaal van niveau C en de verhoging van de maaltijdcheques respectievelijk 1.110.586 € en 1.334.880 € kosten, terwijl de subsidie respectievelijk 306.508 € en 1.334.880 € zal bedragen.

#### [o Begroting personeelsuitgaven](#)

De begroting voor personeelsuitgaven evolueert met ongeveer 4,81%, voornamelijk ten gevolge van de maatregelen die voortvloeien uit het bovenvermelde protocolakkoord.

#### [Regionale subsidies](#)

##### [o MIVB-abonnementen](#)

Sinds 01/01/2018 wordt het MIVB-abonnement dat aan personeelsleden wordt afgeleverd, voor 100% terugbetaald, rekening houdend met de gewestelijke subsidie. De desbetreffende ontvangsten die in de begroting zijn opgenomen, bedragen 1,1 miljoen euro.

##### [o Diversiteitsplan](#)

De stad zal een diversiteitsplan hebben voor de periode 2021-2022 (cf. BHG-besluit van 04/09/2008). Dit plan wordt al het 4e diversiteitsplan van de Stad Brussel.

De in de begroting opgenomen ontvangsten voor de toepassing van de ordonnantie "Madrane" bedragen 100.000 €.

##### [o Tweetaligheidstoelage](#)

De verwachte ontvangsten op de begroting voor de begunstigden van een tweetaligheidstoelage in 2021 zouden 2,4 miljoen euro bedragen.

##### [o Statutarisering](#)

De begrote ontvangsten voor statutair geworden personeel bedragen 0,5 miljoen euro.

##### [Verminderde prestaties voor zware beroepen](#)

Vanaf 01.01.2022 kunnen voltijdse personeelsleden ouder dan 60 jaar van wie het werk als zwaar wordt beschouwd, verzoeken om vermindering van hun arbeidstijd met één vijfde, zonder dat dit gevolgen heeft voor hun loon.

## Vormingen

Wat de vorming van het personeel betreft, heeft de stad sinds 2014 tweejaarlijkse vormingsplannen. In overleg met de sociale partners is een vierde opleidingsplan voor 2022-2023 opgesteld. De stad krijgt de beschikking over meer vormingsruimten in het nieuwe administratief centrum, een compleet team om deze opleidingen te organiseren en een jaarlijks budget van 400.000 €.

Sinds 01/10/2018 wordt een nieuw type opleiding aangeboden, met een hybride leerproces. Dit is een pedagogische formule die verschillende onlinesessies combineert met opleidingen waarbij een trainer fysiek aanwezig is.

Sinds 2021 is een e-learningplatform ingevoerd om e-learning te ontwikkelen. Werknemers zullen hun vaardigheden in hun eigen tempo en op de door hen gekozen tijdstippen kunnen ontwikkelen. Dit e-learning instrument zal vooral gericht zijn op vakinhoudelijke kennis.

## Evaluatie van het personeel

In de loop van 2022 zal een nieuwe evaluatiecampagne van start gaan.

<u>Bij verenigingen zonder winstogmerk gedetacheerd gemeentepersoneel</u>	
<u>Graad</u>	<u>VZW</u>
Secretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Werknemer	Werkcentrale
Technisch hulppersoneel	Les Brigittines
Secretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Technisch personeel	Boerderij van het Maximiliaanpark
Werknemer	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Maison de la création
Secretaris	Rizome-Bxl
Secretaris	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Werkcentrale
Bestuursecretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Secretaris	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren
Secretaris	OCMW
Bestuursecretaris	OCMW
Assistent	Dienst voor Hulp aan Brusselse Senioren



### 6.1.2 Openbaar Onderwijs

Jaarlijkse doelstellingen toegelicht inzake evolutie van bezoldigingsregeling, statutarisering, toekenning van premies, opleiding, interne mobiliteit van het personeel, diversiteit.

#### Evolutie van de geldelijke staat

De begroting voor personeelsuitgaven voor 2022 bedraagt 40.391.773 EUR, een stijging met 6% in vergelijking met 2021 (exclusief de salarissen van leerkrachten). Wat neerkomt op 69% van ons totale budget.

De stijging wordt verklaard door bijkomende toezeggingen om scholen te laten functioneren ondanks een grote toename van het verzuim in verband met de gezondheids crisis (quarantaine of ziekteverlof). De verhoging van de schalen van niveaus D en C heeft ook gevolgen.

Het Departement Openbaar onderwijs zet vliegende teams op van leerkrachten, opvoedingshulpkrachten op basisscholen en begeleiders op middelbare scholen. Deze uitzonderlijke aanwervingen worden gefinancierd uit eigen middelen, aangezien deze banen de subsidienormen van de Franse Gemeenschap of de Vlaams Gemeenschap overstijgen.

#### Evolutie van de benoeming

Het Departement Openbaar onderwijs wil het principe van de benoeming handhaven en ervoor zorgen dat de kaderopleiding zo snel mogelijk wordt afgerond.

#### De toekenning van premies

De totale vergoeding is begroot op 762.500 EUR. Het grootste deel van dit bedrag gaat naar de vergoeding voor de directies (basis- en gespecialiseerd onderwijs) en taaltoelagen (alleen voor het lager onderwijs).

#### De opleiding van de agenten

Het opleidingsbudget bedraagt 266.000 euro. Het is bedoeld voor alle personeelscategorieën, afhankelijk van de behoeften (onderwijsassistenten, schooldirecteuren, bibliothecarissen, enz.)

#### Onze politiek van interne mobiliteit

Het interne mobiliteitsbeleid binnen het Departement Openbaar onderwijs wordt beperkt door de specificiteit in termen van kwalificatie en status van de meeste aangeboden banen (arts, verpleegkundige, bibliothecaris, hulpopvoeder, enz.). Desalniettemin bestaat de wens om de mobiliteit voor administratieve functies zonder specifieke kwalificaties te bevorderen.

#### Het plan diversiteit

De meerderheid van de agenten die door het Departement Openbaar onderwijs worden aangeworven, komt uit zones van diversiteit.

[6.2 De nota van het OCMW waarin er uitgebreid wordt ingegaan op de budgetten die toegewezen worden aan de werkingsuitgaven, aan de beheerkosten en aan de invoering van de inschakelingsbetrekkingen \(artikel 60§7\).](#)

Sinds 1 januari 2020, zijn de ordonnantie van 28 maart 2019 met betrekking tot de maatregel voor inschakeling op de arbeidsmarkt in het kader van artikel 60§7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het besluit van de Regering het Brussels Hoofdstedelijk gewest van 23 mei 2019 geleidelijk in werking getreden.

In de begroting 2022 plannen we 1.000 functies in een inburgeringsovereenkomst (art. 60§7). De overeenkomstige uitgaven bedragen 38.818.250€, waarvan 17.373.800€ gefinancierd zou kunnen worden via de gewestelijke subsidie aan het tarief van RI/ERI "afhankelijk gezin", 1.404.800€ voor de sociale economie-subsidie en € 612.000 voor zachte mobiliteit. Deze uitgave omvat een bedrag van 1.382.000 € voor maaltijdcheques toegekend aan werknemers in inburgering (art. 60§7) sinds 1 oktober 2018 en een bedrag van 35.000 € voor cadeaubonnen van 35 € per persoon.

Om de ondersteunende missie van OCMW-gerechtigden te verzekeren in het kader van hun zoektocht naar werk en in het kader van de arbeidsovereenkomst voor integratie (via selecties georganiseerd door onze afdeling in samenwerking met onze partners) die op de reguliere arbeidsmarkt en werknemers in inburgering tewerkstelling, onze afdeling heeft 52 job coaches (51,51 VTE) waarvan 24 jobcoaches (23,30 VTE).

De Pool Prospectie en Partners die de contacten met onze externe partners op zich neemt in het kader van de inschakelingsbetrekkingen bestaat uit 4 prospectors. Het departement wordt geleid door een staf van 15 verantwoordelijken (15 VTE) en wordt ondersteund door een administratief en een onthaalteam van 10 personen (10 VTE). De totale personeelsuitgave van het Departement Tewerkstelling en Sociale Economie (met uitzondering van de pool Vorming-Tewerkstelling en de Linnendienst) bedraagt 5.041.908€.

In 2022 worden de activiteiten van de afdeling gedeeltelijk gefinancierd door subsidies, waaronder Maribelsubsidies, de subsidie voorzien door art. 18 van het besluit van 23-05-2019, van maximaal 304.500€ voor 1.000 VTE, om ons Centrum te ondersteunen bij de uitvoering van artikel 60§7 en een subsidie van 590.000€ toegekend door Actiris, medegefinancierd door de Europees Sociaal Fonds, in het kader van een partnerschapsovereenkomst. We plannen ook een gewestelijke subsidie van 90.750€ in het kader van maatregel 500 (workshops actief zoeken naar werk), een subsidie van 24.700€ in het kader van het project "Brigade des Pavieurs" voorzien in het duurzame wijkcontract Marollen en een subsidie van 44.400€ uit de "ESF Vlaanderen" voor het activeringsproject voor mensen met psychische problemen.

Wat de werkingskosten betreft, voorziet de begroting voor 2022 48.500€ voor de hardheidsbonus toegekend aan agenten in inburgering die ter beschikking worden gesteld aan het Brussels Reinheidsagentschap, en 15.000€ voor advocatenhonoraria in het kader van gerelateerde geschillen de inning van facturen met betrekking tot de terbeschikkingstelling van personeel op grond van een inburgeringsovereenkomst.

		Rekening 2020	Gewijzigde begroting 2021	Begroting 2022
<b>Jaarlijks aantal art. 60\$7 (VTE's)</b>		<b>746,79</b>	<b>1.050,00</b>	<b>1.000,00</b>
waaronder art. 60 § 7 "sociale economie" (VTE's)		139,33	174,00	141,00
Art. 60\$7 ter beschikking van de gemeente (VTE)		80,48	151,00	149,00
Art. 60\$7 ter beschikking van het OCMW (VTE)		372,65	444,10	428,10
<b>Bezoldiging van het personeel art. 60\$7</b>		<b>25.681.775,04</b>	<b>34.537.100,00</b>	<b>38.818.250,00</b>
Wedde (met inbegrip van vakantiegeld en eindejaarspremie)	33350/05, 33490/21, 11100/17 en 11200/17	19.243.969,40	25.840.600,00	29.036.900,00
Werkgeversbijdragen gestort aan de RSZPPO	11300/17	3.538,11	2.400,00	2.650,00
Werkgeversbijdragen niet gestort aan de RSZPPO	betreft vrijstelling : berekening 28,86% over lonen zoals bij de contractuelen. Er blijft 0,01% ten laste van het OCMW	4.816.225,08	6.706.000,00	7.410.000,00
Andere bijdragen (verzekeringen, collectieve sociale dienst, arbeidsgeneeskunde, ...)	11700/17, 11800/17, 11900/17	455.180,06	556.500,00	639.700,00
Andere tussenkomsten in de bezoldiging (maaltijdchèques, vervoer, ...)	11500/17	1.162.862,39	1.431.600,00	1.729.000,00
<b>Frais de fonctionnement liés aux art.60\$7</b>		<b>56.526,35</b>	<b>229.900,00</b>	<b>348.500,00</b>
Vergoedingen en diverse kosten	84492X/12100/01 Verplaatsings-, verblijfs- en dienstkosten	36.400,14	54.900,00	48.500,00
Opleidingskosten	84492X/12300/09	20.126,21	175.000,00	300.000,00
<b>Tussenkomsten in de kostprijs van de bezoldiging van de art. 60\$7</b>		<b>16.412.149,53</b>	<b>22.833.900,00</b>	<b>24.959.500,00</b>
Gewestelijke subsidie (taux ménage LL en ELL)	46550/05 en 46590/03 van de functie 8320	12.368.193,43	16.328.500,00	17.373.800,00
Gewestelijke subsidie Sociale economie	84492X/46560/05 en 84492X/46590/03	713.135,34	1.695.900,00	1.404.800,00
Specifieke gewestelijke subsidies (opleiding en financiële steun)	84492X/46500/13	221.733,73	492.600,00	612.000,00
Tussenkomst van de gebruikers	84492X/16100/01	2.590.528,87	4.316.900,00	5.568.900,00
<b>Totaal ten laste van de plaatselijke besturen</b>		<b>4.509.926,78</b>	<b>5.227.100,00</b>	<b>6.797.250,00</b>
<b>Gemiddeld bedrag per art. 60\$7</b>		<b>6.039,08</b>	<b>4.978,19</b>	<b>6.797,25</b>
<b>Personeel opgenomen in de dienst SPI (VTE's - (admin - maatschappelijk werkers - hiërarchische lijn))</b>		<b>51,96</b>	<b>57,30</b>	<b>51,51</b>
Bezoldiging van het SPI personeel		3.027.724,46	3.717.833,88	3.322.631,44
Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)		0,00	0,00	0,00
<b>Begeleiders art. 60\$7 (VTE)</b>		<b>24,70</b>	<b>24,00</b>	<b>23,30</b>
Bezoldiging van de begeleiders		1.101.166,46	1.294.903,72	1.334.573,21
Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)		0,00	0,00	0,00
<b>VTE's belast met de HR van de art. 60\$7 (beheer en payroll)</b>		<b>5,49</b>	<b>5,80</b>	<b>6,10</b>
Bezoldiging		298.632,25	331.070,85	384.703,35
Indirecte kosten (computer, zaal, verwarming, e.d.)		0,00	0,00	0,00
<b>Andere lasten (te verduidelijken)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Verplaatsingskosten		0,00	0,00	0,00
Prest.arbeidsgeneeskundige dienst		0,00	0,00	0,00
Verzekeringen		0,00	0,00	0,00
Verwarmingskosten		0,00	0,00	0,00
Beroepsopleidingen		0,00	0,00	0,00
Huur		0,00	0,00	0,00
<b>VTE's belast met art. 60\$7</b>		<b>82,15</b>	<b>87,10</b>	<b>80,91</b>
<b>Totale lasten (buiten bezoldiging van art. 60\$7)</b>		<b>4.427.523,17</b>	<b>5.343.808,45</b>	<b>5.041.908,00</b>

**7. BUDGETTAIRE OMZENDBRIEF  
VAN HET MINISTERIE VAN HET  
BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK  
GEWEST MET BETREKKING OP DE  
BEGROTING 2022 EN ZIJN BIJLAGEN**



## BRUSSEL PLAATSELIJKE BESTUREN

GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

**CONTACT** Anne WILLOCX  
T +32 02/800.33.25  
[awillocx@gob.brussels](mailto:awillocx@gob.brussels)

Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen  
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Ter informatie:

Aan de dames en heren Gemeenteontvangers  
Aan de dames en heren Gewestelijke inspecteurs

**ONZE REF.** OB2022/09

**UW REF.**



09003c14803c83f2

**BETREFT** Opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2022  
Opmaak van de driejaarlijkse plannen voor de dienstjaren 2022-2023-2024

**BIJLAGEN** Contactgegevens  
Checklist "Bijlagen"

**BRUSSEL** 22 JULI, 2021

Geachte dames en heren Burgemeesters,  
Geachte dames en heren Schepenen,

Deze omzendbrief heeft betrekking op het opmaken van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2022 en van de driejaarlijkse plannen 2022-2023-2024.

## INHOUDSTAFEL

1	De gemeentelijke begrotingen .....	3
1.1	Algemeen .....	3
1.2	Begrotingswijzigingen en interne aanpassingen .....	4
1.3	De begroting .....	5
1.3.1	Functionele begroting .....	5
1.3.2	Economische begroting .....	5
1.3.3	Buitengewone dienst .....	5
1.3.4	Samenvattende tabel .....	6
1.3.5	Personeelstabellen .....	6
1.3.6	Wettelijke en andere bijlagen .....	6
1.4	ESR 2010 normen .....	7
1.5	Genderbudgeting .....	9
2	De driejaarlijkse plannen .....	10
2.1	Algemeen .....	10
2.2	Financieel plan .....	11
2.2.1	Gewone dienst .....	12
2.2.2	Buitengewone dienst .....	12
2.2.3	Andere informatie .....	12
2.3	Verklarende nota .....	13
3	Groeiparameters en -percentages (begroting en plan) .....	13
3.1	Gewone dienst - ontvangsten .....	13
3.1.1	Ontvangsten uit prestaties .....	13
3.1.2	Ontvangsten uit overdrachten .....	14
3.1.3	Schuldontvangsten .....	15
3.2	Gewone dienst - uitgaven .....	15
3.2.1	Personeelsuitgaven: bezoldigingen, sociale vergoedingen .....	15
3.2.2	Personeelsuitgaven: patronale bijdragen - pensioenen .....	16
3.2.3	Werkingsuitgaven .....	18
3.2.4	Overdrachtsuitgaven .....	19
3.2.5	Schulduitgaven .....	20
4	Overzending en informatiedrager .....	20

# 1 De gemeentelijke begrotingen

## 1.1 Algemeen

De begroting 2022 stemt overeen met de financiële projecties voor het eerste jaar van het plan 2022-2023-2024. Het is dus een meer in detail uitgewerkte versie van het eerste planjaar, op economisch en functioneel vlak.

Volgens artikel 241§1 van de nieuwe gemeentewet, keurt de gemeenteraad, elk jaar, vóór 31 december, de begroting van de uitgaven en inkomsten van de gemeente voor het volgende dienstjaar goed. [De begroting bevat op straffe van nietigheid bijlagen die door de [Regering worden bepaald (Ord. 17.07.2020, B.S. 30.07.2020)].

**Volgens het 2de lid van het voormeld artikel, en om een zo realistisch mogelijke begroting te kunnen voorleggen is het absoluut noodzakelijk dat de laatste rekeningen goedgekeurd zijn op het ogenblik dat de begroting aangenomen wordt. Bijgevolg kunnen de begroting 2022 en de driejaarlijkse plannen 2022-24 pas worden goedgekeurd door de gemeenteraad indien de jaarrekening 2020 definitief aangenomen werd door de toezichthoudende overheid.**

Voor de gewone dienst slaat het bedoelde evenwicht zowel op het resultaat van het eigen dienstjaar na functionele overboekingen als op het gecumuleerd resultaat. Functionele overboekingen betreffen overboekingen ten laste van daadwerkelijk aangelegde voorzieningen of reserves voor specifieke doeleinden. Deze overboekingen vormen een volwaardige economische groep en mogen in geen geval gelijkgeschakeld mogen worden met ontvangsten of uitgaven van overdrachten<sup>1</sup>. Functionele overboekingen worden enkel aanvaard in het kader van voorzieningen voor dubieuze fiscale vorderingen en opnemingen in de reserves van subsidies in verband met wijkcontracten, tegemoetkomingen in ziekenhuiskosten en uitzonderlijke dividenden. In de omzendbrief van 17 mei 2013 vroeg ik u voorzieningen voor risico's en kosten aan te leggen voor niet-aangezuiverde schuldvorderingen, in het bijzonder met betrekking tot bepaalde belastingen. Om uw begroting niet uit evenwicht te brengen, raad ik u aan deze voorzieningen geleidelijk aan te leggen.

Er kan evenwel getolereerd worden dat er geen evenwicht wordt bereikt voor het eigen dienstjaar stricto sensu, indien uitzonderlijke en dus niet-terugkerende uitgaven zouden plaatsvinden die gedekt worden door middel van een overboeking van de reserves. Deze overboeking mag evenwel in geen geval beschouwd worden als "functioneel". Die omstandigheden moeten verduidelijkt worden in het verslag dat bij de beslissing gevoegd is waarmee de begroting aangenomen wordt.

**Ik nodig U tevens uit realistische ramingen te voorzien voor het oninvorderbaar stellen van vorderingen die niet meer kunnen worden geïnd.**

Voor de buitengewone dienst moet het evenwicht globaal zijn, waarbij de financiering uiteraard kan gebeuren door benutting van de reserves.

Conform de artikelen 5, 10, 15 en 16 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, omvatten de begroting en de begrotingswijzigingen alle ontvangsten en uitgaven die in de loop van het dienstjaar kunnen worden gedaan.

---

<sup>1</sup> Ik verwijs u in dit verband naar de omzendbrieven van 1 februari 2006 en 17 mei 2013 betreffende de kwestie van de overboekingen.

**Overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, moeten de ontvangsten en uitgaven op precieze wijze worden geraamd.** Bij gebrek aan reglementaire evaluatiegegevens of administratieve instructies, wordt verwezen naar de werkelijk gerealiseerde uitgaven en ontvangsten op de rekening van het voorlaatste dienstjaar.

Het belang van een **goede naleving van het rekeningenstelsel** werd meermaals benadrukt, opdat de databank van de gemeentelijke financiën goed zou functioneren. Het is bijgevolg van primordiaal belang dat u het rekeningstelsel respecteert. Ik verzoek u daarom rekening te houden met de opmerkingen die u werden bezorgd over het gebruik van foutieve functionele of economische codes en de nodige verbeteringen aan te brengen. **Bij niet-naleving van bovenstaande voorschriften worden de begrotingen in voorkomend geval ofwel herzien, ofwel niet goedgekeurd.**

Conform artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit worden de voorlopige kredieten vastgesteld door de gemeenteraad wanneer de begroting nog niet is aangenomen. De voorlopige kredieten hebben betrekking op alle uitgaven van de gewone dienst. Ter herinnering: er wordt geen enkel onderscheid meer gemaakt tussen facultatieve en verplichte kredieten.

De voorstelling en inhoud van de gewone begroting dienen in overeenstemming te zijn met de besluiten van 20 en 25 oktober 2005.

Ik herinner u aan de bepalingen van artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet dat voorschrijft dat vanaf haar goedkeuring door de gemeenteraad, de jaarlijkse begroting wordt bekendgemaakt op de website van de gemeente:

Artikel 96 van de Nieuwe Gemeentewet schrijft voor dat het ontwerp van begroting vergezeld is van een verslag dat het algemeen en financieel beleid van de gemeente aangeeft en een overzicht van de toestand van het bestuur en van de gemeentezaken, alsook alle nuttige informatiegegevens. Het verslag bevat bovendien informatie over de mate waarin rekening wordt gehouden met de sociale, ethische en milieuaspecten in het financieel beleid van de gemeente.

## 1.2 Begrotingswijzigingen en interne aanpassingen

**Geen enkele begrotingswijziging kan na 1 juni 2022 worden aangenomen door de gemeenteraad indien de rekeningen 2021 nog niet door de gemeenteraad zijn goedgekeurd.**

De laatste begrotingswijzigingen die in de loop van het dienstjaar worden goedgekeurd, dienen de toezichthoudende overheid uiterlijk op 1 november 2022 te bereiken, opdat laatstgenoemde zich zou kunnen uitspreken vóór de boekhoudkundige afsluitingsdatum, zijnde 31 december 2022. Deze wijzigingen dienen voorgesteld te worden volgens hetzelfde model als de oorspronkelijke begroting (verantwoording van de kredietaanpassingen, samenvattende tabellen, ...).



**Kredietaanpassingen binnen de grenzen van artikel 10 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit vormen geen begrotingswijzigingen die aan de toezichhoudende overheid moeten worden voorgelegd.** Deze aanpassingen worden enkel geregistreerd in de gemeentelijke boekhouding.

## 1.3 De begroting

### 1.3.1 Functionele begroting

De functionele begroting geeft de begrotingskredieten weer per functie volgens de functionele codes en volgens de economische codes, elk beperkt tot de drie eerste cijfers.

### 1.3.2 Economische begroting

De economische begroting geeft de begrotingskredieten weer per economische groep volgens de economische codes van 5 cijfers.

### 1.3.3 Buitengewone dienst

Ter herinnering: de functionele en economische voorstelling is beperkt tot de gewone dienst omdat het begrip kredietbeperking als bedoeld in artikel 10 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit (ARGC) uitsluitend betrekking heeft op de gewone dienst.

Zoals voorheen krijgen de gemeenten de aanbeveling om bijzonder waakzaam te zijn bij het opstellen van de budgettaire vooruitzichten met het oog op maximale geloofwaardigheid en verwezenlijking. De gemeenten dienen er bovendien op toe te zien dat de kosten verbonden aan leningen ter volledige of gedeeltelijke financiering van het investeringsprogramma geen begrotingstekort veroorzaken of leiden tot een toename van het tekort.

**Ik vestig uw aandacht op dat het saldo berekend volgens de ESR 2010-normen geen rekening houdt met ontvangsten uit leningen. Om een ESR 2010-evenwicht na te streven, dienen de voorziene investeringen derhalve realistisch te zijn door zich te beperken tot diegene die in de loop van het dienstjaar kunnen worden gerealiseerd.**

Artikel 252 van de nieuwe gemeentewet bepaalt: *“De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen”.*

Met de inachtneming van dat principe moet de buitengewone begroting elk jaar in evenwicht zijn aangezien de gemeenten verplicht zijn elk jaar op de begroting, alle inkomsten in te schrijven die bestemd zijn voor het financieren van de jaarlijkse investeringen opgenomen in de begroting.

Bij de afsluiting van het dienstjaar gebeurt het echter vaak dat uitgaven vastgelegd zijn, maar dat de leningen bestemd om deze te bekostigen nog niet aangevraagd zijn en dat bijgevolg geen recht vastgesteld werd.

Deze leningen worden opnieuw ingeschreven door middel van een begrotingswijziging bij de overname van het resultaat van de rekening, en dit conform de bepalingen van artikel 9 van het ARGC. In dat verband wordt verwezen naar de omzendbrief van 4 mei 1999 met betrekking tot de budgettering en boeking in de buitengewone dienst. Het opnieuw inschrijven van deze leningen beantwoordt aldus aan de bepalingen van artikel 5 van het ARGC dat voorschrijft dat de begroting alle ontvangsten en uitgaven omvat die in de loop van het financieel dienstjaar kunnen worden gedaan.

Elke investeringstoelage moet het voorwerp uitmaken van een vastgesteld recht in de buitengewone dienst vanaf de kennisgeving van de toezegging (en niet vanaf de betaling van deze toelage door de subsidiërende overheid).

#### 1.3.4 Samenvattende tabel

Het betreft de samenvattende tabel per economische groep en per functie.

Er wordt nog steeds een onderscheid gemaakt tussen functionele overboekingen en algemene overboekingen van functie 060. **De samenvattende tabel van zowel de gewone als de buitengewone dienst zoals bedoeld in artikel 1,3 van het voormeld besluit van 20 oktober 2005 dient opgesteld te worden overeenkomstig de bijlage toegevoegd aan voormeld besluit en waarbij er een duidelijk onderscheid wordt gemaakt tussen de functionele overboekingen en de algemene overboekingen van de functie 060.**

#### 1.3.5 Personeelstabellen

De tabellen in **bijlage B1A en B1B** dienen ingevuld te worden in elektronische vorm **met de gegevens per 30 juni 2021**. Voortaan dient geteld te worden in voltijdse equivalenten EN in aantal personen. Op deze wijze wordt vermeden dat er nog enige verwarring kan bestaan over de wijze waarop de kolommen moeten worden ingevuld. Ik verzoek u de grootst mogelijke zorgvuldigheid in acht te nemen bij het opstellen van deze tabellen. In beschikbaarheid gestelde personen, hetzij op vrijwillige basis voorafgaand aan het pensioen, hetzij wegens langdurige ziekte, dienen meegeteld te worden. Hun totaal aantal moet evenwel in de tabellen meegedeeld worden, als aanvullende informatie.

#### 1.3.6 Wettelijke en andere bijlagen

Volgende documenten maken integraal deel uit van de begroting en dienen bijgevolg verplicht bezorgd te worden:

- het verslag bedoeld in artikel 96 van de nieuwe gemeentewet. **Dit verslag mag eventueel geïntegreerd worden in de verklarende nota van het driejaarlijkse plan zoals bedoeld in punt 2.3;**
- het verslag bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;
- de notulen van de vergadering van het overlegcomité gemeente/OCMW waarin de gemeentelijke tegemoetkoming vastgesteld wordt en waarin het bedrag van de bijdrage in het tekort van het OCMW vermeld wordt zonder de geristorneerde gewestelijke bijdrage in de weddenverhoging van het OCMW;

- de beschrijving van het buitengewoon programma en de financieringswijze ervan;
- het verloop van de gemeentelijke investeringsschuld, per financiële instelling;
- het verloop van de (gewone of buitengewone) reservefondsen; dit verloop moet gebaseerd zijn op de resultaten van de rekening 2020, aangepast volgens de begrote resultaten voor 2021 en 2022. Er moet voor gezorgd worden dat het gecumuleerde resultaat na overboekingen en de omvang van de reservefondsen onderling afgestemd zijn. Het is mogelijk dat bepaalde overboekingen van 2021 niet plaatsvonden; deze dragen evenwel bij tot het resultaat van het dienstjaar 2021, vermeld als resultaat van vroegere dienstjaren in de begroting 2022. Met het oog op de samenhang tussen het gecumuleerd resultaat en het bedrag van de reservefondsen is het dus van primordiaal belang om de reservefondsen te berekenen met inachtneming van alle geplande overboekingen.
- de bestemming van de eventuele voorzieningen voor risico's en kosten; de raming hiervan moet op dezelfde wijze gebeuren als voor de reservefondsen;
- de nota waarin het OCMW op nauwkeurige wijze aangeeft welke begrotingsmiddelen bestemd zijn voor werkingsuitgaven, begeleiding en uitvoering in het kader van de nieuwe gewestelijke maatregelen "artikel 60§7". Tevens dient u de hierbij gevoegde tabel (**bijlage B6**) waarvoor we u vragen te onderhandelen tijdens het overlegcomité, door uw OCMW te laten invullen en samen met uw begroting aan de toezichthoudende overheid over te maken

Ik wil nogmaals de noodzaak benadrukken van een perfecte overeenstemming tussen de gegevens vervat in alle documenten.

**Indien deze documenten geheel of gedeeltelijk ontbreken, wordt de begroting ipso facto geweigerd door de toezichthoudende overheid conform artikel 4 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**

## 1.4 ESR 2010 normen

Binnen de rijkscomptabiliteit en het Europees Systeem van Rekeningen – ESR 2010 worden de plaatselijke besturen ondergebracht in de sector van de Lagere overheid (sectoren 1313).

In het kader van de samenwerkingsakkoorden over de begrotingstrajecten hebben de gewesten, als respectieve toezichthoudende overheden van de plaatselijke besturen, zich ertoe verbonden om toe te zien op een strikte naleving van de ESR-normen voor de rekeningen van de plaatselijke besturen.

De integratie van de gemeenten in het ESR 2010-systeem vergt geen enkele aanpassing van de gemeentelijke boekhouding, die een krachtige tool is waarmee de boekhoudkundige en begrotingsgegevens vlot omgerekend kunnen worden naar een ESR 2010-saldo.

Ter herinnering: de ESR-boekhouding (Europees Stelsel van Rekeningen) **registreert stromen** op basis van de netto vastgestelde rechten van het jaar aan de ontvangstenzijde en op basis van de

aanrekeningen voor de uitgaven, ongeacht het dienstjaar waarin de uitgaven tot stand kwamen en **zonder onderscheid tussen gewone of buitengewone dienst.**

Financiering via leningen en de kapitaalaflossingen van die leningen worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het ESR-saldo. Hetzelfde geldt voor overboekingsverrichtingen.

Als ramingsinstrument moet de begroting ook het ESR 2010-saldo kunnen ramen dat de rekening te zien zal geven. Gelet op het grote belang van deze integratie voor het gewest en de gemeenten mogen we immers het overleggen van de jaarrekeningen niet afwachten om het financieringssaldo van de 19 gemeenten te beoordelen. Het Gewest moet beschikken over een raming van dit saldo in het begin van het begrotingsjaar.

**Daarom wordt u gevraagd een omzetting van uw begroting 2022 volgens de ESR-boekhouding in te dienen.** Deze omzetting dient te worden voorgesteld volgens het in **bijlage B4** bijgevoegd model dat een aanpassing is van de omzettingstabel van het Instituut voor de Nationale Rekeningen.

Hiervoor nodig ik u uit om in eerste instantie **bijlage B2** in te vullen, die u zal toelaten de realisatiegraad te kennen voor de 3 laatste beschikbare dienstjaren (2018-2019-2020).

De kolom met de begrotingskredieten moet deze van de initiële begroting hernemen. Daarenboven registreert de ESR-boekhouding stromen en dienen alle aanrekeningen van het dienstjaar in aanmerking worden genomen ongeacht het dienstjaar waarin de uitgaven tot stand kwamen. Wat de ontvangsten betreft, dienen enkel de netto vastgestelde rechten van het dienstjaar in aanmerking te worden genomen.

Vervolgens nodig ik u uit om **bijlage B3** in te vullen die u zal toelaten om de aanrekeningen inzake de investeringsuitgaven te ramen, aanrekeningen met betrekking tot enerzijds overgedragen vastleggingen van de vorige dienstjaren en anderzijds nieuwe uitgaven voorzien in 2022.

De bijlagen B2 en B3 zullen u toelaten om **bijlage B4** in te vullen die de omgezette begroting 2022 weergeeft.

De omzetting van het geheel van de gewone ontvangsten, de gewone uitgaven zonder de aflossingen van de schuld en de buitengewone overdrachtsuitgaven moet worden gerealiseerd op basis van het gemiddelde van de realisatiegraad van de begrotingskredieten voor de laatst gekende rekeningen. Telkens een realisatiegraad in aanmerking wordt genomen die verschilt van de gemiddelde graad, hoort dit verantwoord te worden.

Voor wat de omzetting van de buitengewone investeringsontvangsten, de buitengewone ontvangsten en de aflossingen van de leningen betreft, is het aangewezen om de begrotingskredieten 2022 te hernemen.

Tenslotte dient de omzetting van de investeringsuitgaven te worden gerealiseerd op basis van het resultaat van de ramingstabel van de investeringen in bijlage B3 en wordt dit geïntegreerd onder taalpost 91 van de omgezette begroting.

**Het saldo van de gewone dienst in ESR-vorm zou normaal gezien niet substantieel moeten verschillen van het begrotingssaldo. Voor het saldo van de buitengewone dienst liggen de zaken anders en wij vragen u daarom hier bijzondere aandacht aan te besteden.**

**Deze oefening zal aantonen dat het nodig is om een realistisch investeringsprogramma op de stellen en er de weerslag van na te gaan voor de toekomstige begrotingsjaren.**

Er wordt aan herinnerd dat de medewerking van alle gemeentelijke diensten vereist is voor het opstellen van dit document en dat dit vereffeningsplan een gemeentelijke beheerstool moet worden.

## 1.5 Genderbudgeting

Genderbudgeting of gendergevoelige begroting ligt in het verlengde van wat "gendermainstreaming" genoemd wordt. Het concept "gendermainstreaming" is gebaseerd op het begrip "gender", dat de maatschappelijk geconstrueerde verschillen tussen mannen en vrouwen aanduidt, in tegenstelling tot de biologische verschillen die bestaan tussen beide geslachten. Wat als mannelijk of vrouwelijk beschouwd wordt, is immers bepaald door de maatschappij waarin we leven. Genderstudies focussen dus op deze maatschappelijk geconstrueerde verschillen, maar bevestigen ook dat de maatschappelijke verhoudingen waarvan ze de basis vormen niet egalitair zijn. De impliciete norm is meestal mannelijk, wat in de praktijk vrouwen kan benadelen. Het is dus om die genderongelijkheid weg te werken dat het concept "gendermainstreaming" tot stand kwam.

"Gendermainstreaming" of de geïntegreerde benadering van het genderaspect is een benadering die tijdens het volledige beleidsvoeringsproces (analyse van de situatie, definiëring van het beleid, uitvoering, evaluatie) rekening houdt met de genderdimensie en dus de gelijkheid van mannen en vrouwen en die toegepast moet worden door alle actoren die betrokken zijn bij de definiëring, de uitvoering en de evaluatie van het beleid, ... Het komt erop neer voor elke beoogde beleidsmaatregel na te gaan of er mogelijk een verschillende impact op vrouwen en mannen kan ontstaan. Gendermainstreaming zou een reflex, een vanzelfsprekendheid moeten worden voor alle betrokkenen in de verschillende fasen van de beleidsvoeringscyclus.

Het betreft een transversale benadering, want ze moet in alle beleidsdomeinen (bv. tewerkstelling, volksgezondheid, mobiliteit, ...) worden toegepast. Het is ook een preventieve benadering, want ze heeft tot doel te vermijden dat overheden een beleid voeren dat ongelijkheden tussen mannen en vrouwen doet ontstaan of in de hand werkt.

Rekening houden met de genderdimensie in het beleid impliceert dat men ze ook in acht moet nemen in de begroting. Dat heet "genderbudgeting" of "gendergevoelige begroting".

Het Gewest is van mening dat er een genderbudgeting-initiatief tot stand gebracht moet worden:

- om een overzicht te krijgen van de economische middelen die vanuit genderstandpunt op al dan niet evenredige wijze toegekend worden;
- om de uitvoering van het gendermainstreamingsbeleid te vergemakkelijken, dat met name berust op een genderanalyse van de begroting;
- om de financiële transparantie van de gemeentebegroting te vergroten;
- voor een efficiëntere verdeling van de middelen in vergelijking tot de nagestreefde beleidsdoelstellingen.

In dat verband nodigen wij uit om, op vrijwillige basis, een gendergevoelige begroting in te dienen. Daartoe kan u zich in een eerste fase toespitsen op de uitgaven en de begroting van één enkele dienst of één enkele functie. Als bijlage B5 vindt u algemene richtlijnen om gendergevoelig te begroten.

## 2 De driejaarlijkse plannen

### 2.1 Algemeen

De Europese richtlijn 2011/85 legt de plaatselijke entiteiten de verplichting op om meerjarige begrotingsdoelstellingen te bepalen en prognoses op te stellen voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost, evenals een beschrijving van de geplande beleidsmaatregelen voor de middellange termijn en een beoordeling van de wijze waarop deze maatregelen de financiën zouden kunnen beïnvloeden.

Artikel 242 bis van de nieuwe gemeentewet schrijft overigens het volgende voor:

*« [Tweemaal per zittingsperiode, bij de neerlegging van de eerste en de vierde begroting, legt het college de gemeenteraad een driejaarlijks plan voor. Dit driejaarlijkse plan vormt een aanvulling op de jaarlijkse begroting als bedoeld in artikel 241 en bestaat uit:*

*1. prognoses voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost voor de twee dienstjaren volgend op het jaar van de ingediende begroting. Deze prognoses dienen gebaseerd te zijn op realistische macro-economische en budgettaire ramingen;*

*2. een verklarende nota die de hoofdbeleidskeuzen beschrijft voor de drie eerstvolgende jaren, en hun impact op de evolutie van de ontvangsten- en uitgavenposten over deze drie jaren. Dit plan dient, voor elk van de drie jaren, de begrotingsevenwichtsregels na te leven zoals bepaald in artikel 252.*

*Na goedkeuring door de gemeenteraad wordt dit driejaarlijks plan bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 112 en op de door de gemeenteraad voorgeschreven wijze (Ord. 17.07.2020, B.S. 30.07.2020)]. »*

Het beheersplan omvat dus twee documenten:

- een financieel plan dat de gemeentelijke strategie en de belangrijkste beleidslijnen omzet in projecties voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost voor de komende drie jaar, waarbij het eerste jaar de begroting 2022 betreft en de twee volgende jaren voorafbeeldingen zijn van de toekomstige begrotingen 2023 en 2024. Deze projecties moeten berusten op realistische en geloofwaardige macro-economische en budgettaire vooruitzichten. Ze vormen de basis voor de begroting 2022 en geven een vooruitblik wat betreft de begrotingen 2023 en 2024.
- een verklarende nota die de hoofdbeleidskeuzen beschrijft, evenals de vereiste structurele maatregelen om het gemeentelijke beheer te optimaliseren en de doelstelling van het begrotingsevenwicht te bereiken. Dit document mag niet beperkt blijven tot enkele algemene beschouwingen, maar moet een duidelijk en transparant beeld geven van het gemeentelijke beheer **door duidelijk een onderscheid te maken tussen de evolutie « bij ongewijzigd beleid » en de impact van nieuwe projecten.**

Het financieel plan moet voorgesteld worden in overeenstemming met de modellen die bij deze omzendbrief gevoegd zijn. Als referentiebasis moeten de gegevens van de rekening 2020 en de gewijzigde begroting 2021 genomen worden.

Om de uitwerking van de financiële projecties te vereenvoudigen, moet het financiële plan enkel op economisch vlak voorgesteld worden, zowel voor de gewone als voor de buitengewone dienst.

De hieronder voorgestelde groeiparameters en -percentages moeten beschouwd worden als een geheel van kaderaanbevelingen. In het licht van de analyse van de specifieke situatie bij elke gemeente kunnen bepaalde keuzes leiden tot andere groeitempo's. In dat geval moeten de vooropgestelde groei-cijfers en de redenen voor de gemaakte keuzes vermeld worden in de verklarende nota.

De voorgestelde parameters maken het daarnaast mogelijk de gegevens bij ongewijzigd beleid te actualiseren. Elke wijziging van het beleid dient dus gepreciseerd te worden in de verklarende nota.

De financiële plannen van de gemeenten die een overeenkomst gesloten hebben met het BGHGT zullen van rechtswege vervangen worden door de plannen 2022-2024 na de goedkeuring ervan door de Regering en aanleiding geven tot een aanhangsel bij de overeenkomst. De Directie Ondersteuning van het BGHGT heeft onlangs een schrijven gericht aan de betrokken gemeenten met nadere regels.

Tenslotte herinner ik u aan de bepalingen van artikel 112 van de nieuwe gemeentewet dat voorschrijft dat het driejaarlijks plan 2022-2024, vanaf hun goedkeuring door de gemeenteraad, eveneens dient bekendgemaakt op de website van de gemeente.

## 2.2 Financieel plan

Het plan moet meer bepaald rekening houden met de uitgestippelde gemeentelijke strategie en de andere planningsinstrumenten, zowel op gemeentelijk als op gewestelijk vlak. Voor de uitwerking van dit plan is het vereist dat de gemeente de betrokken partners raadpleegt.

Met het oog op een geconsolideerde aanpak moet de gemeente ook rekening houden met de financiële vooruitzichten van andere partners, zoals de Politiezone, het OCMW, het Grondbedrijf, het Autonoom Gemeentebedrijf en de gemeentelijke vzw's en/of gemeentelijk(e) bedrijf(ven).

In het kader van het opstellen van haar eigen plan moet de gemeente als eerste toezichthoudende overheid ervoor zorgen dat het plan van haar OCMW, dat vereist is op grond van artikel 72 van de organieke wet, het voorwerp uitmaakt van overleg. De gemeente moet ook toezien op de samenhang van alle plannen.

Ten slotte wijs ik erop dat **het financiële plan voor elk van de drie jaren** moet beantwoorden aan **het begrotingsevenwicht als opgelegd in artikel 252 van de nieuwe gemeentewet** en dat het een beschrijving moet omvatten van de structurele en conjuncturele maatregelen die het mogelijk zullen maken dit begrotingsevenwicht te handhaven.

### 2.2.1 Gewone dienst

De gedetailleerde projecties per economische code worden opgenomen in de **bijlagen P1** (ontvangsten en uitgaven) en **P2** (gemeentelijke fiscaliteit). De hieronder in punt 4 vermelde parameters zijn kaderaanbevelingen. De groeicijfers die gebruikt worden voor de projecties moeten dus samenhangend en verantwoord zijn in het licht van de specifieke situatie en de strategische en beleidskeuzes van de gemeente zoals die beschreven worden in de oriëntatienota.

### 2.2.2 Buitengewone dienst

Het economische driejarenplan voor de buitengewone dienst (Bijlage P3) dient een globaal zicht te geven op de nieuwe investeringen (te onderscheiden van aanpassings- en onderhoudswerken) en hun financieringswijze. **Wij beklemtonen de noodzaak om een realistisch investeringsprogramma op te stellen**, dat aansluit bij de behoeften van de gemeente vanuit het oogpunt van demografische en economische ontwikkeling. Er dient rekening gehouden te worden met de al gerealiseerde investeringen en met het implementeren van nieuwe beleidsmaatregelen. **Het is aangewezen om rekening te houden met de capaciteit van de gemeente om nieuwe projecten op te volgen en om de leencapaciteit te optimaliseren en dit door gewone schulduitgaven te vermijden voor investeringen die niet zullen verwezenlijkt worden.**

Daarnaast moeten nieuwe kosten die voortvloeien uit elke investering die over meer dan 15 jaar wordt afgeschreven, met uitzondering van wegen, beschreven en gekwantificeerd worden in projectfiches (Bijlage P4) om integratie in het financieel plan mogelijk te maken. Van elke nieuwe investering moet dus de weerslag op de gewone uitgaven geraamd worden.

Dit investeringsprogramma moet ook de Regering toelaten haar financieringspolitiek voor deze drie dienstjaren te definiëren, in het kader van de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen (driejarig investeringsprogramma), van de Ordonnantie van 31 mei 2018 houdende de toekenning van subsidies bestemd voor investeringen in gemeentelijke sportinfrastructuren **en van de projectoproep van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.**

### 2.2.3 Andere informatie

- Personeelsplan (Bijlagen P5)

In dat verband verzoek ik u de bijlage P5 met de tabel van de geplande indienstneming in te vullen, **rekening houdend met de eventuele weerslag van bepaalde in de projectfiches opgenomen investeringsprojecten (Bijlage P4)**, alsook van alle geplande uitdiensttredingen (natuurlijke afvloeiingen, ontslagen enz.). Op basis daarvan kunnen dan de projecties voor de drie jaren berekend worden. **Het doel is om elke variatie van de salarisprojectie die zou afwijken van de onderstaande parameters, uit te leggen.**



## 2.3 Verklarende nota

In deze nota kan eventueel het verslag bedoeld in artikel 96 van de nieuwe gemeentewet geïntegreerd worden.

In de nota dienen de financiële middelen van de gemeente, het belastingbeleid, de prijsstelling van diensten (wijziging van tarieven, afschaffingen, toevoegingen,...) te worden gedetailleerd, evenals elk ander transversaal beleid dat financiële gevolgen heeft, zoals rationalisering van het energieverbruik, oprichting van een aankoopcentrale, herschikking van de administratieve gebouwen.

Wat de gewone dienst betreft, moet een stand van zaken gegeven worden inzake het personeelsbeleid van de gemeente (in coördinatie met het OCMW): personeelsbestand, pensioenen (geplande statutarisering, ...), toegekende voordelen aan het huidige en het toekomstige personeel, wervingen, vormingen, interne mobiliteit, eventuele reorganisaties, ...

De aangevoerde groeiparameters en -percentages moeten in detail beschreven en verantwoord worden.

In geval van beleidsmaatregelen die via een vzw uitgevoerd worden, moet aangegeven worden welke weerslag de maatregelen hebben op de subsidie die aan de vzw verleend wordt.

Zowel voor de gewone als de buitengewone dienst moet de financiering toegelicht worden.

## 3 Groeiparameters en -percentages (begroting en plan)

### 3.1 Gewone dienst - ontvangsten

#### 3.1.1 Ontvangsten uit prestaties

In de huidige context is het meer dan ooit nodig de tarieven regelmatig aan te passen. Voor administratieve prestaties naar aanleiding van een individuele aanvraag moet de gevraagde prijs ten minste de kostprijs van de door de gemeentelijke diensten geleverde prestaties dekken. Evenzo moeten huurkosten geïndexeerd worden en moet alles in het werk gesteld worden om ze te innen.

Bij gelijke diensten, moeten de ontvangsten uit prestaties minstens stijgen ten belope van de inflatie, tenzij anders is aangegeven (zie hieronder).

Specifieke berekeningen:

- Doorgangsrechten gas en elektriciteit: vooruitzichten moeten meegedeeld worden door Sibelga;
- Crèches, peuterspeelplaatsen, onderwijsprestaties: eigen raming op basis van de geldende regelgeving, de bezettingsgraden en eventuele wijzigingen in het aantal plaatsen;
- Parkeren: Voor 2022 wordt er aan de gemeenten die bij het Parkeeragentschap zijn gevraagd om de hiernavolgende berekeningsmethode te hanteren voor de raming van de parkeerontvangsten:

**Netto ontvangsten (=Netto vastgestelde rechten min exploitatiekosten: zie opvolgtabel van het Agentschap\*0.85\* 0.80.** De 80 % wegingscoëfficiënt is bedoeld om een voorzichtige

raming van de inkomsten te maken, rekening houdende met eventuele afwijkingen en onwaarden.

- Hydrobru/Vivaqua: vooruitzichten gebaseerd op de recentste beschikbare rekening + indexering.
- Andere ontvangsten uit prestaties: zelfde bedrag als vermeld in de rekening 2019 (om de impact van Covid te vermijden).

### 3.1.2 Ontvangsten uit overdrachten

- Algemene Dotatie aan de Gemeenten: de voorlopig geraamde bedragen voor 2022, 2023 en 2024 zullen bevestigd worden op grond van een regeringsbeslissing, die ten laatste tegen 30 september 2021 verwacht wordt.
- Dotatie in uitvoering van artikel 46bis van de wet van 12 januari 1989: de raming zal meege-deeld worden door BPB, samen met de definitieve bedragen van de Algemene Dotatie aan de Gemeenten,
- Subsidie in het kader van de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: er dient rekening te worden gehouden met een indexatie van 1,7% voor 2022 en een ongewijzigde raming (nulgroei) voor 2023 en 2024.
- Gemeentelijke belastingen (Bijlage P2)

De gedetailleerde projecties moeten berekend worden op basis van de belastingtarieven voor 2021, eventueel aangepast aan de besliste of voorziene wijzigingen van de aanslagvoeten. Bij het vervallen van de belastingverordeningen moet nagedacht moet worden over een verhoging van de tarieven, zoals die voor administratieve prestaties of inname van het openbaar domein. Eventuele verhogingen moeten toegelicht worden. Voor de belastingen bedoeld in de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn geen verhogingen toegestaan.

Uit voorzichtigheidsoverwegingen is het overigens aangewezen rekening te houden met het aanleggen van voorzieningen voor risico's en kosten inzake gemeentelijke belastingen, meer bepaald voor nieuwe of herziene belastingen waarvan het inningsniveau kan tegenvallen. Door te anticiperen op het aanleggen van voorzieningen kan vermeden worden dat laatstge-noemde leiden tot een gecumuleerd tekort op de gewone dienst.

Verder dienen de gemeenten er in het bijzonder op toe te zien de kohieren betreffende de specifieke gemeentebelastingen zo vroeg mogelijk uitvoerbaar te verklaren gedurende het begrotingsjaar. Het gebeurt immers maar al te vaak dat er kohieren niet uitvoerbaar verklaard worden tijdens het begrotingsjaar, wat negatieve gevolgen heeft voor het reeds kwetsbare financiële evenwicht van de gemeenten.

- Opcentiemen op de onroerende voorheffing (OV)

Hetzij belastbaar kadastraal inkomen per 1 januari 2021<sup>2</sup> buiten materieel en outillage x 0.0125 x opcentiemen/100 x (100-Z)/100 x 1,890 voor 2022, 1,8923 voor 2023, 1,945 voor 2024.

---

<sup>2</sup> Beschikbaar via de applicatie « Urbain » van de FOD Financiën : <https://financien.belgium.be/nl/E-services/Urbain>

Z: wegingscoëfficiënt, gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de afwijkingpercentages tussen de begrotingsramingen en het vastgestelde recht over de voorbije 5 jaar.

**In de begrotingsvooruitzichten dient men tevens te anticiperen op de aanleg van provisijs voor de te innen bedragen met betrekking tot de opcentiemen op de onroerende voorheffing indien het verschil tussen de netto vastgestelde rechten en de reële inning van de laatst vastgelegde rekening groot blijft. In voorkomend geval wordt een provisie ten belope van 50% van het percentage van de vastgestelde niet inning aangeraden.**

- Opcentiemen op de personenbelasting (PB)

Voor 2022: raming van de FOD Financiën x (100-Z)/100

Z: wegingscoëfficiënt, gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de afwijkingpercentages tussen de ramingen van de FOD Financiën en het vastgestelde recht over de voorbije 5 jaar.

Voor 2023 en 2024 worden de bedragen met 2% geïndexeerd.

De berekeningen van die OV- en PB-ramingen moeten als bijlage toegevoegd worden.

De raming van de Federale Overheidsdienst Financiën wordt in principe in de loop van de maand oktober 2021 aan de gemeenten meegedeeld. Indien nodig kan een regularisatie van voornoemde raming toegestaan worden bij de eerstvolgende begrotingswijziging voor 2022, op basis van de laatste provisionele staat overgemaakt door de Federale Overheidsdienst Financiën in de loop van het tweede kwartaal van het dienstjaar 2022.

- Opcentiemen op de verkeersbelasting: voor 2022 : gebaseerd op 2020 + 2%.
- Europese, federale, communautaire en gewestelijke subsidies: de projecties worden bepaald op basis van de ondertekende overeenkomsten en de toezeggingen bevestigd door de subsidiërende overheid (voorbeeld: neerwaarts herziene werkingssubsidies aan het onderwijs door de Franse Gemeenschap).

### 3.1.3 Schuldontvangsten

Schuldontvangsten dienen geboekt te worden conform de bedragen meegedeeld door de schuldenaars van de inkomens voor zover deze bedragen verenigbaar zijn met de werkelijk geïnde bedragen in de loop van de vorige dienstjaren. De creditintresten worden geraamd op basis van een thesauriekalender.

## 3.2 Gewone dienst - uitgaven

### 3.2.1 Personeelsuitgaven: bezoldigingen, sociale vergoedingen

Bij ongewijzigd personeelsbestand moet per economische code uitgegaan worden van volgende vooruitzichten:

- Code 111: Voor 2022, wedde van juli 2021 x 12,42 (jaarwedde + sociale programmering) x 1,013 (weerslag van de weddenschaalverhogingen) x Y (indexatie) 1,02% elk jaar voor 2022, 2023 en 2024. Overeenkomstig de maandvooruitzichten voor de gezondheidsindex zou de volgende overschrijding van de spilindex in oktober 2021 plaatsvinden. Als gevolg daarvan zouden de wedden van het overheidsperoneel in december 2020 met 2% aangepast worden aan de gestegen levensduurte. Overeenkomstig de maandvooruitzichten

voor de gezondheidsindex zou de volgende overschrijding van de spilindex niet plaatsvinden in 2022 (Federaal Planbureau op datum van 01/06/2021). **Ik nodig u tevens uit om regelmatig de website van het Federaal Planbureau te consulteren (www.plan.be) en uw voorzieningen aan te passen indien een overschrijding van de spilindex in 2022 zou plaatsvinden.**

Voor 2023 en 2024 moet uitgegaan worden van één indexsprong per jaar.

- Code 112: zoals voor code 111

Elke stijging van de personeelsuitgaven die deze vooruitzichten overtreft, moet verantwoord worden in de verklarende nota en moet samenhangend zijn met de personeelsvooruitzichten vermeld in de bijlagen P5 en de projectfiches bijlage P4.

### 3.2.2 Personeelsuitgaven: patronale bijdragen - pensioenen

Voor de gemeenten die zijn aangesloten bij het Gesolidariseerd Pensioenfonds, moeten de RSZ-bijdragen vermeld worden onder de economische code 113-21. Het tarief van de pensioenbijdrage is bepaald op 43% het dienstjaar 2022 en 45% voor de dienstjaren 2023 en 2024 (waarvan 7,5% overeenstemt met de bijdragen van het personeel in actieve dienst).

De gemeenten moeten onder artikel 000/113-21 de verwachte verschuldigde responsabiliseringsbijdrage vermelden, te betalen in 2022, die hen meegedeeld zal worden door de Federale Pensioendienst. Dit betreft de verschuldigde responsabiliseringsbijdrage voor het dienstjaar 2021, vastgesteld op tien maandelijkse betalingen die elk een twaalfde vertegenwoordigen van 73,8% van het responsabiliteitsbedrag, nog te verhogen met een bijkomend bedrag als voorschot voor het dienstjaar 2022, overeenkomstig het principe van de "aanvullende maandelijkse termijn"<sup>3</sup>. Deze laatste is vastgesteld op 12 maandelijkse betalingen en vertegenwoordigen een twaalfde van 82,2% van het responsabiliseringsbedrag van 2019.<sup>4</sup> De responsabiliseringsbijdrage en de "aanvullende maandelijkse termijn" vertegenwoordigen samen 143% van het responsabiliseringsbedrag 2019.

Gemeenten die niet aangesloten zijn bij de RSZPPO moeten de ramingen opgeven die hen meegedeeld werden door hun voorzorginstelling en de verantwoordingsstukken bezorgen.

De gemeenten die zelf de niet-gesolidariseerde pensioenen uitbetalen via hun rekening "voorzorginstelling voor uitbetaling van niet-gesolidariseerde pensioenen", moeten de desbetreffende budgettaire raming bijvoegen, zoals aangegeven in punt 2.3 van de ministeriële richtlijn van 9 december 2011.

<sup>3</sup> Artikel 21, §4, van de wet van 24 oktober 2011, als gewijzigd door art. 25, §4, van de wet van 30 maart 2018, voorziet in de betaling van een "aanvullende termijn" naast de maandelijkse responsabiliseringsbijdragen. Het zal gaan om een percentage boven op de al verschuldigde responsabiliseringsbijdrage. De datum van inwerkingtreding van deze "aanvullende termijn" en het percentage op basis waarvan die berekend wordt, zullen vastgelegd worden bij koninklijk besluit.

<sup>4</sup> K.B van 20/01/2021 tot uitvoering van artikel 21, § 3, eerste lid, en § 4, van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen.

De code 113-22 mag enkel gebruikt worden voor het begroten van niet-gesolidariseerde pensioenen. De gemeenten die het beheer van hun pensioenen toevertrouwd hebben aan een verzorging instelling of die aangesloten zijn bij de RSZ in pool 2 ter, moeten de economische code 113-48 gebruiken.

Verder voorziet de wet van 30 maart 2018 in een financiële tegemoetkoming voor het opzetten van de tweede pensioenpijler voor contractuele personeelsleden vanaf 2020.

**Ingeval uw gemeente beslist deze tweede pijler op te zetten, dient u hiertoe de nieuwe code 113-23 te gebruiken die door de firma die de boekhoudkundige software beheert, dient te worden gecreëerd.**

Code	Omschrijving	U/O	G/B	Alg.rek.	E.G.
113-23	Patronale bijdragen voor de 2de pijler ten voordele van het contractueel personeel	U	G	62423	70

En met betrekking tot de algemene rekeningen :

Algemene rekening	Omschrijving	Rubriek resultaten-rekening	Prefixe individuele rekening	Refer. econ. code
62423	Patronale bijdragen voor de 2de pijler ten voordele van het contractueel personeel	I.C		O

De volgende parameters – opgelegd door de wet van 30 maart 2018 – moeten in acht genomen worden om recht te kunnen hebben op een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage met minstens 50%<sup>5</sup>:

**Stelsels en bijdragetarieven van het aanvullend pensioen voor contractuele personeelsleden die recht geven op een vermindering met minstens 50% van de responsabiliseringsbijdragen** (art. 20 van de wet van 24 oktober 2011, als gewijzigd door artikel 12 van de wet van 30 maart 2018)

<sup>5</sup> De wet van 30 maart 2018 voorziet in een vermindering met 50% van de responsabiliseringsbijdragen en de mogelijkheid om in de toekomst bij besluit een hoger – maar geen lager - percentage te bepalen.

Stelsel	Onder- en bovengrens voor het recht op de vermindering	Datum van inwerkingtreding	
		1-01-2021	1-01-2022
Vaste bijdragen	Minimumpercentage	3%	3%
	Maximumpercentage	6%	6%
Cash Balance*	Minimumpercentage	3%	3%
	Maximumpercentage	6%	6%
Vaste prestaties	Minimumpercentage	6%	6%
	Maximumpercentage	12%	12%

*\*Cash balance: gemengde pensioentoezegging met vaste prestaties en vaste bijdragen. De vaste prestaties betreffen de kapitalisatie volgens een vastgestelde rentevoet van de bijdragen die voor een welbepaalde aangeslotene gestort worden (art. 21 van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen).*

Deze percentages zijn van toepassing om de loonmassa van alle contractuele personeelsleden van de gemeente.

De inschrijving van de bijzondere bijdrage aan de RSZ van 8,86% op de bijkomende bedragen van de pensioenen dient bij voorkeur te gebeuren op hetzelfde begrotingsartikel 113/23 dan dit voor de bijkomende bijdragen aan de verzekeraar. Het gaat inderdaad over een patronale bijdrage, maar deze betreft een voordeel voor de werknemers die desgevallend zal toelaten om een vermindering van de responsabiliseringsbijdrage te bekomen. Dit bedrag wordt effectief door de Wet beschouwd als een kost voor het bijkomend pensioen zoals het geval voor de gestorte bijdragen aan de verzekeraars en zodoende 50% aftrekbaar van de responsabiliseringsbijdrage: artikel 12 van de Wet van 30 maart 2018. Deze werkwijze behoudt al zijn betekenis zelfs ingeval de responsabiliseringsbijdrage niet meer verschuldigd zou zijn, aangezien zij zowel aan de gemeente als aan het Toezicht toelaat om de werkelijke bijkomende kost te evalueren die toe te schrijven is aan de 2de pijler voor de contractuelen.

### 3.2.3 Werkingsuitgaven

Voor de werkingsuitgaven, afgezien van te rechtvaardigen nieuwe initiatieven of inrichtingen (bijvoorbeeld, nieuwe crèche of school), verkiezingsuitgaven en wijzigingen opgelegd door de Europese, federale, communautaire of gewestelijke overheden, geldt het principe van een groeibeperking van 3,2% ten opzichte van de uitgaven vastgelegd in de rekening 2020. Het Federaal Planbureau verwacht immers een inflatie van 1,5% in 2021 en van 1,7% in 2022.

Bij eventuele begrotingswijzigingen moet elke toename van een post noodzakelijkerwijze gecompenseerd worden met een overeenstemmende vermindering van een of meer andere posten of door een verhoging van de corresponderende ontvangsten (subsidies, ...).

Voor 2023 en 2024: jaarlijkse indexering met 2 %. **Elke geraamde stijging die hoger uitvalt, moet nauwkeurig verantwoord worden, namelijk door te verwijzen naar de gedetailleerde projecten in de bijlage P4.**

### 3.2.4 Overdrachtsuitgaven

- **Dekking van het OCMW-tekort:** de vooruitzichten voor 2022 dienen in overeenstemming te zijn met het bedrag vastgesteld door het overlegcomité Gemeente/OCMW. De notulen van voornoemde vergadering dienen bij de begroting 2019 gevoegd te worden. De vertegenwoordigers van de gemeente zullen er binnen het overlegcomité op toezien dat de uitgaven van het OCMW die geen verband houden met opdrachten die wettelijk aan de OCMW's zijn toegewezen, maar die leiden tot een hogere gemeentelijke tegemoetkoming, beheerst worden. De gemeenten dienen tevens de gepaste maatregelen te nemen om overlappingsen uit te sluiten op het vlak van de sociale prestaties die geleverd worden door de gemeentelijke diensten en de OCMW's. Ingeval het OCMW een batig saldo vertoont voor het vorig dienstjaar, dient het bedrag van de gemeentelijke bijdrage overeenkomstig verminderd te worden (en mag men geen ontvangst inschrijven). De gemeenten moeten de OCMW's verzoeken hun rekeningen zo spoedig mogelijk aan te nemen. Voor 2023 en 2024 is het van essentieel belang is dat het OCMW zijn vooruitzichten in overleg met de gemeente uitwerkt. Het bedrag van de dotatie moet bijgevolg overeenstemmen met het bedrag dat vermeld wordt in het driejarenplan van het OCMW.
- **Dotatie aan de politiezone:** voor 2022 dient deze in overeenstemming te zijn met de beslissing van de Politieraad en de normen bepaald door de bevoegde overheid. Als de informatie over de begroting 2022 van de politiezone ontbreekt, schrijft de gemeente in haar begroting 2022 het bedrag in dat was ingeschreven in 2021, zij het geïndexeerd. Elk verschil tussen beide begrotingen met betrekking tot de gemeentelijke tegemoetkoming, dient rechtgezet te worden via een latere begrotingswijziging zodat beide bedragen opnieuw overeenstemmen. Evenals voor de OCMW's is het zo dat indien de politiezone een batig saldo laat optekenen, de jaarlijkse bijdrage overeenkomstig verminderd dient te worden.  
Indien de rekeningen van het dienstjaar 2020 van de zone niet vastgesteld zijn, wordt de dotatie voor 2022 beperkt tot het bedrag dat was ingeschreven op de begroting 2021. Voor 2023 en 2024 bepaalt punt 1.3 van de omzendbrief PLP 60 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting 2021 dat een financiële meerjarenplanning opgesteld dient te worden. Deze planning moet in overeenstemming zijn met uw budgettaire ramingen.
- **Subsidies aan verenigingen en gezinnen:** de gemeenten dienen erop toe te zien dat door hogere overheden toegekende subsidies herverdeeld worden onder begunstigde verenigingen met strikte naleving van de bestemmingen bepaald door voornoemde overheden. De gemeenten moeten ervoor zorgen dat ze de bepalingen toepassen die zijn vervat in de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen. Zij dienen overigens de subsidie aan te passen volgens de resultatenrekening en de thesaurietoestand van de vereniging, om te vermijden dat deze een batig saldo zou boeken of een reserve aanleggen dankzij de gemeentelijke toelage.
- **Subsidies aan het autonome gemeentebedrijf:** ingeval de gemeente het tekort van het gemeentebedrijf financiert, moet de laatste rekening van het gemeentebedrijf bij de begroting gevoegd worden, evenals een toelichting wat betreft de reden van die financiële tegemoetkoming.

- **Parkeeragentschap:** overeenkomstig de bepalingen die vervat zijn in de artikelen 40 en 41 van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap moeten de gemeenten, wanneer zij zelf instaan voor de inning van de parkeerinkomsten en de controle op de parkeerregels, 15% van de winst doorstorten aan het Agentschap (na aftrek van de kosten). De gemeenten moeten deze overdracht integreren in de opmaak van hun begrotingen en plannen. De berekeningen van die ramingen van de ontvangsten en uitgaven moeten als bijlage toegevoegd worden.
- **Onwaarden:** met het oog op de overeenstemming van het thesaurieresultaat met het boekhoudkundig resultaat is het absoluut noodzakelijk om regelmatig de vorderingen die niet meer geïnd kunnen worden, over te boeken naar de oninvorderbare posten. Er dienen bijgevolg realistische bedragen te worden begroot.

### 3.2.5 Schulduitgaven

Debiteurintresten: volgens de raming van de vermoedelijke vervaldagen van de gemeentethesaurie.

Kosten van leningen voor investeringen: volgens de vooruitzichten van de kredietverstrekkers, zowel voor de lopende als voor de nog aan te gane schuld, rekening houdend met het feit dat de intrest- en kapitaallast voor een geplande investering in werkelijkheid pas het volgende dienstjaar ingaat.

Ik vraag u met aandrang om contact op te nemen met het Brussels Gewestelijk Her-financieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën waarvan één van hun opdrachten er in bestaat om de gemeenten te adviseren inzake hun thesaurie- en schuldbeheer.

## 4 Overzending en informatiedrager

### Elektronische overzending

Het besluit van 20 maart 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van het informaticaformaat van de begrotingen en rekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is van toepassing op de begrotingen 2022.

Daarom verwijs ik u naar de omzendbrief van 4 december 2008 met betrekking tot de Gegevensbank van de gemeentelijke financiën - Gegevensoverdracht. De informaticus van het CIBG, Koen De Pauw (02/204.27.47), zal een antwoord kunnen geven op uw technische vragen.

**Deze overdracht van gegevens, via « combud », dient absoluut vooraf te gaan aan de indiening van de begroting en de driejaarlijkse plannen en hun bijlagen via het platform BOS-xchange.**

**De bijlagen voor het plan P1 tot P5 en de begrotingen B1 tot B6 dienen elektronisch én in Excel-formaat, via het generiek emailadres [lokalefinancien@gob.brussels](mailto:lokalefinancien@gob.brussels) te worden overgezonden en dit voorafgaand aan de indiening van de documenten via het platform BOS-xchange.**



**Omwille van administratieve vereenvoudiging werd er beslist om de begrotingen en driejaarlijkse plannen niet meer systematisch in papieren versie op te vragen.**

**Ik vestig er uw aandacht op het feit dat de toezichtstermijn slechts aanvang neemt vanaf het moment dat het dossier compleet is, dwz op het ogenblik van de ontvangst van zowel de financiële gegevens via Combud als van de ontvangst van de Excelbijlagen P1 tot P5 en B1 tot B6 via het generiek emailadres [lokalefinancien@gob.brussel](mailto:lokalefinancien@gob.brussel) én de ontvangst van de complete documenten (getekende beraadslaging, begroting, driejaarlijks plan en de verplichte bijlagen) via BOS-xchange.**

**Ik deel u tevens mee dat de huidige omzendbrief alsook de bijlagen steeds kunnen gedownload worden via het Portaal van de Plaatselijke Besturen ([www.pouvoirs-locaux.brussels](http://www.pouvoirs-locaux.brussels)).**

Tenslotte herinner ik u nog aan de bepalingen van artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet dat voorschrijft dat vanaf hun goedkeuring door de gemeenteraad, de jaarlijkse begroting en het driejaarlijks plan dient bekendgemaakt op de website van de gemeente.

Met de meeste hoogachting,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bernard Clerfayt', with a long horizontal stroke extending to the right.

Bernard CLERFAYT  
De Minister belast met de Plaatselijke Besturen

Uw contactpersonen bij de Directie Lokale Financiën

<b>Direction des Finances Locales/Directie Lokale Financiën (Directrice: Anne Willocx)</b>		
<b>Entités/Entiteiten</b>		<b>Agents responsables/Verantwoordelijke agenten</b>
<b>Communes/CPAS/Régies Gemeenten/OCMW's/ Gemeentebesturen</b>	<b>Anderlecht</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Auderghem Oudergem</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Berchem-Sainte-Agathe Sint-Agatha-Berchem</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Bruxelles Brussel</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Etterbeek</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Evere</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Forest Vorst</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Ganshoren</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Ixelles Elsene</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Jette</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Koekelberg</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Molenbeek-Saint-Jean Sint-Jans-Molenbeek</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Saint-Gilles Sint-Gillis</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Saint-Josse-ten-Noode Sint-Joost-ten-Noode</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Schaerbeek Schaar- beek</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
	<b>Uccle Ukkel</b>	Leopoldina Caccia Dominioni/Olivier Claeys/Quentin de Launois/Caroline Oblin
	<b>Watermael-Boitsfort Watermaal-Bosvoorde</b>	Angéline Biarent/Smaël Ikken/Caroline Polizzi
	<b>Woluwe-Saint-Lambert Sint-Lambrechts-Wo- luwe</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens
<b>Woluwe-Saint-Pierre Sint-Pieters-Woluwe</b>	Laurent Demarque/Wouter Marcoen/Rosalie Reyskens	
<b>Données de contact/Contactgegevens</b>		
<b>Biarent Angéline</b>	<b>02 800 3352</b>	<a href="mailto:abiarent@sprb.brussels">abiarent@sprb.brussels</a>
<b>Bours Mathieu</b>	<b>02 800 3551</b>	<a href="mailto:mbours@sprb.brussels">mbours@sprb.brussels</a>
<b>Caccia Dominioni Leopoldina</b>	<b>02 800 3496</b>	<a href="mailto:lcacciadominioni@sprb.brussels">lcacciadominioni@sprb.brussels</a>
<b>Claeys Olivier</b>	<b>02 800 3270</b>	<a href="mailto:oclaeys@sprb.brussels">oclaeys@sprb.brussels</a>
<b>de Launois Quentin</b>	<b>02 800 3032</b>	<a href="mailto:qdelanois@sprb.brussels">qdelanois@sprb.brussels</a>
<b>Demarque Laurent</b>	<b>02 800 3873</b>	<a href="mailto:ldemarque@sprb.brussels">ldemarque@sprb.brussels</a>
<b>Ikken Smaël</b>	<b>02 800 3273</b>	<a href="mailto:sikken@sprb.brussels">sikken@sprb.brussels</a>
<b>Marcoen Wouter</b>	<b>02 800 3282</b>	<a href="mailto:wmarcoen@gob.brussels">wmarcoen@gob.brussels</a>
<b>Oblin Caroline</b>	<b>02 800 3362</b>	<a href="mailto:coblin@sprb.brussels">coblin@sprb.brussels</a>
<b>Polizzi Caroline</b>	<b>02 800 3479</b>	<a href="mailto:cpolizzi@sprb.brussels">cpolizzi@sprb.brussels</a>
<b>Reyskens Rosalie</b>	<b>02 800 3475</b>	<a href="mailto:rreyskens@gob.brussels">rreyskens@gob.brussels</a>
<b>Willems Anne</b>	<b>02 800 3301</b>	<a href="mailto:awillems@gob.brussels">awillems@gob.brussels</a>
<b>Willocx Anne</b>	<b>02 800 3325</b>	<a href="mailto:awillocx@sprb.brussels">awillocx@sprb.brussels</a>
<b>Direction des Finances Locales</b>		<a href="mailto:financeslocales@sprb.brussels">financeslocales@sprb.brussels</a>
<b>Directie Lokale Financiën</b>		<a href="mailto:lokalefinancien@gob.brussels">lokalefinancien@gob.brussels</a>

Bijlage: lijst van de verplichte documenten en bijlagen:

	Elektronische versie
Begroting 2022	<input checked="" type="checkbox"/> (+Combud)
Functionele begroting	<input checked="" type="checkbox"/>
Economische begroting	<input checked="" type="checkbox"/>
Samenvattende tabellen	<input checked="" type="checkbox"/>
Verslag bedoeld in artikel 96 van de NGW	<input checked="" type="checkbox"/>
Verslag bedoeld in artikel 12 van het KB van 2 augustus 1990	<input checked="" type="checkbox"/>
Notulen van de vergadering van het overlegcomité gemeente/OCMW	<input checked="" type="checkbox"/>
Beschrijving van het buitengewoon programma en de financieringswijze ervan	<input checked="" type="checkbox"/>
Verloop van de gemeentelijke investeringsschuld, per financiële instelling	<input checked="" type="checkbox"/>
Verloop van de reservefondsen (en voorzieningen voor risico's en kosten)	<input checked="" type="checkbox"/>
Cijferbijlagen:	
B1A & B1B – Personeelstabellen	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B2 – Realisatiegraad	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B3 – Tabel met ramingen	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B4 – ESR saldo	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B5A & B5B – Gender budgeting	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
B6 – Art. 60§7	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
<b><u>Driejaarlijks plan :</u></b>	
Verklarende nota	<input checked="" type="checkbox"/>
Cijferbijlagen:	
P1 – Gewone dienst – ontvangsten en uitgaven	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P2 – Gemeentelijke belastingen	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P3 – Buitengewone dienst	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P4 – Projectfiches	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)
P5 – Personeelsplan	<input checked="" type="checkbox"/> (Excel)